

Publié par L'Union Bolchévique du Canada Nos 11-12

\$2.50

LIGNES DE DEMARCATIION



une revue de la théorie et de la pratique du marxisme-léninisme



**L'impérialisme,
stade suprême
de l'oppression
des femmes**

Publié par l'Union Bolchévique du Canada
n°11-12

Lignes de démarcation

Une revue de la théorie et de la pratique du marxisme-léninisme

L'impérialisme, stade suprême de l'oppression des femmes

8 Mars 1979

publié par l'Union Bolchévique

Dans cette revue, comme dans toutes les autres publications de l'Union Bolchévique, les italiques dans les citations indiquent que l'emphase est de l'auteur, alors que les majuscules indiquent que l'emphase est de l' Union Bolchevique.

[Sommaire : L'impérialisme, stade suprême de l'oppression des femmes](#)

L'impérialisme, stade suprême de l'oppression des femmes

EDITORIAL

Il est facile, pour les tenants de Mao Tsé-toung ou de n'importe quelle version de sa «pensée», de déclarer que «les femmes portent la moitié du ciel» et de se sentir fiers de leur compréhension du rôle important que les femmes ont joué dans la pluie et le beau temps. Malheureusement, un vers de poésie ne peut pas remplacer l'enquête scientifique, et les suivants de Mao ou ceux qui concilient avec lui n'ont à peu près rien d'autre à dire là-dessus. (Les bourgeoises portent-elles aussi la moitié du ciel?) Ils mettent Engels au rancart avec la même énergie que pour les autres classiques du marxisme-léninisme. Ils poussent les femmes à prendre des emplois en usine et à se joindre à la lutte «révolutionnaire», c'est-à-dire trade-unioniste. Ces suivants et conciliateurs ignorent la double nature de l'oppression des femmes:

a) ils traitent l'oppression des femmes en tant qu'ouvrières avec le même dédain que les économistes traitent toutes les questions politiques alors qu'ils se rincent l'oeil sur le postérieur du mouvement spontané de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie. Les économistes marmonnent quelques slogans révolutionnaires pour la forme, ils proclament un parti et camouflent leur sale travail dans du verbiage gratuit. Leur quête de réformes aux dépens de la révolution les place carrément dans le camp de la réaction qui, comme l'a montré l'histoire coup sur coup, fait son affaire de concéder telle ou telle réforme afin d'acheter le mouvement quand il menace de dépasser les limites de la lutte défensive. En peignant la révolution comme l'accumulation des fruits de diverses luttes réformistes, les économistes font passer le socialisme pour du capitalisme avec plus de dentelles, de meilleurs salaires et pensions, et moins de «mesures Trudeau». Ils refusent de préparer le prolétariat au travail révolutionnaire, à la dure lutte et aux sacrifices qu'ils devront consentir, pour une lutte qui cède des réformes en tant que sous-produits plutôt que d'en être le but, suite à la peur de la bourgeoisie et non pas à sa «bonne volonté». Les économistes travaillent à renforcer le système capitaliste en concentrant l'attention du prolétariat sur les réformes.

En oeuvrant à renforcer l'esclavage salarié, les économistes ne contribueront jamais à l'abolition du système salarial. Ils n'aideront jamais à la libération des femmes en tant qu'ouvrières.

b) l'oppression des femmes en tant que femmes, leur oppression sexuelle et ménagère, ces suivants et conciliateurs à la Mao Tsé-toung l'ignorent de façon encore plus frappante. Les économistes ont une peur mortelle de soulever même cette question, car elle est liée à l'oppression des femmes en tant qu'ouvrières, ce qu'ils sont incapables de comprendre. Pour les économistes, soulever la question de l'oppression spécifique des femmes c'est capituler devant le féminisme, tout comme soulever la question de l'autodétermination du peuple autochtone (pour les économistes, cela signifierait reconnaître aux Autochtones le droit de mener une lutte autre que «**la lutte économique contre le patronat et le gouvernement**», ainsi que le droit de mener eux-mêmes cette lutte plutôt que de tomber sous l'hégémonie des opportunistes) c'est selon eux capituler devant le «nationalisme bourgeois».

Les économistes n'ont qu'une chose à dire aux femmes: «allez en usine». Les pages qui suivent montrent que c'est là jouer le jeu des féministes. Que les économistes aient ignoré l'oppression spécifique des femmes, cela a laissé le champ libre aux idéologues féminines de l'impérialisme, qui se réjouissent d'attaquer le prolétariat et la révolution prolétarienne

de toutes les manières possibles. Elles affirment que «les femmes sont la classe révolutionnaire» et qu'elles n'ont pas besoin des hommes prolétaires dans leur lutte. Certaines prétendent que la lutte des femmes doit être menée contre les hommes. Leur stratégie, quelle qu'elle soit, vise toujours à empêcher le prolétariat de remplir sa mission historique.

Ce numéro de Lignes de Démarcation traite de ces questions et d'autres encore. Les pages qui suivent sont tirées de textes qui seront publiés plus tard sous forme de livre. Elles ne sont pas une version finale, mais nous voulons quand même les soumettre à l'étude et au débat, car ces questions, comme bien d'autres, n'ont pas, depuis bien des années, été soulevées avec sérieux. Le stade suprême du capitalisme, l'impérialisme, a changé le caractère de la classe ouvrière, comme il a changé le caractère du capital, fusionnant le capital industriel et le capital bancaire pour donner le capital financier. Ces changements influent sur la question des femmes ouvrières. L'énorme appareil dont a besoin le capital financier pour se tenir au fait de ses investissements et de la concurrence féroce pour le partage de la plus-value extraite du travail des ouvriers productifs, a créé une large strate d'ouvriers pour remplir ces tâches. Cette strate est surtout composée de femmes.

La nature pourrissante et parasitaire de l'impérialisme a donné naissance à des théories pourries et parasites sur la composition de la classe ouvrière sous l'impérialisme. Ces théories cherchent à diluer le prolétariat par l'inclusion de divers petits bourgeois. Il est grand temps que la ligne marxiste-léniniste à ce propos soit mise de l'avant au Canada.

La plus grande section de cet ouvrage qui n'est pas comprise dans les pages qui suivent porte sur l'ouvrage classique d'Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, à la lumière des travaux anthropologiques effectués depuis la rédaction de l'ouvrage d'Engels il y a cent ans. Le lecteur qui s'attendrait à nous voir présenter des découvertes qui entreraient en contradiction

avec ce qu'a écrit Engels attendra bien longtemps en vain. Peu importe comment la bourgeoisie essaie de triturer les faits, peu importe combien d'expéditions ils ont équipées afin de partir à la recherche de tribus où tout le monde soit homosexuel, ou encore de tribus où l'oppression des femmes soit

«naturelle», toutes les tentatives ont échoué, qui visaient à discréditer l'œuvre du grand camarade de Marx. Les ouvrages de Friedrich Engels continueront de vivre bien après que les économistes auront perdu leur dernière grève et que les féministes radicales seront mortes sans laisser d'héritières. Le livre d'Engels vivra bien après qu'un milliard de couvertures plastiques du petit livre rouge se seront désintégréées.

le 8 mars 1979

OUVRIERES, POUR LA JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES:
LUTTEZ POUR LE PARTI!

DENONCEZ LA NATURE CHAUVINE DE LA PENSEE
MAO TSE-TOUNG!
PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!



LES OUVRIÈRES



Les femmes sous le capitalisme concurrentiel

A. Les femmes en Europe entrent dans la production capitaliste

L'histoire de la femme paysanne en Europe est une histoire de labeur, de corvées pénibles et d'oppression. Tandis que le système féodal laissait la place à l'époque de la bourgeoisie, les paysannes continuèrent d'abattre une quantité extraordinaire de travail, afin de se faire vivre ainsi que leurs familles, et en fait toute la société. Et leur labeur s'effectuait dans le contexte de l'héritage patriarcal étroit et écrasant, où persistait la domination finale et absolue de l'homme aîné au sein de la famille.

L'agriculture était le premier gagne-pain des masses populaires d'Europe de l'ouest et le travail des femmes y était indispensable; il l'est resté jusqu'au moment où les masses paysannes quittèrent leurs fermes pour les jeunes cités de la révolution industrielle.(1) Tant en France qu'en Angleterre, les femmes produisaient le gros de la nourriture du pays car elles étaient responsables de toute la production laitière (traite des vaches, barattage du lait et fabrication des fromages), de la culture du lin et du chanvre, de la mouture du blé, de l'élevage des poules et des dindes, de celui des porcs, et du jardinage.(2)

Avec l'appauvrissement de l'économie paysanne, l'industrie du textile devint la première entreprise capitaliste à empiéter sur la vie des paysans.(3) Comme pour l'agriculture, le rôle productif des femmes fut indispensable dans l'industrie de fabrication de textiles à domicile, où l'on peut trouver les racines de l'accumulation capitaliste. Des marchands allaient dans les communautés rurales, apportant matériaux et outils et achetant à un prix qui céderait un profit les produits finis. La division du travail à la maison, en vue de parvenir au produit fini, fut la même partout en Europe: l'homme tissait et la femme filait, chacun d'eux apprenant son métier aux enfants de son sexe. Les enfants voyaient aussi à cueillir, à nettoyer, à sécher et à carder le coton.(4) Cependant c'était toujours l'homme qui dirigeait l'unité de production.(5) Le filage de la laine rapportait moins que celui du coton, mais les paysans s'adonnaient aux deux activités, tant pour l'usage domestique que pour le marché.(6) Les femmes célibataires comptaient souvent exclusivement sur le filage pour vivre — en Angleterre on les appelait «spinsters» (littéralement «fileuses», ce qui est devenu synonyme de «femme célibataire»).

L'industrie textile, comme l'agriculture, était une industrie familiale. Chaque famille trimait dur pour sa maigre survie sur son propre lopin de terre et le travail était partagé au sein de chaque famille, mais cette division du travail était reproduite de famille en famille. C'est l'aîné mâle, le patriarche, qui était propriétaire, et son droit de propriété lui assurait une autorité incontestée au sein de la famille. Ainsi, même si les masses des femmes travaillaient d'arrache-pied jour après jour, non seulement dans la production essentielle des biens nécessaires à la survie mais aussi au soin des enfants, à la cuisine, au nettoyage, etc, elles étaient enchaînées à la maison, dans le silence et la soumission, leur vie étant un esclavage domestique.

Le poids écrasant de la famille patriarcale surgit partout sur terre où l'économie paysanne est issue suite à un héritage féodal, seul son degré variant d'un pays à l'autre. Dans la plupart des pays d'Europe, la possession de terres ou de propriétés était interdite aux femmes mariées; en Russie tsariste aucune femme ne pouvait posséder de terre, qu'elle soit mariée ou non.(8) Quand les femmes travaillaient à salaire, le leur était bien inférieur à celui des hommes —souvent cela était consacré par la loi.(9) À part l'agriculture et le textile, la manière la plus répandue pour les femmes de gagner de l'argent était de se faire servantes domestiques ou femmes de ménage.(10) Même quand les femmes gagnaient de l'argent, leurs gages revenaient à la maisonnée où c'est l'homme qui en fin de compte contrôlait.(11) Le grand impact des superstitions religieuses renforçait la position du patriarche. Les jeunes femmes mariées étaient soumises à l'autorité non

seulement de leur mari, mais aussi de leur beau-père, puisqu'en Europe la coutume générale voulait que la jeune épouse aille habiter dans la maison où était son mari. Ainsi, tandis que l'homme connaissait une certaine continuité et familiarité pendant tout le cours de sa vie productive, souvent la femme était plongée dans une atmosphère de domination venant de beaux-parents hostiles.(12) Une très vieille ballade populaire anglaise résumait ainsi le sort de la femme: «Esclave du père jusqu'à ce qu'elle prenne mari, esclave de l'époux pour le reste de sa vie».

Le système du travail à domicile, qui a constitué la première pénétration capitaliste dans les campagnes européennes, atteignit les coins les plus éloignés de la société paysanne. Même s'il frappa la vie paysanne à une période historique généralement plus tardive en France qu'en Angleterre, à la fin du dix-huitième siècle il était devenu la base de la production en France.(13) Cette transformation historique accrut le rôle productif des femmes dans l'ensemble de la société, et elle établit la base de l'introduction des femmes dans les misérables petits ateliers de la révolution industrielle. C'est alors aussi que fut établie la base des taux de salaire extrêmement bas qu'allaient recevoir les femmes dans les fabriques. Les textes d'époque montrent que les produits textiles fabriqués par des femmes sur la terre paysanne rapportaient environ la moitié du prix de ceux qui étaient fabriqués de main d'homme.(14) Avec l'introduction, dans la manufacture textile, du métier à tisser et d'autres machines, la période manufacturière — ainsi qu'on désigne la période durant laquelle les textiles furent fabriqués à la main — fit place à «l'industrie domestique», c'est-à-dire à l'utilisation de machines par des ouvriers ruraux éparpillés à travers la campagne.(15) Justement parce que la machinerie entraînait en jeu, l'exploitation des femmes et des enfants alla s'intensifiant.(16) Il faut dire ici que le travail des enfants dans l'industrie capitaliste découlait logiquement du rôle historique des enfants de la paysannerie qui participaient à la production aux côtés de leurs parents. Aux yeux des femmes qui avaient toujours travaillé tout près de leurs enfants, et pour qui cela faisait partie de l'éducation à donner à ceux-ci, la seule solution qui leur apparut de prime abord fut de les emmener avec elles dans les lieux de travail.(17) C'est seulement plus tard que l'attention du public se porta sur les indescriptibles abus issus de l'usage du labeur infantile, qui fut alors interdit par la loi.

Comme l'explique Marx:

A mesure que la grande industrie se développe et amène dans l'agriculture une révolution correspondante, on voit non seulement l'échelle de la production s'étendre dans toutes les autres branches d'industries, mais encore leur caractère se transformer.... En contraste avec la période manufacturière, le plan de la division du travail se base dès lors sur l'emploi du travail des femmes, des enfants de tout âge, des ouvriers inhabiles, bref du *cheap labour* ou du travail à bon marché, comme disent les Anglais. Et cela ne s'applique pas seulement à la production combinée sur une grande échelle, qu'elle emploie ou non des machines, mais encore à la soi-disant industrie à domicile, qu'elle se pratique dans la demeure privée des ouvriers ou dans de petits ateliers. Cette prétendue industrie domestique n'a rien de commun que le nom avec l'ancienne industrie domestique qui suppose le métier indépendant dans les villes, la petite agriculture indépendante dans les campagnes, et, par-dessous tout, un foyer appartenant à la famille ouvrière. Elle s'est convertie maintenant en département externe de la fabrique, de la manufacture ou du magasin de marchandises.

...L'exploitation de travailleurs non parvenus à maturité, ou simplement à bon marché, se pratique avec plus de cynisme dans la manufacture moderne que dans la fabrique proprement dite, parce que la base technique de celle-ci le remplacement de la force musculaire par des machines, fait en grande partie défaut dans celle-là. Ajoutez que les organes de la femme ou de l'enfant y sont exposés sans le moindre scrupule à l'action pernicieuse de substances délétères, etc. (*Le Capital*, Livre I, tome II, Ed. sociales, pp. 141-2)

Dans la mesure où les nouvelles machines révolutionnaires remplacèrent la manufacture, l'exploitation des femmes s'intensifia de plus en plus. C'est que l'introduction des machines réduisait l'effort musculaire requis de l'ouvrier, de telle sorte qu'il n'était plus indispensable que ce soient des hommes qui remplissent certaines tâches; il devenait facile d'embaucher des femmes pour les remplacer. Et bien sûr, on pouvait payer les femmes bien moins chers; puisque leur situation économique était bien plus ardue, puisque les femmes, beaucoup plus que les hommes, se sentaient responsables de la survie et du soutien de leurs enfants, on considérait qu'elles étaient bien plus malléables.

Marx cite Lord Ashely disant:

M. E...fabricant m'a fait savoir qu'il emploie exclusivement des femmes à ses métiers mécaniques; il donne la préférence aux femmes mariées, surtout à celles qui ont une famille nombreuse; elles sont plus attentives et plus disciplinables que les femmes non mariées, et de plus sont forcées de travailler jusqu'à extinction pour se procurer les moyens de subsistance nécessaires. C'est ainsi que les vertus qui caractérisent le mieux la femme tournent à son préjudice. Ce qu'il y a de tendresse et de moralité dans sa nature devient l'instrument de son esclavage et de sa misère, (tel que cité par Marx dans *Le Capital*, ibid., p. 86)

Marx explique que l'introduction des machines ne fit pas qu'encourager l'embauche des femmes, qu'elle accrut aussi l'intensité de l'exploitation de la classe ouvrière puisque dorénavant le capitaliste pouvait embaucher toute la famille et payer chaque travailleur moins qu'il n'était nécessaire pour faire toute la famille, chose qu'il n'aurait pu faire en n'employant qu'un seul de ses membres.

En rendant superflue la force musculaire, la machine permet d'employer des ouvriers sans grande force musculaire, mais dont les membres sont d'autant plus souples qu'ils sont moins développés.

Quand le capital s'empara de la machine son cri, fut: Du travail de femmes, du travail d'enfants! Ce moyen puissant de diminuer les labeurs de l'homme se changea aussitôt en moyen d'augmenter le nombre des salariés; il courba tous les membres de la famille, sans distinction d'âge et de sexe, sous le bâton du capital. Le travail forcé pour le capital usurpa la place des jeux de l'enfance et du travail libre pour l'entretien de la famille; et le support économique des mœurs de famille était ce travail domestique.

La valeur de la force de travail était déterminée par les frais d'entretien de l'ouvrier et de sa famille. En jetant la famille sur le marché, en distribuant ainsi sur plusieurs forces la valeur d'une seule, la machine la déprécie. Il se peut que les quatre forces par exemple, qu'une famille ouvrière vend maintenant lui rapportent plus que jadis la seule force de son chef: mais aussi quatre journées de travail en ont remplacé une seule, et leur prix a baissé en proportion de l'excès du surtravail de quatre sur le surtravail d'un seul. Il faut maintenant que quatre personnes fournissent non seulement du travail, mais encore du travail extra au capital, afin qu'une seule famille vive. C'est ainsi que la machine, en augmentant la matière humaine exploitable, élève en même temps le degré d'exploitation. (*Le Capital*, Livre II, tome I, pp. 78-79)

Marx explique avec perspicacité et clarté que la bourgeoisie a exploité les femmes dans l'industrie textile jusqu'à la limite extrême possible. C'est seulement à ce moment-là que la bourgeoisie a entraîné les ouvriers du textile dans les villes, les centralisant et créant ainsi un prolétariat urbain sur une large échelle. Les femmes et les hommes ont été poussés sans distinction dans les usines où les conditions de travail dangereuses et infectes ne laissaient que peu de place aux standards reconnus de la moralité sociale.

La dépréciation de la force de travail par le seul emploi abusif de femmes et d'enfants, par la brutale spoliation des conditions normales de vie et d'activité, par le simple effet de l'excès de travail et du travail nocturne, se heurte à la fin à des obstacles physiologiques infranchissables. Là s'arrêtent, aussi, par conséquent, la réduction du prix des marchandises obtenue par ces procédés et l'exploitation capitaliste fondée sur eux. Pour atteindre ce point il faut de longues années; alors sonne l'heure des machines et de la transformation désormais rapide du travail domestique et de la manufacture en fabrique.

La production des articles d'habillement (*Wearing Apparel*) nous fournit l'exemple le plus étonnant de cette transformation.

...Vint le moment fatal où la base fondamentale de l'ancienne méthode, l'exploitation *simpliste* du matériel humain accompagnée

d'une division du travail plus ou moins développée, ne put suffire plus longtemps à l'étendue du marché à la concurrence des capitalistes grandissant plus rapidement encore. L'heure des machines sonna, et la machine révolutionnaire qui attaque à la fois les branches innombrables de cette sphère de production, chapellerie, cordonnerie, couture, etc., c'est la machine à coudre. (*Le Capital*, Livre I, tome 2, pp. 149, 151)

Et l'avènement de la machine à coudre a révolutionné les conditions de vie de la classe ouvrière.

Les travailleurs aux machines sont exclusivement des jeunes filles et des jeunes femmes. A l'aide de la puissance mécanique, elles anéantissent le monopole des ouvriers mâles dans les ouvrages difficiles, et chassent des plus faciles une masses de vieilles femmes et de jeunes enfants. Quant aux manouvriers les plus faibles, la concurrence les écrase. Le nombre des victimes de la mort de faim (*death from starvation*) s'accroît à Londres pendant les seize dernières années en raison du développement de la couture à la mécanique.

«Par l'annexion au personnel de travail combiné d'une masse prépondérante d'enfants et de femmes», continuait Marx, **«la machine réussit enfin à briser la résistance que le travailleur mâle opposait encore dans la manufacture au despotisme du capital.** (Ibid., p. 86)

Aux fins de l'accumulation primitive, le despotisme du capital s'est accaparé du rôle productif des femmes, du rôle indispensable qu'elles jouent en utilisant leurs muscles et leurs énergies pour assurer la subsistance et le soutien de leurs familles. Les femmes, étant dans une position plus faible et plus vulnérable pour négocier la vente de leur force de travail, ont été saignées jusqu'à la dernière goutte pour chaque dollar de plus-value que la bourgeoisie pouvait leur soutirer. Elles étaient plus hésitantes à organiser leur résistance parce qu'elles avaient un besoin bien plus lourd de garder leurs emplois. On ne peut écrire l'histoire du système capitaliste sans y inclure l'histoire des ouvrières. Ce n'est donc pas étonnant que Marx et Engels aient autant écrit sur la condition des ouvrières quand ils ont rédigé leurs oeuvres maîtresses sur la naissance et les lois du système capitaliste.

Examinons de plus près le fait que les machines évincent de plus en plus l'ouvrier adulte. Le travail aux machines consiste principalement —aussi bien dans le filage que dans le tissage — à rattacher les fils qui cassent, puisque la machine fait tout le reste; ce travail n'exige aucune force physique, mais des doigts agiles. Donc, non seulement les hommes n'y sont pas indispensables, mais en outre, le plus grand développement des muscles et des os de leurs mains, les rend moins aptes à ce travail que des femmes et des enfants; ils sont donc tout naturellement presque totalement évincés de ce travail. Plus les gestes des bras, les efforts musculaires sont, par la mise en service de machines, accomplis par l'énergie hydraulique ou la force de la vapeur, et moins on a besoin d'hommes; et comme les femmes et les enfants sont par ailleurs meilleur marché et plus habiles que les hommes dans ce genre de travail, ce sont eux qu'on emploie. Dans les filatures on ne trouve aux *Throstles* que des femmes et des jeunes filles, un fileur aux *mules*, un homme adulte (qui même disparaît s'il y a des *self-actors*) et plusieurs *piecers* chargés de rattacher les fils; le plus souvent ce sont des enfants ou des femmes, parfois déjeunes gens de 18 à 20 ans, de temps à autre un fileur âgé qui a perdu sa place. Ce sont le plus souvent des femmes de 15 à 20 ans et plus, qui travaillent au métier à tisser mécanique; il y a aussi quelques hommes, mais qui conservent rarement cet emploi après leur 21e année.

Aux machines à préfiler, on ne trouve également que des femmes, tout au plus y a-t-il quelques hommes pour affûter et nettoyer les machines à carder. En plus, les usines emploient un grand nombre d'enfants pour ôter et remettre les bobines (*doffers*) et quelques hommes adultes comme contremaîtres dans les ateliers, un mécanicien et un ouvrier spécialiste pour la machine à vapeur, et aussi des menuisiers, un portier, etc.... Mais le travail proprement dit est fait par des femmes et des enfants. Cela aussi les industriels le nient....

Des 419,590 ouvriers d'usine de l'empire britannique (en 1839) 192,887 (soit presque la moitié) étaient âgés de moins de 18 ans et

242,996 étaient du sexe féminin, dont 112,192 au-dessous de 18 ans; d'après ces chiffres 80,695 ouvriers du sexe masculin ont moins de 18 ans, et 96,599 sont adultes, c'est-à-dire 23%, donc pas même le quart du total. Dans les fabriques de coton, 56 1/4% de l'ensemble du personnel étaient des femmes, et il y en avait 69 1/2% dans les fabriques de laine, 70 1/2% dans les fabriques de soieries, 70 1/2% dans les filatures de lin. Ces chiffres suffisent à démontrer que les travailleurs adultes du sexe masculin

sont évincés. Mais il y a qu'à entrer dans la première usine venue pour voir la chose effectivement confirmée.

(Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, éd. sociales, pp. 188-189, 190)

Partout dans le monde industrialisé, les femmes sont entrées massivement dans les manufactures de textile. Dans la Russie tsariste, un des pays industrialisés les plus arriérés, 38% des ouvriers du textile étaient des femmes, et des 192,000 ouvrières de manufactures, 84% travaillaient dans l'industrie du textile.(19) En France, l'industrie du textile, vers le milieu du XIXe siècle, était le plus important secteur de la production industrielle et la grande majorité des femmes qui travaillaient dans le textile.(20) En 1866, 30% du total de la main-d'oeuvre industrielle en France était des femmes(21) — un pourcentage de la main-d'oeuvre qui ne fut pas atteint au XXe siècle avant les années 1950. Dans l'industrie textile cette année-là, les femmes représentaient 45% de la main-d'oeuvre totale.(22)

La machine à coudre fut inventée en 1846 et la machine à pédale en 1851.(23) Au début les femmes ont essayé d'avoir leur propre machine à coudre à la maison afin de continuer à gagner leur vie en faisant des vêtements comme elles l'avaient fait depuis si longtemps, leur famille ayant compté là-dessus durant des générations. Mais ces femmes engagées individuellement dans la petite production domestique ne pouvaient pas concurrencer la jeune bourgeoisie qui achetait les machines à coudre et qui poussait les producteurs domestiques à la ruine. A part de louer une machine à coudre et d'apporter du tissu à la maison pour faire des vêtements à la pièce — une forme d'exploitation qui avait été largement utilisée depuis l'époque des périodes difficiles — les femmes n'avaient qu'un seul choix: suivre la machine à coudre dans la manufacture. Ce fut un grand événement historique, celui que Marx décrit comme le point tournant de la révolution industrielle.

Malgré le fait que le plus grand nombre de femmes travaillaient dans l'industrie du textile et du vêtement, la révolution industrielle a entraîné un grand nombre de femmes dans d'autres industries telles que les manufactures de souliers et de chapeaux.(24) Voilà d'autres faits qui prouvent que les femmes ont suivi les machines nouvellement inventées jusque dans les manufactures pour faire le même genre de travail à la manufacture qu'elles avaient fait à la maison pendant des siècles. Les femmes qui cousaient les souliers et faisaient des chapeaux avant l'avènement de la machinerie trouvaient maintenant leurs moyens de subsistance en suant du matin jusqu'au soir dans les manufactures de souliers et de chapeaux qui leur ont enlevé leurs anciennes formes de travail. Au tout début du XXe siècle, les manufactures de conserves remplaçaient également la mise en conserves à domicile et la main-d'oeuvre dans ces usines était en grande partie constituée de femmes.(25)

Malgré le fait que ces industries employaient le plus grand nombre de femmes, il y avait d'autres industries qui employaient 10%, 20% ou même un pourcentage plus élevé de femmes: les manufactures de produits chimiques, de métallurgie, de chaux, de brique et de verre.(26) En fait, les femmes sont allées travailler partout où elles pouvaient être embauchées et les capitalistes les embauchaient partout où les salaires étaient misérables, où les heures de travail étaient très longues et où les conditions de travail étaient infectes. La bourgeoisie n'avait pas encore décidé que ce n'était pas «féminin» de suer derrière une machine pendant 16 heures alors que les enfants étaient laissés à eux-mêmes. Les lois du capitalisme ont opéré partout: en Angleterre, en France, en Allemagne, dans la Russie tsariste et dans les nouveaux pays industrialisés de l'Amérique du Nord. Le modèle était partout le même: des familles entières travaillaient dans les filatures de coton et les manufactures, depuis le matin jusqu'à tard le soir, dans des conditions dangereuses et infectes et sous la menace de crever de faim car les fermes familiales ne pouvaient plus assurer la subsistance des masses.

B. Les femmes émigrent au Canada

Bien sûr, le Canada n'a pas connu tout le passé féodal à partir duquel le capitalisme a surgi en Europe. Les colons défricheurs du Canada qui ont expulsé les Autochtones plus à l'ouest et au nord ont joué un rôle historique très différent de celui des familles paysannes du XVIIIe siècle en Angleterre et en France. Les femmes qui se sont installées au Canada n'étaient pas victimes des anciennes traditions patriarcales et féodales dans la même mesure où l'étaient les femmes européennes. Leur rôle productif extrêmement important eut par conséquent plus d'impact en ce qui a trait à leur statut plus élevé au sein de la famille et même dans la société en général. Mais ceci n'a pas éliminé la réalité de leur oppression dans la famille; c'était toujours une famille patriarcale, et on considérait toujours l'homme plus âgé comme l'autorité suprême.

En Nouvelle-France, une grosse famille d'*habitants* occupait habituellement une petite maison d'une seule pièce, en compagnie de quelques chiens et chats, de même que quelques poulets.(27) La pièce comprenait une table, quelques bancs, un lit et un foyer. Les femmes passaient leurs journées et leurs soirées à faire à manger, à coudre, à faire le lavage, à s'occuper du jardin — l'été, elles y consacraient presque toutes les heures de clarté—s'occupant du bétail, veillant aux enfants et à leur éducation. Leur devoir principal, cependant, consistait à avoir plusieurs enfants afin de peupler la colonie. Les hommes étaient bien plus nombreux que les femmes et on exerçait des sanctions économiques sérieuses contre les hommes s'ils ne se mariaient pas. Les veuves étaient rares (elles se remariaient très vite) et les célibataires encore plus rares. On espérait toujours de grosses familles. Les femmes se mariaient à douze et treize ans et continuaient à avoir des enfants toute leur vie.(28) Les femmes mariées dont les maris étaient des hommes d'affaires devenaient habituellement des partenaires permanentes dans l'entreprise.(29) Pour celles qui n'étaient pas mariées, il y avait deux possibilités: le service domestique (jusqu'au mariage) et le couvent. Le couvent, qui présentait des chances de travail productif varié et une protection en cas de maladie ou de vieillesse, constituait un choix attrayant aux yeux de nombreuses femmes qui

cherchaient à éviter les peines et les durs travaux de la vie de femme mariée en Nouvelle-France.(30) Mais quoiqu'on ait beaucoup écrit au sujet des religieuses de la Nouvelle-France, celles-ci ne constituaient en réalité qu'une très faible proportion de la population.(31) Et pour ce qui est du service domestique, les employeurs des servantes se plaignaient amèrement parce que l'attrait du mariage était si fort que les servantes étaient dures à garder.(32)

Au Haut-Canada, comme en Nouvelle-France, la cellule économique de base était la famille laborieuse s'adonnant à une production autonome. Chaque membre de la famille élargie travaillait de l'aube au crépuscule pour la survie de la famille et, en général, ces familles produisaient assez pour assurer leur propre auto-suffisance. La survie de cette cellule familiale, comme en Nouvelle-France, était impensable sans le travail des femmes. Celles-ci travaillaient avec leurs enfants à faire la cuisine, le lavage, l'essorage, la couture, le jardinage, assurant l'entretien du bétail, la récolte et la conservation de la nourriture, de même que les soins des bébés.(33) De même, elles cherchaient à fuir l'isolement en étant actives à l'église, dans des rencontres où elles fabriquaient des couvertures piquées, ou tout simplement en se rencontrant l'une l'autre et en bavardant tout en allant chercher de l'eau ou en lavant le linge à la rivière, et en nourrissant le bétail.(34) Les femmes célibataires étaient fréquemment employées comme domestiques chez l'aristocratie du Haut-Canada, et par conséquent, elles n'avaient pas du tout de liberté dans leur vie personnelle. De plus, elles devaient souvent s'attendre à servir de jouet sexuel à leurs employeurs. Si cela venait à être découvert, il ne leur restait plus qu'une vie de misère et de prostitution.(35)

En dépit de l'importance historique avant-gardiste du travail manufacturier pour les femmes au XIXe siècle, le service domestique est resté de loin jusqu'au début du XXe siècle, la plus grande catégorie occupationnelle des femmes.(36) La couture et la confection des robes venaient au second rang; cette situation persista jusqu'à ce que l'industrie du vêtement se soit solidement implantée dans les rues de Toronto, de Hamilton et de Montréal.(37)

La Nouvelle-France a combiné un héritage féodal et un héritage de pionnier, alors que le Haut-Canada a complètement échappé à l'héritage féodal. Pourtant, lorsque nous commençons à décrire l'histoire de l'industrialisation du Canada, il apparaît clairement que les similitudes avec l'expérience européenne sont beaucoup plus significatives que les différences. Les hommes et les femmes furent arrachés à la ferme à mesure que la machine à coudre les amenait à la manufacture. Les industries du textile et des vêtements ont été les industries les plus importantes qui ont constitué la base de l'industrialisation du Canada, et elles employaient toutes deux un très grand nombre de femmes. En fait, au Canada comme aux USA, les femmes ont souvent quitté la ferme pour l'usine plus tôt que ne l'ont fait les hommes, parce qu'il y avait plus de possibilités, d'être salariés agricoles pour les hommes sur la ferme.(38) Les capitalistes de l'industrie textile naissante cherchèrent à recruter de la main-d'oeuvre pour les moulins de textile; ils rassurèrent les milieux de l'agriculture en expliquant que l'embauche d'une telle main-d'oeuvre n'empiéterait pas sur le labeur des salariés masculins dans l'agriculture, mais que les femmes et les enfants pourraient à leur place entrer dans les manufactures. En outre, on avait besoin que plusieurs hommes aillent plus à l'ouest et colonisent le nouveau territoire.(39) Ainsi, au début même de la manufacture industrielle en Amérique du Nord, ce furent les femmes et les enfants qui furent les premiers ouvriers salariés, tandis que les hommes s'adonnaient encore à des formes de production mineures sur les fermes.

De plus les filatures ont souvent attiré les femmes célibataires qui voyaient dans le travail en usine une occasion de quitter la maison et de mener une vie indépendante. Elles demeuraient dans des maisons de pension et envoyaient une partie de leur salaire à la maison. Pour les femmes célibataires cela constituait une manière de vivre respectable en attendant le mariage.(40) Dans certaines filatures au Québec et en Ontario, 90% des employés étaient des femmes. La nouvelle indépendance sociale de ces femmes a donné naissance à une nouvelle conception de la vie collective et du militantisme; certaines des premières organisations syndicales en Amérique du Nord ont été formées parmi les ouvrières de filatures qui vivaient dans les maisons de pension.(41)

Les conditions de travail dans les filatures étaient infectes et dangereuses. Les femmes enceintes travaillaient jusqu'au moment de l'accouchement; quelquefois elles accouchaient sur le plancher de l'usine. Malgré les risques terribles qu'elles prenaient en exigeant le respect de leurs droits fondamentaux, les grèves étaient fréquentes dans cette industrie primitive et elles étaient souvent soutenues par les syndicats dans d'autres villes. Les femmes de cette époque n'étaient pas encore conditionnées à penser qu'une femme n'a pas à se trouver au cœur du processus de production. Les travailleuses étaient productives et les travailleuses étaient militantes; elles ont tenu le coup dans des luttes défensives désespérées même si les grèves signifiaient famine et chômage.

Des milliers de femmes ont choisi ce genre de travail de préférence au travail à domicile, qui a constitué pendant longtemps la plus grande catégorie d'emploi pour les femmes au Canada. Malgré les conditions dangereuses et désagréables dans les fabriques de textile, le travail dans les fabriques offrait aux femmes l'indépendance et la liberté quand la sonnerie d'usine avait sonné; elles n'étaient pas entièrement soumises aux caprices d'un employeur de main-d'oeuvre à domicile; elles étaient libres de mener leur vie sociale après les heures de travail. Le travail à domicile était souvent laissé aux femmes qui n'avaient pas eu la chance de trouver du travail dans les fabriques de textile.(42)

Comme les femmes étaient sorties de la maison pour continuer leur métier de fileuse dans les fabriques de textile, elles ont suivi également le passage à la fabrique des autres métiers du vêtement. Pendant longtemps, les femmes ont cousu et taillé à la maison, contribuant ainsi à la subsistance de la famille. La conception de la femme à la maison qui nettoie la cuisine et prend soin des enfants sans apporter de contribution productive à la subsistance de la famille, était une conception inconnue des masses travailleuses durant cette période.

Quand les travaux de couture ont pris le chemin de la fabrique, les femmes les ont suivis: tailleuses, fileuses, opératrices de machines à coudre, confectionneuses de vêtements pour femmes et pour hommes, chapelières, ouvrières, fleuristes et cordonnières.(43) Et quand les femmes sont entrées dans les fabriques pour faire ce genre de travail, les salaires ont diminué; souvent les hommes (les tailleurs par exemple) ont protesté amèrement contre l'entrée des femmes dans « leur » métier, qui entraînait une diminution de leur salaire.(44) Mais ce n'était pas la faute des femmes, qui ont commencé très tôt à s'organiser pour avoir des salaires plus élevés.(45)

Les salaires étaient bas, les heures étaient longues et les employeurs embauchaient la main-d'oeuvre la moins chère possible, les immigrantes. On diminuait constamment les salaires, ce qui obligeait les femmes à travailler un plus grand nombre d'heures pour conserver le même niveau de salaire. Il y avait des femmes qui étaient réduites à la famine; elles se tournaient alors vers la prostitution pour rester en vie; après les travailleuses domestiques, ce sont les ouvrières d'usine qui se tournaient le plus fréquemment vers la prostitution.(46)



Les fabriques de vêtement étaient non seulement un endroit où l'on travaillait 13 heures par jour avec des salaires de \$0.50 par jour mais où le travail était aussi extrêmement dangereux. Les machines étaient rarement équipées d'un système de sécurité. Les doigts, les jupes et les cheveux se prenaient dans les machines et plusieurs femmes étaient tuées ou blessées.(47) Plus souvent qu'autrement on travaillait à la pièce: les ouvriers étaient payés selon le nombre d'articles qu'ils produisaient, on ne les payait pas à l'heure. Les ouvriers devaient alors travailler à des rythmes effrénés afin de gagner assez d'argent pour faire survivre leur famille. On s'attendait à ce que tous les ouvriers produisent au rythme des ouvriers les plus rapides; en plus de rendre les conditions de travail encore plus misérables, cela encourageait la division et la concurrence entre les ouvriers de chaque fabrique.(48)

Les ouvrières et la famille

En décrivant l'histoire du système capitaliste et, par là l'histoire du rôle des femmes dans ce système, Marx et Engels n'ont jamais séparé la question des femmes en tant qu'ouvrières de la question du rôle des femmes dans la famille. Ils virent tous deux immédiatement que la révolution industrielle ébranlait la vie des femmes en ébranlant la base de la famille patriarcale. Engels voyait la situation de la façon suivante:

Le travail des femmes surtout désagrège complètement la famille; car quand la femme passe quotidiennement 12 ou 13 heures à l'usine et que l'homme y travaille lui aussi là ou ailleurs, que deviennent les enfants?

Ils poussent, livrés à eux-mêmes comme de la mauvaise herbe, on les donne à garder au dehors pour 1 ou 1 1/2 shillings par semaine, et on imagine comment ils sont traités. C'est pourquoi se multiplie d'une façon effrayante, dans les districts industriels, les accidents dont les jeunes enfants sont victimes par manque de surveillance....

Le travail de la femme à l'usine désorganise inévitablement la famille et cette désorganisation a, dans l'état actuel de la société qui repose sur la famille, les conséquences les plus démoralisantes aussi bien pour les époux que pour les enfants. Une mère qui n'a pas le temps de s'occuper de son enfant, de lui prodiguer durant ses premières années, les soins et la tendresse les plus normaux, une mère qui peut à peine voir son enfant ne peut être une mère pour lui, elle devient fatalement indifférente, le traite sans amour, sans sollicitude, comme un enfant étranger; et des enfants qui grandissent dans ces conditions sont plus tard tout à fait perdus pour la famille, ils sont incapables de se sentir chez eux dans le foyer qu'ils fondent eux-mêmes, parce qu'ils n'ont connu qu'une existence isolée; ils contribuent nécessairement à la destruction de la famille d'ailleurs générale chez les ouvriers. Le travail des enfants entraîne une désorganisation analogue de la famille. Lorsqu'ils parviennent à gagner plus qu'ils ne coûtent à leurs parents pour les entretenir, ils commencent à remettre aux parents une certaine somme pour la nourriture et le logis et dépensent le reste pour eux. Et ceci se produit souvent dès qu'ils ont 14 ou 15 ans. En un mot, les enfants s'émancipent et considèrent la maison paternelle comme une pension: il n'est pas rare qu'ils l'abandonnent pour une autre si elle ne leur plaît pas. (La situation de la classe laborieuse en Angleterre-, éditions sociales, pp. 190-1-2)

Engels a clairement observé que le capitalisme de libre concurrence, en entraînant les femmes dans le travail de fabrique, détruisait la vieille famille patriarcale et ne laissait aucune solution de rechange. Mais, grâce à sa géniale perspicacité, Engels a compris que ce qui était réellement détruit dans la vieille famille, c'était l'anachronisme historique de la suprématie du mâle.

Si la domination de la femme sur l'homme, que le système industriel a fatalement engendrée, est inhumaine, la domination de l'homme sur la femme telle qu'elle existait auparavant est nécessairement inhumaine aussi. Si la femme peut maintenant comme jadis l'homme, fonder sa domination sur le fait qu'elle apporte le plus, et même tout, au fonds commun de la famille, il s'ensuit nécessairement que cette

communauté familiale n'est ni véritable, ni rationnelle puisqu'un membre de la famille peut encore tirer vanité d'apporter la plus grande part à ce fonds. Si la famille de la société actuelle se désagrège, cette désagrégation montre précisément qu'au fond, ce n'est pas l'amour familial qui était le lien de la famille, mais l'intérêt privé nécessairement conservé dans cette fausse communauté de biens. (Ibid., p. 195)



Comme Engels, Marx s'est rendu compte que les conditions sous lesquelles les femmes et les hommes étaient alors obligés de travailler détruisaient la vieille famille patriarcale, et que l'on rejetait les valeurs morales dans le milieu indistinct de l'usine exploiteuse. Mais comme Engels, Marx vit que la destruction de la vieille famille patriarcale, basée sur des liens économiques et sur la suprématie de l'homme à la maison, s'avérait nécessaire à la réapparition de la famille sous une forme plus élevée, basée sur l'égalité des sexes.

. . . Il fallait enfin reconnaître qu'en sapant les fondements économiques de la famille ouvrière, la grande industrie en a bouleversé toutes les autres relations.

. . . Ce n'est pas cependant l'abus de l'autorité paternelle qui a créé l'exploitation de l'enfance, c'est tout au contraire l'exploitation capitaliste qui a fait dégénérer cette autorité en abus. Si terrible et si dégoûtante que paraisse dans le milieu actuel la dissolution des anciens liens de famille, la grande industrie, grâce au rôle décisif qu'elle assigne aux femmes et aux enfants, en dehors du cercle domestique, dans des procès de production socialement organisés, n'en crée pas moins la nouvelle base économique sur laquelle s'élèvera une forme supérieure

de la famille et des relations entre les sexes. (*Le Capital*, Livre I, Garnier Flammarion, pp. 351-2)

Au fil de ses développements sur l'origine de l'oppression des femmes — à l'effet que les femmes étaient des êtres libres et égaux sous le communisme primitif, mais qu'elles ont été dégradées et asservies à la maison, ce qui résultait de la propriété privée des moyens de production - Engels a prédit que la clef de l'émancipation des femmes résidait dans l'entrée des femmes dans l'industrie publique sur une vaste échelle.

... L'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique et... cette condition exige à son tour la suppression de la famille conjugale en tant qu'unité économique de la société... l'émancipation de la femme, son égalité de condition avec l'homme est et demeure impossible tant que la femme restera exclue du travail social productif et qu'elle devra se borner au travail privé domestique. Pour que l'émancipation de la femme devienne réalisable, il faut d'abord que la femme puisse participer à la production sur une large échelle sociale et que le travail domestique ne l'occupe plus que dans une mesure insignifiante. Et cela n'est devenu possible qu'avec la grande industrie moderne qui non seulement admet sur une grande échelle le travail des femmes, mais aussi le requiert formellement et tend de plus en plus à faire du travail domestique privé une industrie publique. (*L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, éditions sociales, pp. 82 et 170)

Ainsi Engels établissait clairement dès le début que la libération des femmes revêt deux aspects: d'une part, l'entrée des femmes dans la production sociale sur une grande échelle; et, d'autre part, la socialisation du travail domestique lui-même. Le système capitaliste jette les bases pour la réalisation de ces deux tâches. Mais, jusqu'à ce que soit abolie la propriété privée des moyens de production, l'entrée des femmes dans l'industrie publique reste toujours un outil entre les mains de la bourgeoisie qui s'en sert pour intensifier l'exploitation des femmes et pour imposer un double fardeau aux masses féminines.

L'entrée des femmes sur le marché du travail, ainsi que magistralement Marx et Engels le comprirent, posait une très difficile contradiction aux masses féminines qui dépendaient du travail pour survivre. Engels a très clairement précisé dans *L'Origine de la famille* qu'au sein des classes dirigeantes, où le droit de propriété était entre les mains des hommes, la femme était séparée de toute la production sociale et devenait à la place une servante privée. Mais ces règles ne s'appliquaient pas parmi les classes opprimées, «**qui ne comptaient pas**», dit Engels. Les masses féminines laborieuses ne furent jamais dispensées du travail social. C'était un luxe que seuls les riches pouvaient s'offrir. Sous l'esclavagisme, aux temps féodaux, et au début du capitalisme, les masses féminines continuèrent à se rompre les reins afin de survivre, écrasées non seulement par la remise de leur travail impayé aux classes dirigeantes, mais aussi par l'esclavage domestique.

Et les masses féminines concilièrent généralement leurs tâches productives et leurs tâches de procréation et d'éducation des enfants. Sur la ferme, par exemple, sous le système domestique, les soins apportés aux enfants et les tâches économiquement productives n'étaient ni séparés, ni séparables. Il était impossible d'opposer le rôle productif, actif de la femme dans la vie économique et sociale de la société à sa sexualité et à son rôle dans la famille, parce qu'ils étaient complémentaires.

Les enfants étaient élevés afin d'aider leurs parents sur la ferme et de participer à la confection du linge et des vêtements. La mère travaillait pendant que les enfants se tenaient autour d'elle, apprenaient d'elle et apprenaient à respecter ses contributions matérielles à la famille. Comme Engels l'a clairement établi, les femmes allaient maintenant travailler tôt le matin et les enfants traînaient les rues, sans orientation sociale et sans amour familial. Il leur manquait non seulement la nourriture affective mais également la nourriture physique. Les mères qui donnaient naissance à leurs enfants sur le plancher de la fabrique et qui devaient les confier à des voisins plus âgés pendant le jour ne pouvaient allaiter leurs enfants. **«Les mères, dit Marx, avaient été «confisquées par le capital».** (*Le Capital*, op. cit. p. 641)

Ainsi la révolution industrielle avait créé une très sérieuse contradiction entre l'utilisation des femmes et des enfants comme force de travail, d'une part, et la survie de la famille, d'autre part. Dans certains cas, des services de garderie existaient; par exemple au dix-neuvième siècle à Montréal, l'Eglise catholique organisa des «salles d'asile», dans le but précis de permettre aux parents de travailler.(49) Mais ces salles d'asile ne desservaient en général que les familles canadiennes-françaises; les mères protestantes et catholiques irlandaises de Montréal n'avaient pas accès à de tels services, non plus que la plupart des femmes du Canada anglais.(50) Le fait que le foyer n'ait plus été le lieu où s'accomplissait le travail productif a créé une crise dans la vie des masses féminines alors que leurs tâches dans leur famille s'opposaient à leur rôle comme ouvrières et pourvoyeuses productives.

En quoi consistait cette contradiction ? La population d'origine agricole qui s'était établie dans les villes et qui était devenu un prolétariat «et la population d'origine immigrante», n'avait pas le choix en cette matière. Les femmes devaient laisser leurs enfants dans les rues et aller travailler. Mais la situation objective préparait le terrain à une autre possibilité. Alors que le travail productif sortait de la maison, il laissait derrière lui un espace privé, un vide qui devait être réservé seulement à l'éducation des enfants et au travail ingrat, barbare et répétitif, mesquin, absurde, isolateur et épuisant émotionnellement. Alors qu'auparavant les femmes pouvaient mener une vie productive dans le cadre du foyer, maintenant l'occasion leur était donnée de rester à la maison toute la journée et de mener une vie complètement vidée de toute signification productive. Telle fut l'alternative historique que la révolution industrielle imposa aux femmes: le travail productif qui impliquait le désintéressement face aux tâches familiales, ou alors l'espace privé, le vide qui torture les nerfs: le rôle de ménagère moderne. C'est une contradiction dont s'est emparée la bourgeoisie et qu'elle a utilisée avec joie, cherchant à en retirer jusqu'au dernier dollar de profit. Mais sous le capitalisme de libre concurrence, la bourgeoisie n'a pas utilisé à fond le vaste potentiel économique de ce dilemme dans lequel furent plongées les femmes par la révolution industrielle. Pour que la bourgeoisie fasse usage de cette situation au maximum, l'époque devait changer. Cette transformation, ce fut le passage du capitalisme de libre concurrence en son contraire, le capitalisme monopoliste, l'impérialisme.

LES FEMMES SOUS L'IMPERIALISME

A. L'impérialisme transforme la vie des femmes

Lénine décrit de la façon suivante le passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme monopoliste:

Nous l'avons vu, la principale base économique de l'impérialisme est le monopole. Ce monopole est capitaliste, c'est-à-dire né du capitalisme; et, dans les conditions générales du capitalisme, de la production marchande, de la concurrence, il est en contradiction permanente et sans issue avec ces conditions générales. Néanmoins, comme tout monopole, il engendre inéluctablement une tendance à la stagnation et à la putréfaction. Dans la mesure où l'on établit, fût-ce spontanément, des prix de monopoles, cela fait disparaître jusqu'à un certain point les stimulants du progrès technique et, par suite, de tout autre progrès; et il devient alors possible, sur le plan économique, de freiner artificiellement le progrès technique.... Il est évident que la possibilité de réduire les frais de production et d'augmenter les bénéfices en introduisant des améliorations techniques pousse aux transformations. Mais la *tendance* à la stagnation et à la putréfaction, propre au monopole, continue à agir de son côté et, dans certaines branches d'industrie, dans certains pays, il lui arrive de prendre pour un temps le dessus. . . . L'impérialisme est une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays D'où le développement extraordinaire de la classe ou, plus exactement, de la couche des rentiers, c'est-à-dire des gens qui vivent de la «tonte des coupons», qui sont tout à fait à l'écart de la participation à une entreprise quelconque et dont la profession est l'oisiveté. L'exportation des capitaux, une des bases économiques essentielles de l'impérialisme, accroît encore l'isolement complet de la couche des rentiers par rapport à la production, et donne un cachet de parasitisme à l'ensemble du pays vivant sous l'exploitation du travail de quelques pays et colonies d'outre-mer. («L'impérialisme, stade suprême du capitalisme», LOC 22:297-298)

L'impérialisme a transformé la vie des femmes. Partout dans les pays impérialistes, y compris en Union soviétique soi-disant socialiste, le modèle se répète. Les femmes sont dans le même bateau, elles sont utilisées pour les mêmes genres d'emplois, elles en sont réduites aux mêmes genres de rôles; elles sont manipulées, exploitées et opprimées par la

bourgeoisie impérialiste de la même manière, à l'intérieur et à l'extérieur de la maison, pour les besoins du profit maximum. Et partout où il y a une bourgeoisie impérialiste, elle joue sur ce même dilemme fondamental dans la vie des femmes: la contradiction entre la participation au travail social et la vie familiale, une contradiction qu'il est impossible de résoudre à l'intérieur des limites du système capitaliste. Et elle joue sur cette contradiction parce qu'elle a besoin d'une armée de réserve de la main-d'oeuvre et d'une strate bon marché, aisément manipulée de l'armée du travail.

Marx a démontré que la création d'une surpopulation relative, c'est-à-dire d'une armée de réserve industrielle découle inévitablement du système capitaliste. Elle comprend les travailleurs qui sont transformés en population superflue à cause du développement des moyens de production.

Cette partie de la classe ouvrière que la machine convertit ainsi en population superflue, c'est-à-dire inutile pour les besoins momentanés de l'exploitation capitaliste, succombe dans la lutte inégale de l'industrie mécanique contre le vieux métier et la manufacture, ou encombre toutes les professions plus facilement accessibles où elle déprécie la force de travail. (*Le Capital*, Livre I, Garmer-Hammarion, p. 308)

Cette surpopulation de travailleurs augmente à mesure que croît le capital, grâce à l'accumulation du capital.

La demande de travail absolu qu'occasionne un capital est en raison non de sa grandeur absolue, mais de celle de sa partie variable, qui seule s'échange contre la force ouvrière... l'accumulation qui fait grossir le capital social réduit simultanément la grandeur proportionnelle de sa partie variable et diminue ainsi la demande de travail relative.... La loi de la décroissance proportionnelle du capital variable, et de la diminution correspondante dans la demande de travail relative, a donc pour corollaires l'accroissement absolu du capital variable et l'augmentation absolue de la demande de travail suivant une proportion décroissante, et enfin pour complément: la production d'une surpopulation relative. Nous l'appelons 'relative', parce qu'elle provient non d'un accroissement positif de la population ouvrière qui dépasserait les limites de la richesse en voie d'accumulation, mais, au contraire, d'un accroissement accéléré du capital social qui lui permet de se passer d'une partie plus ou moins considérable de ses manouvriers. Comme cette surpopulation n'existe que par rapport aux besoins momentanés de l'exploitation capitaliste, elle peut s'enfler et se resserrer d'une manière subite. (Ibid., pp. 455-6-9)

Mais cette accumulation de capital conduit à la concentration de la production qui, elle, est beaucoup plus intense que la concentration des ouvriers.

Le développement intense de l'industrie et le processus de concentration extrêmement rapide de la production dans des entreprises toujours plus importantes constituent une des caractéristiques les plus marquées du capitalisme.... Mais la concentration de la production est beaucoup plus intense que celle de la main-d'oeuvre, le travail dans les grandes entreprises étant beaucoup plus productif. («L'impérialisme, stade suprême du capitalisme», LOC 23:213)

Et cette augmentation de la concentration de la production que Marx a considérée comme inévitable sous le capitalisme, n'est pas seulement une augmentation quantitative; à un certain moment, elle subit un bond qualitatif, lorsque le capitalisme concurrentiel se transforme en son contraire, le capitalisme monopoliste, l'impérialisme.

. . . la concentration, arrivée à un certain degré de son développement, conduit d'elle-même, pour ainsi dire, droit au monopole... une particularité extrêmement importante du capitalisme arrivé au stade suprême de son développement est ce qu'on appelle la *combinaison*, c'est-à-dire la réunion, dans une seule entreprise, de diverses branches d'entreprises.... La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l'oeuvre de Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. Maintenant, le monopole est un fait . . . la naissance des monopoles, conséquence de la concentration de la production, est une loi générale et essentielle du stade actuel de l'évolution du capitalisme. (Ibid., LOC 23:214-18)

Il s'ensuit donc que le bond soudain menant au capitalisme monopoliste créera un bond soudain au niveau de la surpopulation de main-d'oeuvre, c'est-à-dire que l'énorme accumulation de capital qui engendre la transformation du capitalisme de libre concurrence en capitalisme monopoliste, rendra superflu un très grand nombre d'ouvriers qui inonderont alors le marché du travail et créeront de très sérieux problèmes politiques pour la bourgeoisie.

Elle a donc utilisé la position spécifique des fermes au sein de la famille comme un moyen de tenter de résoudre ce problème très épineux.

À l'époque du capitalisme de libre concurrence, la bourgeoisie avait abondamment employé la main-d'oeuvre féminine dans les usines, parce qu'elle pouvait obtenir la main-d'oeuvre féminine à la moitié du prix de celle des hommes, et parce que la position vulnérable des femmes au sein de la famille faisait qu'elles avaient moins tendance à opposer de la résistance organisée dans les usines. En 1871, à Montréal et Hochelaga (Québec), environ 33% de la main d'oeuvre se composait de femmes et de jeunes filles.(51) Plusieurs usines employaient plus de femmes que d'hommes et quand on tient compte du travail des enfants, on comprend facilement pourquoi sous le capitalisme concurrentiel, il y avait tant de familles dont la femme était le soutien financier et le mari était chômeur, une situation qu'Engels a décrit de façon très vivante.

On doit pourtant se souvenir que même si la croissance du prolétariat urbain a été de toute première importance d'un point de vue historique, seul un très petit pourcentage de toute la population en Angleterre, au Canada ou dans quel- qu'autre pays travaillait dans les usines sous le capitalisme concurrentiel. Même en 1911, lorsque l'époque impérialiste était bien entamée, la population canadienne vivait encore majoritairement à la campagne.(52) Ce qui voulait dire que même s'il y avait des femmes qui quittaient la campagne pour travailler dans les usines, la plupart des femmes travaillaient encore sur les fermes, du lever au coucher du soleil et même plus; on ne les comptait donc pas comme faisant partie officiellement de la main-d'oeuvre mais elles travaillaient dur et contribuaient à la survie de leurs familles et à la productivité de toute l'économie.

A mesure que le capitalisme concurrentiel se transformait en capitalisme monopoliste, les masses étaient continuellement entraînées loin des fermes, dans les villes. L'économie rurale était en crise; de plus en plus les fermiers devaient tout simplement abandonner leurs fermes et déménager. Mais la pression exercée par la surpopulation relative était beaucoup plus grande qu'elle ne l'avait été précédemment. Nous avons déjà démontré que l'impérialisme lui-même rend le problème du chômage plus aigu. Les rangs de la classe ouvrière européenne s'enflaient bien au-delà de ce à quoi les bourgeoisies européennes pouvaient faire face par rapport à leur économie, et l'atmosphère qui régnait parmi les ouvriers était à la révolution. Les bourgeoisies européennes ont donc joyeusement exporté beaucoup d'ouvriers en famine qui espéraient avoir une vie meilleure au Canada ou aux Etats-Unis. On les a acceptés en Amérique du Nord parce que ces immigrants apportaient des «vieux pays» une expérience solide de prolétarisation et aussi un bon niveau de compétence technique en tant qu'ouvriers. Et les immigrants acceptaient les emplois dont les Canadiens ne voulaient pas, comme le service domestique. De plus les immigrants des îles britanniques, de Scandinavie et d'Europe du Nord ont servi à coloniser l'Ouest canadien, afin de renforcer l'Ouest contre les possibilités d'annexion américaine.(54) On a considéré que les immigrants étaient d'une grande valeur pour la construction de l'économie canadienne et américaine — et qu'on les obtenait évidemment à un bon prix, puisqu'il n'y a presque rien qui soit meilleur marché que de la main-d'oeuvre immigrante.

Les villes canadiennes et américaines s'enflèrent donc d'un grand nombre d'immigrants venus d'Europe et des régions rurales de leurs propres pays. Entre 1901 et 1911, la main-d'oeuvre au Canada s'accrut de 52.8%.(55) Mais le pourcentage des *femmes* dans l'armée du travail, qui avait atteint un haut point en 1881, se mit à décroître.(56) Mais l'économie impérialiste ne pouvait faire face au flot massif de travailleurs qui se déversait dans les villes, comme elle l'avait déjà fait. Par conséquent, tandis qu'elle avait tiré les hommes et les femmes du travail sur les fermes et les avait garrochés sans discrimination dans les usines, elle tirait maintenant les hommes et les femmes du travail sur les fermes, garrochait les hommes dans les usines et les femmes dans les cuisines, en les gardant en réserve.

Ce faisant, la bourgeoisie enlevait aux masses féminines l'occasion de contribuer au soutien de leurs familles et de mener des vies productives. En 1891 —juste avant l'aube de l'impérialisme — les dix types d'emploi les plus communs pour les femmes (sauf le travail sur la ferme) étaient les suivants: servantes, couturières, enseignantes, confectionneuses, tailleuses, ménagères, lavandières, modistes et vendeuses.(57) Mais le capitalisme détruisait et balayait de plus en plus les diverses petites formes de production. Les manufactures de vêtements et les manufactures de chapeaux remplaçaient les couturières; de grands magasins à rayons remplaçaient les petits magasins généraux dont le propriétaire était souvent une femme. Les manufactures de textiles et les magasins à rayons employaient des femmes, mais ces femmes étaient célibataires (ou veuves, etc.) (58) La femme mariée n'avait aucun rôle productif à remplir dans les villes. Même si plusieurs femmes qui restaient à la maison aidaient à joindre les deux bouts en prenant des pensionnaires, en faisant du travail ménager de temps en temps, ou en vendant des marchandises fabriquées à la maison, surtout pendant les périodes difficiles,(59) un vaste pattern social émergeait. Les femmes qui restaient à la maison, devenaient de «simples» ménagères: elles faisaient le ménage, l'entretien, la cuisine, et elles préparaient des articles ayant une valeur d'usage pour la consommation domestique, elles s'occupaient des enfants sur une base privée mais elles ne s'engageaient dans aucun travail social productif ou ne produisaient rien qui ait une valeur marchande.(60) Aucune dénonciation du travail ménager mesquin, laissé aux femmes, n'est aussi virulente que celle de Lénine: il affirme que c'est un **«labeur absurdemment improductif, mesquin, énervant, abrutissant et écrasant»**. («La grande initiative», LOC 29:433)

. . . les soins domestiques pour la femme sont la plupart du temps un travail tout ce qu'il y a de plus improductif, de plus rude et de plus pénible. Labeur extrêmement mesquin qui n'a rien qui puisse contribuer à l'évolution intellectuelle de la femme. («Les tâches du mouvement ouvrier féminin dans la République des Soviets», LOC 30:37)

Au Canada, dans les années '20, seules 3% des femmes mariées faisaient partie de la main-d'oeuvre,(61) en 1941, la proportion n'atteignait pas encore 5%.(62) Ce pattern général était évidemment limité; plus d'une femme cachait le fait qu'elle était mariée et enlevait sa bague de mariage lorsqu'elle se mettait à la recherche de travail. Mais on pouvait percevoir une tendance sociale marquée: au tournant du siècle, le mariage signifiait pour la plupart des citadines, la fin d'un emploi régulier, à temps plein, à l'extérieur de la maison et le début d'un labeur cauchemardesque, mesquin, abrutissant et de l'isolement domestique.

Les usines employaient toujours des femmes. Mais ces femmes étaient maintenant pour la plupart des célibataires ou des «infortunées» — veuves, femmes séparées ou épouses d'un chômeur. Les femmes mariées en sont venues à former une vaste surpopulation de main-d'oeuvre, une armée de réserve, dont on pouvait faire usage aux moments de l'histoire où l'on en avait besoin pour faire baisser les salaires et augmenter le taux d'exploitation de toute la classe ouvrière.

Marx fait référence à la population agricole elle-même comme à une armée de réserve industrielle latente, parce qu'à long terme, à cause du développement du capitalisme, elle est entraînée vers les villes.

Dès que le régime capitaliste s'est emparé de l'agriculture, la demande de travail y diminue absolument à mesure que le capital s'y accumule. La répulsion de la force ouvrière n'est pas dans l'agriculture, comme en d'autres industries, compensée par une attraction supérieure. Une partie de la population des campagnes se trouve donc toujours sur le point de se convertir en population urbaine ou manufacturière, et dans l'attente de circonstances favorables à cette conversion.... Pour que les districts ruraux deviennent pour les villes une telle source d'immigration, il faut que dans les campagnes elles-mêmes il y ait une surpopulation latente, dont on n'aperçoit tout l'étendue qu'aux moments exceptionnels où ses canaux de décharge s'ouvrent tout grands. (*Le Capital*, Garnier-Flammarion, Livre I, p. 469)

Cette armée de réserve industrielle latente d'origine agricole comprend 50% de femmes. Cependant, à mesure qu'elle a émigré vers les villes pendant des décennies, les hommes en sont venus à faire partie de la main-d'oeuvre urbaine plus rapidement que ne l'ont fait les femmes mariées: on a gardé les femmes mariées en réserve, à la maison, comme on le faisait pour les femmes des immigrants. C'était une réserve à la fois flottante et latente: flottante, dans le sens que la bourgeoisie les faisait sortir de la maison et rentrer à la maison selon les exigences cycliques du capitalisme (comme c'est le cas par exemple en temps de guerre où elle a beaucoup besoin de main-d'oeuvre féminine); et latente, dans le sens où elles ont été entraînées régulièrement à long terme, en nombre toujours croissant sur le marché du travail au XXe siècle.

Pourquoi la bourgeoisie a-t-elle gardé les femmes en réserve, à la maison, même si elle savait bien qu'elle pouvait acheter leur travail à un prix ridiculement bas ? Parce qu'en renvoyant les femmes à la maison, la bourgeoisie pouvait s'assurer qu'elle aurait dans l'avenir de la main-d'oeuvre pour les usines, les banques, les chemins de fer et les trusts. Nous avons déjà vu combien le travail en usine des femmes mariées dans des conditions physiques révoltantes a causé des dommages sérieux à la santé des femmes, à la famille et à l'éducation des enfants, forçant les femmes à quitter leurs enfants en bas âge, ces femmes qui parfois n'avaient même pas la permission de les nourrir au sein pendant la semaine après leur naissance. La jeune bourgeoisie industrielle pouvait tirer plus de dollars immédiatement des ouvrières en imposant ces types de sacrifices à la santé des femmes et des enfants, mais la santé et la forme physique des générations futures d'ouvriers étaient menacées. En réglant le problème de l'armée de réserve industrielle par le biais du renvoi des femmes à la maison, la bourgeoisie retardait une crise politique qu'aurait créée le grand nombre d'ouvriers affamés errant dans les rues dans une atmosphère de ferment révolutionnaire international bouillonnant; en fait, elle tirait profit d'une crise en puissance parce qu'elle utilisait ces femmes en tant que main-d'oeuvre gratuite pour assurer la santé et le bien-être de la prochaine génération d'ouvriers. Elle satisfaisait ses besoins de main-d'oeuvre à bon marché en faisant usage des femmes célibataires et des immigrants; les surprofits tirés du pillage des colonies ont permis que naisse une situation où les revenus réels étaient suffisamment élevés pour que plusieurs ouvriers puissent faire vivre leurs familles à partir de leur seul salaire. Et la présence des femmes à la maison pouvait se justifier idéologiquement pour le fait qu'en fin de compte, c'était là la place de la femme. Tandis que de nombreux chômeurs et de nombreuses chômeuses célibataires n'auraient pu que contribuer au ferment révolutionnaire, la bourgeoisie pouvait utiliser de nombreuses chômeuses mariées comme un frein au ferment révolutionnaire. Et c'est là ce que toutes les bourgeoisies de tous les pays impérialistes ont cherché à réaliser à l'aube de l'impérialisme.

**Aux femmes travailleuses —
Travaillez-vous par amour
Ou pour l'argent?**

Déterminez-vous un emploi dont vous n'avez pas besoin?

Peut-être avez-vous un mari bien capable de vous entretenir, ainsi qu'une maison confortable?

Vous avez pris un emploi pendant la guerre afin de suppléer au manque de main-d'oeuvre.

Vous avez «réussi» et vous voulez continuer.

Mais la guerre est finie et les conditions ont changé.

Il n'y a plus de manque de main-d'oeuvre. Au contraire, l'Ontario fait face à une situation grave vu le nombre des hommes qui ne travaillent pas.

Leur nombre s'accroît quotidiennement par le retour des soldats.

Ils doivent avoir de l'ouvrage. Les souffrances et les dangers qu'ils ont endurés pour nous défendre leur donnent droit de s'y attendre.

Sentez-vous qu'il est légitime pour vous d'occuper un emploi que pourrait remplir un homme qui doit faire vivre non seulement lui-même mais aussi une femme et une famille?

Pensez-y.

(Propagande suite à la première guerre mondiale. Source: Ministère du Travail, Archives gouvernementales de l'Ontario.)

**B. La bourgeoisie impose comme modèle
la famille de la classe dirigeante**

Ce modèle social visant à ramener les femmes à la maison, à leur imposer une vie d'improductivité stérile et à les tenir en réserve jusqu'au moment où leur travail serait requis, ne s'est pas réalisé sans un énorme travail de la part de la jeune bourgeoisie impérialiste. La classe ouvrière au Canada et dans les autres pays impérialistes fut victime d'un complot conscient, prémédité et organisé de la part de la bourgeoisie impérialiste afin de restructurer la famille ouvrière à sa propre image. Cette image en était une dans laquelle l'homme sortait dans le monde afin de pourvoir aux besoins de la femme et des enfants, alors que la femme menait une vie de loisir et d'oisiveté. Pour comprendre ce que la bourgeoisie se proposait de faire, il est d'abord nécessaire de jeter un coup d'oeil sur la famille dans les classes privilégiées.

Au XVIII^e siècle, alors que le capitalisme de libre concurrence était en expansion, l'oisiveté elle-même constituait l'idéal pour les femmes privilégiées. Travailler était considéré comme «non féminin» — pas pour les masses, bien sûr, dont le travail était une nécessité absolue pour mousser les privilèges de cette mince couche — mais pour les femmes de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie qui pouvaient se payer des serviteurs. Les servantes, les modistes et les nourrices libéraient une mince couche de femmes de la nécessité de tisser, filer, coudre, cuisiner, nettoyer, blanchir le linge, d'élever des enfants et même de les allaiter.

Ce fut la révolution industrielle et la montée du prolétariat urbain qui permirent à cette famille modèle de la classe supérieure de s'infiltrer plus bas et d'atteindre une certaine couche moyenne. Ce fut la famille victorienne, avec son épouvantable hypocrisie morale et son culte de la «féminité» c'est-à-dire l'oisiveté, la docilité et la faiblesse pour les femmes. La littérature de cette époque chante les louanges de la femme victorienne dont le mari était suffisamment en mesure d'assurer les intérêts de classe de la famille pour que la femme soit dispensée des tâches domestiques. La révolution industrielle permit un plus grand nombre de telles familles parce que de nombreux articles qui devaient auparavant être faits par les femmes à la maison, étaient maintenant disponibles sur le marché et pouvaient être obtenus par une certaine couche moyenne de femmes. On pouvait maintenant acheter les chandelles, du tissu, du savon, du beurre, des boutons, des aiguilles et même du prêt-à-porter à la ville. Ces femmes pouvaient acheter des services de blanchisserie et même l'éducation des enfants.

La femme victorienne docile et oisive du XIX^e siècle faisait un contraste aigu avec les femmes qui se pressaient dans les fabriques pour faire les chandelles, le tissu et le prêt-à-porter, de même qu'avec les nombreuses femmes qui travaillaient toujours de l'aube au crépuscule sur les fermes du Canada, des Etats-Unis, d'Angleterre, de France et d'ailleurs. Les masses féminines continuaient partout à contribuer à la vie productive de la famille et de la société. L'idée qu'il n'était pas «féminin» pour une femme d'agir ainsi était encore inconnue des masses laborieuses.

Mais la petite couche de «femmes victorienne» devint de plus en plus oisive grâce à la socialisation croissante du travail dans la société capitaliste. De plus, à mesure que le capitalisme de libre concurrence s'est transformé en impérialisme, les surprofits de l'exploitation des colonies ont pu créer un gonflement temporaire des rangs de cette couche. Ces femmes avaient maintenant besoin de s'occuper d'autres choses pour se convaincre de leur propre importance sociale, maintenant que l'ère de leurs broderies raffinées touchait à sa fin.

Plusieurs d'entre elles sont allées à l'université, mais l'enseignement et les postes d'infirmières ne pouvaient les absorber toutes. Ainsi toute une structure idéologique s'est développée pour sanctifier le rôle de la femme de la classe moyenne à la maison. Cela a commencé avec l'industrie de la «science domestique», un complot élaboré qui vantait la maison exaltait les vertus du ménage scientifique, entreprenait une croisade contre les microbes, insistait sur les vertus du travail au «spic-and-span», en plus d'élever au rang d'art pour-soi l'éducation privée des enfants, loin du travail productif. L'éducation progressiste — le deweyisme — fit de l'enfant individuel une véritable icône. L'alcool fut vilipendé comme étant le fléau de l'existence de la maison béatifiée. La femme mariée qui travaillait à l'extérieur fut décrite comme un fléau de l'humanité. Par le biais de la «science domestique», la tenue de maison se transforma de petite routine dépouillée de toute importance sociale, en quintessence de la réussite sociale pour la femme instruite. Les gens furent encouragés à se procurer leur propre maison parce que «cela les tient liés de telle sorte qu'ils ont intérêt à notre prospérité», comme l'expliqua le dirigeant d'une importante compagnie. La propagande bourgeoise se déchaîna pour dire qu'un travail comme l'entretien de la maison était aussi significatif socialement que toute réalisation dans le royaume du «mâle», et qu'il exigeait d'ailleurs le plus haut niveau de talent et d'instruction pour être accompli convenablement.

De plus, la création d'un détachement de diplômées en Sciences et des Arts ménagers ferait que ce travail serait plus apprécié et plus honoré. Il mérite certainement d'être aussi hautement considéré que le sont la médecine, le droit, ou la théologie. Qu'est-ce qui vaut plus qu'un bon foyer ?(68)

La ménagère d'aujourd'hui est à sa maison ce que son mari est à son bureau. Elle est la gérante de la maison. Pour réussir en ce domaine, elle doit appliquer dans son travail les mêmes principes d'administration que le fait son mari dans le sien.(69)

Et la maternité, nous a-t-on dit, était «une science pour laquelle il faut de la préparation intelligente, tout comme pour toute autre occupation nécessitant du talent».(70)

Mais cela ne suffisait pas pour ces bourgeoises et ces petites bourgeoises; cela ne les convainquit pas elles-mêmes de leur propre importance sociale en tant que ménagères oisives et improductives. La bourgeoisie avait pour elles un usage encore plus important que cela: en faire des combattantes dans sa lutte de classe pour écraser la révolution prolétarienne, apaiser la colère et le ferment révolutionnaire grandissant de la classe ouvrière. Il y a longtemps, Marx affirmait carrément: **«Quiconque ayant la moindre connaissance de l'histoire sait aussi qu'aucun grand soulèvement social n'est possible sans le ferment révolutionnaire féminin»**. Et Lénine aussi affirmait clairement que **«L'expérience de tous les mouvements de libération montre que le succès de la révolution dépend de l'importance de la participation des**

femmes». («Discours prononcé au Premier Congrès des ouvrières de Russie, le 19 novembre 1918», LOC 28:185) Staline endossait cette position avec une grande ferveur quand il disait que

les femmes de ce pays (la Russie — UB), qui constituent la moitié de la population, seraient une entrave à tout progrès si elles restaient arriérées, foulées aux pieds et sous-développées politiquement dans l'avenir également. (Tel que cité dans *The Woman Question*, NY: International Publishers, p. 64; notre traduction)

Il était clair pour tous ces grands dirigeants du socialisme scientifique qu'aucune destruction de la vieille société n'était possible sans la destruction de la position traditionnelle de la femme dans cette société, parce qu'à moins que les femmes ne soient entraînées dans la participation à la vie politique active, la domesticité traditionnelle agirait comme un frein à toutes les tentatives en vue d'établir un nouvel ordre social.

Pour empêcher la révolution socialiste, par conséquent, la bourgeoisie devait casser les reins des travailleuses.

Nous ne sommes pas seulement à l'époque de l'impérialisme. Cette époque est celle de l'impérialisme *et de la révolution prolétarienne*. Les immigrants qui s'installaient massivement dans les taudis des villes canadiennes, qui fournissaient aux usines de la main d'œuvre à bon marché et qui faisaient que les maisons de rapport débordaient dans les rues, étaient bien un détachement du prolétariat international. L'impact de la Révolution d'Octobre, l'existence du socialisme dans le monde, d'un endroit où la bourgeoisie avait été renversée et où la fin de l'exploitation capitaliste était une réalité pour laquelle il valait la peine de travailler, fut énorme pour les ouvriers à travers le monde. Aussi, comme l'époque du léninisme apparaissait sur la scène mondiale, il était clair qu'il fallait faire quelque chose face à la pénétration des idées socialistes au sein de la classe ouvrière. Un idéologue bourgeois disait: «Une habitation communiste (il entendait par là une maison de rapport — UB) oblige les membres d'une famille à se conformer insensiblement aux modes de pensée communistes.»(71) La bourgeoisie comprit que les conditions des taudis surpeuplés la menaçaient en tant que classe, «surtout parce que la population immigrante, croyait-on, était infestée de bolcheviks et d'anarchistes».(72)

Ainsi les femmes de la haute avaient du pain sur la planche. Il leur revint de greffer la forme et l'idéal de la famille bourgeoise sur la classe ouvrière. Cela ne pouvait réussir vraiment, bien sûr, parce que la famille prolétarienne avait une base sociale fondamentalement différente. Le fardeau de la survie pèse lourdement sur toutes les familles prolétariennes et on fait appel au travail productif de la femme en périodes de privations, en tant qu'armée de réserve flottante de main d'œuvre, selon les cycles du capitalisme. Et les femmes sont aussi une armée de réserve flottante de main-d'œuvre à long terme, pénétrant le marché de la main-d'œuvre en nombre de plus en plus grand à mesure que progressait le système impérialiste. De plus, les fardeaux domestiques eux-mêmes sont beaucoup plus grands dans la famille parce que les ouvriers ne peuvent se payer les appareils ménagers, l'aide ménagère, etc., qui permettent l'oisiveté de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Il est donc évident que la famille bourgeoise ne pouvait avoir d'emprise sur la classe ouvrière. Mais pour l'impérialisme, il fallait en créer l'apparence. L'ouvrière n'était pas vraiment oisive, passive, elle n'existait pas seulement à titre d'objet d'admiration et de beauté; le but était simplement qu'elle en ait l'air et qu'elle se voie comme s'appliquant à ce rôle. Le *Ladies Home Journal* affirmait: «En fait ce dont un certain type de femme a besoin aujourd'hui plus que jamais c'est d'une tâche qui l'occupe'. Tout notre système social s'en porterait mieux. Trop de femmes sont oisives. »(73) En d'autres mots, afin de tenter d'amoindrir la ferveur révolutionnaire au sein des masses travailleuses opprimées, la bourgeoisie impérialiste devait saper la ferveur révolutionnaire de la femme ouvrière, parce qu'il ne peut y avoir de révolution sans les femmes.

A cette fin, la bourgeoisie oisive et improductive s'est amenée dans les taudis pour enseigner à la classe ouvrière «la science domestique».

Nous avons trouvé, toutefois, dans la plupart des cas, des maisons délabrées, dotées d'un ameublement non hygiénique, et la nourriture qui était bonne n'y était jamais servie de façon appétissante. Alors nous avons décidé que pour nous la façon d'apprêter la nourriture, le ménage, l'ameublement et la décoration ainsi que les bonnes manières qui constituent le dernier aspect mais non le moindre, étaient ce qui était le plus important car, comme le dit Thomas Davidson... «c'est, dans une large mesure, le manque de raffinement dans les manières qui interdit à l'homme inculte de se mêler aux gens cultivés. . . Il n'y a aucune raison au monde pour que les hommes et les femmes qui doivent gagner leur pain grâce au travail manuel n'aient des manières et des allures aussi raffinées que toute autre classe de gens».(74)

Le foyer antiseptique est devenu le foyer modèle; il s'est créé un nouveau marché pour les appareils domestiques; on a enseigné le travail ménager dans les écoles publiques en tant que «science». On a pressé les enfants d'école de se défaire de leur «sale» héritage d'immigrants et de se «moderniser». On a vidé les maisons de leurs pensionnaires, de leurs poules, de leur vin et de la production de marchandises vendables.(75) Tous les foyers ouvriers devaient se transformer en un petit coin privé, aussi isolé que possible de la réalité sociale de l'exploitation capitaliste directe. On a placé les femmes à la tête de l'économie domestique afin censément de défendre le bien-être des maris et des enfants. Tout un réseau d'habitations fut fondé pour accomplir ce travail social méritoire, l'habitation de Jane Addams aux Etats-Unis servant de modèle international.(76) On a fondé l'Armée du salut afin qu'elle prêche la religion, la moralité et le foyer; son personnel se recrutait parmi les femmes de ces couches supérieures. La croisade féminine s'est emparée du thème de la tempérance comme de celui du droit de vote. S'il y avait de la pauvreté, évidemment c'était à cause de la mauvaise gestion des affaires ménagères, c'est-à-dire à cause de la femme, plutôt qu'à cause de la bourgeoisie.(77) On a mis sur pied des services sociaux pour réformer les prostituées, en s'appuyant sur le point de vue à l'effet que la source de la prostitution, c'était la perversité morale plutôt que l'esclavage salarié.(78) On a fondé le Toronto Industrial Refuge (le Refuge industriel de Toronto) «... pour donner aux femmes qui à cause d'une infirmité de la nature ou de milieux malsains sont tombées dans des pratiques mauvaises, un refuge où elles ne seront pas soumises à des tentations et où elles pourront mener une vie honnête et chrétienne».(79) Ces divers établissements s'occupant de travail social se sont donné comme but non seulement

de préserver la pureté morale des Canadiennes, mais aussi d'importer des servantes des Îles britanniques et d'ailleurs puisque ces dames bourgeoises manquaient toujours d'aide domestique.(80) De tels mouvements qui s'occupaient de travail social sur une grande échelle ont commencé à l'aube de l'impérialisme et ont fleuri à l'époque où la Révolution bolchevique produisait un impact international.

Afin de favoriser ses tentatives dans ce domaine, la bourgeoisie a commencé à propager des théories figées qui attribuaient les souffrances et la misère des masses aux prolétaires individuels, et surtout aux femmes. Le complot le plus malicieux et le plus répandu auquel elle s'est adonnée, fut celui du freudisme qui a servi dès l'origine d'arme anti-communiste et que la bourgeoisie a toujours choyé lorsque la menace du communisme était très évidente, comme ce fut le cas après la deuxième guerre mondiale. Le freudisme avait pour but de nier la nature de classe de l'oppression, de l'exploitation et des souffrances humaines et d'entretenir les formes les plus arriérées, les plus introverties et les plus étroites d'individualisme afin de remplacer la conscience scientifique. Pour imposer aux masses une telle terreur anti-communiste, c'est-à-dire le freudisme, la bourgeoisie a fait reporter le blâme pour tous les maux sur la famille, et surtout sur la mère. Tirant profit jusqu'à la dernière goutte de la position isolée et improductive des femmes mariées au sein du foyer, la bourgeoisie a cherché à créer de l'anxiété, des sentiments individualistes et de la culpabilité chez les mères qu'on a amenées à assumer la pleine responsabilité de l'adaptation personnelle de leurs enfants. On a aussi répandu avec autant de vigueur dans des magazines et des journaux populaires, d'autres idées se rattachant à celles-ci, comme le deweyisme. Marx et Engels disent clairement que **«les idées de la classe dirigeante sont à toutes les époques les idées dirigeantes: c'est-à-dire que la classe qui constitue la force matérielle dirigeante de la société, en est en même temps la force intellectuelle dirigeante»**. (*The Germán Ideology*, Progress 1964, p. 61; notre traduction)

Même si le freudisme, le deweyisme et les autres variétés de psychologie bourgeoises n'avaient rien à offrir aux masses prolétaires, leur impact en tant qu'armes pour affaiblir la solidarité prolétarienne ne devrait pas être ignoré.

L'impérialisme est l'époque des monopoles. Dans la même mesure que les trusts et les cartels, les diverses organisations bien-pensantes de travail social ont commencé à revêtir un caractère international et à fusionner afin de consolider leur règne de terreur sur la classe ouvrière internationale en colère.(81)

La religion internationale a fait de son mieux pour constituer la charpente de ce mouvement. Les petites bourgeoises s'amènèrent de façon massive dans la Women's Christian Tempérance Union (l'Union des chrétiennes pour la tempérance), la Young Women's Christian Association (l'Association des jeunes chrétiennes), la Girls' Friendly Society (la Société d'amitié des femmes) et le Dominion Order of King's Daughters (l'Ordre du Dominion des filles du roi) afin de répandre l'hypocrisie morale de l'impérialisme international parmi la classe ouvrière.(82) Le WCTU, probablement l'association la plus nombreuse et la plus influente parmi celles-ci, faisait avec soin le lien entre l'évangélisme protestant, la prohibition, l'enseignement de la science domestique, la pureté sociale et le droit de vote des femmes.(83) Mais ces organisations étaient surtout unies idéologiquement par leur intérêt pour la famille bourgeoise, pour l'établissement d'un modèle pour toute la société.(84) La directrice-en-chef de la section ontarienne de la WCTU a dit:

Il ne s'agit pas d'un cri d'ambition, d'ignorance ou de frivolité dans le but de se tailler une place. Il s'agit de la prière de chrétiennes honnêtes, réfléchies, au nom de leurs enfants et des enfants de leurs enfants. C'est dans l'intérêt de nos foyers, l'endroit que Dieu nous a réservé, de les protéger du mal permis qui est l'ennemi du foyer, et aussi de participer aux efforts pour étendre le royaume de Dieu au-delà des limites de nos foyers.(85)

La religion a joué le même rôle au sein de la nation québécoise opprimée, même si la situation fut un peu plus compliquée à cause du jeu entre les forces catholiques et protestantes. The National Council of Women of Canada (le Conseil national des femmes canadiennes) mis sur pied en 1893 pour servir les intérêts de la bourgeoisie canadienne-anglaise, mit sur pied sa branche montréalaise sous le nom de Montréal Local Council of Women (la branche montréalaise du Conseil des femmes).(86) Ce geste avait supposément pour but de dépasser les barrières religieuses existant entre les deux nations en formant une organisation «laïque» pour les femmes; mais le MLCW n'a pas perdu de temps et s'est mis à propager le même type d'idées protestantes que les autres organisations féminines de l'époque et il a agi en tant qu'agent de la nation oppressive à l'intérieur du Québec.(87) L'Église catholique était très hostile à ces organisations fédéralistes, supposément laïques et elle commença rapidement à exercer sa propre influence en mettant sur pied ses propres groupes de bourgeoises. La plus importante parmi celles-ci était la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste fondée en 1907: il s'agissait d'un groupe qui avait pour origine la section des Dames patronnesses de l'Association Saint-Jean-Baptiste.(88) La FNSJB était un ferme garant du lien existant entre le nationalisme canadien français, la religion catholique et la conception féodalo-bourgeoise de la famille.(89) Elle s'est donné pour rôle de veiller sur la nation québécoise en renforçant la famille catholique dans laquelle la femme restait à la maison et élevait le plus grand nombre d'enfants possible. Elle a mis beaucoup d'accent sur la «bonne» division du travail au sein de la maison et s'est assigné le rôle de propager le «féminisme chrétien» qui avait pour but de garder l'esprit des masses féminines québécoises dans la confusion et l'ignorance.(90)

Nous ne pouvons évidemment mettre trop d'accent sur le fait que cette campagne consciente et concentrée de la part de la bourgeoisie impérialiste contre la classe ouvrière et la révolution prolétarienne ne pouvait obtenir quelques succès que de façon temporaire et marginale. En même temps qu'elle enseignait aux femmes que leur place était à la maison, elle les attirait régulièrement en nombre toujours croissant sur le marché du travail. Au XXe siècle, la tendance à long terme va dans le sens d'un accroissement du pourcentage de main-d'oeuvre féminine, du nombre d'ouvrières qui sont mariées et du nombre d'ouvrières mariées qui ont de jeunes enfants.(91)

C'est ici que gît la double nature du complot bourgeois. La bourgeoisie a joué sur la double oppression des femmes, le double rôle des femmes; elle a combiné les deux aspects de façon à ce qu'elle puisse en tirer le plus de profit à ce moment-là. Les femmes ont appris depuis qu'elles sont nées qu'elles doivent rester à la maison, être des servantes pour leurs maris

et leurs enfants, rester éloignées de la production sociale, comme les femmes des classes dirigeantes l'ont été depuis des siècles. Or les femmes se voyaient, aussi entraînées sur le marché du travail. Mais maintenant, la bourgeoisie pouvait se servir de la situation ménagère spécifique des femmes comme d'un prétexte pour diviser le prolétariat et créer beaucoup de chaos en séparant les sexes. Selon le point de vue bourgeois, il était impossible que les femmes puissent se syndiquer avec autant de succès et être des militantes aussi agressives au travail, qu'elles constituent une main-d'oeuvre aussi massive et conséquente dans la lutte pour la dignité et le socialisme avec les hommes. Elles travaillaient maintenant pour avoir de «l'argent de poche». Leur travail à l'extérieur de la maison était «secondaire» par rapport à ce qu'elles faisaient dans leurs foyers en tant que servantes de leurs maris et leurs enfants. Toute famille qui se respecte disait-on à la classe ouvrière, n'a pas besoin du travail de la femme mariée pour survivre; l'ouvrière mariée devait cacher son statut marital sinon elle perdait généralement son travail. Les femmes célibataires qui travaillaient, le faisaient parce qu'elles n'étaient pas encore mariées; elles travaillaient en rêvant au jour où elles pourraient cesser de travailler. Lorsque les femmes avaient la chance de recevoir de l'instruction, elles devaient le faire pour être de meilleures femmes et de meilleures mères. Le foyer en est venu à symboliser l'épanouissement total de toutes les femmes, quel que soit le sort que le hasard leur réservait sous d'autres aspects. L'Ontario Commission on Unemployment (la Commission ontarienne du chômage) se prononça en faveur de l'enseignement ménager universel pour toutes les femmes parce que «les occupations ménagères constituent le travail ultime pour toutes les femmes, exception faite d'un nombre



assez restreint.(92) Cette éducation technique des femmes avait pour but de leur apprendre à faire le travail ménager: «Il est souhaitable que les femmes et les filles apprennent, afin qu'elles puissent se rendre compte que si une jeune femme laisse à désirer en tant que vendeuse, ouvrière, professeur, infirmière ou quoi encore, elle laissera sans doute à désirer en tant qu'épouse et que mère.»(93) «La femme du président de cette commission a écrit un livre qui s'intitule *The Canadian Girl at Work* (La jeune femme canadienne au travail), dans lequel elle a dit clairement qu'apprendre à être une bonne ménagère constitue la préparation la plus importante pour l'avenir qu'une «jeune fille» puisse acquérir, étant donné ce qui l'attend dans l'avenir; elle en conclut: «L'enseignement technique et l'habileté sont d'une plus grande utilité à la femme qui travaille que les connaissances spécialisées en ce qui concerne les questions de nourriture, de vêtements, de santé et de régime alimentaire. Le manque de formation dans le domaine du travail ménager constitue probablement le plus grand handicap que peut connaître une jeune fille travaillant à salaire».(94) Le livre a pour but d'orienter les femmes *célibataires* (les «jeunes femmes») vers des emplois pendant qu'elles attendent de se marier. Elle affirme ailleurs (adoptant une position qui rappelle beaucoup celle des féministes du «salaire à la ménagère» d'aujourd'hui) que dans le domaine du travail ménager et des soins aux enfants «l'apport que les femmes peuvent donner à l'Etat sont certainement plus valables que tout autre apport».(95)

Les organisations de défense militantes sur les lieux de travail, en plus d'être inutiles (pourquoi risquer le tout pour le tout pour de «l'argent de poche»?) étaient maintenant considérées comme extrêmement «non féminines». Les femmes travaillaient à l'extérieur de la maison mais leur travail devait exprimer leur rôle d'épouse, leur passivité, leur improductivité, leur «féminité». Leur travail ne devait pas menacer les hommes qui détenaient des emplois «importants» et «virils»

C. L'aristocratie ouvrière masculine se joint à la campagne

On a fait déployer toute son énergie à l'aristocratie ouvrière afin d'assurer que le mouvement syndical réformiste mette en application cette politique. Les boss syndicaux ont exigé que les femmes soient exclues de tout syndicat parce qu'elles faisaient supposément «baisser les salaires». Une organisation syndicale a affirmé: «Nous pensons que les femmes ne devraient pas avoir le droit de travailler dans des fonderies, parce que cela a tendance à les dégrader, à faire baisser les salaires des hommes et à empêcher beaucoup de jeunes hommes de se trouver du travail». Le *Toronto Labour Souvenir Book* de 1907 a clairement dit comment les femmes pourraient contribuer au maximum au renforcement du mouvement syndical:

... Les femmes... dépensent au moins quatre-vingt-cinq pour cent du revenu total de leurs maris, pères et frères, et en utilisant avec discrétion et soin cet argent, créent une telle force que celle-ci en fait plus par elle-même pour le mouvement syndical que tous les syndicats de métier ont pu faire depuis cinquante ans.(97)

En d'autres mots, la tâche des hommes est de travailler pour la bourgeoisie et la tâche des femmes, c'est d'être des ménagères prudentes afin d'étirer le plus possible les salaires minables de la classe ouvrière et afin qu'on puisse penser que c'est de la faute des femmes si les salaires ne semblent pas suffisants. Ce qui est clair c'est que l'aristocratie ouvrière achetée à l'aide des surprofits de l'impérialisme dans les pays impérialistes a cherché à s'assurer un privilège particulier parmi les nombreux privilèges dont elle jouit en tant que couche soudoyée de la classe ouvrière. Ce privilège, c'était d'avoir une servante à temps plein à la maison comme la bourgeoisie pouvait le faire.

The Lance, un journal syndical de Toronto, a posé la question fondamentale de la nécessité de la main-d'œuvre féminine: «C'est avantageux pour le commerce, cela ne fait pas de doute. Cela permet aux manufacturiers de produire à moindres frais et donc, d'étendre leurs marchés. C'est avantageux pour le commerce; mais est-ce qu'il est certain que ce soit aussi avantageux pour l'humanité?(98) *The Lance* a publié à plusieurs reprises des articles sur le maniement du mari, le vieux style d'épouse et la façon de s'habiller pour «la jeune femme au travail».(99) *The Lance* a évidemment trouvé que la question du salaire minimum pour les ouvrières n'était pas très importante. Pourquoi? «Si on accorde un revenu décent aux ouvriers masculins, le salaire minimum pour les femmes ne sera plus nécessaire. »(100) En d'autres mots, les boss syndicaux se sont servis du modèle de la famille bourgeoise idéale dans laquelle l'homme est la personne qui est véritablement responsable de l'entretien de la famille comme d'une excuse pour garder les salaires des femmes le plus bas possible. Les rubriques qu'on créait dans les journaux syndicaux dans le but de discuter des problèmes spécifiques des ouvrières dégénéraient en moins de six mois en des rubriques de recettes.(101) Pendant la grande dépression, lorsque la bourgeoisie s'était engagée dans une campagne sur une vaste échelle pour montrer que les femmes mariées qui travaillaient, «qui prenaient les jobs des hommes» engendraient la crise, le Conseil exécutif de l'American Fédération of Labour adopta cette position: «Les femmes mariées dont les maris ont des emplois permanents... devraient être éliminées lorsqu'on sélectionne des employées».(102)

Les espoirs que nourrissait la direction syndicale quant à la possibilité de briser la détermination des ouvrières contrastaient grandement avec l'histoire réelle des ouvrières canadiennes. Au début du XXe siècle, 29.1% de toutes les femmes que la bourgeoisie employait travaillaient dans des usines.(103) Selon le recensement de 1911, 40.1% de la main-d'œuvre féminine se retrouvait dans l'industrie manufacturière et la majorité travaillait dans le textile et le vêtement.(104) Au Québec, entre 1901 et 1915 ces industries constituaient le secteur le plus touché par les grèves et les lock-out, après le secteur des transports.(105) Durant cette période, 58% des ouvriers du textile étaient des femmes et 60% des ouvriers du vêtement(106) étaient des femmes; cela seulement indique le très haut niveau de militantisme spontané qui existait parmi les travailleuses au tournant du siècle.

Un article de *la Presse* rapporte que durant la grève à Dominion Textile dans Hochelaga, alors une banlieue de Montréal,(107) les femmes étaient en majorité aux assemblées publiques, où elles prenaient les devants dans la participation. Dominion Textile était le plus grand manufacturier de textiles au Canada,(108) Les reportages de la presse indiquaient que les femmes qui participaient à la grève avaient fait preuve d'un très grand courage et d'une très grande solidarité.(109) Les 2/3 des membres du syndicat qui dirigeait cette grève, la Fédération des Ouvriers du Textile du Canada, étaient des femmes.(110)

Les annales de l'histoire des ouvrier(ère)s canadien(ne)s sont riches d'exemples de femmes qui ont fait la grève avec des hommes, mettant de l'avant les mêmes revendications pour elles-mêmes, ou pour soutenir des hommes qu'on avait injustement renvoyés. Les pelletières, les tisserandes, les ouvrières de la chaussure, les ouvrières du cigare et du tabac, les tailleuses, les employées des chemins de fer, et les téléphonistes ont toutes fourni des exemples, durant les premières décennies du XXe siècle, de la détermination des femmes à s'allier aux hommes lors de grèves. Il existe aussi de nombreux exemples de femmes qui ont refusé d'être des scabs pendant des grèves, et dans une compagnie, soixante femmes ont refusé de travailler si la compagnie recevait des marchandises de gens qui étaient des scabs durant la grève des Teamsters en 1900.

Mais à mesure que le XXe siècle progressait, il devenait évident que les boss syndicaux complotaient d'empêcher les femmes de faire preuve du certain degré de militantisme qu'ils permettaient aux secteurs masculins du prolétariat. Peu de femmes eurent le droit de faire la grève et elles ont donc dû avoir recours à des grèves sauvages. Lorsqu'elles ont fait la grève, on a rapidement brisé leur grève grâce à des trahisons bien préparées. On justifiait le tout par l'idée que la place des femmes était véritablement à la maison, et non pas au travail à l'extérieur de la maison ou sur une ligne de piquetage.

Un des passe-temps favoris de l'aristocratie ouvrière a été d'utiliser le désir très juste des masses d'obtenir une législation protectrice. Face à des conditions de travail infectes, dangereuses et constamment nuisibles, la classe ouvrière tout entière a très justement réclamé à grands cris une législation limitant les heures de travail et assainissant les usines. Mais le mouvement réformiste féminin et les boss syndicaux ont pris tous les deux un intérêt particulier à la législation protectrice pour les femmes, en tant que substitut spécifique pour des salaires plus élevés et une organisation syndicale militante. Leur principale préoccupation était que les travailleuses perdaient leur pureté et, par conséquent, sapaient le tissu moral de la famille où était leur seul avenir. Par exemple, ils étaient beaucoup plus obsédés par la question des toilettes séparées ainsi que celle des entrées et sorties séparées pour les femmes, qu'ils ne l'étaient par les revendications pour des salaires plus élevés ou pour une amélioration des conditions de travail pour toute l'usine, pour les deux sexes.

Dans le rapport annuel du «Evangelical and Social Service» (Service social et évangélique), on est parti en croisade contre le fait que les ouvrières puissent aller au théâtre, dans les salles de danse, dans les restaurants chinois, qu'elles puissent participer à la vie nocturne et quitter trop tôt la maison de leurs parents; on mentionnait la question des salaires mais il s'agissait seulement d'une question très mineure, et la question des heures de travail des ouvrières n'était pas mentionnée. Les réformateurs ont institué des maisons de pension afin de protéger la pureté des ouvrières, pour leur épargner les dangers de la rue, mais ils n'ont jamais mentionné le fait que les bas salaires dans l'industrie avaient quelque chose à voir

dans la nécessité où se trouvaient de nombreuses femmes de se livrer à la prostitution. La prostitution était posée comme un problème de vertu morale plutôt que comme un esclavage salarial. La croisade en vue de limiter les heures de travail dans l'industrie n'a jamais été reliée au fait que plusieurs industries où travaillaient les femmes, comme celle du vêtement, offraient des emplois saisonniers et que les femmes ne pouvaient survivre que si leurs salaires leur permettaient de tenir le coup en période de chômage. Les restrictions sur les heures de travail pour les femmes ont été souvent séparées de la juste revendication de toute la classe ouvrière pour des heures de travail plus courtes, rendant ainsi le travail des femmes moins concurrentiel dans certaines industries. De plus, la législation protectrice au Canada excluait explicitement les travailleurs agricoles, les bonnes, et les travailleuses à la pièce dans le vêtement (celles qui travaillent à la maison), qui comprenaient, après la première guerre mondiale, le tiers de la population salariée féminine. Pendant la grande dépression, la législation protectrice était une blague sinistre en ce qui concerne les masses féminines qui en vinrent à compter encore plus pour leur survie, sur le travail du vêtement à la maison. Sans remettre en question la nécessité vitale d'une législation protectrice dans la société capitaliste, ou la justesse des luttes amères livrées par la classe ouvrière pour obtenir une telle protection, il n'est pas inutile de souligner que la bourgeoisie est beaucoup plus préoccupée de limiter l'accès des femmes aux emplois dangereux dans les industries où il y a de gros syndicats et des salaires élevés (comme l'industrie du plomb), qu'aux emplois mal payés, faiblement syndiqués comme le travail d'hôpital et de buanderie. Le plus révélateur, c'est que les efforts des réformateurs en vue de formes spécifiques de protection morale et physique pour les ouvrières contrastaient grandement avec les revendications réelles des femmes en grève pendant cette période. Les femmes grévistes, comme chez Eaton, chez Bell Canada et en plusieurs autres endroits, mettaient de l'avant des revendications qui étaient habituellement les mêmes que celles des hommes et il y avait une remarquable absence de griefs concernant les questions de vertu et de pureté morales.

Les femmes au Canada ont été victimes d'une double stratégie. D'une part les bourgeoises et les petites bourgeoises tentaient de les persuader d'assumer leur rôle «féminin» à la maison, et de subordonner leurs justes revendications sur leurs lieux de travail, en tant que partie de la classe ouvrière unifiée, à leur besoin de se préparer à la vie domestique dans l'avenir; d'autre part les dirigeants syndicaux vendus faisaient aussi appel à la «vertueuse famille» pour les mêmes fins. Ces fins étaient les suivantes: garder les salaires des femmes bas, empêcher les femmes d'entrer en concurrence avec les hommes au niveau de l'emploi, empêcher les femmes d'avoir une perspective à longue échéance et une conscience de classe, parce qu'elles ne font que travailler pour de «l'argent de poche» et que le mieux qu'elles puissent faire, c'est de dépenser adéquatement le revenu du mari. Le but de la stratégie: garder les femmes disponibles comme main-d'oeuvre à bon marché, mais conserver leurs valeurs et leurs mentalités enracinées à la maison de telle sorte qu'elles ne revendiquent pas trop quand elles ont à travailler. Garder les travailleuses «féminines», afin de briser leur détermination dans la lutte active pour la révolution socialiste.

Les femmes ont continué à travailler dans les usines canadiennes tout au long du XXe siècle. Leur travail a continué à être faiblement payé et les usines à être infectes et dangereuses. Les heures de travail sont toujours longues et les usines toujours chaudes, pauvrement aérées, et présentent souvent des risques d'incendie. Un journaliste du *Montréal Star* décrit les conditions dans une usine de vêtement en 1974: «des bidons d'huile à moitié remplis, des contenants brisés, des tuyaux de plastique, du métal broyé, des poubelles, des mégots de cigarettes, des chiques de gomme, des piles de déchets, des monceaux de carton jonchaient le plancher de ciment noir . . . Pas de paroles . . . pas de sourires. . . pas de rires. . . rien que le sifflement inhumain et monotone des machines à coudre». Les conditions de travail dans le vêtement, le moins bien payé de tout le travail en usine de même que celui qui comporte la plus forte proportion de femmes, sont les mêmes dans les autres pays impérialistes. Une femme des Etats-Unis qui a survécu à l'horrible incendie de la Triangle Shirtwaist Company, en 1911 a été témoin en 1958 d'un autre incendie d'une usine de vêtements, un édifice sans sortie de secours ni extincteurs. Alors qu'elle regardait les femmes sauter du sixième étage pour se tuer au sol, elle saisit son ami par les poignets et le secoua, lui demandant avec colère et désespoir: «Qu'est-ce que les années nous ont apporté de bon? Le feu, ça brûle toujours».

Les ouvrières d'usine ne sont pas syndiquées, pour la grande majorité. Et ces femmes qui travaillent dans les usines canadiennes sont encore, de façon disproportionnée, des immigrantes et des Québécoises. Les immigrantes sont



souvent exclues d'emplois comme le travail de bureau, les ventes, le travail de réceptionniste à cause de leur connaissance limitée du français et de l'anglais, et sont donc poussées dans les usines surchauffées, peu aérées, et ce pour une longue journée de travail, sans aucune perspective d'avenir. Qui plus est, les difficultés que plusieurs de ces immigrantes rencontrent face à la langue de leur nouveau pays constituent une barrière de plus à leur action collective, à leur syndicalisation et à leur organisation en vue de se défendre. Ce fait n'échappe pas aux capitalistes qui recherchent de la main-d'oeuvre immigrante pour ces usines. Un rapport récent provenant d'Ottawa a reconnu que les immigrantes sont la section la plus exploitée de la main-d'oeuvre canadienne, principalement en tant qu'ouvrières de l'industrie du textile et du vêtement.

Mais la riche histoire de solidarité et de lutte parmi les ouvrières en usine, les conditions objectives qui les mettent dans une situation où règnent la discipline et l'organisation, ainsi que la nature particulièrement brutale de leur double et triple oppression, font des ouvrières d'usine un secteur-clé dans la lutte pour rallier la classe ouvrière au marxisme-léninisme.

D. Le profit maximum et le travail productif

L'histoire des ouvrières d'usine est donc riche et inspirante. Mais l'histoire des ouvrières dans un pays impérialiste comme le Canada englobe beaucoup plus que l'histoire des ouvrières en usine. Sous l'impérialisme, la proportion des femmes qui travaillent en usine a considérablement décliné. En 1901, 29.6% de toute la main-d'oeuvre féminine travaillait en usine; en 1921, les chiffres étaient de 17.8%; en 1971, la proportion était de 11,2%.(128) Pour comprendre l'histoire des ouvrières au Canada, il faut comprendre que l'impérialisme a profondément influé sur la composition même de la classe ouvrière, qui a été modelée selon les besoins spécifiques du capital financier pour tirer le profit maximum.

Staline explique que l'impérialisme n'est pas régi par la loi du profit moyen, mais par celle du profit maximum.

... L'actuel capitalisme de monopole ne demande pas le profit moyen, mais le maximum de profit, nécessaire pour réaliser plus ou moins régulièrement la reproduction élargie.

Les principaux traits et exigences de la loi économique fondamentale du capitalisme actuel pourraient être formulés à peu près ainsi: assurer le profit capitaliste maximum par l'exploitation, la ruine et l'appauvrissement de la majorité de la population d'un pays donné, par l'asservissement et le pillage systématique des peuples des autres pays, surtout des pays arriérés, et enfin par les guerres et la militarisation de l'économie nationale utilisées pour assurer les profits les plus élevés. (*Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, ELE, p. 39)

C'est une chose fondamentale, dans le marxisme, que nous en arrivions à comprendre ce qu'est le prolétariat, en parvenant d'abord à une compréhension du système économique lui-même, parce que le prolétariat est le produit essentiel et spécifique de l'industrie capitaliste.

De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périssent et périssent avec la grande industrie; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique. (Marx-Engels, *Le manifeste du parti communiste*, ELE, p. 45)

Le prolétariat dans les pays impérialistes est «**le produit le plus authentique**» de l'industrie moderne, de l'immense structure du capital financier. Les impérialistes embauchent de vastes armées de prolétaires dans les pays capitalistes eux-mêmes, armées qu'ils asservissent dans l'exploitation et la misère afin de réaliser un profit pour eux-mêmes, les exploiters. Lénine qui, le premier, a expliqué de façon scientifique la transformation du capitalisme de libre concurrence en capitalisme monopoliste, établit clairement que c'est le capital financier lui-même qui façonne le prolétariat sous l'impérialisme et qui accroît la socialisation du travail dans les pays impérialistes.

La socialisation du travail, qui progresse toujours plus rapidement sous mille formes diverses, et qui, pendant le demi-siècle écoulé depuis la mort de Marx, s'est surtout manifestée par l'extension de la grande industrie, des cartels, des syndicats et des trust capitalistes, et aussi par l'accroissement immense des proportions et de la puissance du capital financier, voilà la principale base matérielle de l'avènement inéluctable du socialisme. (*Karl Marx*, ELE, p. 36)

Sous l'impérialisme, le prolétariat constitue cette classe qui entre en contradiction antagonique avec le capital, en particulier le capital financier, la bourgeoisie impérialiste. Staline établit de manière catégorique qu'il y a quatre contradictions fondamentales dans le monde à l'ère de l'impérialisme; de ces contradictions, il y en a trois qui sont internes au système impérialiste lui-même. Nous trouvons, dans les pays capitalistes, la première contradiction de l'impérialisme:

La première contradiction est celle qui existe entre le Travail et le Capital. L'impérialisme, c'est la toute-puissance des trusts et des consortiums monopolistes, des banques et de l'oligarchie financière dans les pays industriels. (*Des principes du léninisme*, ELE, p. 4)

Le prolétariat dans les pays impérialistes est «**le produit le plus authentique**» principalement des «**trusts et des consortiums monopolistes, des banques et de l'oligarchie financière.**» La marche du capital, sa transformation de la concurrence au monopole, a engendré une vaste armée de main-d'œuvre socialisée. Ces ouvriers dépendent pour leur survie de la vente de leur force de travail; par l'exploitation de leur travail, la bourgeoisie est en mesure de réaliser des profits parce qu'une partie du travail de ces ouvriers est impayée.

L'examen de cette question devient nécessaire parce que d'innombrables heures ont été gaspillées par des marxologues de toutes nuances qui tentent de déterminer «qui est et qui n'est pas un véritable ouvrier» selon que ces ouvriers fabriquent

des rivets, transportent des rivets, vendent des rivets, nettoient des rivets, classent des lettres traitant des rivets, répondent à des appels téléphoniques portant sur les rivets, etc. **«Le prolétariat est un produit du capitalisme»** («L'impérialisme et la scission du socialisme», LOC 23:122) Nous ne pouvons connaître la structure du prolétariat sans connaître la structure de la bourgeoisie.

Les besoins spécifiques du capital financier, donc, définissent la nature du prolétariat en tant que classe dans les pays industrialisés du monde impérialiste. Lénine explique que l'impérialisme a pour résultat

«l'éducation et la formation à la discipline' de millions d'ouvriers l'appareil socialisé, énorme et complexe, de la poste, des chemins de fer, des grandes usines, du gros commerce, des banques, etc., etc.» (*L'Etat et la révolution*, ELE, p. 124)

Certains de ces ouvriers travaillent toute la journée, ou toute la nuit, pour produire les marchandises dans les grandes usines. D'autres assurent l'entretien et la réparation de la machinerie fort compliquée de la société technique avancée, ou perforent des trous dans des cartes qui sont dévorées par d'immenses ordinateurs qu'utilisent les impérialistes pour savoir exactement où en sont leurs querelles au sujet du profit. Quelques prolétaires font du travail d'entretien pour les chemins de fer et les avions; d'autres conduisent des camions pour d'énormes compagnies de transit; d'autres classent le courrier pour le service postal. Certain(e)s sont téléphonistes; leur rôle: veiller au fonctionnement de l'immense système de communication téléphonique qu'exige le système impérialiste. D'autres tapent à la machine, classent et comptent l'argent pour permettre aux monopolistes de s'y retrouver dans le vaste labyrinthe de paperasserie qu'ils engendrent; d'autres font les lits dans les grands hôpitaux; d'autres encore travaillent derrière des comptoirs dans les magasins à rayons des magnats monopolistes du commerce qui tentent d'écouler une pléthore d'articles surproduits.

L'impérialisme socialise le travail de ces ouvriers, il les éduque et les forme à la discipline. Le capitalisme monopoliste engendre un genre spécifique d'armée prolétarienne, qui comprend les caissiers des banques, les téléphonistes, les commis aux ventes et les commis d'assurance, de façon aussi entière et aussi indispensable que les ouvriers d'usines et les meuniers. L'armée entière de travailleurs engendrée par l'impérialisme, qui répond aux besoins spécifiques du capital financier par le biais de la vente de sa force de travail, est une armée créée, exploitée, volée, formée à la discipline et socialisée par la bourgeoisie impérialiste; c'est **«le moteur intellectuel et moral, l'agent physique de cette transformation»** du capitalisme au socialisme à l'époque de la révolution prolétarienne. (Lénine, *Karl Marx*, ELE, p. 36) Lénine dit encore plus clairement que c'est la *socialisation du travail* qui est la clef de la compréhension des relations existant entre l'impérialisme et la révolution prolétarienne quand il écrit:

On comprend pourquoi l'impérialisme est un capitalisme agonisant, qui marque la transition vers le socialisme: le monopole qui surgit du capitalisme, c'est déjà l'agonie du capitalisme, le début de sa transition vers le socialisme. La socialisation prodigieuse du travail par l'impérialisme (ce que les apologistes, les économistes bourgeois, appellent l'"interpénétration") a la même signification. («L'impérialisme et la scission du socialisme», LOC 23:118)

Une grande part de ce travail est du travail productif. Les ouvriers productifs sont ceux qui produisent la plus-value pour le capital (qu'ils fabriquent des produits tangibles ou qu'ils vendent des services).

Le travail productif au sens de la production capitaliste, c'est le travail salarié qui, en échange de la partie variable du capital (de la partie du capital déboursée en salaire), non seulement reproduit cette partie du capital (ou la valeur de sa propre puissance de travail), mais produit en outre de la plus-value pour le capitaliste.... Seul est productif le travail salarié qui produit du capital Seule donc la puissance de travail dont la mise en valeur est plus élevée que sa valeur. (Karl Marx, «Théories sur la plus-value», *Le capital*, Livre IV , tome 1, Editions sociales, p. 161)

Il est évident que les ouvriers d'usine qui travaillent toute la journée pour fabriquer un produit tangible spécifique sont des ouvriers productifs. Les ouvriers de l'automobile, du textile et du vêtement, ceux qui travaillent dans les mines et les aciéries, produisent tous de la plus-value pour la bourgeoisie. Les différentes ouvrières dont nous avons déjà parlé dans l'histoire du Canada, comme celles du textile et du vêtement, celles qui travaillent dans les fabriques de tissage et celles qui font des cigares, des manteaux de fourrure et des chaussures, sont toutes des ouvrières de ce premier type.

Mais Marx a mené une polémique de grande envergure contre ceux qui considéraient que seul le travail qui crée des produits tangibles était productif. Il cite à l'effet que ce «travail improductif» est le travail dont le service disparaît à l'instant même où il est rendu», et montre que les services vendus sont du travail productif s'ils produisent plus de valeur pour le capitaliste que ce que le capitaliste a dépensé en salaire. Ainsi, pour Marx, une prostituée est une ouvrière productive si elle travaille au service d'un souteneur qui retire un profit des services qu'elle rend, et si son salaire est payé à partir de la valeur qu'elle a créée.

. . . un entrepreneur de spectacles, de concerts, de bordels, etc., achète la disposition temporaire de la puissance de travail des comédiens, des musiciens, des prostituées, etc. — en fait par un détour qui n'a économiquement qu'un intérêt formel, à considérer le résultat, le procès est le même —; il achète ce travail dit 'improductif', dont les 'services disparaissent à l'instant même où ils sont rendus' et (en dehors d'eux-mêmes) ne se fixent ni ne se réalisent en un 'objet durable' (on dit aussi particulier) 'ou en une marchandise vénale'. En les vendant au public, il récupère leurs salaires et obtient un profit. Et ces services ainsi achetés lui donnent la faculté de les acheter à nouveau, c'est-à-dire qu'ils renouvellent eux-mêmes le fonds sur lequel ils sont payés. Ceci s'applique aussi par exemple au travail des clercs qu'un avocat emploie dans son

bureau, avec cette circonstance particulière que ces services se matérialisent en outre le plus souvent en de très volumineux 'objets particuliers', sous forme d'énormes piles de dossiers. (Ibid., p. 178)

En d'autres mots, les travailleurs productifs sous l'impérialisme ne comprennent pas seulement les ouvriers de l'automobile qui créent les voitures, mais aussi les préposés au lave-auto qui lavent les voitures et les mécaniciens qui les réparent. Leurs «services disparaissent à l'instant même où ils sont rendus», mais ce qu'ils ont fait enrichit directement le capitaliste qui possède l'entreprise, et leurs salaires sont payés à partir de la valeur totale qui est créée par ce qu'ils font. * Les femmes de ménage, les femmes de chambre, les serveurs et les serveuses,** les laveurs de vaisselle accomplissent un travail productif — *pourvu qu'un capitaliste les emploie pour engraisser ses propres profits plutôt que de les payer de sa poche afin de jouir de leurs services personnels.*

Pour ce second type de travail, cependant — les services — le niveau de mécanisation, le niveau d'investissement en équipement, est souvent beaucoup plus bas que celui en usine. La syndicalisation en est à un niveau de beaucoup inférieur parce que la plupart des industries de service se sont développées plus récemment à l'ère de l'impérialisme que ne l'a fait le travail en usine en général. L'organisation et la discipline rattachées au processus de production en sont à un niveau plus bas, la concentration des ouvriers également, et les capitalistes peuvent plus facilement offrir un maigre salaire et procéder à volonté à des mises à pied et à des congédiements que dans la plupart des usines syndiquées. En d'autres mots, le travail dans le secteur des services est du travail productif dans lequel il est possible d'exploiter plus intensément et de manipuler plus facilement les travailleurs que dans plusieurs formes de travail d'usine. Ceci est très important pour la bourgeoisie impérialiste qui cherche à obtenir le profit maximum, parce qu'elle peut réaliser le profit maximum plus facilement en investissant dans des secteurs où l'investissement en machinerie est plus faible et où les revendications des ouvrières sont moins élevées. Ainsi l'impérialisme a vu le développement rapide du secteur des services et ce secteur a entraîné dans ses rangs des masses de femmes prolétaires.

Voici un exemple de l'usage significatif que la bourgeoisie impérialiste a fait de la main-d'oeuvre féminine au XXe siècle. A long terme, au XXe siècle, la bourgeoisie a régulièrement fait sortir les femmes de la maison et les a entraînées sur le marché du travail. En rapport avec ce qui s'est produit, certains secteurs de la bourgeoisie impérialiste se sont étendus afin de répondre aux besoins du capital financier.

*«Le service n'est que l'effet utile d'une valeur d'usage, que celle-ci soit marchandise ou travail.» (Marx, *Le capital*, Livre I, Garnier-Flammarion, p. 149)

**Marx se réfère spécifiquement aux serveurs en tant qu'ouvriers productifs lorsqu'ils produisent de la plus-value. «... les cuisiniers et les garçons d'un hôtel public sont des travailleurs productifs dans la mesure où, pour le propriétaire de l'hôtel, leur travail se transforme en capital. Les mêmes personnes sont des travailleurs improductifs en tant que serveurs dans la mesure où je dépense du revenu pour acheter leurs services au lieu de créer du capital. Et de fait ces mêmes personnes sont pour moi, consommateur dans l'hôtel, des travailleurs improductifs.» (*Théories sur plus-value*, op. cit., p. 169)

Ces secteurs sont plus récents que les vieux secteurs de l'industrie manufacturière; ils permettent, par conséquent, un niveau d'exploitation plus intense, et ils attirent plus les capitalistes parce qu'ils requièrent un investissement de départ plus faible et améliorent les chances d'obtenir du profit. Ces tout nouveaux secteurs sont inévitablement créés parce qu'on utilise la plus-value extorquée des secteurs plus anciens pour créer des moyens de production supplémentaires. Ces nouveaux secteurs, embauchent alors des ouvriers qui sont retirés des secteurs plus anciens, parce que ces secteurs ont atteint des niveaux d'efficacité plus élevés dans la production, ou bien ils embauchent la nouvelle population qui arrive sur le marché du travail et qui ne peut pas être absorbée par ces vieux secteurs qui grandissent en efficacité. Marx explique soigneusement le besoin qu'éprouve le capital de créer ces nouveaux secteurs et l'inévitabilité de l'embauche, par les secteurs plus nouveaux, du surcroît de main-d'oeuvre retiré des secteurs plus anciens:

L'expansion de la production par des mouvements saccadés est la cause première de sa contraction subite; celle-ci, il est vrai, provoque à son tour celle-là, mais l'expansion exorbitante de la production, qui forme le point de départ, serait-elle possible sans une armée de réserve aux ordres du capital, sans un surcroît de travailleurs indépendants de l'accroissement naturel de la population? Ce surcroît s'obtient à l'aide d'un procédé bien simple et qui tous les jours jette des ouvriers sur le pavé, à savoir l'application de méthodes qui, rendent le travail plus productif, en diminuent la demande. La conversion, toujours renouvelée d'une partie de la classe ouvrière en autant de bras à demi occupés ou tout à fait désœuvrés, imprime donc au mouvement de l'industrie moderne sa forme typique. (*Le capital*, op. cit., p. 462)



En 1875, à l'apogée du capitalisme de libre concurrence, le travail de bureau était un emploi masculin relativement privilégié, et il n'utilisait qu'un très petit pourcentage de la main-d'oeuvre. Ci-dessus, l'image que se faisait un artiste de la dégénérescence morale et de l'horreur qui s'ensuivraient si on devait permettre aux femmes de pénétrer dans le domaine du travail de bureau.

Avec le passage du capitalisme de libre concurrence au monopole s'est produit un bond soudain dans les besoins de la bourgeoisie en ce qui a trait à la comptabilité, à l'enregistrement des données et au contrôle de la valeur. dont on avait besoin, pour faire ce travail, c'était une armée d'ouvriers considérable, relativement bien instruite faiblement payée. Tout à coup le travail de bureau devint «du travail de femme», et on sortit les femmes de la maison pour le faire. Vers 1921 le travail de bureau dépassait le travail domestique en tant que plus grande catégorie d'emploi des femmes travailleuses.

Ce besoin qu'éprouve l'industrie moderne, de créer constamment de nouveaux secteurs et de puiser constamment dans une population croissante de travailleurs pour combler ces secteurs, est entretenu de façon très soutenue par l'emploi grandissant de femmes. Dans les nouveaux secteurs de l'économie, en particulier ceux qui ont essaimé sous l'impérialisme — le secteur des services en est le premier exemple — les femmes représentent la majorité — parfois écrasante — des ouvriers. En d'autres mots, les femmes constituent la réserve idéale de main-d'oeuvre pour les nouveaux emplois des masses, l'armée de réserve latente analogue à l'armée de réserve latente des travailleurs agricoles que Marx décrit longuement dans *Le Capital*. Elles sont disponibles en grand nombre pour l'embauche et elles le sont aussi à de faibles salaires, ce qui est idéal du point de vue de la bourgeoisie en quête de profit maximum quand elle cherche de nouveaux secteurs où investir. La proportion du nombre d'ouvrières dans le total de la main-d'oeuvre a constamment augmenté au courant du siècle, alors que le taux de participation des ouvriers a lentement décliné; comme la participation des femmes s'accroît, elles «participent» à des secteurs qui sont pauvrement payés, dont le travail est servile, où elles sont faiblement syndiquées, facilement manipulées et facilement licenciées. Quatre-vingt-cinq pour cent de la croissance de la main-d'oeuvre féminine de 1890 à 1930 a eu lieu dans ces nouveaux secteurs: les services, le travail de bureau et les ventes.(129)

Examinons de plus près les services. Nous avons vu qu'au cours du XIXe siècle, le travail domestique a employé de loin le plus grand nombre de femmes. Marx a souligné avec force qu'en Angleterre et au pays de Galles il y avait beaucoup plus d'«**esclaves domestiques modernes**» que d'ouvriers d'usine dans bon nombre de catégories industrielles d'importance. (*Le capital*, op. cit., p. 321) Ces servantes domestiques faisaient les lits, s'occupaient des enfants, lavaient le linge, préparaient la nourriture et soignaient les malades.

Maintenant, avec l'époque du capitalisme monopoliste, plusieurs de ces services privés sont sortis de la maison et se sont transformés en industrie moderne de grande échelle. Les malades sont envoyés à l'hôpital, et les femmes des couches profondes du prolétariat font les lits d'hôpitaux et travaillent sur des quarts de nuit à soulever de lourds patients. Des femmes prolétaires pauvrement payées travaillent à laver le linge dans des buanderies dangereuses, surchauffées, faiblement aérées. Alors qu'autrefois des milliers de femmes cuisinaient et servaient sa nourriture en privé à la bourgeoisie dans ses propres maisons, aujourd'hui des millions de femmes pauvrement payées font le tour de l'horloge à un rythme éreintant à servir de la nourriture aux gens qui sont sortis de chez eux pour prendre leurs repas. Aujourd'hui 83% de la main d'œuvre travaillant comme serveurs est composée de femmes.

C'est une vieille chanson sur un air nouveau. Les femmes quittent la maison et entrent dans l'arène de l'industrie publique socialisée pour suivre leur travail qui s'est déplacé. Alors qu'il y a cent ans elles laissaient derrière elles leur petit travail de couture à la main pour suivre la machine à coudre à la manufacture, tout en continuant à coudre, aujourd'hui elles ont quitté les emplois de cuisinières, de blanchisseuses et de bonnes pour suivre ces tâches comme si c'était là leur destin historique. Qui plus est, lorsqu'elles retournent le soir à la maison, ces femmes doivent encore répéter ces mêmes tâches, mais sur une base privée, accomplissant le travail ménager qu'elles n'ont pu faire le jour. Elles sont affligées de ce double fardeau parce que la base du travail domestique socialisé, qu'elles sont entrain de bâtir par leur travail dans le cadre de la société capitaliste, ne peut pas encore les libérer de la corvée du travail domestique privé. Les restaurants, les buanderies, les garderies etc. font partie, sous le capitalisme, du noyau fondamental à partir duquel le travail domestique socialisé sera édifié sous un système socialiste. Mais ces services sont beaucoup trop inadéquats et dispendieux pour pouvoir répondre aux besoins des masses féminines, pour les libérer de l'esclavage domestique. Ainsi il y a un double phénomène: les femmes prolétaires accomplissent le travail qui jette les bases du travail domestique socialisé par le biais de l'industrie des services, et en même temps elles sont obligées d'assumer le plein fardeau du travail domestique privé dans le cadre spécifique de l'esclavage domestique.

Il y a une autre forme de service productif qui assure à de nombreuses femmes leur gagne-pain sous l'impérialisme, mais ce n'est pas nouveau. Ce travail, c'est la prostitution, que Marx mentionne de façon spécifique comme du travail productif et dont Lénine affirme de façon absolument claire qu'il ne peut pas être aboli sous le capitalisme. «**Aussi longtemps qu'existera l'esclavage du salariat, la prostitution est inévitable**» («Le capitalisme et le travail des femmes», LOC 36:221). La prostitution sous l'impérialisme est une vaste industrie, non seulement dans le vieux sens «illégal» mais aussi sous la forme d'une industrie pornographique multimillionnaire, ce qui est la façon bourgeoise de légaliser la prostitution et de lui permettre de pénétrer dans le royaume des monopoles. Voilà un exemple de service fondamentalement inutile pour l'humanité et qui ne prospère qu'à cause du système décadent dans lequel nous vivons. Des quantités de plus en plus grandes de femmes sont obligées de vendre leur corps de différentes manières parce que les salaires offerts pour les autres emplois sont trop bas pour soutenir leurs familles. La façon dont la bourgeoisie extorque la plus-value des services que fournissent ces femmes en se servant de leur oppression spécifique en tant que femmes, est tellement évidente qu'elle ne requiert aucune explication supplémentaire.

Les ouvrières des services de toutes sortes produisent la plus-value pour la bourgeoisie. Leur travail se socialise à un degré croissant, et elles se syndicalisent pour se défendre. Plusieurs services sont non seulement ardues, pénibles et épuisants, mais aussi tellement mal payés qu'une ouvrière à temps plein ne peut souvent même pas vivre de son salaire, et encore moins soutenir ses enfants ou défrayer les coûts de garderie. De plus, de nombreux emplois dans les services sont

des emplois de nuit (le travail d'hôpital, d'entretien, des magasins à rayons, de téléphoniste, etc.; la société capitaliste ne prévoit rien du tout pour les soins à apporter aux enfants de ces femmes. A l'exception des ouvrières d'usine, il y a peu de sections de la classe ouvrière qui soient plus opprimées que les ouvrières des services.

E. Profit maximum et travail improductif

Le travail productif est à la base du mode de production capitaliste. Sans lui, il n'y aurait pas de plus-value.

Mais cela n'indique pas du tout que seuls les travailleurs productifs font partie du prolétariat sous le capitalisme. Au contraire, Marx a mené une longue polémique contre ceux qui s'affairaient tellement à décrire le capitalisme comme un système idyllique **«le meilleur des mondes possibles, (où) tout est utile»** (*Théories de la plus-value*, Ed. sociales, tome 1, p. 332), qu'ils ont tenté de décrire tout travail sous le capitalisme comme étant du travail productif. A l'époque de Marx, les économistes bourgeois tentaient d'atteindre ce but en proclamant que **«tout travail utile est réellement productif, et toute la classe laborieuse de la société mérite également le nom de productive.»** (tel que cité, *Ibid.*, p. 305). Aujourd'hui ce même genre d'apologie prend plus communément la forme qui consiste à prétendre que ceux qui ne sont pas des ouvriers productifs ne travaillent pas vraiment, ne font pas vraiment partie de la classe ouvrière, que seule cette partie du prolétariat qui est productive est la **«classe vraiment révolutionnaire»**. Ces deux formules bourgeoises visent le même objectif: **« . . . la glorification apparente des ouvriers productifs n'est en fait que la glorification des capitalistes industriels, par opposition aux landlords (propriétaires fonciers) et aux such monied capitalists (à ces capitalistes financiers) qui vivent seulement de leurs revenus.** (*Ibid.*, p. 307)

Contrairement aux économistes bourgeois, Marx a compris qu'il y avait une couche de la bourgeoisie dont les ouvriers ne produisaient pas de valeur mais qui payait ses ouvriers à partir de ses revenus. C'étaient les capitalistes marchands, qui n'oeuvraient pas dans la sphère de la production mais dans celle de la circulation du capital.

Le capital marchand n'est que le capital en fonction à l'intérieur de la sphère de circulation. Le procès de circulation est une phase de l'ensemble du procès de reproduction. Mais aucune valeur, donc aucune plus-value, n'est produite au cours du procès de circulation. Seules des modifications formelles de la même masse de valeur s'y produisent; elles se résument en fait à la métamorphose des marchandises qui n'a rien à voir avec une création ou une modification de valeur. Si une plus-value est réalisée lors de la vente de la marchandise produite, c'est parce que cette dernière en contenait déjà. (*Le Capital*, Vol. 3, pp. 270-1, Ed. sociales, Paris, 1976)

Le capital commercial... ne crée ni valeur ni plus-value, mais se contente de remplir cette fonction qui entraîne leur réalisation, et de ce fait le véritable échange des marchandises, leur passage d'une main à une autre: l'échange social de substance. . . . Comme le capital marchand lui-même ne produit pas de plus-value, celle qui lui revient sous la forme de profit moyen constitue évidemment une fraction de la plus-value produite par la totalité du capital productif. (*Ibid.*, pp. 271 -2)

Lorsque le capitaliste commercial investit en capital constant (édifices, équipement, etc.) et en capital variable (salaires), il n'investit pas dans le but de produire quoi que ce soit, mais à seule fin de réaliser la valeur des biens qui ont été produits par le secteur productif.

Ce n'est pas la production de la valeur d'usage des marchandises qui occasionnent tous ces frais, mais bien la réalisation de leur valeur; il s'agit purement de frais de circulation. Ils n'entrent pas dans le procès de production immédiat, mais dans le procès de circulation, donc dans le procès global de la reproduction, (*ibid.*, p. 279)

Comme le capitaliste commercial ne procède à aucun investissement qui entre dans la production directe de la plus-value, il est évident que ses employés sont des travailleurs improductifs.

On peut se demander maintenant quel est le sort des salariés commerciaux employés par le capitaliste commercial, en l'occurrence le commerçant.

Dans une certaine mesure, un travailleur du commerce ne diffère pas des autres salariés. D'abord, parce que son travail est acheté par le capital variable du commerçant et non par l'argent que celui-ci dépense comme revenu; il n'est donc pas acheté pour un service privé, mais pour que le capital qui a été avancé pour son achat soit mis en valeur. Ensuite parce que la valeur de la force de travail de l'employé de commerce, donc son salaire, est déterminée comme pour tous les autres salariés, par les frais de production et de reproduction de sa force de travail spécifique et non pas par le produit de son travail. (*Ibid.*, pp. 281-2)

Il n'y a donc pas de doute qu'un ouvrier n'a pas besoin de produire de la plus-value pour la bourgeoisie pour faire partie du prolétariat. Le salarié commercial vend sa force de travail à la bourgeoisie et, ce faisant, il accroît la valeur du capital avancé à l'achat de sa force de travail. De même que le capitaliste industriel et le capitaliste commercial sont tous deux des capitalistes, de même le prolétaire industriel et le prolétaire commercial sont tous deux des prolétaires. La différence réside simplement dans ce que fait chacun pour la bourgeoisie, mais dans un cas comme dans l'autre, ils permettent à la bourgeoisie de faire ses profits.

Cependant, entre lui (le salarié commercial — UB) et les ouvriers directement employés par le capital industriel, il doit exister la même différence qu'entre ce dernier et le capital marchand, partant entre le capitaliste industriel et le commerçant. Comme le commerçant en tant que simple agent de circulation ne produit ni valeur ni plus-value, il est impossible que les travailleurs du commerce qu'il emploie dans les mêmes fonctions lui produisent de façon immédiate de la plus-value. (En effet, la valeur additionnelle que les frais du commerçant ajoutent à ses marchandises se réduit à une adjonction de valeur préexistante, bien qu'ici s'impose la question: comment le commerçant obtient-il et conserve-t-il la valeur de son capital constant?). (Ibid., p. 282)

Et ailleurs Marx ajoute que le salarié commercial **«lui rapporte (au capital commercial — UB) non pas parce qu'il crée directement de la plus-value, mais parce qu'il contribue à diminuer les frais de réalisation de la plus-value, en accomplissant du travail en partie non payé»**. (Ibid., p. 288) Et dans une note à la fin de ce chapitre, Engels se réfère spécifiquement au **«prolétariat commercial»**. (Ibid., p. 806)

La plus-value d'une marchandise ne peut être réalisée que par la vente de cette marchandise. Ainsi, il est évident que la circulation du capital est une composante essentielle du système capitaliste, que ce soit à son stade de la libre concurrence ou à celui des monopoles. Mais étant donné que sous le capitalisme de libre concurrence les marchandises étaient vendues soit directement par le capitaliste commercial, soit par un très petit nombre de salariés que celui-ci avait embauchés pour réaliser la valeur des marchandises, sous l'impérialisme, l'entreprise qui consiste à vendre est elle-même devenue un monopole. Les magasins à rayons comme Eaton et la Baie, ainsi que les supermarchés comme Dominion et Loblaws, ont établi d'immenses réseaux de points de vente qui expulsent du marché d'innombrables petits commerçants et qui jouent eux-mêmes leur rôle dans la socialisation du travail sous l'impérialisme. La récente prise de contrôle de Simpsons par la Compagnie de la Baie d'Hudson, qui fait de la Baie le plus grand détaillant non alimentaire du Canada, n'est que le dernier exemple de la concentration grandissante du capital dans son effort frénétique pour venir à bout d'une pléthore de biens surproduits.

Le travail qui a été socialisé par ce secteur du capital financier est principalement féminin. Ce sont les femmes qui ont été amenées dans les magasins à rayons et les supermarchés pour exécuter le travail d'écouler ces marchandises. Et cela n'est qu'un autre exemple du mouvement des femmes de la maison au travail, sous le capitalisme de monopole. Alors qu'auparavant les femmes à la maison faisaient les vêtements, le savon et le beurre destiné à la consommation domestique, puis portaient ces produits sur le marché ou même elles ouvraient de petites épiceries dans le but de soutenir leur famille, aujourd'hui elles sont entraînées dans les vastes monopoles de la vente pour y vendre le linge, le savon et le beurre. Alors que la circulation des marchandises destinées à la consommation massive devient une industrie en elle-même, ce sont les femmes qui sont appelées à accomplir le travail requis pour ce faire.

L'expansion soudaine du secteur des ventes sous l'impérialisme et le bond soudain effectué dans le rôle que les femmes jouent en fournissant la main-d'œuvre à bon marché de ce secteur, se reflète dans le fait qu'entre 1901 et 1921 le nombre des vendeuses canadiennes est passé de 2,700 à 36,189.(131)

L'avènement d'entreprises monopolistes dans les ventes a signifié le développement de conditions de travail très oppressives pour les femmes. Le magasin Eaton, quand il ouvrit ses portes, embauchait des femmes qui devaient rester plantées debout de douze à quatorze heures par jour et il les congédiait si elles s'assoiaient.(132) Dans certains pays les ouvriers ont obtenu des lois protégeant leur santé, par exemple des lois exigeant que l'on fournisse des chaises, mais les magasins à rayons contournaient ces lois en achetant des chaises et en interdisant aux femmes de s'y asseoir. Si la loi prévoyait que l'on permette aux femmes de s'asseoir, la compagnie offrait deux chaises pour 85 femmes. Il n'y avait qu'une toilette pour plusieurs étages et le temps alloué pour les pauses était beaucoup trop court pour se rendre à la toilette, attendre derrière la file et retourner à son travail. Le résultat de cette soif démoniaque des capitalistes pour la dernière piastre fut que les maladies des reins sont devenues un danger inhérent au travail de vente dans les magasins à rayons.(133)

Durant les premières années de leur existence, les magasins à rayons moussaient tout particulièrement la vente des vêtements prêts-à-porter et des articles ménagers comme les machines à coudre et les laveuses-essoreuses.(134) En d'autres mots, alors que la socialisation et la mécanisation des tâches ménagères envahissaient la société sur une grande échelle, «libérant» les femmes des fardeaux ménagers particulièrement exigeants en temps, les femmes ainsi «libérées» devaient accompagner ces marchandises jusqu'au comptoir des ventes de Eaton, les vanter au public dans le but d'amasser suffisamment d'argent pour acheter ce temps libre que de tels vêtements et de tels articles ménagers devaient leur procurer. Et, parce que leurs salaires étaient si bas, plusieurs d'entre elles ne pouvaient se payer ces marchandises dont elles assuraient la vente.

La main-d'œuvre dans le domaine de la vente au détail est féminine dans une proportion de 66%.(135) Non seulement la bourgeoisie se sert-elle de cette réalité pour couper les salaires des vendeuses au détail, mais elle utilise également la sexualité des femmes comme truc publicitaire pour la vente de ses produits. Les femmes qui vendent les vêtements et les cosmétiques, par exemple, doivent étaler les produits sur leur propre personne, encourageant ainsi l'image bourgeoise de la femme consommatrice «féminine» (passive, oisive) pour accroître les profits de la bourgeoisie. Ces exigences vestimentaires constituent un lourd fardeau financier pour les femmes pauvrement rémunérées.(136)

Mais le travail improductif sous l'impérialisme comprend beaucoup, beaucoup plus que celui des vendeuses seulement. Pour comprendre cela, nous devons revenir à la compréhension fondamentale de l'impérialisme lui-même.

Nous avons vu que Marx fait allusion au capital marchand comme jouant le rôle d'intermédiaire dans la réalisation de la valeur, pour la classe bourgeoise. A un moment, il fait référence au **«commis»**, comme étant **«le salarié du capitaliste industriel»** (*Le Capital*, Vol. 3, Ed. sociales, Paris 1976, p. 280).

Mais le rôle de certains de ces humbles intermédiaires se transforme sous l'impérialisme, et la hiérarchie du capital se renverse. Lénine déclare:

La fonction essentielle et initiale des banques est de servir d'intermédiaire dans les paiements. Ce faisant, elles transforment le capital-argent inactif en capital actif, c'est-à-dire générateur de profit, et, réunissant les divers revenus en espèces, elles les mettent à la disposition de la classe des capitalistes.

Au fur et à mesure que les banques se développent et se concentrent dans un petit nombre d'établissements, elles cessent d'être de modestes intermédiaires pour devenir de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons, ainsi que de la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné, ou de toute une série de pays. Cette transformation d'une masse d'intermédiaires modestes en une poignée de monopolistes constitue un des processus essentiels de la transformation du capitalisme en impérialisme capitaliste. («L'impérialisme, stade suprême du capitalisme», LOC 22:228)

Le rôle du capital marchand effectue un bond qualitatif sous l'impérialisme, à mesure que le capital bancaire fusionne avec le capital industriel pour devenir le capital financier. Et avec ce bond qualitatif, le prolétariat commercial effectue lui aussi un bond qualitatif en importance, parce que c'est par-dessus tout le capital marchand qui a frayé la voie «où l'ancien capitalisme fait place au nouveau, où la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général» (Ibid., pp. 244-5). Et la domination du capital financier signifie la domination du parasitisme, la domination de la stagnation et de la putréfaction.

Nous avons déjà vu Lénine expliquer que le monopole capitaliste «engendre inéluctablement une tendance à la stagnation et à la putréfaction». (Ibid., p. 298)

Dans la mesure où l'on établit, fût-ce momentanément, des prix de monopole, cela fait disparaître jusqu'à un certain point les stimulants du progrès technique et, par suite, de tout autre progrès; et il devient alors possible sur le plan économique, de freiner artificiellement le progrès technique. (Ibid.)

De plus, l'impérialisme se caractérise par

le développement extraordinaire de la classe ou, plus exactement, de la couche des rentiers, c'est-à-dire des gens qui vivent de la «tonte des coupons», qui sont tout à fait à l'écart de la participation à une entreprise quelconque et dont la profession est l'oisiveté. L'exportation des capitaux, une des bases économiques essentielles de l'impérialisme, accroît encore l'isolement complet de la couche des rentiers par rapport à la production, et donne un cachet de parasitisme à l'ensemble du pays vivant de l'exploitation du travail de quelques pays et colonies d'outremer. (Ibid.)

L'impérialisme est un système moribond, en putréfaction, qui «agonise, mais (qui) n'est pas mort». («Textes pour la révision du programme du parti», LOC 24:477) Il se caractérise par la croissance extraordinaire d'une bourgeoisie oisive, dont les racines remontent à la bourgeoisie marchande dont parlait Marx, se rapportant à l'époque du capitalisme de libre concurrence. Cette bourgeoisie parasitaire embauche, avec ses revenus, toute une couche d'ouvriers improductifs. Le fourmillement de ces secteurs improductifs est indispensable au fonctionnement du capital financier.

Nous avons vu auparavant que tout comme le capitaliste commercial et le capitaliste industriel sont tous deux des capitalistes, de même le prolétaire industriel et le prolétaire commercial sont tous deux des prolétaires. Maintenant, avec le passage de la concurrence au monopole, le capital industriel et le capital bancaire ont fusionné en un seul, le capital financier.

Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion. («L'impérialisme, stade suprême du capitalisme», LOC 22:245)

Et si le capital bancaire et le capital industriel ont fusionné en un seul, le capital financier, ceci étant la signification même de l'impérialisme, alors nous pouvons dire que d'un point de vue stratégique ses ouvriers sont *le prolétariat*, le prolétariat du capital financier, le prolétariat sous l'impérialisme. Il n'y a pas de base scientifique quelle qu'elle soit pour établir une distinction stratégique entre le travail productif et improductif lorsqu'on en arrive aux conclusions sur la nature du prolétariat sous l'impérialisme. Tous deux servent la bourgeoisie impérialiste dans sa recherche du profit maximum; tous deux font partie d'un aspect de la contradiction entre le travail et le capital. En fait, il ne pourrait y avoir d'impérialisme sans les ouvriers improductifs, puisque ce sont ces ouvriers qui travaillent à hâter l'agonie et le pourrissement de l'impérialisme, puisque c'est le secteur dans lequel ils travaillent qui met le sceau de la réaction sur tout le système impérialiste.

Tout comme l'impérialisme, par définition, se caractérise par une vaste couche de capitalistes parasites et oisifs, ces capitalistes embauchent inévitablement des ouvriers afin d'augmenter leur part de profit. Avec le bond qualitatif de la concurrence au monopole, les besoins en matière de monopole, comptabilité, de classement et de correspondance ont soudain augmenté. Les chaussures ne devaient pas seulement être produites; elles devaient, et ce à un niveau sans précédent, être recensées, des dossiers devaient être conservés concernant leur fabrication et leur distribution, et elles devaient être annoncées. Il fallait écrire des lettres à leur propos, d'une entreprise à une autre, il fallait retracer à qui allait quelle partie du profit réalisé sur la chaussure. A un niveau sans précédent, il fallait effectuer des prêts aux manufacturiers de la chaussure et ces manufactures de chaussures devaient être assurées contre les pertes. Avec les méthodes gigantesques de production monopoliste, la planification de l'établissement d'horaires devinrent une industrie en soi. Les banquiers, les

agents d'assurance, les avocats, les publicistes, les financiers, les courtiers et les rentiers de toute nature nageaient autour du capitaliste industriel, tentant d'extorquer toujours plus de profit du travail qu'ils n'avaient pas accompli et que leurs propres ouvriers n'avaient pas accompli. Il fallait tenir compte de toutes ces querelles de telle sorte que chaque parasite se voie assuré de son maximum de profit.

En s'assurant son profit maximum, le capitaliste oisif ne tire pas un profit directement de la plus-value de ses ouvriers. Au contraire, le grand investissement de capital dans la production industrielle conduit les capitalistes à rechercher leurs profits dans des aventures parasitaires où l'investissement en équipement est faible ou nul. Il faut une immense somme d'argent pour ouvrir un nouveau centre manufacturier industriel, doté d'équipement moderne. En plus de ça, le capitaliste risque de voir ses ouvriers rapidement se regrouper en syndicat, surtout s'ils font déjà partie d'un métier qui est syndiqué. Les perspectives de profit maximum ne sont pas particulièrement alléchantes. Le parasite judicieux peut bien décider qu'il devrait plutôt investir son argent dans un bureau d'une seule pièce, avec un tapis, un pupitre, un téléphone, une machine à écrire et une machine à calculer. Il embauche une femme avec un salaire de famine, pour qu'elle réponde au téléphone et effectue un certain travail de bureau et il touche une fabuleuse somme d'argent à tondre les coupons et à spéculer sur les investissements.

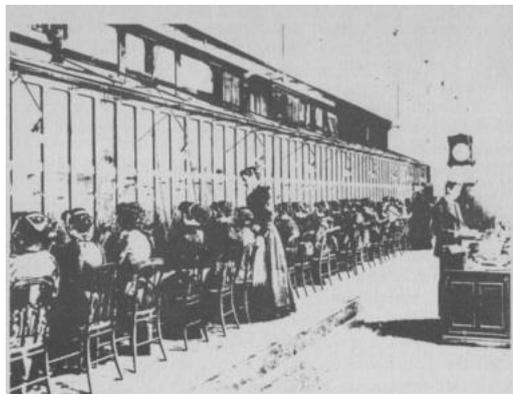
C'est précisément cette quête du profit maximum qui amène la transformation du capitalisme de libre concurrence en capitalisme monopoliste, afin d'éviter les pressions à la baisse sur les prix en concentrant la production. C'est précisément ce besoin d'investir dans les secteurs nécessitant le plus faible investissement initial, les frais de main-d'oeuvre les plus bas et les ristournes les plus élevées qui crée la couche des rentiers, des financiers et des tondeurs de coupons; qui est responsable de la nature agonisante, décadente, improductive et réactionnaire de l'impérialisme. L'impérialisme, c'est l'époque du capitalisme où la tendance à la stagnation et à la putréfaction est principale; il en découle entre autres que les lois du système découragent la bourgeoisie d'investir dans les secteurs qui sont les plus productifs et l'encouragent à investir plus dans les secteurs qui sont inutiles et parasitaires. C'est la recherche du profit maximum qui pousse à la ruine du capitalisme et qui engendre l'inévitabilité de la révolution prolétarienne.

Les «marxologues» font graviter la définition de la classe ouvrière autour de la question de la création de la plus-value. Les capitalistes, toutefois, ne pensent pas à la plus-value, mais au profit. Marx explique:

Pour le capital industriel, les frais de circulation semblent être et sont des frais. Pour le commerçant, ils apparaissent comme la source de son profit. (Marx, *Le Capital*, Ed. sociales, Livre 3, tome 1, p. 311)

Dans leur soif insatiable et infinie de profit maximum, les rentiers, les parasites, les financiers et les tondeurs de coupons s'arrachent toujours plus frénétiquement pour le partage de la plus-value produite par les ouvriers productifs de la société.

C'est précisément une caractéristique de ce système pourrissant que d'employer de vastes armées d'ouvriers qui ne produisent pas eux-mêmes de plus-value mais qui à la place, travaillent pour permettre à la couche des parasites de réaliser plus de profits pour eux-mêmes. Ces ouvriers sont partie prenante de **«la majorité de la population du pays donné»** qui est sujette à **«l'exploitation, la ruine et l'appauvrissement»**. En fait, la prédiction fondamentale de Marx selon laquelle la marche en avant du capital polariserait de plus en plus la société en deux classes hostiles, la vaste majorité de la société étant rejetée dans les rangs du prolétariat, *ne peut signifier autre chose que ceci*: précisément parce que la marche en avant du capital signifie la transformation du capital en monopole, d'où la croissance extraordinaire de la couche des parasites. La main-d'oeuvre que ces parasites emploient fait pleinement partie de la **«première contradiction, celle qui existe entre le Travail et le Capital»** (Staline); en fait une telle contradiction ne peut prendre une autre forme, étant donné les lois objectives de l'impérialisme. Il y en a qui ne parlent que des ouvriers productifs quand ils cherchent à décrire le prolétariat en tant que classe dans les pays impérialistes, mais un tel propos n'est rien d'autre qu'une apologie masquant la nature décadente du capitalisme de monopole.



Le lien existant entre l'impérialisme et la croissance phénoménale du secteur improductif, Lénine l'a bien discerné quand il a mis de l'avant son analyse fondamentale dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* où il a soigneusement compilé les données sur la croissance des banques, le bond dans le nombre des consortiums, l'expansion extraordinaire de l'exportation du capital. Ces vérités scientifiques trouvent confirmation à un autre niveau lorsque nous examinons les changements soudains qui sont survenus dans la structure du prolétariat au tournant du siècle. Le tableau 1 montre l'expansion extraordinaire du secteur de la bureaucratie ainsi que du secteur du commerce et des finances en 1891 et 1921. Les statistiques concernant le travail manufacturier et mécanique sont fournies pour fins de comparaison. Les

mêmes bonds en avant sont évidents dans les statistiques américaines: le nombre des sténographes et des dactylos est passé de 154 en 1870 à 5,000 en 1880; à 33,400 en 1890; à 112,600 en 1900; à 326,700 en 1910; et à 615,100 en 1920.(138) La bourgeoisie embauchait des ouvrier(ère)s selon ses besoins les plus nouveaux.

Cette vaste armée d'ouvrier(ère)s improductif(ve)s des compagnies d'assurance, des banques, des agences de publicité, des firmes d'ordinateurs, des bureaux de comptabilité des compagnies de fiducie et de la bourse, aussi bien que des secteurs improductifs des entreprises industrielles, des compagnies de transport et de téléphone font partie de «l'**appareil socialisé, énorme et complexe**» de la bourgeoisie impérialiste. Leur lutte révolutionnaire est inséparable de la lutte révolutionnaire des ouvriers productifs.

Et vers qui la bourgeoisie s'est-elle tournée lorsqu'elle a eu besoin de travail improductif, lorsqu'elle a eu besoin de remplir les bureaux de comptabilité, les banques, les équipes de classement et de dactylos, et de faire effectuer la perforation des cartes d'ordinateurs? De façon écrasante, elle s'est tournée vers les femmes, ce vaste réservoir de main-d'oeuvre, cette armée de réserve latente qui est régulièrement entraînée sur le marché du travail à mesure que progresse l'impérialisme. Aujourd'hui, le travail de bureau constitue de loin le secteur d'emploi où travaillent le plus de femmes au Canada; il représente plus du tiers de toutes les ouvrières.(139) Le travail de bureau a été le premier travail à supplanter le service domestique comme plus grande catégorie d'occupation féminine.(140)

Avant l'ère de l'impérialisme, le travail de bureau était un travail d'homme relativement privilégié. Les prolétaires de bureau travaillaient dans de petits locaux directement sous les yeux de leurs patrons et il se développait souvent entre eux une certaine relation privilégiée.(141) Mais maintenant, avec l'avènement de l'impérialisme, il naissait toute une nouvelle couche d'emplois prolétariens de bas niveau, des emplois qui ne pouvaient offrir aucune possibilité d'avancement ou d'avenir pour leurs détenteurs.(142) Il n'est pas surprenant, par conséquent, que la bourgeoisie se soit tournée vers la réserve de femmes pour combler ces nouveaux besoins.

Les femmes qui sont allées vers le travail de bureau au début du siècle avaient en général reçu beaucoup d'instruction et elles étaient nées au Canada.(143) Il arrivait fréquemment que des employeurs refusaient officiellement d'engager des immigrantes pour le travail de bureau.(144) Ces emplois étaient considérés comme une forme de travail très désirable pour des femmes instruites qui n'avaient pas accès au travail d'infirmière, à l'enseignement et au travail social, parce que les conditions de travail étaient plus propres et moins fatigantes dans les bureaux que dans les fabriques, le travail domestique, les blanchisseries, les hôpitaux, les magasins à rayons, etc.(145) De nombreuses jeunes femmes fréquentaient les écoles de secrétariat pour apprendre la dactylo et la sténographie afin d'assurer leur survie.(146) Ce fut une chance en or pour la bourgeoisie que de transformer le travail de bureau en travail féminin, ce qui lui permet de couper dans les salaires de sa main-d'oeuvre instruite alors qu'elle s'apprêtait à se lancer dans l'expansion du travail de bureau.(147)

Le travail de bureau n'est pas devenu le travail des femmes sans que la bourgeoisie n'élaboré un plan, qu'elle ne fasse des efforts. Avant l'époque impérialiste, les publications bourgeoises avaient exprimé une franche horreur lorsque, à l'occasion, une femme tentait d'accéder au travail de bureau.

Ma voix trembla un peu, mais je rassemblai mon courage et parlai. «J'appelle à propos de votre annonce....»

Il me toisa du regard, de haut en bas. Je suis svelte et je me risquerai à dire que, si je ne suis pas jolie, j'ai du moins l'allure intéressante.

«Combien de mots à la minute?» demanda-t-il après une longue pause....

Il me dévisagea attentivement, de haut en bas, avec ses petits yeux de porc, comme s'il achetait un cheval, scrutant mon visage, ma taille, mes mains, mes pieds. Je me sentais comme une Circassienne dans un marché d'esclaves, en Arabie....(148)

Voici le commentaire d'un auteur sur le roman cité ci-haut, *The Typewriter Girl (La fille à la dactylo)*, dont on croit qu'il a été écrit à la fin du XIXe siècle:

On semble ici insinuer qu'une jeune femme décente met en danger sa moralité si elle tente d'envahir les plates-bandes masculines du bureau. Le message semble clair: le bureau était un endroit dangereux pour une femme de vertu.(149)

Vers 1916, toutefois, la bourgeoisie avait changé de refrain en ce qui concerne les femmes au bureau. *Le Ladies Home Journal* tenait les propos suivants au sujet de «la supersténographe»:

Je devrais décrire l'équipement de la sténographe idéale comme suit: vingt pour cent vont pour l'habileté technique — c'est-à-dire, l'habileté à écrire et à lire la sténographie et à écrire à la machine, rapidement et avec précision; trente pour cent vont pour l'information générale — c'est-à-dire l'instruction autre que celle de la sténographie et de la dactylo; et les cinquante pour cent qui restent, les plus importants, je devrais les attribuer à la personnalité....

Un gros employeur de sténos m'a dit un jour: «J'attends de mes sténos le même service que je reçois du soleil, avec cette exception: le soleil est souvent en grève et il m'est nécessaire d'utiliser la lumière artificielle, mais je paye ma sténographe pour travailler six jours sur sept et j'attends d'elle durant tout ce temps qu'elle illumine mon bureau et qu'elle éprouve un intérêt sympathique pour ce que je tente de faire».

C'est l'esprit dans lequel vit et travaille la sténographe, autant que la quantité du travail qu'elle accomplit, qui la rend profitable. Elle doit être capable de s'adapter aux situations, agréable, courtoise. Aucun mot ne souligne peut-être mieux son succès que «courtoise»; voilà le mot-clef de tous nos nouveaux évangiles de la vente et de l'efficacité. Nos grandes entreprises nous montrent dans quelle mesure la courtoisie peut être rentable.(150)

La bourgeoisie a affirmé (beaucoup plus tard), de façon encore plus claire, ce que le «rôle des femmes à la maison» pourrait apporter à la vie de bureau; voici:

Le noeud de tout le problème, en d'autres mots, c'est que les femmes sont au bureau parce que l'employeur masculin les y veut. Pourquoi les veut-il là, c'est une autre question à laquelle on ne peut répondre en disant simplement qu'une fois sur place, elles s'acquittent bien de leur travail. Il est vrai sans l'ombre d'un doute que les femmes s'acquittent bien de leur travail. Leur intention, consciente ou non, de se marier un jour, et leur volonté, consciente ou non, d'être dirigées par des hommes, les rendent avenantes et obéissantes et les libèrent de l'ambition qui rend difficile aux hommes de se dévouer au travail de

secrétariat. Mais ce fait n'explique que partiellement la préférence de l'employeur masculin. Il indique que les femmes, en vertu de quelques-uns de leurs traits les plus féminins, peuvent rendre un bureau plus plaisant, serein et lui donner une atmosphère plus familiale. Mais il n'indique pas pourquoi l'employeur désire ce genre de bureau plutôt qu'un bureau bondé de jeunes hommes ambitieux et pressés, résolu à marteler leurs machines à écrire jusqu'à ce qu'ils puissent s'asseoir dans les bureaux présidentiels. Le seul outil pour résoudre ce problème reste la pure spéculation.

On peut bien spéculer à peu près comme suit: le résultat de la révolution industrielle a été la domestication des femmes. Dans les classes ouvrières, le substitut à la servitude domestique a été la servitude manufacturière. Dans les classes aisées, auxquelles appartient la femme de l'employeur, le substitut à la responsabilité domestique a été de ne pas avoir de responsabilité — ou du moins, pas de responsabilité dont on puisse parler. Par conséquent, dans les classes aisées, on a d'abord présenté les femmes comme oisives, puis comme mécontentes de leur oisiveté puis finalement comme dotées de ce sentiment où s'entremêlent de façon bizarre la rébellion et l'indépendance, sentiment qui a changé la face de la société américaine dans les années qui ont suivi la guerre. Dans ce processus, le foyer de la classe supérieure, tel que les victoriens le connaissaient, est disparu. L'homme n'était plus le maître dans sa propre maisonnée et il n'était plus redoutable dans sa tanière; son petit troupeau de femmes, de filles et de soeurs n'entendait plus sa voix en tremblant. Il était, au contraire, le compagnon plus ou moins égal d'une femme plus ou moins imprévisible. Et il s'en irritait.

Il s'irritait de la perte de sa position. Il regrettait la vieille docilité, la vieille obéissance, la vieille dévotion à ses intérêts personnels. Et se trouvant incapable de recréer le paradis passé, perdu de sa maison, il s'est arrangé pour le recréer à son bureau. Ce qu'il voulait à son bureau, ce n'était pas la maîtresse de bureau décrite au moins cinquante-deux fois par année par les nouvellistes américains. Sa très jolie, très intelligente et très dispenseuse petite femme lui servait déjà suffisamment de maîtresse: il fallait la ménager. Ce qu'il voulait dans son bureau, c'était quelque chose qui ressemble le plus possible à l'épouse de la génération de son père — quelqu'un pour équilibrer son carnet de chèques, acheter ses billets de chemin de fer, vérifier ses bagages, lui trouver un siège dans la quatrième rangée, amener sa fille chez le dentiste, écouter sa version de l'histoire, lui offrir un regard courageux quand les choses étaient au plus noir et, généralement, quelqu'un qui sache tout, qui comprenne tout. . . que de telles spéculations sur le désir d'un homme d'avoir un bureau féminin soient plausibles ou non, il ne peut y avoir de doute que ce souhait existe et que c'est l'employeur masculin qui est principalement responsable de l'existence de la secrétaire.(151)

Et Marjorie MacMurchy, la femme du président de la Ontario Commission on Unemployment, a recommandé en 1916 aux sténographes d'être tranquilles, d'avoir une bonne contenance, de rester à l'arrière-plan et de travailler en harmonie avec leur associé.(152)

La main-d'oeuvre de bureau, beaucoup plus que n'importe quelle autre section du prolétariat, travaille sous la surveillance directe de la bourgeoisie impérialiste. On s'attend souvent à ce que les prolétaires s'habillent et agissent comme la bourgeoisie (ce qui coûte très cher, à même des salaires peu élevés) et représentent la bourgeoisie directement devant le public et devant d'autres clients bourgeois. Ce sont donc les prolétaires de bureau qui font face au plus gros de l'insatisfaction du public lorsque la bourgeoisie réduit ses dépenses et que les services offerts au public sont inadéquats. Par exemple, lorsque des coupures dans les banques forcent les clients à patienter dans de longues files, la bourgeoisie peut cacher la raison qui motive ces coupures et permettre que les clients accusent les commis de banques de leur causer des ennuis et de leur faire perdre du temps. Même si le travail de bureau se prolétarise de façon croissante dans les faits, la bourgeoisie a lutté pour promouvoir un sens d'identification individuelle avec l'administration parmi les prolétaires de bureau, une lutte qu'elle s'est vue obligée d'abandonner beaucoup plus tôt dans le cas des ouvriers d'usines et des autres prolétaires. Dans les bureaux, les bourgeois peuvent beaucoup mieux surveiller attentivement tout germe de tendance vers la syndicalisation qu'ils ne peuvent le faire dans d'autres milieux de travail.

Dans de telles conditions, la bourgeoisie a trouvé que la «féminisation» de la main-d'oeuvre de bureau était extrêmement utile. La place de la femme se trouve censément à la maison, mais le bureau devait se transformer en un nouveau foyer, à l'extérieur de la maison. La sténo-dactylo devait devenir une ménagère suppléante: elle devait se réjouir de servir le café, de flirter, de s'habiller de manière à attirer des regards concupiscent, et ne s'attendre à rien, ne rien exiger en ce qui concerne l'égalité, les possibilités d'avancement, des droits, ou l'auto-défense. Le bureau devait donc se transformer en centre d'oppression des femmes, en centre de renforcement du concept de la «place de la femme». Cela a exigé beaucoup de propagande et d'efforts mais la bourgeoisie a réussi à rendre la participation toujours croissante des femmes au marché du travail apparemment complètement compatible avec l'idée que la place naturelle de la femme se trouve à la maison.

Les lois objectives de la marche en avant du capitalisme l'emportent évidemment sur les plans subjectifs de la bourgeoisie impérialiste. Parce que le système a besoin de profits maximums, la bourgeoisie s'est vue forcée de socialiser le travail accompli par les prolétaires de bureau dans une mesure toujours croissante et d'augmenter l'investissement de capitaux au niveau du travail de bureau. Les machines à écrire électriques ont remplacé les machines manuelles; les (automatic word-processing machines?) sont en train de remplacer les machines à écrire électriques; les équipes de dactylos sapent la relation «secrétaire-patron» de type domestique qui a longtemps servi à décourager la syndicalisation de la main-d'oeuvre de bureau. La grande dépendance des banques et des compagnies d'assurance face aux prolétaires préposés aux ordinateurs et aux perforieuses, ne fait qu'ajouter au fait que le capitalisme financier produit des montagnes de paperasse qui subissent des transformations continues, comme c'est le cas sur une chaîne de montage, les ouvrier(ère)s étant organisé(e)s à peu près de la même façon.(153)

Aujourd'hui, comme le travail de bureau constitue de loin le secteur où sont employées le plus de femmes, de plus en plus de femmes travaillent dans des bureaux parce qu'elles ont désespérément besoin de ce salaire pour leur propre survie et pour celle de leur famille. Plusieurs prolétaires de bureau à l'emploi du gouvernement sont syndiqué(e)s, et les banques canadiennes qui sont parmi les banques les plus concentrées du monde et qui détiennent essentiellement le pouvoir du capital financier canadien, se préparent à faire face à la syndicalisation des employé(e)s de banque.(154) (traduire: January

1979 saw the first strike in the history of Canadian Bank workers; it was very short lived, but it was a forecast of things to come.) A mesure que l'impérialisme essaie désespérément de conserver ses possessions trop étendues à travers le monde, et à mesure que la rivalité interimpérialiste s'accroît, la bourgeoisie agrandit ses secteurs improductifs à un rythme encore plus rapide afin d'accroître sa capacité de s'emparer de la part la plus grosse possible du butin de manière parasitaire. Pour ce faire, elle doit continuer à attirer les femmes sur le marché du travail, à les renvoyer quand elle n'en a plus besoin de façon temporaire et à les ramener au travail lorsqu'elle en a de nouveau besoin. Et ce faisant, elle s'étrangle dans ses propres contradictions parce que la socialisation croissante des employés de bureau et la nécessité croissante d'investir dans de la comptabilité coûteuse et dans de l'équipement de transformation mondiale mangent ses chances d'obtenir le profit maximum qu'elle recherchait depuis longtemps dans le secteur improductif. Elle tente de faire face à ces contradictions irréconciliables en coupant les salaires et en faisant augmenter les prix. En retour, les employées deviennent beaucoup moins dociles et se syndiquent beaucoup plus, défiant inévitablement de cette manière certaines idées bourgeoises au sujet de «la féminité» et du «rôle de la femme».

Ces changements objectifs se produisant au sein de la main-d'oeuvre de bureau rendent les prolétaires de bureau plus réceptifs que jamais aux idées communistes. Mais dans la tâche de rallier ces prolétaires au marxisme-léninisme, plusieurs choses deviennent particulièrement claires. La mythologie bourgeoise à propos du rôle des femmes et de la «féminité» a été si fondamentale dans la création du prolétariat de bureau féminin que de telles idées doivent être directement affrontées et démasquées dans le processus de ralliement de ces ouvrières au marxisme-léninisme. Les slogans économistes simplistes à propos des syndicats et des grèves ne suffisent jamais à rallier le prolétariat au communisme, mais dans le cas des ouvrières qui travaillent sous une double oppression, toute stratégie économiste provoque elle-même un résultat particulièrement désastreux. C'est pourquoi de telles ouvrières ne peuvent arriver complètement à comprendre la nature de leur oppression *en tant qu'ouvrières* à moins qu'elles puissent faire le lien avec la nature de leur oppression *en tant que femmes*. La bourgeoisie a relié avec tant de talent le rôle des femmes dans la famille et le travail des femmes sur le marché du travail, que les communistes doivent aussi relier ces deux questions cette fois, cependant, d'un point de vue communiste. Les communistes doivent être capables de montrer à ces ouvrières que c'est seulement grâce à une compréhension communiste de la question des femmes qu'elles peuvent frapper à la base de leur double oppression et qu'elles peuvent s'organiser d'une manière offensive pour renverser le joug de la bourgeoisie. Et c'est seulement grâce à une compréhension scientifique de la nature de l'impérialisme, et de la façon dont l'impérialisme a touché les masses féminines qui sont poussées sur le marché du travail pour accélérer la décadence impérialiste, que les communistes peuvent rallier les ouvrières à la révolution contre la bourgeoisie impérialiste.

La crise de l'impérialisme

Nous avons longuement montré que le passage du capitalisme de libre concurrence au capitalisme monopoliste a apporté avec lui certains changements fondamentaux dans la nature du travail des femmes en société capitaliste. Nous vivons toujours à l'époque du léninisme, le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Ainsi, il ne peut être surprenant que ces modèles fondamentaux se soient perpétués jusqu'à maintenant.

La proportion de femmes dans la main-d'oeuvre salariée s'accroît régulièrement partout à travers le monde impérialiste. En 1976, 45% de toutes les femmes au Canada faisaient partie de la main-d'oeuvre salariée.(155) Ceci représente un pas de géant, comparativement aux chiffres de 1971, qui étaient de 39.9%.(156) En 1976 toujours, 37.4% de la main-d'oeuvre canadienne était féminine, chiffre qui est le double de celui de 1941 alors que la main-d'oeuvre n'était féminine qu'à 18.5%.(157) Les femmes ont pénétré si rapidement sur le marché du travail dans la période qui a suivi la seconde guerre mondiale que, pour la première fois dans l'histoire canadienne, il y a eu plus de femmes que d'hommes qui sont entrées sur le marché du travail pendant la période 1951 à 61.(158) Pendant la période 1961-71, les femmes ont été responsables de 55% de la croissance de la main-d'oeuvre.(159) Le plus fort taux d'accroissement, et de loin, est apparu parmi les femmes mariées et, dans cette catégorie, le plus fort accroissement relatif de la participation à la main-d'oeuvre salariée s'est produit chez les femmes mariées ayant des enfants de moins de six ans.(160) De plus, à cause de l'attaque frontale de la bourgeoisie contre la famille prolétarienne et de la dégénérescence générale de la vie familiale provoquée par la crise capitaliste, de plus en plus de femmes deviennent seul soutien de famille; puisque le salaire d'un ouvrier n'est même plus suffisant pour soutenir une famille, et puisque le salaire moyen des femmes qui travaillent régulièrement n'atteint que 59% de celui des hommes,(161) il ne faudrait pas se surprendre que des millions de travailleuses éprouvent énormément de difficultés à soutenir leurs familles à même leurs revenus.

Depuis des temps immémoriaux, les masses féminines ont été indispensables pour assurer la survie matérielle de leurs familles; en embauchant ainsi des femmes aussi bien que des hommes, la bourgeoisie a été en mesure d'accroître le taux d'exploitation de la classe ouvrière en abaissant les salaires réels de chaque membre travailleur de la famille. Nous avons montré qu'avec le passage à l'impérialisme, la hausse temporaire des salaires réels a créé un modèle social selon lequel les femmes mariées restaient en grand nombre à la maison, sans aucun débouché pour accomplir du travail socialement utile. Aujourd'hui, alors que l'impérialisme est jeté dans une crise profonde, alors que les salaires réels sombrent de façon vertigineuse, les femmes mariées et celles qui ont de jeunes enfants doivent encore une fois accorder un soutien vital permettant la survie matérielle de la famille, soutien qu'elles ont accordé depuis des temps immémoriaux. Mais aujourd'hui, alors que l'impérialisme agonise, il y a une différence fondamentale: tandis que sous le capitalisme de libre concurrence, seule une petite minorité de femmes se trouvait dans les fabriques et la vaste majorité des travailleuses peinait dans l'agriculture et dans d'autres formes de production mineure, aujourd'hui les masses féminines qui doivent soutenir leurs familles le font en vendant leur force de travail à la bourgeoisie, en tant que partie de l'immense armée

prolétarienne engendrée par le capital financier. Jamais auparavant les femmes laborieuses n'ont affronté le pouvoir du capital dans des proportions aussi massives.

La participation des femmes à la main-d'oeuvre s'accroît chaque année; celle des hommes diminue.(162) Mais quand nous disons que la bourgeoisie remplace la main-d'oeuvre masculine par la main-d'oeuvre féminine parce qu'elle est plus économique, cela ne signifie pas que les femmes s'en vont dans les usines et dans les compagnies de camionnage mêmes où travaillent les hommes et qu'elles leur prennent directement leurs emplois. En fait, la plupart des catégories d'emplois qui ont été réservées aux hommes restent réservées aux hommes.(163) La bourgeoisie a comblé ses besoins à cet égard en investissant moins dans les secteurs plus vieux de l'économie (les secteurs hautement productifs, exigeant de gros investissements, comme le secteur manufacturier) et en développant les nouveaux secteurs, où peuvent s'entasser les femmes.(164)

En fait, ces secteurs, qui ont été des secteurs pour femmes — que ce soit parce qu'ils constituaient des prolongements du travail effectué pendant longtemps par les femmes à la maison, ou parce que ce sont de nouveaux secteurs, comme la dactylographie, qui n'avaient pas encore été réservés aux hommes et qui, par conséquent, ont ouvert leurs portes à la réserve de main-d'oeuvre féminine — sont devenus encore plus fortement féminins.(165)

Des nouveaux emplois créés au Canada entre 1961 et 1974. 39.2% l'ont été dans l'industrie des services seulement et un autre 17.8% dans le commerce.(166) Le secteur d'Etat, où il y a une énorme quantité de travail de bureau, s'est aussi fortement développé.(167) Il y a de nombreux secteurs comme les mines, le pétrole et le gaz ainsi que certaines industries manufacturières dont la part totale de tous les emplois a baissé depuis la seconde guerre mondiale et dont le nombre absolu d'ouvriers aurait probablement baissé si ce n'avait été du travail de bureau et de vente qu'ils ont généré.(168) En 1951, les deux-tiers de toute la main-d'oeuvre féminine détenaient des emplois dans quatre industries seulement: le commerce; les finances et l'immobilier; les services communautaires, d'affaires et personnels; enfin, l'administration publique et la défense.(169) Vers 1971, plus des trois-quarts de toutes les femmes travaillant au Canada étaient concentrées dans ces industries.(170) Plus de la moitié des ouvrières du Canada était concentrée dans dix types d'emploi et le pourcentage des femmes dans ces secteurs (voir tableau II) a connu une hausse continue.(171) Dans huit des dix emplois en question, les femmes formaient plus de 70% de la main-d'oeuvre, alors que dans les deux autres — les ventes et le gardiennage — la proportion des femmes grandit rapidement.(172) Et, tandis que la proportion de femmes dans la restauration, le travail de bureau et les ventes au détail s'accroît, celle des femmes dans l'enseignement et le travail hospitalier décroît.(173) Il semble que ce soit seulement dans le travail le plus pénible et le plus mal payé que la bourgeoisie ait décidé de permettre aux femmes de «se réaliser» et d'«être libérées» alors que l'impérialisme approche de son effondrement total.

Le schéma est clair. La bourgeoisie est prise de panique. Cette panique provoque une lutte de la part de la bourgeoisie pour maintenir ses possessions, qui s'exprime par une rivalité inter-impérialiste plus intense et un renforcement de son secteur de la «défense» pour conserver ses colonies à l'étranger. Ces luttes impliquent, entre autres choses, plus de planification et de paperasserie, donc plus de dactylographie, de classement, de comptabilité, de calculs électroniques, d'enregistrements et de cartes perforées. Les femmes s'entassent sur les lieux de travail pour des salaires de plus en plus bas afin de donner du répit à la bourgeoisie face à ses problèmes engendrés par la rivalité inter-impérialiste et par la perte de ses possessions. De plus, afin de garder son taux de profit le plus haut possible à l'intérieur de ses propres frontières nationales, la bourgeoisie délaisse les secteurs les plus coûteux (masculins) en faveur des moins coûteux (féminins), là où elle le peut comme dans le cas des industries de service, qui ont connu le plus haut taux d'expansion. Ainsi, bien que le Québec ait perdu 22,000 emplois dans le secteur manufacturier en 1977, le nombre des emplois dans le secteur des services s'est en réalité accru.(174)

Un autre aspect de ce schéma, particulièrement oppressif pour les femmes, c'est que plusieurs des emplois dans ces nouveaux secteurs se situent dans des entreprises relativement petites qui tentent désespérément de concurrencer les gros monopoles.(175) Les femmes qui servent la nourriture dans les restaurants, ou qui deviennent vendeuses dans les magasins relativement petits, ou qui font du travail de bureau pour de petits agents d'assurance ou de petits agents immobiliers, sont les grandes victimes du besoin de ces capitalistes de comprimer les salaires et les avantages sociaux au maximum afin de survivre face au capitalisme monopoliste, à l'inflation et à la crise. De telles femmes n'ont pas la moindre chance de se protéger grâce à un syndicat, et le capitaliste leur rit au nez, habituellement, si elles se plaignent que leurs droits légaux sont violés de quelque manière. Bien que ces femmes ne travaillent pas directement pour le capitalisme monopoliste, leur situation concrète, en tant que femmes prolétaires, est en réalité très touchée par les lois et les crises du capitalisme monopoliste, Lénine déclare:

C'est justement cette conjonction de deux «principes» contradictoires, la concurrence et le monopole, qui caractérise l'impérialisme; c'est justement lui qui prépare la faillite de l'impérialisme, c'est-à-dire la révolution socialiste. («Textes pour la révision du programme du parti», LOC 24:478)

Un autre outil qu'a utilisé la bourgeoisie pour venir à bout de sa crise, c'est l'accroissement du travail saisonnier et à temps partiel. L'utilité de cet outil consiste à répartir le travail disponible entre plus d'ouvriers en intensifiant le sous-emploi de la classe ouvrière. Les femmes, naturellement, sont les premières à souffrir de ce système; les divers mythes bourgeois à propos de la place des femmes ont toujours été très utiles à la bourgeoisie en temps de crise capitaliste. Aujourd'hui, la bourgeoisie trouve que le travail à temps partiel constitue une carrière éminemment féminine. Grâce au travail à temps partiel, dit-on aux femmes, elles peuvent «se réaliser» en nettoyant les planchers mais en même temps, elles peuvent aussi ne pas «négliger et abandonner» leurs familles. Une telle possibilité «idéale» dispense également la bourgeoisie de déboursier beaucoup d'argent dans le domaine des soins aux enfants, qui deviendraient beaucoup plus nécessaires si les masses féminines travaillaient à plein temps dans l'industrie sociale. Bien que moins de 9% de tous les hommes au Canada travaillent moins de 35 heures par semaine dans des emplois à temps partiel, plus de 25% de toutes les

canadiennes se trouvent dans cette situation.(176) Ces ouvrières à temps partiel sont invariablement moins bien payées que les employés réguliers. Tandis que les femmes qui travaillent à plein temps sont «chanceuses» et touchent 59% du salaire moyen des ouvriers à plein temps, les ouvrières à temps partiel touchent 50% de ce que gagnent les hommes.(177) Et les ouvrier(ère)s à temps partiel perdent habituellement leurs droits aux avantages sociaux et se retrouvent habituellement sur la paille lorsqu'il est question d'assurance-chômage, une fois que leur emploi est terminé. Ainsi, il n'est pas surprenant que sur les 26,000 emplois à temps partiel qui ont été créés en 1977 dans la province de Québec, 17,000 soient allés aux femmes.(178) La plupart de ces emplois, bien sûr, se trouvaient dans la restauration, le travail hospitalier et autre. Pendant la même période, deux mille emplois à temps complet ont été perdus.(179)

Le travail temporaire et saisonnier sert les mêmes buts pour la bourgeoisie, qui trouve également très «féminin» pour les femmes d'être licenciées pendant l'été ou à d'autres moments, et de passer quelques mois à «se réaliser» à la maison avec leurs familles. Cinq pour cent des femmes embauchées quittent le marché du travail durant l'été.(180) Quoique 74% de tous les ouvriers canadiens travaillent plus de 40 semaines par année, 59,4% seulement des ouvrières se trouvent dans cette situation.(181) De ces femmes qui travaillent plus de 40 semaines, *moins de la moitié* travaillent à temps complet à leur emploi.(182) Ce n'est pas par hasard que les dernières propositions du gouvernement canadien portant sur les «réformes» de l'assurance-chômage vont limiter l'éligibilité de qui aura travaillé moins de 40 semaines. De plus, puisque celles qui travaillent plus de 40 semaines travaillent habituellement à temps partiel, elles aussi vont en pâtir, en termes d'assurance-chômage. On voit facilement que les nombreuses mesures bouche-trou de la bourgeoisie en vue d'apaiser une classe ouvrière en colère sont, en dernière analyse, utilisées en faveur de l'aristocratie ouvrière et des autres secteurs moins opprimés de la population. Les masses qui ont le plus besoin d'une telle assistance sous le capitalisme sont rejetées sur le trottoir et on les laisse crever de faim.

Un bon exemple du scandale du travail saisonnier et à temps partiel, c'est la croissance vertigineuse des agences de placement pour du travail de bureau temporaire. De telles agences prennent un gros salaire à l'employeur et ne paient à l'employé temporaire qu'une faible partie du salaire ainsi perçu. Les intermédiaires parasites empochent la différence, donnant un minuscule pourcentage aux commis qu'ils ont embauchés pour régler l'affaire. Et la justification avancée par la bourgeoisie pour l'existence de cette nouvelle couche de parasites est la même que toujours: quel bonheur d'être une femme «féminine» qui garde toujours un pied dans sa cuisine. «Jeunes femmes! Pourquoi être toujours attachées à un travail permanent, à temps complet? Prenez vos vacances sur la Méditerranée dès que vous vous en sentez le besoin! Soyez disponibles à la maison pour obéir au doigt et à l'oeil à votre mari! Travaillez à des salaires inférieurs au marché et ne soyez jamais sûres d'où viendra votre prochain dollar! Tout ce dont vous avez besoin, c'est d'une robe attrayante, à la mode et d'un sourire servile, prête à plaire! Essayez les filles Kelly!»! La bourgeoisie peut utiliser les femmes comme main-d'oeuvre manipulable et à bon marché en chantant les joies de la situation spécifique des femmes à la maison.

La discrimination sexuelle au travail est l'un des outils les plus importants de la bourgeoisie pour maintenir un écart salarial aigu entre les hommes et les femmes. Avec un marché du travail aussi discriminatoire, les libéraux peuvent crier aussi fort qu'ils le peuvent pour obtenir «un salaire égal pour un travail égal» et la bourgeoisie peut répondre en chœur, tout en se dirigeant vers la banque. Même si tous les ouvriers travaillant sur les fils à haute-tension devaient recevoir le même salaire, ainsi que tous les ouvriers de blanchisserie, le fossé entre les salaires féminins et masculins continuerait de s'élargir, parce que les hommes et les femmes ne font pas le même travail. Plus des deux-tiers de toutes les ouvrières ont des emplois dans des secteurs qui sont pour plus de moitié féminins, tandis que presque 90% de tous les ouvriers ont des emplois dans des secteurs qui sont féminins pour moins de tiers.(183) Et même ces statistiques sont très trompeuses. Par exemple, la catégorie «travail de bureau» est féminine à 69%, mais les commis d'une compagnie d'assurance sont presque toujours féminins, alors que ceux des bureaux de poste sont habituellement des hommes. Le service dans la restauration est féminin à 83%,(184) mais quiconque va au restaurant sait que certains types de restaurants embauchent des serveuses, d'autres des garçons de table; on trouve rarement dans un restaurant des garçons de table et des serveuses travaillant ensemble. 97% de tous les téléphonistes sont des femmes,(185) mais les aiguilleurs du téléphone sont habituellement des hommes. Le secteur des ventes en est un autre exemple: 51% de tous les vendeur(euse)s canadien(ne)s sont des femmes, mais ceux qui vendent de l'alcool sont féminins à 5,8% et ceux qui travaillent dans les magasins 5-10-15 sont féminins à 73%.(186) Il est beaucoup plus probable que les vendeurs, qui obtiennent un pourcentage sur leurs ventes soient des hommes que ceux qui gagnent un salaire fixe. Les ouvrier(ère)s des manufactures sont des femmes dans 22% des cas, mais 74% des ouvrier(ère)s du vêtement sont des femmes tandis que 5,2% des métallurgistes sont des femmes.(187) Si on examine ces catégories plus attentivement selon les chances d'avancement dans ces secteurs, les couches les plus basses sont, bien sûr, encore plus fortement féminines. En d'autres mots, les compagnons de travail de la plupart des femmes sont des femmes.

Avec un marché du travail où il y a autant de discrimination, la bourgeoisie peut s'engager dans les formes les plus vulgaires de discrimination salariale à l'égard des femmes, sans être touchée par les «foudres» de la loi bourgeoise. Dans le cas des commis-vendeurs, par exemple, ceux qui vendent de l'alcool reçoivent deux fois le salaire de ceux qui travaillent dans les magasins 5-10-15.(188) Les commis des postes sont syndiqués et relativement bien payés tandis que les préposés au classement chez une compagnie d'assurance qui sont syndiqués reçoivent à peine plus que le salaire minimum. Les femmes dans l'industrie du vêtement reçoivent en moyenne \$84. par semaine, le salaire le plus bas enregistré dans l'industrie manufacturière, tandis que les ouvriers du secteur des métaux de base gagnent presque deux fois ce salaire.(189) Les garçons de table sont généralement engagés dans des restaurants plus chics que ceux des serveuses, et leurs salaires sont aussi plus élevés, de même que leurs pourboires. Les aiguilleurs du téléphone reçoivent le double du salaire des téléphonistes. Les exemples sont innombrables; les faits, eux sont clairs: les deux-tiers de toutes les ouvrières travaillent pour un salaire qui se situe au-dessous du seuil de la pauvreté. La «place des femmes» a servi d'excuse au

«travail de femme» et le «travail de femme» a servi d'excuse à la misère et la famine dont souffrent les masses d'ouvrières au Canada et dans tous les pays impérialistes.

Il est nécessaire ici de souligner que le fossé évident qui existe entre le salaire des hommes et celui des femmes de la classe ouvrière n'avantage pas, fondamentalement, à long terme, les ouvriers masculins. L'utilisation des femmes comme main-d'oeuvre à bon marché sert, et a toujours servi, à comprimer les niveaux salariaux de toute la classe ouvrière. Les hommes mariés pâtissent du fait que leurs épouses apportent à la maison un chèque de paye qui se situe à la moitié du leur, un chèque de paye qui, une fois payés les frais de garderie et les autres dépenses reliées au travail, fait qu'il ne vaut même pas la peine, pour la femme, de travailler. Ainsi, le niveau des revenus de toute la famille reste bas, parfois au-dessous du seuil de la pauvreté. Finalement, un marché du travail où il existe autant de discrimination sexuelle, constitue un frein à l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière toute entière, et le niveau de conscience arriéré dont les femmes sont particulièrement victimes reste un frein à la libération de toute la classe ouvrière.

Quand les femmes travaillent, elles sont opprimées comme ouvrières; mais elles sont opprimées aussi dans leurs milieux de travail, en tant que femmes. Les deux aspects de l'oppression des femmes ne sont pas séparés par une muraille de Chine, l'oppression sexuelle étant supposément confinée à la maison où les femmes sont soumises à l'esclavage domestique. On a fait remarquer que de nombreux emplois que trouvaient les femmes sur le marché du travail, reproduisaient, d'une façon ou d'une autre, les fonctions auxquelles on s'attend de la part des femmes comme épouses et comme mères. Il s'ensuit qu'on ne permet pas aux femmes qui travaillent pour la bourgeoisie d'oublier à quel sexe elles appartiennent une seule minute. Le harcèlement sexuel au travail est extrêmement répandu: propositions, «petites tapes» amicales, allusions sexuelles ou remarques condescendantes faisant allusion au sexe de l'ouvrière. Plus d'une ouvrière a perdu son emploi pour avoir refusé de répondre aux avances du patron. Les femmes qui travaillent en contact avec le public, comme les serveuses et les commis-vendeuses, sont aussi censées être attrayantes et décoratives afin d'attirer les clients.

Il nous apparaît ironique que malgré le fait que les femmes arrivent en grand nombre sur le marché du travail et y remplacent les hommes, le taux de chômage parmi les femmes est plus élevé que parmi les hommes et l'écart s'accroît. On explique cette contradiction apparente par le fait que les femmes qu'on renvoie à la maison en tant que ménagères ne figurent pas dans les statistiques. Mais en temps de crise, lorsque les masses féminines cherchent du travail, leur lien instable avec le travail leur donne un taux élevé de chômage. Ce sont les femmes qui sont en âge de porter des enfants qui en souffrent le plus: en 1976, tandis que 5.1% des hommes âgés de 25 à 34 ans, étaient en chômage, le taux de chômage parmi les femmes était de 7.4%. Dans le groupe d'âge 35-44 ans, 3.5% des hommes étaient en chômage tandis que 5.5% des femmes étaient en chômage.(190)

Conclusion: L'impérialisme, stade suprême dans le développement de la double oppression des femmes

Dans notre analyse concrète des ouvrières sous le capitalisme, nous avons démontré au-delà de tout doute que la double oppression des femmes a été partie intégrante de tout le mode de production et d'échange capitaliste, à tous ses stades de développement.

A l'aube du système du travail à domicile dans les régions rurales, le travail des femmes dans la production des textiles fut indispensable à l'accumulation capitaliste primitive. Au moment où la fabrication à main se transformait en production manufacturière par l'utilisation de machines, avec la révolution industrielle, l'oppression spécifique des femmes fut fondamentale dans la capacité de la bourgeoisie à abaisser les salaires et à intensifier l'exploitation de la classe ouvrière dans son entier. C'est par l'utilisation de la position vulnérable de la femme dans la famille, du besoin pour elle de faire vivre ses enfants, de son incapacité à exiger des salaires aussi élevés que ceux des hommes, que la bourgeoisie parvint à bénéficier de la surexploitation des femmes.

L'impérialisme est le stade suprême du capitalisme. Il «**pousse les contradictions du capitalisme jusqu'à la dernière limite, jusqu'aux bornes extrêmes, au-delà desquelles commence la révolution**». (Staline, *Des principes du léninisme*, ELE, p. 4) Engels a toujours souligné le fait que pendant toute l'époque des sociétés de classe, «**chaque progrès est en même temps un pas en arrière relatif, puisque le bien-être et le développement des uns sont obtenus par la souffrance et le refoulement des autres**». (*L'origine de la famille*, Ed. sociales, p. 74)

Comme le fondement de la civilisation est l'exploitation d'une classe par une autre classe, tout son développement se meut dans une contradiction permanente. Chaque progrès de la production marque en même temps un recul dans la situation de la classe opprimée, c'est-à-dire de la grande majorité. (Ibid., p. 185)

L'impérialisme, en tant que stade suprême dans le développement des sociétés fondées sur les antagonismes de classes, s'avère être aussi le plus haut point de développement de cette «contradiction permanente», l'ultime «recul dans la situation de la classe opprimée». C'est pourquoi l'impérialisme est l'époque de la révolution prolétarienne. Staline poursuit en ces termes:

Ou bien livre-toi à la merci du Capital, végète comme par le passé et descends toujours plus bas, ou bien saisis-toi d'une arme nouvelle; c'est ainsi que l'impérialisme pose la question devant les masses innombrables du prolétariat. L'impérialisme amène la classe ouvrière à la révolution. (*Des principes du léninisme*, p. 5)

Sous l'impérialisme, pour la première fois dans l'histoire, la vaste majorité de la population est obligée d'affronter directement chaque jour le pouvoir du capital, dans son esclavage salarié. L'impérialisme fait sombrer les masses toujours plus bas dans leur position matérielle relative, ne leur laissant d'autre choix que de se joindre à l'armée active pour la libération du prolétariat et à la lutte pour la révolution socialiste.

De même que l'impérialisme est le stade suprême dans le développement du capitalisme, la limite extrême de l'appauvrissement relatif de la vaste majorité des travailleurs, de même c'est le stade suprême dans le développement de l'oppression spécifique des femmes. Il porte l'oppression des femmes, non seulement l'esclavage salarié mais aussi la subjugation sexuelle, jusqu'à ses **«bornes extrêmes, au delà desquelles commence la révolution»**.

Jamais auparavant dans l'histoire des sociétés de classes, la classe dirigeante n'avait si habilement, si complètement et avec autant d'intensité mis à profit l'oppression spécifique de la femme dans la famille, pour les besoins de l'acquisition de richesses, selon le développement de ses besoins cycliques en vue de survivre en tant que classe. Tandis que naissait l'impérialisme, la bourgeoisie abordait son vaste problème de surpopulation relative en refoulant les femmes à la maison, en moussant une campagne idéologique qui les enfermait entre les quatre murs de la cuisine, en frappant au cœur même de leur identité physique en tant que femmes afin de les exclure de toute contribution productive au travail social et de briser leur résistance politique. Pour la première fois de l'histoire, des masses de femmes de la classe opprimée étaient placées dans la même position de pleine dépendance matérielle vis-à-vis du mâle dans le mariage monogamique que l'avaient été les femmes de la classe dirigeante avant elles — mais sans la compensation des privilèges de classe qu'avaient pu cueillir les femmes de la classe dirigeante:

Engels affirme:

Dans la famille conjugale nous avons donc une image réduite des mêmes antagonismes et contradictions dans lesquels se meut la société divisée en classes depuis le début de la civilisation, sans pouvoir ni les résoudre ni les surmonter.... De nos jours, l'homme, dans la grande majorité des cas . . . au moins dans les classes possédantes... est le bourgeois; la femme joue le rôle du prolétariat. (op. cit., pp. 76, 82)

En exigeant que les masses prolétariennes prennent pour modèle la famille monogamique bourgeoise, en exigeant que la femme mariée soit soumise à la dépendance matérielle vis-à-vis de son mari, la bourgeoisie créa temporairement une base objective pour la suprématie du mâle dans les foyers prolétariens. Il en résulta un degré extrêmement faible d'ouverture sur le monde parmi les masses féminines qui ne pouvaient plus se voir d'avenir hors leur propres tâches ménagères et les soins aux enfants; il en résulta aussi que d'innombrables hommes prolétaires ont sombré dans l'optique arriérée du chauvinisme mâle, dans un point de vue bourgeois sur le rôle de la femme. L'impérialisme a utilisé son besoin d'une armée de réserve de main-d'œuvre faible, vulnérable et manipulable, pour affaiblir la solidarité prolétarienne en diminuant la capacité défensive de la famille prolétarienne, en brisant l'unité des sexes dans la famille, en utilisant la famille prolétarienne comme un lieu de suprématie mâle et d'esclavage domestique de la femme et comme agent de propagation du chauvinisme mâle auprès des enfants de la classe ouvrière, et en brisant la volonté et la détermination des masses de femmes prolétaires.

De plus, la bourgeoisie impérialiste a utilisé avec une habileté sans précédent cette idéologie de la «place de la femme» afin de forger la structure du marché du travail selon les intérêts du profit maximum. Puisque les besoins de l'impérialisme en vue de récolter le profit maximum exigeaient une expansion de certains secteurs de la main-d'œuvre qui avaient été relativement petits sous le capitalisme de libre concurrence, par exemple les secteurs des services, des ventes et du travail de bureau, c'est surtout l'armée de réserve des femmes qui fut embrigadée pour remplir ces postes; et la position de la femme dans la famille a continuellement été utilisée de manière à garder mal rémunérés ces secteurs de la main-d'œuvre, à les maintenir non syndiqués et bien manipulables, afin d'affaiblir la résistance des femmes sur leurs lieux de travail. L'impérialisme en crise s'appuie toujours plus lourdement sur l'oppression spécifique des femmes afin de donner forme au marché du travail selon ses besoins: l'expansion rapide des secteurs des services et de bureau, l'accroissement des postes temporaires ou à temps partiel, la baisse continue des salaires réels jusqu'à tomber à un niveau bien inférieur à ce dont a besoin une famille — tout cela atteint en manipulant la relation entre la femme et ses obligations dans la sphère du travail domestique privé et de l'esclavage domestique.

Le flux constant des femmes vers les lieux de travail a réduit la dépendance de la femme travailleuse vis-à-vis de son mari, mais ne l'a pas éliminée, car la position de la femme sur le marché du travail demeure bien plus vulnérable. En réalité, bien loin d'être la libération ou la solution finale de l'oppression spécifique des femmes, l'entrée massive des femmes sur le marché du travail a été utilisée pour accentuer l'oppression spécifique des femmes et pour renforcer la capacité de la bourgeoisie à faire usage de l'oppression des femmes afin d'amasser encore plus de richesses. La ségrégation sexuelle sur les lieux de travail, la survie têtue de la notion de «travail pour femmes», l'usage des femmes pour des tâches particulières qui exploitent leur sexualité (par exemple l'obligation de s'habiller et d'agir de manière aguichante, afin d'attirer les clients), le harcèlement sexuel très répandu des femmes au travail et leur exploitation comme «épouses hors de la maison» par leurs employeurs, tout cela démontre que le système de l'esclavage salarié n'abolit pas, mais plutôt accentue, l'oppression spécifique des femmes.

Dans la mesure où l'entrée des femmes sur le marché du travail dans la société capitaliste affaiblit la dépendance de la femme mariée vis-à-vis de son mari (et de la jeune femme non mariée vis-à-vis de ses parents), ce phénomène contribue aussi à faire passer l'accent de l'esclavage domestique vers son complément, soit la prostitution, dont Engels dit clairement qu'elle est bien le complément nécessaire de l'esclavage domestique, les deux choses coexistant de manière à ne pas permettre que la femme puisse échapper à la suprématie omniprésente du sexe mâle dans la société de classes. Marx et Engels ont souligné cela en ce qui a trait au capitalisme de libre concurrence tout aussi bien: l'entrée des femmes dans les lieux de travail amène **«la suppression forcée de toute famille pour le prolétaire et la prostitution publique»**. (*Manifeste du parti communiste*, ELE, p. 54) Plus les femmes sont poussées dans l'esclavage salarié, plus elles sont

poussées vers la prostitution; c'est là un fait aussi vieux que la société de classes elle-même. Lénine affirme: «**aussi longtemps qu'existera l'esclavage du salariat, la prostitution est inévitable**» . («Le capitalisme et le travail des femmes», LOC 36:221) La prostituée est cette esclave salariée dont les tâches particulières dans le système d'esclavage du salariat résident dans sa soumission constante aux formes les plus absolues de la soumission sexuelle. Dans son travail, l'esclavage salarié et l'esclavage sexuel ont complètement fusionné. Et à mesure que le capitalisme s'enlise et va vers sa mort, il traîne de plus en plus de femmes dans la très rentable industrie de la prostitution, ce qui prouve encore une fois que l'oppression des femmes est un fil dans le tissu même de la société de classes à tous ses stades d'existence.

Peu importe le moment dans les cycles du capitalisme — «prospérité» ou crise, guerre ou paix, surplus de main-d'oeuvre ou besoin pressant de la main-d'oeuvre la moins chère possible — la bourgeoisie impérialiste est parvenue à structurer le marché du travail selon ses besoins en orchestrant le chœur des psychologues bourgeois qui chantent les devoirs de la femme envers sa famille. Quant au marché du travail lui-même, on prend bien soin d'y présenter le travail de la femme comme une extension de son rôle servile «joyeusement» rempli au sein de la famille, comme un acte d'amour véritable pour lequel elle ne reçoit «gaiement» que le plus piteux salaire, tout en n'exigeant rien en matière de droits en tant que travailleuse.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, a poussé l'oppression des femmes à son stade le plus élevé, à sa limite extrême. Il a tellement imbriqué l'oppression des femmes dans la structure même du marché du travail, il a tellement besoin de la soumission des femmes pour réaliser ses profits, qu'il a obligé les masses de femmes opprimées à confronter cette alternative: «**descends toujours plus bas, ou bien saisis-toi d'une arme nouvelle**» — la révolution prolétarienne.



TABLEAU I

	1891		1901		1911		1921	
	H	F	H	F	H	F	H	F
Bureau	21,029	3,092	46,220	12,569	72,595	33,756	127,325	90,612
Commerce et Finance	81,130	6,934	91,795	7,757	28,651	193,154	47,670	245,664
Manufacture et mécanique	175,861	62,111	229,027	70,508	275,439	96,795	317,019	89,658

Référence: Newman, *Historical Statistics of Canada*, p. 59. A noter que le nombre des ouvrières dans les usines a diminué de 1911 à 1921.

TABLEAU II

Les dix plus importants emplois des femmes, Canada 1971

	% de femmes dans le secteur nommé	% de toutes les ouvrières
Sténographes et dactylos	96,9	12,3
Commis-vendeuses	51,0	6,7
Ouvrières des services personnels	93,5	3,4
Enseignantes	66,0	6,4
Ouvrières du textile et du vêtement	76,0*	3,4
Infirmières	95,4	3,9
Serveuses de restaurant et de bars	76,6	4,1
Aides-infirmières, bonnes, assistantes	79,2	2,9
Téléphonistes	95,9	1,2
Concierges, femmes de ménage nettoyeuses	32,4	2,1
TOTAL	72,0	46,4

Référence: Armstrong, p. 33

*90,1% de toutes les opératrices de machines à coudre, etc. sont des femmes, le faible pourcentage s'explique par la présence de contremaitres, de fourreurs, de coupeurs, etc. On peut faire de semblables coupures dans les autres catégories de travail, montrant ainsi une division sexuelle du travail beaucoup plus radicale que ce qui est indiqué au tableau.

NOTES

1 Ann Oakley, *Woman's Work: The Housewife, Past and Present*, NY: Vintage Books, 1976; Madeleine Guilbert, *Les fonctions des femmes dans l'industrie*, Paris: Mouton, 1966; plusieurs autres références.

2 Oakley, p. 14; Guilbert.

3 Généralement connu. Marx et Engels fournirent plus de documentation sur cette question.

4 Oakley, p. 16.

5 Heidi Hartmann, " Capitalism, Patriarchy, and Job Segregation by Sex ", dans *Women and the Workplace: The Implications of Occupational Segregation*, éd. Martha Blaxall et Barbara Reagan, Chicago: University of Chicago Press, 1976.

6 Ibid., pp. 147-8.

7 Oakley, p. 17.

8 Michael Paul Sacks, *Women's Work in Soviet Russia: Continuity in the Midst of Change*, NY: Praeger, 1976, p. 14.

9 Guilbert, p. 31; Sacks, p. 14.

10 Sacks, p. 14.

11 Ibid.

12 Ibid., pp. 14-15.

13 Guilbert, p. 30.

14 Guilbert, p. 31.

15 Marx, *Le Capital*, vol. 1, *Progress*, ch. 15.

16 Ibid.

17 Oakley, pp. 37-38.

18 Guilbert, p. 16.

- 19 Sacks, p. 15.
- 20 Guilbert, p. 44.
- 21 *Ibid.*
- 22 *Ibid.*
- 23 Barbara Mayer Wertheimer, *We Were There: The Story of Working Women in America*, NY: Pantheon Books, p. 101.
- 24 Wertheimer, ch. 6.
- 25 *Ibid.*, p. 217.
- 26 Sacks, p. 15.
- 27 The Corrective Collective: *Never Done: Three Centuries of Women's Work in Canada*, Toronto: Canadian Women's Educational Press, 1974, pp. 12-14; *La société canadienne française*, éd. Marcel Rioux et Yves Martin, Montréal: Editions Hurtubise HMH, Ltée, 1971, Section 1.
- 28 *Ibid.*; Isabel Foulché-Delbose, " Women of Three Rivers: 1651-63", dans *The Neglected Majority: Essays in Canada Women's History*, éd. Susan Mann Trofimenkoff et Alison Prentice, Toronto: McClelland et Stewart, 1977, pp. 14-26.
- 29 The Corrective Collective, p. 17.
- 30 *Ibid.*
- 31 Foulché-Delbose, p. 14.
- 32 *Ibid.*, p. 16.
- 33 Leo Johnson "The Political Economy of Ontario Women in the Nineteenth Century ", dans *Women at Work: Ontario, 1850-1930*, éd. Janice Acton, Penny Goldsmith et Bonnie Shepard, Toronto: Canadian Women's Educational Press, 1974, pp. 13-31.
- 34 The Corrective Collective, p. 35.
- 35 Lori Rotenberg, «The Way word Worker: Toronto's Prostitute in the Nineteenth Century », dans *Women at Work*, éd. Acton et al., pp. 38-41; Genevieve Leslie, « Domestic Service in Canada, 1880-1920», dans *Ibid.*, p. 85; Johnson, pp. 19-20.
- 36 Leslie, p. 71; The Corrective Collective, p. 74; Oakley, p. 40; Ceta Ramkhalawansingh, « Women During the Great War», *ibid.*, p. 264; Wertheimer, p. 61.
- 37 Ramkhalawansingh, p. 264; The Corrective Collective, p. 80.
- 38 The Corrective Collective, p. 73; Wertheimer, p. 56.
- 39 *Ibid.*
- 40 Wertheimer, pp. 62-3.
- 41 *Ibid.*, ch. 5.
- 42 Oakley, p. 41; Wertheimer, p. 63; D. Suzanne Cross, «The Neglected Majority: The Changing Role of Women in 19th Century Montreal», dans *The Neglected Majority*, éd. Trofimenkoff et Prentice, 1977, p. 71.
- 43 Wertheimer, ch. 6.
- 44 Johnson, pp. 28-9.
- 45 Wertheimer, chs. 5,6.
- 46 *Ibid.*, pp. 102-3; Rotenberg, p. 38.
- 47 Marx, *Le Capital* vol. 1, ch. 15; Engels, «La situation des masses laborieuses en Angleterre», MEOC4; Wertheimer, p. 105.
- 48 *Ibid.*
- 49 Cross, pp. 74-77.
- 50 *Ibid.*, p. 77.
- 51 Cross, p. 74.
- 53 Ramkhalawansingh, pp. 264-66.
- 54 Leslie, pp. 102-3.
- 55 Leo A. Johnson, «The Development of Class in Canada in the Twentieth Century », dans *Capitalism and the National Question in Canada*, éd. Gary Teeple, p. 169.
- 56 Cross, p. 84.
- 57 Ramkhalawansingh, p. 264.
- 58 Wertheimer, p. 212; Ramkhalawansingh, pp. 262-269; Mary Vipond, «The Image of Women in Mass Circulation Magazines in the 1920's», dans *The Neglected Majority*, éd. Trofimenkoff et Prentice, p. 117.
- 59 Ruth Milkman, «Women's Work and Economic Crisis: Some Lessons of the Great Dépression», dans *The Review of Radical Political Economics*, vol. 8 no 1, printemps 1976, p. 82.
- 60 Vipond; Ramkhalawansingh; Barbara Ehrenreich et Deirdre English, «The Manufacture of Housework », *Socialist Revolution* no 26, Oct-Déc. 1975, pp. 5-40; Oakley, ch. 3.
- 61 Vipond, p. 118.
- 62 Pat et Hugh Armstrong, *The Double Ghetto: Canadian Women and their Segregated Work*, Toronto: McClelland et Stewart, 1978, p. 53.
- 63 Oakley, pp. 49-50; Ehrenreich et English, pp. 9-12; Vipond, pp. 116-118.
- 64 *Ibid.*
- 65 *Ibid.*
- 66 Ehrenreich et English, pp. 12-26; Vipond, pp. 119-122.
- 67 Charles H. Whitaker, *The Joke About Housing*, College Park, Md: McGrath Publishing Company, 1969 (première édition 1920), p. 9
- 68 H.B. Blackwell, «Housework as a Profession», *Woman's Journal*, 19 novembre 1898, p. 276.
- 69 «The Housewife as Manager», *Saturday Night*, xxxv, January 17, 1920, p. 21.
- 70 Hilda M. Ridley, «Canada's First Woman Inspector», *Canadian Magazine*, Ixii, Novembre 1923, p. 50.
- 71 Comme il est cité dans *Ellen Richards, Euthenics: The Science of Controllable Environment*, Boston: Whitcomb & Barrows, 1912, p. 160.
- 72 Ehrenreich et English, p. 27.
- 73 *Ladies' Home Journal*, Octobre 1911, p. 6.
- 74 Isabel F. Hyams, « Teaching of Home Economies in Social Settlements », dans *Proceedings of the Seventh Annual Conference on Home Economics, Lake Placid, New York, 1905*, pp. 56-57.
- 75 Ehrenreich et English, pp. 26-33; Vipond, pp. 120-122.

- 76 Wertheimer, p. 265; Alice Klein et Wayne Roberts, «Beseiged Innocence: The Problem' and Problems of Working Women — Toronto, 1896-1914», dans *Women at Work*, éd. Acton et al, pp. 211-260.
- 77 Ehrenreich et English.
- 78 Rotenberg, pp. 55-61.
- 79 *Annual Report of the Toronto Industrial Refuge for the Year 1896*, p. 5.
- 80 Klein et Roberts, pp. 229-233.
- 82 Ibid., xx, p. 89; Klein et Roberts, pp. 216-219.
- 83 Strong-Boag, pp. 89-91; Klein et Roberts, pp. 235-6.
- 84 Strong-Boag, pp.90-91.
- 85 Comme il est cité dans Ruth Spence, *Prohibition in Canada, a Memorial to Francis Stephens Spence*, Toronto: WM. Briggs, 1919, p. 69.
- 86 Yolande Pinard, «Les débuts du mouvement des femmes», dans *Les femmes dans la société québécoise, aspects historiques*, éd. Marie Lavigne et Yolande Pinard, Montréal: Les éditions du boréal express, 1977, pp. 61 -2.
- 87 Ibid., pp. 62-71.
- 88 Marie Lavigne, Yolande Pinard et Jennifer Stoddart, «La fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et les revendications féministes au début du 20e siècle», dans *Les femmes dans la société québécoise*, éd. Lavigne et Pinard, p. 91.
- 89 Ibid., pp. 90-93.
- 90 Ibid.; Pinard, pp. 81-87.
- 91 Armstrong.
- 92 *Report of the Ontario Commission on Unemployment*, 1916, p. 63.
- 93 Ibid., p. 59.
- 94 Marjory MacMurchy, *The Canadian Girl at Work*, Toronto 1919, Introduction.
- 95 Marjory MacMurchy, *The Woman Bless Her*, Toronto 1916, p. 55.
- 96 Bureau of Labour Report, 1910, p. 152, in Ontario Sessional Papers, 1911.
- 97 Comme il est cité dans Klein et Roberts, p. 220.
- 98 The Lance, Toronto, 17 décembre 1910, p. 4.
- 99 Klein et Roberts, p. 221,
- 100 The Lance, 17 mai 1913.
- 101 Klein et Roberts, p. 221, en référence à *The Tribune*, publié par le Toronto District Labour Council, 1905.
- 102 Comme il est cité dans Milkman, p. 81.
- 103 Ramkhalawansingh, p. 280.
- 104 *Census of Canada*, 1911; Marie Lavigne et Jennifer Stoddart, «Ouvrières et travailleuses montréalaises, 1900-1940», dans *Les femmes dans la société québécoise*, Lavigne et Pinard, p. 127.
- 105 *Report on Strikes and Lockouts in Canada, 1901-1916*, Ottawa, King's Printer, 1918.
- 106 Lavigne et Stoddart. p. 131.
- 107 *La Presse*, 3-5 mars 1908.
- 108 Dorothy Kidd, - Women's Organizations: Learning from Yesterday », dans *Women at Work*, éd. Acton et al., p. 349.
- 109 *La Presse*, 3-5 mars 1908.
- 110 Lavigne et Stoddart. p. 131.
- 111 Klein et Roberts, pp. 241-49.
- 112 Ibid., p. 241.
- 113 Klein et Roberts: WTertheimer, chs. 16-19; Kidd.
- 114 Klein et Roberts, pp. 222-229.
- 115 Ibid., pp. 214-219.
- 116 Ibid., p. 217.
- 117 Rotenberg, pp. 41-50; The Corrective Collective, pp. 135-6.
- 118 Klein et Roberts, p. 216.
- 119 Ramkhalawansingh, p. 300.
- 120 Ibid., p. 299.
- 121 Jeanne Mager Stellman, *Women's Work, Women's Health: Myths and Realities*, NY:Pantheon, 1977, p. 178.
- 122 Klein et Roberts, p. 244.
- 123 Montreal Star, 27-29 mars 1974.
- 124 Leon Stein, *The Triangle Fire*, Philadelphia: J.B. Lippincott Co., 1962, p. 214.
- 125 Labour Canada, *Women in the Labour Force: Facts and Figures*, édition 1975, p.287.
- 126 Monica Boyd, -The Status of Immigrant Women in Canada», dans *Women in Canada*, éd. Mary lee Stephenson, Don Mills, Ontario: General Publishing Co. Ltd., p.242.
- 127 «Rapport du Canadian Advisory Council on the Status of Women », comme rapporté dans *Montreal Gazette*, 11 janvier 1979, p. 7.
- 128 Ramkhalawansingh, p. 280.
- 129 Milkman, p. 78.
- 130 Armstrong, p. 33.



LA FAMILLE PROLÉTARIENNE

Il était impossible de parler des ouvrières sous le capitalisme sans parler de la famille. La surexploitation des femmes en tant qu'ouvrières doit être liée à leur oppression spécifique en tant que femmes; l'oppression spécifique des femmes est enracinée dans l'esclavage domestique; et le centre de l'esclavage domestique se trouve à la maison et au sein de la famille.

La seule solution à l'esclavage salarié réside dans l'abolition du système salarial. Et pourtant la solution à l'esclavage domestique ne réside pas dans l'abolition du foyer et de la famille. Il en est ainsi parce que même si l'esclavage domestique a lieu à l'intérieur du foyer, l'esclavage domestique existe à cause de la propriété privée des moyens de production, qui à l'origine nécessitait l'asservissement de la femme afin que le propriétaire des moyens de production qui était un homme, puisse transmettre ses biens à ses enfants. La femme en est venue à faire partie de l'inventaire des biens appartenant à l'homme, ainsi que ses enfants. Par conséquent, l'abolition de l'esclavage domestique implique nécessairement l'abolition du système de propriété privée des moyens de production, le système capitaliste. Seul un système dont la propriété est socialisée peut entreprendre la lutte qui abolira l'esclavage domestique.

Il y a peu de questions en ce qui concerne les femmes qui ont semé autant de confusion que la question de la famille. L'existence indéniable de l'esclavage domestique dans la société capitaliste a servi de prétexte à d'innombrables courants anarchistes, trotskistes et féministes qui se sont engagés dans une attaque en règle contre la classe ouvrière en attaquant ses familles. Ces contre-révolutionnaires petits-bourgeois cherchent à semer des illusions au sein de la classe ouvrière, surtout parmi les femmes, à l'effet que la cause de leur oppression en tant que femmes ne réside pas dans la bourgeoisie mais plutôt dans la famille, et que par conséquent, la principale façon de lutter contre la suprématie mâle, ce serait de lutter contre la famille ou de dissoudre la famille. D'autre part, divers économistes qui «**contempl(ent) religieusement ... le 'postérieur' du prolétariat**» (Lénine, *Que Faire?*, ELE, p. 132) ont traité de cette question avec autant de stupidité. De la même manière qu'ils «s'implantent» en usine en transportant leurs boîtes à lunch et en limitant leur vocabulaire politique à celui qu'utilise l'ouvrier le plus arriéré de l'usine, ils insultent la classe ouvrière dans son ensemble en imitant les comportements et les attitudes les plus arriérés au sein des familles de la classe ouvrière, tel que le chauvinisme mâle ouvert à l'égard des femmes.

Les deux tendances citent Marx, Engels ou Lénine pour favoriser les buts néfastes qu'ils se fixent dans ce domaine. Les économistes citent la vérité scientifique selon laquelle la famille prolétarienne constitue la cellule de lutte pour le socialisme; mais comme les économistes pensent que la classe ouvrière se façonne une conscience de classe de façon spontanée, sans la connaissance marxiste qui lui vient de l'extérieur de la sphère des relations employeurs-employés, ils ne font pas de distinction entre la famille prolétarienne qui *lutte pour le socialisme* (parce qu'elle est consciente de ce qu'est le socialisme) et celle qui se trouve objectivement dans la classe ouvrière mais qui n'est pas consciente qu'elle fait partie de la classe prolétarienne. Ils perçoivent la famille prolétarienne arriérée, étouffée par l'idéologie bourgeoise et inconsciente de la lutte contre l'oppression des femmes, comme une «cellule de lutte pour le socialisme», de la même façon qu'ils perçoivent les ouvriers qui exigent dans une usine qu'on mette fin aux augmentations de cadence, comme «luttant pour le socialisme».

Les féministes prennent un angle différent pour étaler leur mépris à l'égard de la classe ouvrière. Les féministes les plus vulgaires et les moins sophistiquées rejettent ce que le marxisme-léninisme dit à ce sujet parce que «Marx et Lénine étaient des hommes». D'autres, cependant, qui font partie d'une tendance plus sophistiquée utilisent Marx et Engels pour essayer de façon effrénée de justifier leur idéologie bourgeoise. Les trotskistes qui suivent sans honte le féminisme à chaque détour, sont des adeptes tout particuliers de cette méthode puisqu'ils sont habitués à (et obligés de) se cacher derrière les grands maîtres du socialisme scientifique afin de répandre des idées contre-révolutionnaires. Ils vont par exemple citer une phrase du *Manifeste du Parti Communiste* : «**L'abolition de la famille! Même les plus radicaux s'indignent de cet infâme dessein des communistes**». (ELE, p. 54), mais ils n'oseront pas lire plus loin ou citer plus avant, comme pour montrer par là que Marx voyait en la dissolution de la famille la libération du prolétariat. Voici un autre exemple de ce précieux joyau de la part des trotskistes:

La famille... isole les femmes de la société et les confine pendant leur vie entière à ce que Lénine a décrit comme étant «un travail tout ce qu'il y a de plus rude et de plus pénible. . . . Labeur extrêmement mesquin qui n'a rien qui puisse contribuer à l'évolution intellectuelle de la femme». (Notre traduction de *The Spartacist League, Women and Révolution*, Autumn 1974, no. 7, p. 2)

Si, au contraire, les trotskistes avaient osé citer tout l'extrait, il serait clairement apparu que Lénine dénonçait le *travail ménager privé* et non famille en tant que cellule de lutte pour le socialisme, que les trotskistes dénoncent ensuite.

Etant donné toute la confusion et toutes les calomnies évidentes qui ont entouré la question de la famille, il est nécessaire de rétablir ce que les grands dirigeants du socialisme scientifique ont dit à ce sujet. Pour rétablir le contenu du marxisme orthodoxe sur la question de la famille, nous devons avoir grandement recours à des citations; que ceux qui craignent les classiques soient avertis.

Commençons par démontrer ce que Marx et Engels ont dit exactement dans le *Manifeste du Parti communiste*:

Sur quelle base repose la famille bourgeoise d'à présent? Sur le capital, le profit individuel. La famille, dans sa plénitude n'existe que pour la bourgeoisie; mais elle a pour corollaire la suppression forcée de toute famille pour le prolétaire et la prostitution publique.

La famille bourgeoise s'évanouit naturellement avec l'évanouissement de son corollaire, et l'un et l'autre disparaissent avec la disparition du capital. (ELE, p. 54)

Nous avons déjà vu que Marx était conscient de l'effet que la révolution industrielle avait sur la famille: en attirant les femmes et les enfants sur les lieux de travail, elle brisait la vieille forme de famille patriarcale et la remplaçait par ce qu'il appelait dans le *Manifeste* «**la suppression... de toute famille**». Mais Marx et Engels n'ont jamais dit que cette situation constituait en tant que telle une forme de libération pour le prolétariat; au contraire, dans *Le Capital*, Marx dit clairement que «**dans le milieu actuel la dissolution des anciens liens de famille... paraît... terrible et... dégoûtante**». Les descriptions que Marx fait de l'absence complète de moralité normale parmi les prolétaires qui furent lancés dans des usines sales et surpeuplées par les nouvelles industries, ne laissent subsister aucun doute quant au fait qu'il ne voyait pas la dissolution de la famille comme une belle chose en soi. Ce qu'il percevait comme beau c'était le potentiel libérateur que cette situation présentait pour l'avenir, en créant «**la nouvelle base économique sur laquelle s'élèvera une forme supérieure de la famille et des relations entre les sexes**». (*Le Capital*, Livre I, Garnier-Flammarion, p. 352)

Dans le *Manifeste*, il dit évidemment les mêmes choses fondamentales. La famille bourgeoise qui «**dans sa plénitude n'existe que pour la bourgeoisie**», a pour corollaire l'effondrement de la famille dans les rangs du prolétariat. Les deux phénomènes sont le produit du capitalisme, «**avec la disparition du capital**», les deux seront remplacés par «**une forme supérieure de la famille et des relations entre les sexes**». Engels exprime la même idée dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*:

. . . n'avons-nous pas vu que dans le monde moderne monogamie et prostitution sont bien des contraires, mais des pôles inséparables, les deux pôles d'un même état social? La prostitution peut-elle disparaître sans entraîner avec elle la monogamie dans l'abîme? (Editions Sociales, Paris, p. 84)

Poursuivons. Voici ce que Marx et Engels avaient à dire à ce sujet dans le *Manifeste*:

Les déclamations bourgeoises sur la famille et l'éducation, sur les doux liens qui unissent l'enfant à ses parents, deviennent de plus en plus écoeurantes, à mesure que la grande industrie détruit tout lien de famille pour le prolétaire et transforme les enfants en simples articles de commerce, en simples instruments de travail.

Mais la bourgeoisie tout entière de s'écrier en chœur: Vous autres, communistes, vous voulez introduire la communauté des femmes!

Pour le bourgeois, sa femme n'est autre chose qu'un instrument de production. Il entend dire que les instruments de production doivent être exploités en commun et il conclut naturellement que les femmes elles-mêmes partageront le sort commun de la socialisation.

Il ne soupçonne pas qu'il s'agit précisément d'arracher la femme à son rôle actuel de simple instrument de production.

Rien de plus grotesque, d'ailleurs, que l'horreur ultramorale qu'inspire à nos bourgeois la prétendue communauté officielle des femmes que professeraient les communistes. Les communistes n'ont pas besoin d'introduire la communauté des femmes; elle a presque toujours existé.

Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles des prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement.

Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on accuser les communistes de vouloir mettre à la place d'une communauté des femmes hypocritement dissimulée, une communauté franche et officielle. Il est évident, du reste, qu'avec l'abolition du régime de production actuel, disparaîtra la communauté des femmes qui en découle, c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle. (ELE, pp. 55-56)

«**La communauté des femmes**» vient, selon Marx et Engels, de l'utilisation des femmes en tant qu'instruments de production, c'est-à-dire de la propriété privée des moyens de production. «**...Il s'agit précisément d'arracher la femme à son rôle actuel de simple instrument de production... Avec l'abolition du régime de production actuel, disparaîtra la communauté des femmes qui en découle, c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle.**» Il n'est pas étonnant que les trotskistes et leurs amis n'osent pas citer plus loin que la phrase: «**L'abolition de la famille!**» Leur but, c'est toujours de cacher qu'**il s'agit précisément d'arracher la femme à son rôle actuel**», c'est-à-dire de la libérer complètement.

Dès sa jeunesse, Marx a perçu le lien existant entre le libre échange des femmes et le libre échange de la propriété bourgeoise. Ses attaques acerbes à l'égard des socialistes utopistes comme Saint-Simon ont démontré que les utopistes n'étaient que des agents de la bourgeoisie, c'est-à-dire qu'ils voulaient tout simplement perpétuer le libre échange des femmes en tant que marchandises et perpétuer l'oppression vulgaire des femmes. Lorsqu'il parle du socialisme utopique (auquel il fait référence comme étant du «communisme»), Marx affirme:

. . . il veut faire de force abstraction du talent, etc. La possession physique directe est pour lui l'unique but de la vie et de l'existence; la catégorie d'ouvrier n'est pas supprimée, mais étendue à tous les hommes; le rapport de la propriété privée reste le rapport de la communauté au monde des choses. Enfin, ce mouvement qui consiste à opposer à la propriété privée la propriété privée générale s'exprime sous cette forme bestiale qu'au mariage (qui est certes une forme de la propriété privée exclusive) on oppose la communauté des femmes, dans laquelle la femme devient donc une propriété collective et commune. On peut dire que CETTE IDEE DE LA COMMUNAUTE DES FEMMES CONSTITUE LE SECRET REVELE DE CE COMMUNISME ENCORE TRES GROSSIER ET TRES IRRFLECHI. De même que la femme passe du mariage à la prostitution générale,* de même tout le monde de la richesse, c'est-à-dire de l'essence

objective de l'homme, passe du rapport du mariage exclusif avec le propriétaire privé à celui de la prostitution universelle avec la communauté.

...Dans le rapport à l'égard de la *femme*, proie et servante de la volupté collective, s'exprime l'infinie dégradation dans laquelle l'homme existe pour soi-même, car le secret de ce rapport trouve son expression *non-équivoque*, décisive, *manifeste*, dévoilée dans le rapport de l'homme à la *femme* et dans la manière dont est saisi le rapport générique *naturel et immédiat*. Le rapport immédiat, naturel, nécessaire de l'homme à l'homme est le rapport de l'homme à la *femme*. Dans ce rapport générique *naturel*, le rapport de l'homme à la nature est immédiatement son rapport à l'homme, de même que le rapport à l'homme est directement son rapport à la nature, sa propre détermination *naturelle*. Dans ce rapport *apparaît* donc de façon sensible, réduite à un fait concret la mesure dans laquelle, pour l'homme, l'essence humaine est devenue la nature, ou celle dans laquelle la nature est devenue l'essence humaine de l'homme. En partant de ce rapport, on peut donc juger tout le niveau de culture de l'homme. Du caractère de ce rapport résulte la mesure dans laquelle l'homme est devenu pour lui-même être *générique, homme*, et s'est saisi comme tel; le rapport de l'homme à la femme est le rapport le *plus naturel* de l'homme à l'homme. En celui-ci apparaît donc dans quelle mesure le comportement *naturel* de l'homme est devenu *humain* ou dans quelle mesure l'essence *humaine* est devenue pour lui l'essence *naturelle*, dans quelle mesure sa *nature humaine* est devenue pour lui la *nature*. Dans ce rapport apparaît aussi dans quelle mesure le *besoin* de l'homme est devenu un *besoin humain*, donc dans quelle mesure l'homme *autre* en tant qu'homme est devenu pour lui un *besoin*, dans quelle mesure, dans son existence la plus individuelle, il est en même temps un être social. (*Manuscrits de 1844*, Editions Sociales, Paris, pp. 85-86-87)

Marx dit clairement qu'à l'opposé à *la fois* du mariage bourgeois et de son complément, la prostitution et la communauté des femmes, il existe la forme la plus élevée de rapport humain intime: un rapport égal et affectueux entre un homme et une femme.

Depuis le début, le socialisme scientifique n'a jamais dévié de cette prise de position. Dans *L'origine de la famille*, Engels parle du «**plus grand progrès moral... : l'amour individuel moderne entre les deux sexes, auparavant**

*La prostitution n'est qu'une expression *particulière* de la prostitution *générale* de l'ouvrier et comme la prostitution est un rapport où entrent non seulement le prostitué mais aussi celui qui se prostitue — dont l'abjection est plus grande encore — le capitaliste, etc., tombe aussi dans cette catégorie. (Note de Marx)

inconnu dans le monde» (op. cit., p. 77), et le décrit en partie de la façon suivante:

... il suppose chez l'être aimé un amour réciproque... D'autre part, l'amour sexuel a un degré d'intensité et de durée qui fait apparaître aux deux parties la non-possession et la séparation comme un grand malheur, sinon comme le plus grand des malheurs; pour pouvoir se posséder mutuellement, les partenaires jouent gros jeu et vont jusqu'à risquer leur vie, ce qui, dans l'Antiquité, arrivait tout au plus en cas d'adultère. Enfin, une nouvelle norme morale est appliquée au jugement du commerce sexuel; on ne demande pas seulement: était-il conjugal ou extra-conjugal? mais aussi: reposait-il sur l'amour, et l'amour partagé? (Ibid., p. 85)

Et Engels reconnaît que cette forme d'amour ne peut se réaliser que lorsque le système privé de propriété est aboli.

Pour que l'entière liberté de contracter mariage se réalise pleinement et d'une manière générale, il faut donc que la suppression de la production capitaliste et des conditions de propriété qu'elle a établies ait écarté toutes les considérations économiques accessoires qui maintenant encore exercent une si puissante influence sur le choix des époux. Alors, il ne restera plus d'autre motif que l'inclination réciproque. (Ibid., p. 89)

Et Engels est parfaitement d'accord avec Marx sur le fait que pour amener l'amour à un niveau plus élevé de moralité qui sera le propre du socialisme, la communauté des femmes doit être abolie.

Mais comme l'amour sexuel est exclusif par nature — bien que cet exclusivisme ne se réalise pleinement, de nos jours, que chez la femme — le mariage fondé sur l'amour sexuel est donc, par nature, conjugal. Nous avons vu combien Bachofen avait raison de considérer le progrès du mariage par groupe au mariage conjugal comme étant essentiellement l'oeuvre des femmes; seul l'abandon du mariage apparié au profit de la monogamie doit être mis au compte des hommes. Et dans l'histoire, il eut surtout pour effet de faire empirer la situation des femmes et de faciliter l'infidélité des hommes. Que soient écartées maintenant les conditions économiques en raison desquelles les femmes supportaient cette infidélité coutumière de l'homme (souci de leur propre existence et, plus encore, de l'avenir des enfants), et l'égalité de la femme ainsi obtenue aura pour effet, selon toutes les expériences antérieures, de rendre les hommes monogames* dans une proportion infiniment plus forte que les femmes ne deviendront polyandres. (Ibid., pp. 89-90)

*Dans ce contexte, Engels ne se réfère pas à la monogamie bourgeoise basée sur la soumission des femmes. Il utilise plutôt le terme «monogames» pour indiquer strictement une relation homme-femme exclusive.

Parallèlement à la présence continue du mariage bourgeois, les idées des utopistes (dont la contre-partie aujourd'hui se compose d'anarchistes, de féministes et de trotskistes) continuent à fleurir. Lénine a entrepris la lutte contre les tenants de «l'amour libre» qui essayaient de miner la stabilité et le dévouement de la jeunesse à la révolution socialiste en exigeant qu'on la détourne vers la culture sexuelle de soi-même. Au cours de cette lutte, il a démasqué l'idée de «l'amour libre» et il a montré qu'il existait une alternative: l'amour passionné, loyal, individuel et sexuel tel qu'il existe dans les rangs du prolétariat. Il a écrit à Inessa Armand:

Je conseille de supprimer entièrement le no. 3: «la revendication de l'amour libre (pour les femmes)». Cela donne vraiment une revendication bourgeoise et non prolétarienne.

Qu'entendez-vous donc par là? Que peut-on entendre par là?

1. L'affranchissement des considérations matérielles (financières) dans l'amour?
2. Idem des soucis matériels?
3. Des préjugés religieux?
4. De l'interdiction de papa, etc.?
5. Des préjugés de la «société»?
6. De l'ambiance étroite du milieu (paysan ou petit-bourgeois ou intellectuel-bourgeois)?
7. Des liens de la loi, du tribunal et de la police?
8. Du sérieux dans l'amour?
9. De l'enfantement?
10. La liberté de l'adultère? etc.

. . . Du fait que justement, dans la société contemporaine, les classes les plus bavardes, les plus bruyantes et les plus «en vue» entendent par amour libre les nos 8-10, de ce fait cette revendication n'est pas prolétarienne, mais bourgeoise.

Les nos. 1-2 sont les plus importants pour le prolétariat, et puis les nos 1-7; or cela, au fond, n'est pas l'«amour libre». («Lettre à Inessa Armand», LOC 35:176-177)

Et il dit plus loin:

Les baisers sans amour de conjoints pieux sont *malpropres*. D'accord. Il faut leur opposer... quoi?... On pourrait croire: des baisers *avec amour*? Mais vous opposez une «passion» (pourquoi pas l'amour?) «éphémère» (pourquoi éphémère?), le résultat logique est qu'on semble opposer des baisers sans amour (éphémères) à des baisers sans amour conjugaux... Bizarre. Pour une brochure populaire, ne vaudrait-il pas mieux opposer un mariage piteux et malpropre, sans amour, petit-bourgeois-intellectuel-paysan (je crois mon point 6 ou 5) au mariage civil prolétarien avec amour... (Ibid., p. 180)

Et poursuivant la tradition marxiste la plus orthodoxe, Lénine a aussi affirmé:

Bien que je sois rien de moins qu'un ascète farouche, la soi-disant «nouvelle vie sexuelle» des jeunes, et souvent même des gens mûrs, me semble souvent purement bourgeoise et m'a tout l'air d'une espèce de bonne maison de tolérance. Tout cela n'a rien à voir avec l'amour libre, tel que nous le comprenons, nous les communistes. Vous n'ignorez sans doute pas la fameuse théorie selon laquelle, dans la société communiste, il serait aussi facile de satisfaire son désir sexuel et son besoin d'amour que de boire un verre d'eau. Eh bien, cette théorie de «verre d'eau» a fait littéralement perdre la raison à notre jeunesse. . . J'estime que la fameuse théorie du «verre d'eau» est absolument non marxiste et antisociale par-dessus le marché. . . Certes, la soif demande à être étanchée. Mais une personne normale, placée dans des conditions normales, s'étendra-t-elle en pleine rue, dans la boue, pour boire dans une flaque d'eau? Ou même dans un verre dont les bords porteraient les traces de dizaines de lèvres?. . . Elle n'est d'ailleurs ni nouvelle ni communiste. Vous vous rappelez peut-être qu'elle était prêchée dans la littérature du siècle passé comme «émancipation du coeur». Dans la pratique bourgeoise, elle s'est transformée en émancipation du corps. . . La révolution exige des masses et de l'individu la concentration, la tension des forces. Elle ne tolère pas l'état orgiaque semblable à celui des personnages décadents d'Annunzio. L'intempérance dans la vie sexuelle relève du caractère bourgeois. C'est une marque de décadence. Or le prolétariat est une classe ascendante. Il n'a pas besoin d'une griserie qui l'étourdisse ou l'excite. Il n'a pas besoin de s'enivrer par la luxure ou l'alcool. Il ne doit ni ne veut oublier l'ignominie, la vilénie et la barbarie du capitalisme. C'est la position de sa classe, c'est l'idéal communiste qui lui donne la plus forte impulsion pour la lutte. Il a besoin de lucidité, encore de lucidité, toujours de lucidité. C'est pourquoi, je le répète: pas de faiblesse, aucun gaspillage de ses forces. (Clara Zetkin, «Mes souvenirs sur Lénine», in Lénine, *Sur l'émancipation de la femme*, Editions du Progrès, Moscou, pp. 110-111-112)

Lénine s'est attaqué non seulement à la promiscuité bourgeoise et aux rapports sexuels occasionnels, mais aussi aux attitudes relâchées et pessimistes en ce qui concerne le fait d'avoir des enfants. Se portant à la défense de la famille dans les rangs du prolétariat, Lénine a opposé les attitudes petites-bourgeoises face à la famille à l'attitude prolétarienne en disant:

Le petit bourgeois voit et sent qu'il va vers sa perte, que la vie devient de plus en plus difficile, la lutte pour l'existence de plus en plus implacable, sa situation et celle de sa famille de plus en plus désespérée. Le fait est incontestable. Et le petit bourgeois de protester contre ce fait.

Mais comment proteste-t-il?

Il proteste à titre de représentant d'une classe irrémédiablement condamnée, d'une classe terrorisée et poltronne. Il n'y a rien à faire; qu'au moins nos enfants qui subiraient nos tourments et notre bague, notre misère et nos humiliations, soient aussi peu nombreux que possible: tel est le cri du petit bourgeois.

L'ouvrier conscient est infiniment éloigné de ce point de vue. . . .Nous luttons mieux que nos pères. Nos enfants lutteront encore mieux, et ils vaincront.

La classe ouvrière n'est pas en train de périr; elle grandit, elle se fortifie, elle mûrit, elle s'unit, elle s'éduque et s'aguerrit dans la lutte. Nous sommes pessimistes en ce qui concerne le servage, le capitalisme et la petite production mais nous sommes d'ardents optimistes en ce qui concerne le mouvement ouvrier et ses objectifs. Nous posons déjà les fondations du nouvel édifice, et nos enfants achèveront de le construire.

C'est pour cette raison — et pour cette raison seulement — que nous sommes des ennemis absolus du néo-malthusianisme, ce courant à l'usage du couple petit-bourgeois, routinier et égoïste, qui balbutie avec frayeur: Dieu veuille que nous puissions survivre nous-mêmes, tant bien que mal; quant aux enfants, mieux vaut s'en passer. («La classe ouvrière et le néo-malthusianisme», LOC 19:247-248)

Nous ne faisons que commencer à exploiter ce que nous pouvons tirer de la littérature du communisme international sur la question de la famille mais nous en avons cité suffisamment pour démontrer que le marxisme-léninisme a toujours défendu une forme de famille d'une moralité très élevée, qui se fonde sur le fait que le prolétariat et les peuples ont le droit d'aimer et de porter des enfants dans une atmosphère libérée de la peur, de la dépossession matérielle, et consacrée à la lutte pour le socialisme. Cette forme la plus élevée de moralité prolétarienne s'oppose à deux maux inter-reliés de la société bourgeoise: l'esclavage domestique de la femme dans le mariage monogame et le libre échange des femmes à l'extérieur du mariage. La victoire de la moralité prolétarienne c'est la défaite à la fois de la monogamie (le mariage bourgeois qui se fonde sur l'asservissement des femmes) et la prostitution (payée ou non payée — la communauté des femmes).

Sous le règne capitaliste, il ne peut exister aucune émancipation de la femme. Elle est non seulement une esclave salariée mais son esclavage salarié est combiné au fait qu'elle est prise dans un cauchemar de travail domestique pénible parce que le travail domestique demeure non socialisé. La bourgeoisie se sert de la position spécifique que la femme occupe au sein de la famille pour la surexploiter lorsqu'elle travaille à l'extérieur de son foyer; elle s'arrange pour que ses liens avec son lieu de travail restent relativement marginaux et lui donne un salaire qui se situe au bas de l'échelle salariale. Dans ces circonstances, la dépendance de la femme par rapport à l'homme se reproduit continuellement dans les rangs du prolétariat sous le capitalisme.

Au III^e Congrès de l'Internationale communiste en 1921, on a affirmé:

Aussi longtemps qu'existera la domination du capital et de la propriété privée, l'émancipation de la femme en ce qui concerne sa dépendance à l'égard de son mari se résume à son droit de disposer comme elle le désire, de ses biens et de son revenu, et également de décider sur un pied d'égalité avec son mari du sort de leurs enfants.

. . . La dépendance de la femme prolétaire face au capitaliste et face à son mari en tant que soutien économique de la famille demeure exactement la même. L'absence de lois adéquates pour protéger la maternité et l'enfance et l'absence d'éducation sociale adéquate rendent complètement impossible l'égalisation de la position des femmes dans les relations matrimoniales. En fait, on ne peut rien faire sous le capitalisme qui permette de trouver la solution au problème des relations entre les sexes. (Annexe à ce numéro)

Le Comintern a aussi précisé qu'une des tâches de tous les partis communistes, c'était «**de combattre les préjugés relatifs aux femmes dans les masses du prolétariat masculin**». (Ibid.) Lénine affirme: «**En fait, les femmes, la moitié du genre humain, dans aucune république bourgeoise même la plus avancée, nulle part... n'ont été affranchies de la tutelle et du joug des hommes**.» («Le pouvoir des Soviets et la condition de la femme», LOC 30:116-117)

Durant toute la période de la lutte pour le socialisme, la lutte contre les attitudes incorrectes et arriérées à l'égard des femmes doit être menée avec une grande vigilance. Lénine a dit à Clara Zetkin:

Parmi nos camarades, il y en a encore beaucoup dont on peut dire malheureusement: «grattez un peu le communiste et vous trouverez le philistin». Certes, il faut gratter à l'endroit sensible: sa mentalité à l'égard de la femme. En est-il une preuve plus évidente que le fait que les hommes regardent tranquillement les femmes s'user à un menu travail monotone, éreintant, qui absorbe leur temps et leurs forces: les soins du ménage? Ils voient avec cela se rétrécir peu à peu l'horizon de leurs compagnes, ternir leur esprit, ralentir le battement de leur cœur, faiblir leur volonté. Bien sûr, il ne s'agit pas des dames bourgeoises qui se déchargent de tous les travaux du ménage y compris des soins à donner aux enfants, sur les domestiques. Ce dont je parle concerne la grande majorité des femmes, dont les femmes d'ouvriers, sans excepter celles qui passent leur journée à la fabrique et gagnent elles-mêmes leur vie.

Il y a très peu de maris, même parmi les prolétaires, qui pensent à alléger sensiblement les peines et les soucis de leurs femmes ou même à les en débarrasser complètement, en les aidant au «travail féminin». Ils n'en font rien, car ce serait contraire «aux droits et à la dignité du mari». Ils exigent pour eux le repos et le

confort. La vie domestique de la femme, c'est le sacrifice quotidien d'elle-même dans de petits riens, L'ancienne domination du mari survit sous une forme latente également: l'état arriéré de la femme, son incapacité à comprendre les idéaux révolutionnaires du mari affaiblissent son courage et sa résolution dans la lutte. Ce sont ces vers minuscules qui rongent et minent longuement, imperceptiblement, mais sûrement. Je connais la vie des ouvriers, et pas seulement d'après les livres. Notre travail parmi les masses de femmes, notre activité politique comporte une grande part de travail d'éducation parmi les hommes. Il faut extirper jusqu'aux moindres vestiges l'ancien point de vue esclavagiste, dans le parti comme dans les masses. (op. cit., p. 119)

Luttons contre l'économisme et le féminisme sur la question de la famille

Dans les rangs du prolétariat dans les pays capitalistes, les attitudes arriérées qui existent parmi les hommes comme parmi les femmes renforcent l'inégalité existant au sein de la famille dont la bourgeoisie se sert pour surexploiter les femmes. Cependant l'existence de la famille dans les rangs du prolétariat constitue un des moyens de défense les plus importants contre les empiétements quotidiens du capital. Ces deux choses sont vraies; nier la première, c'est de l'économisme; nier la seconde, c'est du féminisme.

Les communistes soutiennent l'existence de la famille en tant que cellule de défense contre les empiétements du capital. Elle protège toute la famille de la famine et de la solitude; avoir une famille, c'est souvent pouvoir payer le loyer plutôt que de ne pas pouvoir le faire; c'est souvent vivre au-dessus du seuil de pauvreté plutôt qu'en-dessous; ça implique souvent la survie des vieillards plutôt que leur mort; un salaire plutôt que le bien-être social; c'est souvent pouvoir garder ses enfants plutôt que de s'en défaire. Non seulement nombre de prolétaires luttent avec une grande énergie pour garder leurs familles unies; mais très souvent ils tentent d'agrandir leurs familles le plus possible de façon linéaire (ils vivent avec leurs parents ou leurs enfants adultes, ou les soutiennent) et de façon latérale (en entretenant des liens étroits avec leurs frères et soeurs, et leurs cousins). Il arrive souvent que des parents par alliance soient entraînés dans le réseau de la parenté, dans l'intérêt de la survie; lorsque les familles sont petites et se désagrègent, les prolétaires luttent pour les rendre plus fortes et les agrandir.

Cette cellule de défense économique et sociale revêt de l'importance pour toute la classe des prolétaires mais surtout pour les femmes. Ce sont les femmes qui ont le plus de difficulté à trouver du travail ou qui reçoivent les salaires les plus bas lorsqu'elles en trouvent, ou qui ne peuvent pas travailler parce qu'elles ont des enfants et qu'il n'y a pas de services de garderie, ou qui ne peuvent pas se payer les services de garderie parce que leur salaire est trop bas, ou dont la santé est ruinée à cause de soins médicaux inadéquats durant leur grossesse. Les femmes célibataires sont souvent si désespérées lorsqu'elles se demandent comment elles vont survivre, qu'elles n'ont d'autre choix que de s'adonner à la prostitution sous une forme ou sous une autre; bien des prostituées et des danseuses de club font ce qu'elles font parce qu'elles ne peuvent rien trouver d'autre pour faire vivre leurs enfants. Comme Marx l'a dit il y a plus d'un siècle, l'alternative au mariage dans la société capitaliste c'est la prostitution publique. La famille peut être oppressive pour les femmes mais dans les rangs du prolétariat, l'absence de famille est encore plus oppressif pour elles.

Notre analyse concrète de la situation des ouvrières a montré qu'à l'époque de Marx et Engels, lorsque le capitalisme concurrentiel régnait, la révolution industrielle a engendré dans les rangs du prolétariat ce que Marx a appelé, «**la suppression forcée de toute famille**». Nous avons vu qu'à mesure que l'impérialisme s'est montré le bout du nez, la bourgeoisie a renvoyé de nombreuses femmes prolétaires à la maison. Ce geste avait pour but d'apaiser l'agitation qui régnait parmi les femmes, de leur briser le dos et de les empêcher de résister aux empiétements du capital afin d'éliminer l'influence de la Révolution Bolchevique et endiguer le courant du communisme, et afin d'assurer la reproduction de la classe ouvrière. Elle a gardé les femmes à la maison pour les entraîner sur le marché du travail quand elle en aurait besoin. Les coûts de ces investissements étaient élevés, mais on put les absorber à cause de l'ascendance et des exploits du système impérialiste. C'est dans ces conditions concrètes que Lénine et le Comintern ont parlé de la position mesquine de la femme prolétaire à la maison, de la dépendance de la femme par rapport à l'homme et de l'oppression de la femme par l'homme, de l'inégalité des sexes au sein de la famille prolétarienne.

Aujourd'hui, le système impérialiste est en crise. La bourgeoisie se sert de plus en plus chaque année de la main-d'oeuvre des femmes à mesure qu'elle doit de plus en plus accentuer l'exploitation de la famille ouvrière en donnant à chaque ouvrier un salaire au niveau ou en-dessous du seuil de pauvreté. La classe des prolétaires subit des attaques de toutes parts: accélération de cadences, coupures de toutes sortes, réarmements militaires, inflation, surpeuplement — tout ce à quoi la bourgeoisie peut penser pour soutenir son taux de profit qui s'abaisse. Fait partie intégrante de cette attaque, l'attaque contre la famille prolétarienne, sa désintégration renouvelée. Il devient de plus en plus difficile de préserver l'intégrité de la famille. De plus en plus de femmes s'adonnent chaque année à la prostitution sous une forme ou une autre. On éloigne les enfants des contributions productives qu'ils pourraient accomplir au sein de la famille pour les amener à participer à un mode de vie dominé par les drogues, le culte de soi et la dégénérescence. Au nom de la psychologie moderne, on condamne les ouvriers qui inculquent de la discipline à leurs enfants. Il est impossible de vivre des chèvres de bien-être social. Les féministes et les autres agents de la bourgeoisie s'affairent à propager l'idée que la source des souffrances des femmes réside dans leurs maris et leurs enfants plutôt que dans la bourgeoisie. Cette propagande a pour but d'aider la bourgeoisie dans ses attaques contre la famille, de libérer un nombre toujours plus grand de femmes afin qu'elles puissent servir de marchandises pour la vente et le libre échange de leurs corps, d'affaiblir la capacité du prolétariat de se défendre contre ces attaques acerbes à son égard. Par conséquent, il apparaît clairement une fois de plus que l'esclavage domestique coexiste avec la prostitution et l'utilisation sociale généralisée des femmes en tant que

marchandises. Les deux constituent des formes d'esclavage sexuel ; ce sont les, deux expressions principales de l'oppression spécifique des femmes. Durant la période de la crise impérialiste, à mesure que les femmes sont entraînées hors de la maison et sur le marché du travail, et que la famille se désintègre de plus en plus, c'est la prostitution qui connaît une courbe particulièrement ascendante.

Quelles conclusions pouvons-nous en tirer par rapport à la position communiste juste face à la famille prolétarienne ?

Les communistes soutiennent la famille prolétarienne dans la société capitaliste en tant que cellule de défense importante, vitale: de défense par rapport à toute la classe ouvrière, mais surtout par rapport aux femmes et aux enfants. Mais les communistes ne font pas équivaloir cette cellule de défense à la cellule d'offensive, c'est-à-dire à la famille prolétarienne qui s'est emparée du socialisme scientifique et qui s'est transformée grâce à sa conscience en une cellule de lutte pour le socialisme. De même que les communistes ne confondent pas la lutte trade-unioniste (syndicale) et la lutte de classe, ils ne confondent pas la cellule de défense économique du prolétariat et la cellule de lutte pour le socialisme. De même que les communistes défendent l'existence des syndicats pour protéger le prolétariat contre le capital, et condamnent comme de la réaction bourgeoise toutes les tentatives de détruire le droit de se syndiquer et de faire la grève, ils voient toutes les attaques bourgeoises, anarchistes, féministes et trotskistes contre l'existence de la famille prolétarienne comme des attaques contre le prolétariat lui-même. Mais la juste existence des syndicats n'empêche pas les communistes de s'opposer à la domination bourgeoise des syndicats et de chercher à transformer la lutte économique défensive en une lutte politique consciente contre le règne de la bourgeoisie. De même, la tâche des communistes face à la famille prolétarienne est de transformer la cellule de défense économique, embourbée dans l'idéologie bourgeoise, en une cellule politique offensive, une cellule de lutte pour le socialisme.

La famille prolétarienne est une cellule de lutte pour le socialisme quand elle est unie autour du marxisme-léninisme; quand elle lutte pour la ligne politique juste, pour la réalisation de la révolution socialiste; quand elle élève ses enfants pour qu'ils adhèrent aux idées communistes avec la loyauté et le dévouement les plus fermes; lorsqu'elle est unie par l'amour, l'égalité et le respect mutuel malgré les tentatives continuelles de la part de la bourgeoisie de les saper et de perpétuer le chauvinisme mâle et les idées réactionnaires de toutes sortes.

La famille prolétarienne qui a une conscience de classe vit selon les normes de la moralité prolétarienne et lutte contre toutes les tentatives de percevoir la libération des femmes comme émergeant du libre échange des femmes, contre toutes les tentatives de voir les femmes comme des **«instruments de production . . . (à) exploite(r) en commun»**.

La famille prolétarienne, en tant que cellule de lutte pour le socialisme, lutte pour établir les normes morales qui aboliront à la fois la monogamie (fondée sur l'asservissement des femmes au sein de la famille) et la prostitution (fonder sur l'asservissement des femmes à l'extérieur de la famille). Elle lutte pour l'égalité, la dignité et la pleine participation sociale des femmes, pour l'éducation libre et éclairée des enfants, pour le socialisme et pour la libération de l'humanité.

Abonnez-vous à

RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

le magazine mensuel de l'Union Bolchevique



tarifs d'abonnements: 1 an/12 numéros
\$5.00 (courrier) imprimé)
\$6.00 (courrier première classe)

Lignes de Démarcation
C. P. 892
Suce. Tour de la Bourse
Montréal, Québec

Lines of Demarcation
C. P. 5707
Station «A»
Toronto, Ontario

L'OPPORTUNISME

Introduction

Le temps est révolu dans les pays impérialistes occidentaux comme le Canada où la bourgeoisie pouvait réussir à apaiser le ferment féminin en utilisant sa simple rhétorique traditionnelle au sujet de la place de la femme, en utilisant des sermons, des rubriques de recettes et des pages féminines. Les masses féminines ont commencé à se rendre compte de façon plus marquée que jamais que leurs conditions de vie empirent et que leur oppression prend plusieurs formes qui toutes se renforcent l'une l'autre. Les masses féminines cherchent une solution de rechange, et la bourgeoisie essaie frénétiquement d'offrir plusieurs culs-de-sac différents, sur plusieurs fronts.

A peu près tout le monde qui gravite autour de la nouvelle gauche, de la vieille gauche, du mouvement marxiste-léniniste, des trotskistes, du révisionnisme chinois, du révisionnisme soviétique, des hippies, de la «contre-culture», des féministes, des «radicales», des lesbiennes, ou des charmantes gens de Bay Street s'est opposé à l'oppression des femmes, s'est prononcé en faveur de la libération des femmes. Le Parti québécois a endossé «le salaire à la ménagère» depuis ses débuts. Margaret Trudeau, selon toutes sortes de féministes, est le modèle de la libération des femmes. *Playboy* a mené des campagnes en faveur de l'avortement et de «la libération sexuelle» depuis des années; des organisations de prostituées surgissent qui vantent les vertus de la prostitution comme voie de la «libération sexuelle» des femmes. Les platitudes féministes sont largement répandues dans les séries télévisées les plus populaires en ce moment. En fait, on ne peut fréquenter agréablement le circuit des coquetels dans les pays impérialistes occidentaux si on ne peut présenter quelques opinions qui ont l'air intelligentes en ce qui concerne la position des femmes. De sorte qu'une simple déclaration de la part d'une organisation, ou d'un groupe, ou d'une tendance, à l'effet qu'il soutient l'égalité des femmes, ne veut rien dire de valable par rapport à la libération des femmes.

Comment, au milieu de toute la rhétorique et de la cacophonie bourgeoises, les masses féminines vont-elles s'y retrouver et choisir où elles doivent aller pour lutter pour leur libération?

L'histoire de tous les pays a prouvé sans l'ombre d'un doute que le système capitaliste n'a rien à offrir aux masses féminines dans leur lutte pour la libération. Cette vérité universelle est un fait inéluctable pour des millions de canadiennes dont la situation empire quotidiennement à mesure qu'elles sont écrasées de plus en plus sous le poids du règne bourgeois. C'est une vérité scientifique que seule la révolution socialiste peut offrir le plein emploi, l'égalité complète, la libération complète des larges masses féminines. Donc, derrière toute la cacophonie et la rhétorique bourgeoises au sujet des «nombreuses façons de libérer les femmes», il y a en fait un plan clair, un dessein clair: d'une manière ou d'une autre, chercher à détourner les masses féminines de la révolution socialiste, les empêcher d'avoir accès aux connaissances du marxisme-léninisme.

L'oppression des femmes a une double nature: l'esclavage salarié et l'esclavage sexuel. La science nous dit par conséquent que la conspiration bourgeoise visant à empêcher les femmes de se rallier au marxisme-léninisme prendra aussi une double forme: c'est-à-dire que la bourgeoisie proposera de fausses solutions pour chaque aspect de l'oppression des femmes afin de garder les femmes enchaînées dans leur double misère. Donc, parmi toute la cacophonie et la rhétorique, deux tendances principales émergent qu'on peut décrire en gros comme *l'économisme* et *le féminisme*.

L'économisme est l'idéologie bourgeoise qui cherche à duper la classe ouvrière dans les milieux de travail mêmes, pour la garder enchaînée à la bourgeoisie par le biais de l'esclavage salarié. Le féminisme est l'idéologie bourgeoise qui déploie beaucoup de rhétorique au sujet des souffrances éternelles des femmes afin de garder les femmes enchaînées à la maison, à la cuisine et asservies sexuellement. Les deux tendances sont féroceement anticommunistes, même si on sait qu'elles empruntent des masques communistes afin de se donner de la crédibilité parmi les masses qui aspirent à la libération socialiste.

Les deux tendances opportunistes coopèrent et rivalisent à la fois dans leur lutte pour l'hégémonie sur les masses féminines laborieuses. Elles affirment souvent leur haine féroce à l'égard l'une de l'autre, marquant des points à partir des faiblesses de l'autre; mais aussi souvent les deux tendances se serrent la main et convergent.

Chacune de ces deux formes de contre-révolution a la même base sociale dans les pays impérialistes: la petite bourgeoisie, de même que l'aristocratie ouvrière soudoyée grâce aux miettes tombées de la table des impérialistes. Ces couches sont soudoyées afin d'agir selon les intérêts de la bourgeoisie et ceci implique que leurs représentants politiques s'engagent à servir activement la bourgeoisie en détournant la colère des larges masses prolétariennes vers le réformisme, les illusions et les culs-de-sac.

Nous avons déjà vu comment l'économisme et le féminisme ont conspiré ensemble au début du XXe siècle quand la bourgeoisie impérialiste était jeune. Nous avons vu que l'aristocratie ouvrière a adopté dans les milieux de travail des politiques de chauvinisme mâle ouvert à l'intérieur des syndicats, en décidant que les femmes mariées ne devaient pas travailler pour le capital, en décidant que les femmes n'avaient besoin de rien sauf de salaires minimums parce que leur travail véritable se passait à la maison; en décidant que les femmes n'avaient pas besoin de et ne devaient pas se syndiquer ou s'engager dans des luttes soutenues et militantes pour appuyer leurs revendications. Nous avons vu qu'à ce complot de boss syndicaux s'est ajouté le développement du mouvement féministe dont les dirigeantes étaient souvent les femmes des boss syndicaux si elles n'étaient pas les femmes mêmes des bourgeois qui asservissaient les femmes au travail. Ces féministes qui faisaient des campagnes en faveur de réformes spécifiques et même de législations protectrices envers les femmes, se consacraient par-dessus tout à glorifier la position des femmes à la maison et à prouver que la maison constituait le but le plus important et ultime des femmes. La propagande féministe fut très utile aux boss syndicaux qui

l'ont évidemment utilisée dans les milieux de travail pour se servir du rôle des femmes et faire d'elles une armée de réserve dotée d'une vulnérabilité spécifique face à toutes les manipulations bourgeoises. Le féminisme a aussi tenté durant la deuxième décennie du XXe siècle et aux premiers jours de la Révolution bolchevique de détourner les femmes de leurs tâches productives et révolutionnaires en les pressant de poursuivre leur propre «libération sexuelle» individuelle et d'offrir leurs corps sur le marché du libre échange des femmes.

Il est donc clair que les deux formes d'opportunisme, l'économisme et le féminisme, ont travaillé historiquement main dans la main. Il ne sera pas surprenant de voir ce modèle historique se poursuivre et s'intensifier alors que la bourgeoisie s'enfoncé de plus en plus dans la crise. Alors que la petite bourgeoisie est de plus en plus rejetée dans les rangs supérieurs du prolétariat, alors que l'aristocratie ouvrière est de plus en plus prise de panique à cause de la perte de ses privilèges, elle combat avec une vigueur renouvelée pour de petites réformes graduelles qu'elle conçoit comme la clef pour le maintien de sa position privilégiée à l'égard des larges masses ouvrières.

L'économisme, c'est cette forme de spontanéisme qui s'accapare de luttes économiques des ouvriers sur les lieux de travail. Ce que font les économistes, c'est de travailler principalement à l'intérieur de la sphère des relations entre ouvriers et patrons; ils utilisent chaque côté et font jouer un côté contre l'autre en vue de loger leur hégémonisme quelque part entre les deux. Afin de garder les femmes enchaînées à l'esclavage salarié, les économistes s'infiltrèrent dans le mouvement ouvrier et accomplissent une grande variété de tâches. Quelques-uns d'entre eux sont des femmes qui cherchent à exercer l'hégémonie sur le mouvement syndical, petit mais grandissant, parmi les ouvrières, afin de s'assurer qu'il n'aille pas au-delà des limites de la politique bourgeoise et du trade-unionisme pour verser dans les revendications révolutionnaires, afin de s'assurer que les femmes ne fassent pas le lien entre leur oppression au travail et la nécessité de la révolution socialiste ainsi que la lutte pour la construction du parti. De nombreux autres sont des chauvins déclarés qui tiennent en mains des syndicats déjà établis, où les femmes ont toujours été impuissantes. Ces économistes utilisent un masque communiste pour propager l'idée selon laquelle le syndicalisme est la seule voie de lutte pour la révolution socialiste et, par conséquent, rabaissent automatiquement le rôle des femmes dans cette lutte, puisque seul un très petit pourcentage de femmes sont regroupées en syndicats. Il est très fréquent pour ces économistes de nier totalement l'oppression spécifique des femmes, n'admettant que l'oppression des femmes en tant qu'esclaves salariées. En agissant ainsi, ils ne font pas que tourner le dos aux masses féminines qui ne travaillent pas à l'extérieur, mais ils peuvent aussi colporter plus facilement leur ligne pourrie à l'effet que la façon dont les femmes doivent lutter pour leur libération, c'est de se «joindre à la lutte de classe», c'est-à-dire se battre pour de plus gros salaires sous l'hégémonie des économistes eux-mêmes.

Tandis que certaines femmes, et certains hommes, de cette couche privilégiée cherchent à étouffer les masses féminines prolétaires dans leur lutte pour le socialisme en les étouffant directement sur les lieux de travail, de nombreux (ses) autres — il s'agit principalement de femmes — se lancent eux (elles)-mêmes dans la lutte contre la vague puissante du capital qui entraîne les masses féminines, bon gré mal gré, sur le marché du travail. Historiquement, le droit de garder l'épouse à la maison pour accomplir le travail domestique a été une des «victoires» de l'aristocratie ouvrière dans sa recherche de privilèges auprès de la bourgeoisie impérialiste. Ainsi, il y a une couche de femmes qui ont pu éviter l'esclavage salarié grâce à la situation privilégiée de leurs maris sur le marché du travail, couche qui lutte contre la marche en avant du capital en luttant pour le droit de rester à la maison — ou bien d'aller sur le marché du travail à leurs propres conditions, à la recherche d'une carrière privilégiée de leur propre choix. En même temps, elles aident la bourgeoisie dans sa recherche grandissante d'un vaste réseau de femmes devant lui servir de prostituées et de concubines. Ces ménagères petites-bourgeoises, qui n'ont que du mépris pour les larges masses féminines dont les «carrières» consistent à laver les planchers la nuit chez Eaton ou à accomplir d'autres travaux semblables, ne parlent que de l'oppression sexuelle des femmes et pas du tout de leur oppression en tant qu'ouvrières. Elles forment la base sociale du féminisme dans les pays capitalistes avancés et elles blâment habituellement la «gauche» — les communistes — d'essayer d'entraîner les femmes au travail, plutôt que de blâmer la bourgeoisie. «Le salaire à la ménagère», un complot pour garder les femmes asservies dans la cuisine au moyen de l'institutionnalisation de l'esclavage domestique, constitue l'un de leurs courants les plus bruyants. Leur promotion de «l'expression non-inhibée de notre sexualité» accompagne à merveille «le salaire à la ménagère». La lutte pour garder les femmes isolées des hommes, ignorantes des vastes mouvements politiques se déroulant à l'échelle mondiale, informées seulement des questions féminines et de la page féminine dans le journal, et enchaînées à jamais à l'esclavage sexuel, a constitué la base et le but de leur travail politique.

Dans le reste de notre texte, nous allons examiner de manière détaillée ces deux vastes courants, l'économisme et le féminisme. Nous donnerons des exemples des deux courants, des exemples permettant de voir comment chacun utilise les erreurs et les déformations de l'autre en vue de mousser sa propre position erronée et en vue de la justifier en tant que courant politique. Nous montrerons, aussi, à quel point l'économisme et le féminisme convergent souvent, comment les courants opportunistes comme le révisionnisme et le trotskisme puisent joyeusement l'un dans l'autre afin de tromper le plus de femmes possible, de les amener à les suivre dans leurs culs-de-sac. C'est par la mise à nu de toutes les faussetés à la base de la double conspiration que le fil conducteur d'une juste stratégie pour la libération des femmes peut être tracé. Nous allons commencer par traiter de l'économisme.

L'Economisme

L'histoire de la classe ouvrière internationale prouve que le spontanéisme est un ennemi féroce du prolétariat dans sa lutte pour le socialisme. Lénine affirme:

«... tout culte de la spontanéité du mouvement ouvrier, tout amoindrissement du rôle de 'l'élément conscient'... signifie par là même — qu'on le veuille ou non, cela n'y fait absolument rien — un renforcement de l'influence de

l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers Il a fallu pour cela une lutte acharnée contre la spontanéité. (*Que Faire?*, LOC 5:389-392) L'idéologie de la spontanéité, c'est l'idéologie bourgeoise: **«la lutte est désirable si elle est possible; est possible celle qui se livre en ce moment. C'est là précisément la tendance de l'opportunisme illimité, qui s'adapte passivement à la spontanéité.»** (Ibid., p. 399.)

L'économisme est cette forme de spontanéisme qui se concentre sur les luttes économiques de la classe ouvrière sur les lieux de travail. L'erreur des économistes réside dans

la conviction que l'on peut développer la conscience politique de classe des ouvriers, pour ainsi dire de l'intérieur de leur lutte économique, c'est-à-dire en partant uniquement (ou du moins principalement) de cette lutte, en se basant uniquement (ou du moins principalement) sur cette lutte. Cette façon de voir est radicalement fautive....

La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. (Ibid., p. 431)

Le but de l'économisme est de détourner la classe ouvrière de la connaissance du socialisme scientifique, et donc de sa lutte de classe pour le socialisme, et de l'amener plutôt sous l'hégémonie des éléments corrompus qui prennent panique devant la perte de leurs propres privilèges de classe. Pour accomplir cette tâche réactionnaire, les économistes déversent des flots de propagande en vue de convaincre la classe ouvrière qu'elle est déjà engagée dans la lutte révolutionnaire, que sa lutte spontanée pour maintenir son niveau de vie sous le capitalisme est elle-même révolutionnaire. En concentrant son attention sur le milieu de travail, l'économisme empêche la classe ouvrière de voir **«tout abus, toute manifestation d'arbitraire, d'oppression et de violence, quelles que soient les classes qui en sont victimes... l'analyse et le critérium matérialistes à toutes les formes de l'activité et de la vie de toutes les classes, catégories et groupes de la population»** (ibid., p. 421). Par conséquent, conclut Lénine, **«quiconque attire l'attention, l'esprit d'observation et la conscience de la classe ouvrière uniquement ou même principalement sur elle-même, n'est pas un social-démocrate».** (Ibid.)

Cette dernière affirmation, absolument vraie, de Lénine, on peut s'y référer encore et encore dans notre travail pour arriver à une juste compréhension de *tous* les aspects de la vie et de l'activité de *toutes* les classes, couches et groupes de la population, c'est-à-dire, dans notre recherche d'un programme scientifique pour la révolution. Ceux qui sombrent dans l'économisme négligent d'innombrables autres questions de l'oppression, d'innombrables autres manifestations d'arbitraire et de violence exercées par la bourgeoisie impérialiste, en se concentrant simplement sur les luttes économiques de la classe ouvrière. Les économistes sont invariablement social-chauvins, par exemple; ils tournent le dos à l'oppression coloniale du nord autochtone et considèrent le peuple autochtone du Canada simplement comme plus d'individus pour peupler leurs lignes de piquetage. Ici nous avons l'occasion de montrer pleinement que l'économisme est aussi de façon inhérente une tendance mâle chauvine et qui travaille, de façon inhérente, à maintenir les femmes asservies du joug de l'oppression capitaliste. Cette vérité ressort lorsque nous examinons l'économisme à partir de n'importe lequel de plusieurs points de départ. Prenons quelques exemples.

A. La secondarisation de l'oppression spécifique des femmes

C'est un fait scientifique que l'oppression des femmes en société de classes prend deux formes fondamentales: l'esclavage salarié et l'esclavage sexuel. Aucun des grands maîtres du socialisme scientifique n'a jamais oublié cette vérité. Lénine affirme:

... En régime capitaliste, les femmes, la moitié de l'espèce humaine, sont doublement exploitées. L'ouvrière et la paysanne sont opprimées par le capital, et par surcroît, . . . elles restent confinées dans l'«esclavage domestique», elles sont des «esclaves du foyer» accablées par les travaux ménagers, les plus mesquins, ingrats, durs et abrutissants, et en général par les tâches domestiques et familiales individuelles. («La Journée internationale des travailleuses», LOC 32:168-9)

C'est parmi ces femmes que les capitalistes de tous les pays (à l'instar des propriétaires d'esclaves de l'antiquité et des seigneurs terriens du moyen âge), prennent autant de concubines qu'il leur plaît, au prix le plus «abordable». Nulle «indignation morale» (presque toujours hypocrite) devant la prostitution ne pourra rien contre ce commerce du corps féminin: aussi longtemps qu'existera l'esclavage du salariat, la prostitution est inévitable. Toutes les classes opprimées et exploitées de l'histoire ont toujours été obligées (et c'est en cela que consiste leur exploitation), d'abandonner à leurs oppresseurs, d'abord leur travail gratuit, et puis, leurs femmes dont les «seigneurs» faisaient leurs maîtresses. («Le capital et le travail des femmes», LOC 36:221)

Par définition, l'économisme fait des luttes salariales de la classe ouvrière, la base principale de son travail politique. Il en découle que l'économisme, par définition, rabaisse, banalise et oublie l'esclavage domestique des femmes, qui est à la racine de l'oppression spécifique des femmes *en tant que femmes*. Les femmes, pour les économistes, ne deviennent qu'une minorité de plus dans le prolétariat qui déambule sur les lignes de piquetage, dont la somme totale des activités le fera verser dans la révolution socialiste. Leurs articles se lisent à peu près comme suit: «Les Italiens dans les usines luttent pour de meilleurs salaires et pour le socialisme, les Portugais dans les usines luttent pour de meilleurs salaires et pour le socialisme, les Québécois dans les usines luttent pour de meilleurs salaires et pour le socialisme, les femmes dans les usines luttent pour de meilleurs salaires et pour le socialisme, les Autochtones dans les usines luttent pour de meilleurs salaires et pour le socialisme »

Jetons un coup d'oeil sur En Lutte, par exemple. Pendant des années En Lutte a rarement fait mention de la question des femmes, sauf en préparation de sa «Fête des Mères», à tous les 8 mars. Pour agrémenter sa théorie, sa pratique politique reste totalement mâle chauvine: les femmes sont repoussées à l'arrière-plan lors des conférences publiques, les cadres dirigeants et les porte-parole sont invariablement des hommes, les idées exprimées par les femmes sont gratuitement éconduites.

En avril 1977, En Lutte décidait d'ouvrir une chronique sur les femmes, probablement afin d'imiter son principal concurrent dans le recrutement de la petite bourgeoisie, la «Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada». La chronique servait presque exclusivement aux reportages sur la lutte spontanée pour les droits démocratiques chez les femmes, une chose qu'aucun journal libéral ou trotskiste n'aurait de difficulté à produire. Mais cet effort était déjà trop, beaucoup trop pour En Lutte. Lorsqu'il a expliqué ce pourquoi il avait décidé de supprimer la page des femmes, En Lutte mit de l'avant ceci: «Elle a conduit à aborder, à quelques reprises, les femmes par le seul bout de la lorgnette de leur oppression spécifique. Comme la chronique était là, alors l'intégration de la question des femmes de façon constante et régulière à l'ensemble du travail de la presse, aux questions politiques, économiques, internationales ou relevant du mouvement ouvrier ne s'est pas faite». (*En Lutte*, no 127, p. 8) Pour compenser son surmenage dû à la chronique spéciale sur les femmes, — qui, «à quelques reprises» faisait mention de l'oppression spécifique des femmes et qui, pour cette même raison, fut extirpée comme un poison, — En Lutte a soigneusement omis toute allusion aux femmes dans le reste de son radotage inepte.

Voici comment ces économistes perçoivent la nécessité de traiter de la question des femmes:

... c'est la conception même d'une chronique particulière, comme façon principale pour un journal communiste de rallier les femmes aux idées communistes, qui est erronée.

Pourquoi cette conception est-elle erronée? D'abord parce qu'il est faux de prétendre que les femmes ne s'intéressent d'abord qu'à leurs problèmes, qu'à leurs propres revendications, qu'à leurs propres luttes. Leur participation grandissante à la lutte des classes, leur implication dans l'actualité politique le prouvent amplement. Les ouvrières de Fleck ou des Postes, les Amérindiennes de la vallée du MacKenzie ou de Caughnawaga, les employés de soutien de l'Université York, sont au plus haut point concernées et impliquées dans des luttes avec l'ensemble du prolétariat contre la montée de la répression et de la réaction au pays, contre les attaques de l'Etat aux droits de grève, d'association, contre la non-reconnaissance des droits nationaux, contre le dépérissement des conditions de vie et de travail— Ces questions, la presse communiste doit en traiter, mais en ne les réduisant pas, en ne les isolant pas dans une chronique particulière. (*Ibid.*, p. 8)

Pour commencer, n'importe quel enfant d'école pourrait percevoir que les articles spéciaux sur les femmes ne présupposent *d'aucune façon* que «les femmes ne s'intéressent d'abord qu'à leurs problèmes, qu'à leurs propres revendications, qu'à leurs propres luttes». Celles qui se rangent invariablement du côté de la petite bourgeoisie, ont toujours la tête plongée dans le marais des journaux féministes. Les femmes qui lisent les journaux communistes le font précisément parce que leurs horizons sont élargis au-delà de la question de l'oppression spécifique des femmes, parce qu'elles cherchent à s'emparer des idées justes sur de nombreux aspects de la vie sociale. Ce qu'En Lutte leur dit, c'est que la question spécifique des femmes n'a *aucune* importance; que des articles particuliers sur le Québec, le Moyen-Orient ou les immigrants sont acceptables, mais que des articles particuliers sur les femmes ne sont pas acceptables, qu'ils sont une déviation féministe.

Et que propose En Lutte en remplacement d'un examen sérieux de la question spécifique des femmes? «Leur participation grandissante à la lutte des classes... ces questions, la presse communiste doit en traiter, mais en ne les isolant pas » En d'autres mots, de plus en plus de femmes font la grève, et la presse «communiste» doit rapporter ces grèves aussi fidèlement qu'elle le fait pour toutes les autres. (Pour En Lutte, la «lutte des classes» est l'équivalent des grèves, et le devoir de son journal est de «réfléter et systématiser la lutte des classes».) Et c'est tout. Fouiller la question des femmes plus en profondeur, relier les luttes des femmes en milieu de travail à quelques analyses spécifiques de l'oppression des femmes *en tant que femmes*, montrer comment la bourgeoisie se sert de la position vulnérable des femmes dans la famille afin de les surexploiter comme ouvrières — tout cela distrairait En Lutte de ses obsessions économistes.

Ainsi, pour En Lutte, les femmes deviennent un lot de plus de marionnettes dans son spectacle de guignols de trade-unionisme. Que ce soient les ouvrières de Puretex, de Bell Canada ou des banques canadiennes qui s'organisent et font grève, nous sommes chanceux de lire même de façon spécifique que les gens sur les lignes de piquetage sont des femmes. Son résumé de la récente lutte à Vancouver pour syndiquer les ouvriers des banques ne mentionne que les «employés de banque» et ne dit rien du fait que l'immense majorité des prolétaires qui permettent aux banques de faire de plus gros profits sont des femmes. (5 décembre 1978) En Lutte est tellement incapable de faire face à l'oppression spécifique des femmes qu'il hésite même à parler spécifiquement des femmes dans le contexte de leurs luttes économiques.

Dans les numéros 12 et 13 d'*Unité «prolétarienne»*, l'insipide revue «théorique» d'En Lutte, qui existe pour «**ériger les défauts en vertus.. justifier théoriquement leur idolâtrie, leur culte du spontané**» (Lénine, *Que Faire?*, LOC 5:385), En Lutte y va de quelques détails sur la question des ouvriers des banques. Il est ouvertement reconnu ici que l'immense majorité des prolétaires qui travaillent pour les grandes banques canadiennes sont des femmes. Nous aurons amplement l'occasion de nous référer à cette série d'articles d'En Lutte sur la structure du prolétariat canadien, parce qu'ils en disent gros sur toute la justification de l'impérialisme par En Lutte, sur son spontanéisme et son chauvinisme mâle. Pour l'instant, nous voulons simplement noter que le fait que les ouvriers des banques sont majoritairement des femmes est affirmé, en fait plusieurs fois, mais à partir de ce moment on le laisse tomber. On aurait tout aussi bien pu nous dire que la majorité des ouvriers des banques au Canada ont les cheveux bruns ou qu'ils mangent des Corn Flakes. Aucun effort du tout n'est déployé pour montrer que les banques se servent de *l'oppression spécifique des femmes* pour maintenir les ouvrières des banques aussi faiblement rémunérées, pour rendre si difficile leur lutte pour la syndicalisation, pour leur imposer le harcèlement — y compris le harcèlement sexuel — au travail. Aucune mention de la façon dont la bourgeoisie cherche à

attirer les clients dans ses banques en vendant l'image de la caissière sexuellement attirante, qui retient le nom de chaque client, c'est-à-dire en se servant de la sexualité des femmes comme marchandise publicitaire. En Lutte est tellement sourd et aveugle devant les conditions spécifiques des femmes en société capitaliste qu'il évite la chance la plus manifestement évidente d'établir le lien entre l'oppression spécifique des femmes et leur oppression en tant qu'ouvrières:

L'utilisation à une large échelle du travail à temps partiel fait aussi partie de l'arsenal des banques dans leurs tentatives de payer le moins possible tout en soutirant le maximum de travail possible. En 1975, 21,437 personnes étaient embauchées à temps partiel, dont 19,725 femmes. Pour un employé sur six, la situation est donc encore plus difficile. Ces conditions, jointes aux diverses vexations dont sont victimes particulièrement les femmes prolétaires, aux horaires difficiles imposés, entraînent un taux élevé de roulement de personnel subalterne: deux ans ou deux ans et demi, voilà à peu près la moyenne de durée d'un emploi prolétarien dans les banques. En un certain

sens, cela montre le peu d'attachement du prolétaire envers le capitalisme. Avant tout, le prolétaire est propriété de la classe capitaliste, il changera donc de capitaliste individuel, de secteur, sans que ça ne change quoi que ce soit à sa situation. Partout il ne sera qu'un bras pour le Capital. (Unité «prolétarienne» 13:38)

Très bon, En Lutte ! La plupart des ouvriers à temps partiel sont des femmes; les ouvrières subalternes souffrent un très haut taux de roulement. Rien que n'importe quel sociologue bourgeois n'aurait pas pu relever. Mais pourquoi — pourquoi les femmes sont-elles si faiblement liées au marché du travail, pourquoi sont-elles écrasées par le travail à temps partiel, pourquoi quittent-elles constamment leurs emplois après de courtes périodes seulement, pour rester aux niveaux d'ancienneté et de promotion les plus bas tout au long de leur vie active? Cela aurait-il quelque chose à voir avec la position spécifique des femmes dans la famille, avec la nature privée du travail domestique? La bourgeoisie pourrait-elle maintenir les femmes dans les couches les plus basses du milieu ouvrier en jouant sur l'oppression spécifique des femmes? C'est là qu'En Lutte arrête parce que le lieu des préoccupations devrait se déplacer du milieu de travail vers la maison, lieu de l'esclavage domestique des femmes. Et En Lutte ne voudrait pas débattre de la question des femmes «de façon isolée, dans leur propre chronique spéciale» !

Lorsqu'En Lutte a traité de questions spécifiques aux femmes, ce fut toujours au niveau des plus petites batailles pour des réformes graduelles, réalisables, comme des garderies gratuites à 100% et des congés de maternité. Mais ce qu'En Lutte avance en traitant de ces questions n'a rien à voir avec l'éducation politique, l'éducation marxiste à propos de la double oppression des femmes. En Lutte soulève les questions de garderies et de congés de maternité afin de se placer lui-même à la tête des deux luttes quotidiennes les plus spontanées de la classe ouvrière, les présentant comme révolutionnaires, proclamant l'importance de «revendications concrètes promettant des résultats tangibles» (comme les économistes du temps de Lénine insistaient constamment à le faire), et détournant les masses de la lutte pour le parti. Lorsqu'En Lutte parle des ménagères, c'est seulement pour parler d'elles dans le contexte de leur appui aux maris en grève. Lorsqu'En Lutte mentionne les conditions spécifiques des femmes, ce n'est qu'un peu plus de spontanéisme, un peu plus de diversion.

Et cette diversion économiste est un régal pour les féministes. Avec quelle joie les féministes montrent-elles du doigt le chauvinisme mâle paternaliste d'En Lutte et de ses pareils pour prouver ce qu'elles disent. Ce qu'elles disent, bien sûr, c'est que la «gauche» est purement mâle et n'a rien à offrir aux femmes; leur but, c'est l'anti-communisme et la perpétuation de l'isolement et de l'oppression des femmes. Les rangs des féministes ont toujours été engraisés par des petites bourgeoises fuyant ces politiciens bourgeois qui désirent garder les femmes comme dactylos et «groupies». Comme l'économisme se raccroche encore et encore, et avec lui son chauvinisme mâle, les prétextes des féministes font de même, pour exiger que les femmes s'organisent dans un mouvement autonome. L'économisme est un fertilisant naturel. Ce qu'il fertilise, c'est la graine féministe.

B. Mépris de la théorie, dédain du facteur subjectif

Le système capitaliste lui-même prépare quotidiennement les conditions objectives de la révolution socialiste. Marx dit:

Dès que ce procès de transformation a décomposé suffisamment et de fond en comble la vieille société, que les producteurs sont changés en prolétaires et leurs conditions de travail en capital, qu'enfin le régime capitaliste se soutient par la seule force économique des choses, alors la socialisation ultérieure du travail, ainsi que la métamorphose progressive du sol et des autres moyens de production en instruments socialement exploités, communs, en un mot l'élimination ultérieure des propriétés privées — va revêtir une nouvelle forme. Ce qui est maintenant à exproprier, ce n'est plus le travailleur indépendant, mais le capitaliste, le chef d'une armée ou d'une escouade de salariés.

Cette expropriation s'accomplit par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste. . . . A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. (Le capital, éd. Garnier-Flammarion, vol 1, p. 566)

Ainsi donc, la création, la discipline et l'organisation du prolétariat en classe en soi, la socialisation du travail, le retour périodique des crises et la révolte spontanée de la classe ouvrière font tous partie de la base fondamentale de la révolution socialiste. Ils sont tous partie intégrante du système capitaliste et en sont les produits inévitables. Lénine affirme: «**La lutte syndicale est une des manifestations permanentes, toujours nécessaires en régime capitaliste, obligatoires à tout moment, de l'ensemble du mouvement ouvrier.**» («AS.I. Goussev», LOC 34:369) Et c'est la bourgeoisie qui établit les

conditions objectives de la révolution socialiste. C'est la bourgeoisie qui entraîne, organise et discipline le prolétariat. C'est la bourgeoisie qui entraîne les femmes au travail en nombre sans cesse croissant, alors qu'elles sont obligées d'aller travailler parce qu'elles et leurs familles ne peuvent survivre autrement. C'est la bourgeoisie qui dirige et qui s'assure de l'hégémonie politique sur les luttes spontanées de la classe ouvrière pour son auto-défense.

Les communistes ne sont pas des agents de la bourgeoisie et ils ne s'assignent pas les tâches de la bourgeoisie. Les communistes ne s'assignent pas le travail de créer le prolétariat en classe en soi, de substituer le monopole à la concurrence, de créer des crises périodiques, de créer ou de diriger le mouvement ouvrier bourgeois, ou d'entraîner les masses féminines au travail. La tâche des communistes, c'est de préparer le facteur subjectif pour la révolution: la création et l'organisation du parti marxiste-léniniste, d'apporter le socialisme scientifique à la classe ouvrière et de diriger la lutte de classe politique pour la révolution socialiste. Lénine déclare:

C'est l'affaire de la bourgeoisie de développer les trusts, de rabattre vers les fabriques les enfants et les femmes, de les y martyriser, de les pervertir, de les vouer au pire dénuement. Nous ne «revendiquons» pas ce genre de développement, nous ne le «soutenons» pas, nous luttons contre lui. Mais comment luttons-nous? Nous savons que les trusts et le travail des femmes dans les fabriques marquent un progrès. Nous ne voulons pas revenir en arrière, à l'artisanat, au capitalisme prémonopoliste, au travail des femmes à domicile. En avant, à travers les trusts, etc., et au-delà, vers le socialisme! («Le programme militaire de la révolution prolétarienne», LOC 23:89)

Ainsi, pour rallier l'avant-garde du prolétariat féminin, les communistes se servent de la science pour savoir où se situe le prolétariat féminin — une situation objective créée par les lois du système impérialiste — et pour entrer dans l'arène où se trouve ce prolétariat féminin afin d'apporter la connaissance du socialisme scientifique.

Les économistes, cependant, ne sont pas des communistes. Ils ne sont pas engagés dans la création du facteur subjectif pour la révolution. Ce sont des agents de la bourgeoisie, qui s'allient à la bourgeoisie dans leur travail et qui s'assignent les tâches de la bourgeoisie. Ainsi les économistes perçoivent-ils leurs tâches comme étant celles de la préparation des conditions *objectives* pour la révolution. Lorsque se pose la question des femmes, ils voient conséquemment comme étant de leur ressort de presser les masses féminines à aller au travail et d'organiser leur lutte spontanée pour l'auto-défense. En agissant ainsi, leurs cris de bataille sonnent tout à fait marxistes: «Femmes, intégrez-vous à la production sociale! Joignez-vous à la lutte de classe!»

Les marxistes savent que ce n'est pas l'intégration à la production sociale qui, par elle-même, libérera les femmes. Sous l'impérialisme, l'intégration des femmes à la production sociale est modelée sur une rigide ségrégation sexuelle du milieu de travail, ségrégation qui trouve sa justification dans l'esclavage domestique des femmes et qui maintient pour les travailleuses des salaires qui sont la moitié de ceux des hommes. De plus, l'intégration des femmes au milieu de travail s'accompagne, sous l'impérialisme, d'une grave insécurité d'emploi, de travail à temps partiel et d'innombrables autres expressions de chômage et de sous-emploi et elles sont toujours écrasées sous le fardeau du travail domestique privé à leur retour à la maison. Ainsi les marxistes savent que l'intégration des femmes à la production sociale sous le capitalisme, bien qu'elle jette les bases objectives pour la libération des femmes et qu'elle soit par conséquent un fait historique progressiste, ne fait néanmoins qu'écraser davantage les masses féminines sous le poids de l'oppression; que la libération des femmes requiert l'intégration des femmes à la production *sous le socialisme*, avec la socialisation du travail domestique; que cela exige en retour la dictature du prolétariat, sous la direction du parti marxiste-léniniste; que **«seul un parti guidé par une théorie d'avant-garde est capable de remplir le rôle de combattant d'avant-garde»**. (Lénine, *Que Faire?*, ELE, p. 30) Ce n'est donc pas en disant aux femmes de se trouver une «job» que les communistes vont diriger la libération des femmes. Les femmes vont se trouver des emplois, quoi que disent les communistes sur ce sujet. C'est en bâtissant une organisation forte, avec une unité d'acier, monolithique, une unité autour d'une juste stratégie pour la révolution et son application juste, et en ralliant les meilleurs éléments du prolétariat féminin aux premiers rangs de cette organisation que les communistes assureront la direction aux femmes dans leur lutte pour la libération.

En tournant le dos à la préparation du facteur subjectif, et en pressant plutôt la bourgeoisie de continuer alors qu'elle entraîne les femmes au travail, les économistes font preuve des plus profonds mépris et aversion pour la théorie marxiste-léniniste, le savoir marxiste-léniniste. Les économistes ne cherchent pas à apporter aux femmes la connaissance qu'elles désirent ardemment; au contraire, si les femmes prolétaires acquièrent cette connaissance socialiste, elles découvriront très tôt qu'elles n'ont aucunement besoin des économistes, parce qu'il y a plein de bourgeois pour les entraîner sur le marché du travail et pour diriger leurs grèves. Ainsi les économistes traitent les femmes comme des enfants ignorants qui seraient incapables de comprendre la science et qui, de toute façon, n'en ont pas besoin pour ce qu'elles ont à faire.

Prenons, par exemple, le supplément spécial *d'En Lutte* pour la célébration de sa «fête des mères» du 8 mars 1978 (no 108) «Pas de révolution sans participation des femmes! Pas de libération des femmes sans révolution!» proclame la manchette en gros rouge. La femme intéressée pouvait ouvrir ce supplément pour connaître certaines idées, comment réaliser cette révolution, ou cette libération. A la place, elle est condamnée à quatre pages de photos de femmes de partout à travers le monde, un *National Geographic* de la révolution socialiste. La dernière page informe cette femme: «Ici, au Canada, la révolution est aussi commencée.» Les femmes sont censées apparemment se rallier au grand spectacle son et lumière de l'éditeur d'Oppression Illustrée. De toutes les insultes vulgaires, paternalistes, mâles chauvines d'En Lutte à l'égard des femmes, de tous ses poèmes simples à lire sur sa fête des mères, et de tous ses manuels mode-d'emploi sur la libération des femmes, ce supplément doit bien être le plus bel exemple.

En Lutte remplit ses pages féminines de photos, de slogans faciles à comprendre et d'espaces blancs parce qu'il n'a rien à dire sur la situation concrète des femmes au Canada. En Lutte n'a aucun intérêt pour les larges masses d'ouvrières sauf lorsqu'elles se mettent en évidence en faisant du piquetage, et alors En Lutte court à la tête de la ligne de piquetage pour en

prendre la direction. En Lutte ne mentionne jamais le rôle que joue l'oppression spécifique des femmes dans la ségrégation des femmes en milieu de travail et la relégation des femmes aux couches les plus basses du marché du travail qui s'ensuit. Traiter de cette question exigerait que l'on accorde un peu d'attention à la théorie marxiste-léniniste, exigerait que l'on porte un peu d'attention au fait que les femmes sont accablées d'une *double oppression* qui doit être anéantie pour que les femmes soient libérées. Cela exigerait qu'En Lutte se sorte la tête hors du borbier de l'économisme.

En Lutte ne sait pas comment relier l'esclavage domestique à l'esclavage salarié, ou comment relier ces deux phénomènes à la lutte pour construire le parti. Staline déclare:

. . . La première tâche du prolétariat et de son détachement avancé, le parti communiste, c'est de s'engager dans une lutte décisive pour la libération des ouvrières et des paysannes de l'influence de la bourgeoisie, pour l'éducation politique et l'organisation des ouvrières et des paysannes sous la bannière du prolétariat. («International Women's Day, 1925», tel que cité dans *The Woman Question*, NY: International Publishers, p. 44, notre traduction)

En refusant d'apporter aux femmes l'éducation politique, l'éducation *marxiste*, en refusant de s'engager dans la tâche de l'organisation politique du prolétariat féminin autour des lignes correctement définies par Lénine et Staline, En Lutte néglige les tâches fondamentales qui sont requises pour le ralliement des femmes à la lutte pour la libération, pour le ralliement des femmes à la bannière du prolétariat.

En Lutte est totalement incapable de lutter contre le féminisme. Ce n'est qu'avec une juste compréhension de l'oppression spécifique des femmes que peut être menée la lutte contre le féminisme, parce que le féminisme est précisément la lutte d'une couche de petites bourgeoises prises de panique pour garder les femmes dans un état de sujétion sexuelle et de servitude. Donc, pour En Lutte, le féminisme ne devient qu'une menace à son trade-unionisme, comme il l'a révélé en expliquant l'abolition de sa chronique sur les femmes.

Ce n'est pas en luttant uniquement pour leurs revendications spécifiques que les femmes vont faire avancer la lutte pour le socialisme, mais en s'impliquant dans tous les combats de la classe ouvrière. (*Unité «prolétarienne»*, no 4, p. 17)

Contrairement aux réformistes qui avancent que les femmes s'émancipent en grimant individuellement dans les échelons de la société, contrairement aux féministes qui tentent d'isoler la lutte des femmes du combat de toute la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste, c'est en soudant l'unité de fer avec leurs frères de combat que les femmes du monde avancent dans le chemin de leur libération. (*En Lutte*, no 108, supplément, p. 2)

Quiconque a la moindre connaissance de la ligne d'En Lutte sait bien ce qu'En Lutte veut par là—joignez-vous à votre syndicat!

En tournant le dos à l'analyse concrète et à la théorie marxiste-léniniste, En Lutte tourne le dos aux femmes, parce que les conditions des femmes ne peuvent être expliquées par la lutte économique seulement. En sabotant la lutte pour le parti, En Lutte tourne le dos à la libération des femmes, parce que celles-ci ne peuvent être libérées sans le parti prolétarien. En gardant les yeux rivés sur le milieu de travail, En Lutte ne peut même pas arriver à une vision juste des femmes au travail, parce que la position même des femmes au travail est liée à l'oppression spécifique des femmes. Et rien de tout cela ne peut être expliqué correctement sans la reconnaissance et la mise en pratique du rôle dirigeant de la théorie marxiste-léniniste. En négligeant si totalement la préparation des facteurs subjectifs pour la révolution, En Lutte ne fait que rallier la bourgeoisie pour maintenir les conditions objectives qui gardent les femmes enchaînées à l'esclavage salarié.

Ce n'est là qu'un exemple de plus de la nature mâle chauvine de l'économisme.

C. Une caricature des usines, et l'économisme impérialiste.

Donc les économistes lancent constamment aux masses féminines le cri de guerre selon lequel elles devraient quitter la maison et se trouver un emploi. Mais ils ne lancent pas cet appel à l'aveuglette. Un courant opportuniste et très économiste consiste à appeler les femmes à se trouver des emplois pas n'importe où, mais particulièrement dans les usines. Quand ce courant parle des femmes sur le marché du travail, il met l'accent de façon écrasante sur le travail en usine.

C'est une ligne très dure à soutenir, parce que le travail en usine n'est pas une des dix occupations les plus répandues des femmes canadiennes. Le travail de bureau est de loin l'occupation la plus répandue des femmes canadiennes: de même la vente, le travail de serveuse, le travail hospitalier et le travail domestique emploient tous plus de femmes au Canada que le travail en usine. Et à mesure que l'impérialisme s'approche de son effondrement, les emplois en usine pour les femmes sont en déclin absolu tandis que les emplois dans les secteurs des ventes, des services et de bureau s'étendent alors même que la crise s'intensifie. Pourtant, si nous devons écouter ces révisionnistes, nous en concluons que la plupart des femmes qui travaillent directement pour la bourgeoisie travaillent à l'intérieur des usines.

Les femmes qui travaillent dans les usines sont sans doute parmi les femmes prolétaires les plus opprimées et elles le sont depuis la naissance de la révolution industrielle. Historiquement, elles ont livré les batailles les plus amères pour les revendications humaines les plus élémentaires; la discipline et l'organisation qu'elles apprennent dans les usines mûrissent leur réceptivité à la conscience de classe. Néanmoins, cela n'explique pas pourquoi ces économistes présentent les choses comme si 80% du prolétariat féminin travaillait dans les usines, quand en fait c'est l'inverse qui est vrai.

La prétendue «base» théorique d'une telle ligne, colportée partout dans les journaux économistes (le journal de la Ligue, *La Forge*, est un exemple de ce courant — aucune analyse n'a été faite, mais en pratique c'est la façon dont *La Forge* considère la classe ouvrière), c'est la «théorie» voulant qu'il faille être engagé directement dans le travail productif pour être un «vrai ouvrier».

Souvent ces analyses sont si totalement coupées de la réalité, du socialisme scientifique, qu'elles ne reconnaissent même pas comme productif le travail qui est affecté à la production des services, mais se concentre exclusivement sur la production de biens matériels.

Le Parti communiste français (révisionniste) a récemment publié une longue justification de ses politiques infectes, y inclus une défense de cette «théorie».

Sa définition de la classe ouvrière est la suivante:

A la différence des membres d'autres couches ou catégories sociales de salariés, l'ouvrier est directement associé aux moyens de travail; il les met en oeuvre, dans le cadre de la production matérielle; il est un producteur direct de marchandises; il se trouve ainsi à l'origine de la plus-value que s'approprient ensuite les capitalistes. La classe ouvrière est donc constituée de l'ensemble des salariés qui, par leur action sur les moyens matériels de production, créent pour les capitalistes de la plus-value, du capital. (*Le capitalisme monopoliste d'Etat*, tome 1, Paris: Editions sociales, 1976, p. 213)

Les révisionnistes mettent les ouvriers du commerce et des bureaux en opposition directe aux «vrais ouvriers» en disant: «Les employés (de bureau et dans la vente) ne participent pas *directement*, pour l'ensemble, à la production matérielle», (ibid) Et plus loin:

L'appartenance à la classe ouvrière implique nécessairement activité productive salariée créatrice de plus-value, mais la classe ouvrière ne comprend pas, pour autant, tous les travailleurs salariés. . . . Le critère déterminant de l'appartenance à la classe ouvrière: la création de plus-value dans la sphère de la production matérielle. (Ibid, pp. 217,219)

Le parti révisionniste termine son examen de cette question en assurant ses lecteurs que seule cette analyse est conséquente avec la conception matérialiste de l'histoire, avec la juste compréhension du développement des forces productives.

En Lutte a récemment publié une critique de cette ligne du parti révisionniste de France, sans oser mentionner, toutefois, qu'En Lutte lui-même charriait exactement la même ligne en 1974, et il a refusé de bouger là-dessus lorsqu'il fut confronté à cela:

Au Canada, c'est avec la petite-bourgeoisie, en particulier ses couches inférieures, que le prolétariat doit d'abord compter. En effet, ces couches sociales, c'est-à-dire les employés de commerce et de bureau*, les fonctionnaires subalternes, les enseignants, les petits agriculteurs et commerçants, les ménagères, une fraction importante des étudiants, les employés manuels etc., ont à souffrir des contradictions du capitalisme dont ils font dans une large mesure les frais du développement actuel . . . il est certain que ces couches sociales sont appelées à constituer une force d'appui considérable au mouvement révolutionnaire dirigé par le prolétariat... (*En Lutte* vol. 2 no 8, supplément, p. 9)

Les opportunistes ont des raisons spécifiques de glorifier l'ouvrier industriel aux dépens de l'ouvrier d'autres secteurs de la société capitaliste. Ces raisons résident dans la nature même de l'impérialisme lui-même, et dans ses relations à la couche opportuniste.

Le *Que Faire?* de Lénine démasque l'essence de l'économisme tel qu'il s'était manifesté dans sa lutte pour transformer le mouvement ouvrier de Russie en un appendice de la bourgeoisie libérale. Sous l'impérialisme, l'économisme a fleuri en économisme impérialiste.

Le capitalisme a triomphé, — donc il ne faut pas réfléchir aux questions politiques, raisonnaient les vieux «économistes». . . . L'impérialisme a triomphé, — donc il ne faut pas penser aux questions de la démocratie politique, raisonnent les «économistes impérialistes» actuels. («Une caricature du marxisme et à propos de l'économisme impérialiste», LOC 23:28)

L'économisme impérialiste est l'opportunisme dans sa plénitude. Ses tenants ont été corrompus par les surprofits de l'impérialisme et doivent leur existence aux exploits internationaux de la bourgeoisie impérialiste. Ils se servent de l'économisme pour porter l'idéologie de l'impérialisme international dans les rangs du prolétariat, pour défendre la bourgeoisie impérialiste en faisant traîner par le mouvement ouvrier la ligne des besoins de l'impérialisme.

Au cours de leur défense tout-azimut du système impérialiste, les opportunistes tentent constamment de masquer l'existence même de l'impérialisme. Aussi leurs «analyses» de la structure de la classe ouvrière sous l'impérialisme «oublent» invariablement le fait que cette structure a profondément changé depuis les jours du capitalisme de libre concurrence.

* Notez que la distinction dans la terminologie — «ouvriers» versus «employés des ventes et de bureau» — est identique à celle utilisée par le «PCF» deux ans plus tard. Le «PCF» pourrait-il avoir appris sa politique de Charles Gagnon?

Staline montre clairement que ce qui gouverne l'impérialisme, c'est la loi du profit maximum.

L'actuel capitalisme de monopole ne demande pas le profit moyen, mais le maximum de profit, nécessaire pour réaliser plus ou moins régulièrement la reproduction élargie. (*Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, ELE, p. 39)

Comme nous l'avons montré dans notre examen des femmes ouvrières, les profits sont beaucoup plus élevés là où l'investissement en capital constant est beaucoup plus bas. Par conséquent la bourgeoisie impérialiste est constamment détournée d'investir dans les secteurs qui exigent un investissement beaucoup plus grand en machinerie. Aussi bien, le travail en usine est beaucoup, et de loin, plus syndiqué que les autres travaux, et la bourgeoisie réalise des profits plus

faibles dans des secteurs où les salaires sont les plus élevés. Donc elle cherchera à investir, par exemple, dans le secteur des services, où les salaires sont bas, la syndicalisation faible, et les coûts en équipement pas trop élevés. Le secteur des services est celui qui grandit le plus rapidement dans l'économie impérialiste en temps de crise; il absorbe un grand nombre de femmes alors qu'elles envahissent le marché du travail.

Mais, pour le parti révisionniste de France, un ouvrier des services n'est pas un «vrai ouvrier» parce qu'il(elle) n'est pas un(e) «producteur(trice) direct(e) de marchandise» ou, comme l'a dit Adam Smith, ne produit pas des «marchandises vendables» mais seulement «des services qui disparaissent à l'instant même où ils sont rendus» (Marx a longuement attaqué Adam Smith pour cette position, comme nous l'avons déjà montré). Ainsi les masses grandissantes d'ouvriers — plusieurs d'entre eux étant des femmes — qui créent de la plus-value par leur travail dans le secteur des services, sont-ils éliminés dans cette «analyse». En présentant une telle analyse, les révisionnistes nient la loi du profit maximum en tant que moteur du système impérialiste, et ils présentent le prolétariat industriel (à très forte majorité masculin) comme la «seule classe vraiment révolutionnaire».

Plutôt que d'investir dans de nouvelles usines, les capitalistes touchent aussi des taux de profit beaucoup plus élevés à «tondre les coupons» et à investir dans les ventes, les banques, l'assurance et autres secteurs improductifs où leurs profits se réalisent en s'arrachant la plus-value produite ailleurs par les ouvriers. Ces secteurs grandissent également très vite, particulièrement à mesure que les impérialistes intensifient leur concurrence entre eux pour le repartage du monde et qu'augmentent leurs besoins de paperasse et de comptabilité; ces secteurs grossissent beaucoup plus vite que ceux des usines, à cause précisément du besoin de profit maximum pour l'impérialisme. Là encore, ils absorbent les masses féminines alors qu'elles quittent la maison pour envahir le marché du travail.

Lénine est clair: **«L'impérialisme est le capitalisme sur son déclin, mais ce déclin n'est pas achevé. L'impérialisme agonise, mais il n'est pas mort.»** («Textes pour la révision du programme du parti», LOC 24:477) Ainsi, c'est l'improductivité, et non la productivité, qui est principale dans l'économie impérialiste, parce que l'impérialisme n'est pas principalement un système progressiste.

Que l'impérialisme soit un capitalisme parasitaire ou pourrissant, c'est ce qui apparaît avant tout dans la tendance à la putréfaction... la bourgeoisie impérialiste démocratique républicaine... et (la bourgeoisie impérialiste) réactionnaire monarchiste... pourrissent sur pied. («L'impérialisme et la scission du socialisme», LOC 23:117)

L'idée que les seuls «vrais ouvriers» sont ceux du prolétariat industriel, produisant des «marchandises vendables» a fait faillite même sous le capitalisme de libre concurrence. Non seulement ne tient-elle pas compte des ouvriers des services, mais elle efface les ouvriers improductifs, que Marx et Engels reconnaissaient pleinement comme membres du prolétariat. Marx soutenait:

... la glorification apparente des ouvriers productifs n'est en fait que la glorification des capitalistes industriels, par opposition aux propriétaires fonciers et à ces capitalistes financiers qui vivent seulement de leurs revenus. (*Théories sur la plus-value*, Tome I, éditions sociales, p. 307)

Une fois posée la question de l'impérialisme, cette glorification du capitaliste industriel se transforme en une apologie de l'essence même de l'impérialisme, c'est-à-dire de sa nature parasitaire et en putréfaction. C'est au fond une tentative pour dépeindre l'impérialisme comme étant fondamentalement productif et, donc, progressiste. Et c'est aussi une plate négation de la structure fondamentale de la bourgeoisie impérialiste, laquelle est une *fusion* du capital industriel et du capital bancaire, pour constituer *le capital financier*. Comment une distinction stratégique aussi cruciale peut-elle possiblement se faire entre le prolétariat industriel et les «employés» non industriels de l'économie impérialiste lorsque la distinction entre la bourgeoisie industrielle et la bourgeoisie marchande s'est effacée? Le prolétariat n'est-il pas le produit du capital? Sous le capitalisme de libre concurrence, le capitaliste industriel et le capitaliste commercial étaient distincts, mais ils appartenaient tous deux à la même classe; de même pour leurs travailleurs. Combien plus sous l'impérialisme, alors que le capital industriel et le capital commercial ont fusionné et, en tant qu'unité simple, embauchent une vaste armée d'ouvriers pour combler les nombreux besoins interreliés de ce vaste système?

Mais les opportunistes ne peuvent se confronter à Lénine ou à Staline sur la question de l'impérialisme, parce que leur carrière consiste à cacher à la classe ouvrière la nature de l'impérialisme, pour mieux en récolter les miettes du surprofit. Ainsi ils ne disent rien sur la loi du profit maximum, ou sur la tendance de l'impérialisme à la putréfaction; en gardant secrets ces faits, ils s'efforcent de présenter l'impérialisme comme un système progressiste. C'est pourquoi ils prétendent que la structure de la classe ouvrière n'a pas changé depuis les jours du capitalisme de libre concurrence, ou bien qu'il s'est produit une simple extension graduelle de la situation des affaires sous le capitalisme de libre concurrence, niant le bond qualitatif survenu avec l'avènement de l'impérialisme.

Donc l'économisme impérialiste est — encore une fois — de par sa nature même, mâle chauvin, parce qu'en ne tenant pas compte des secteurs de profit le plus élevé pour l'impérialisme, il ignore le prolétariat féminin, les ouvriers les plus exploités de l'impérialisme.

Cette ligne opportuniste sert aussi à saper la révolution socialiste parce que c'est une négation implicite de la prédiction irréfutable de Marx qu'avec la marche du capital **«la société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées: la bourgeoisie et le prolétariat».** (*Manifeste du parti communiste*, ELE, p. 31) La logique de la ligne révisionniste, c'est que les masses féminines au cours des décennies passées ont été continuellement retirées de la maison et jetées dans les rangs de la petite bourgeoisie, que ces femmes servent d'armée de réserve de la petite bourgeoisie, que la petite bourgeoisie s'étend à un rythme beaucoup plus rapide que le prolétariat, que la petite bourgeoisie est une classe montante et qui devient toujours plus forte avec l'approfondissement des besoins de

l'impérialisme agonisant. Cela serait sans aucun doute un autre exemple de «l'application créatrice du marxisme-léninisme» que les révisionnistes ont toujours été prêts à offrir pour étrangler la révolution socialiste.

Les ravages accomplis par cette ligne politique sont incalculables; la conception voulant que seuls ceux qui produisent la plus-value (particulièrement dans les usines) soient de «vrais ouvriers», a semé une grande confusion dans les rangs des authentiques marxistes-léninistes. Il est crucial, dans la tâche du ralliement au marxisme-léninisme de l'avant-garde du prolétariat, de démasquer cette ligne comme étant une apologie de l'impérialisme et une ligne qui perpétue l'oppression des femmes et empêche le ralliement de l'avant-garde féminine.

Dans le processus de la mise à nu de cette ligne, il est nécessaire, comme d'habitude, de démasquer les inévitables adaptations centristes du marxisme qui se glissent à ces moments où les positions les plus ouvertement révisionnistes sont discréditées. Et, comme d'habitude, En Lutte se dresse comme un éclatant exemple d'une telle adaptation centriste. En Lutte a publié récemment une grande attaque contre le parti révisionniste français pour sa ligne sur cette question, mais en lisant la nouvelle analyse d'En Lutte — publiée sans la moindre auto-critique sur sa précédente analyse dans *Créons* — nous pouvons trouver la ligne révisionniste qui s'y cache.

En Lutte attaque fermement les révisionnistes en disant:

On peut voir le ridicule des théories qui prétendent que le prolétariat se définit... comme le prétendent les révisionnistes, sur la seule base de la production de la plus-value et d'un travail directement productif. (*Unité «prolétarienne»*, no 2, p. 28)

Pour En Lutte, par conséquent, tout secteur d'ouvriers qui occupent la même place dans les rapports sociaux du capital que celle occupée par le prolétariat industriel est habilité à participer au mouvement spontané «contre la bourgeoisie canadienne et son Etat» et donc à faire partie de l'«unité prolétarienne» d'En Lutte.

Maintenant voyons voir quel rôle En Lutte assigne à ces tout nouveaux secteurs du prolétariat, et pourquoi ce rôle.

. . . la croissance remarquable de la classe ouvrière canadienne n'a pas pour autant diminué le rôle déterminant du prolétariat industriel,* qui représente encore le principal contingent prolétarien.

Mais la place du prolétariat industriel ne réside pas uniquement ni même principalement dans son nombre; elle est plutôt une conséquence de la place centrale qu'il occupe dans la production capitaliste. Principale force productive de la plus-value, c'est le prolétariat industriel qui produit le capital que se divisent et se répartissent ensuite les différents secteurs capitalistes et il constitue pour cette raison la cible principale de leurs attaques. Il est aussi placé dans un rapport avec le capital qui favorise le développement de sa conscience de classe.

De la même façon, l'augmentation rapide des autres couches prolétariennes des secteurs non-productifs est, comme nous l'avons vu, directement dépendante de la productivité croissante du travail productif; le développement de ces couches prolétariennes constitue donc lui-même une démonstration du rôle central occupé par le prolétariat industriel à l'intérieur du régime capitaliste, ce qui en a toujours fait la base solide sur laquelle les communistes ont fondé leur organisation. (*Ibid.*, p. 36)

Et, plus loin:

Ce n'est pas une question de nombre, mais de place déterminée dans la production. A cet égard, si l'ensemble du prolétariat partage une même place fondamentale vis-à-vis le Capital, le prolétariat industriel se distingue par le fait que lui seul crée la plus-value. C'est sur son travail que repose la création de la plupart des richesses de la société, que repose l'existence même du Capital. Aussi est-il au coeur de l'antagonisme qui oppose le prolétariat en entier à la bourgeoisie.

Ce rôle de noyau dur du prolétariat, propre au prolétariat industriel, s'est toujours traduit par sa place centrale dans la lutte de classes. (*Unité «prolétarienne»* no 13, p. 32)

La première chose que l'on note, c'est qu'En Lutte, comme le parti révisionniste français, s'est loyalement rallié à Adam Smith. Après avoir courageusement attaqué le parti révisionniste comme suit:

Pire encore les «penseurs» du PCF vont même jusqu'à préciser que seuls sont prolétaires «les travailleurs productifs dans la sphère de la production matérielle», contredisant ainsi le concept même de travail improductif qui n'implique absolument pas le critère de production *matérielle* ou non. (*Unité «prolétarienne»*, no 12, p. 26)

En Lutte nous dit maintenant que «le prolétariat industriel... seul crée de la plus value». En Lutte range les ouvriers des services dans le même bloc que les ouvriers réellement improductifs, pour les opposer tous au prolétariat industriel:

L'autre moitié représente le prolétariat non-industriel, celui qu'on retrouve dans les bureaux, les commerces, les banques et les services. Il ne crée pas de valeur nouvelle, mais par son travail non-payé il permet à diverses fractions de la bourgeoisie de réaliser la plus-value produite dans le secteur industriel. (*Unité «prolétarienne»*, no 13, p. 28)

*En Lutte définit le «prolétariat industriel» comme étant les ouvriers d'usine, des transports et des mines. Alors que les ouvriers d'usine ne sont masculins qu'à 78%, ceux des transports le sont à 85% et ceux des mines à 95%(1)

Donc puisque cet immense secteur des services et dont la croissance est rapide ne produit supposément pas de plus-value pour la bourgeoisie, il n'est, par conséquent qu'accessoire au «prolétariat industriel», lequel occupe «la place centrale dans la lutte de classe». En altérant et en démontrant ainsi la théorie sur la plus-value de Marx au profit de l'économie bourgeoise d'Adam Smith, En Lutte est plus en mesure de s'accrocher à la ligne du parti révisionniste français, et à sa propre vieille ligne, qui relève le rôle de l'ouvrier d'usine et rabaisse le rôle de tous les autres ouvriers.

Pour ce qui est des secteurs vraiment improductifs y compris les ouvriers des ventes dans les banques, les compagnies d'assurance, les firmes comptables, les agences de publicité et d'innombrables autres bureaux, En Lutte les place dans la même catégorie que les ouvriers des services, c'est-à-dire traînant à la remorque du prolétariat industriel pour ce qui est de l'importance stratégique dans la révolution socialiste, parce que, supposément, ils n'occupent pas la «place centrale dans la lutte de classe», c'est-à-dire dans le mouvement spontané. Encore une fois la production de la plus-value dans le domaine de la production matérielle devient le critère déterminant; les secteurs improductifs ne créent pas de plus-value mais travaillent «seulement» à le réaliser pour le système impérialiste, qui dépend pour son existence même d'une immense armée d'ouvriers improductifs.

En 1974, En Lutte situait les ouvrières des ventes, des services et de bureau dans la petite bourgeoisie et les invitait à apporter un «appui considérable» au prolétariat industriel qui «diriger(ait) le mouvement révolutionnaire». Maintenant, cinq ans plus tard, ces mêmes secteurs se font dire qu'ils occupent la «même place» dans les rapports de production capitaliste que le prolétariat industriel, mais la «même place» dans la «lutte de classe» du prolétariat, que dans leurs conditions objectives ils occupent la même position par rapport au capital mais que dans leur lutte pour transformer leurs conditions objectives ils occupent une position inférieure, que leur rôle est toujours d'apporter un «appui considérable» au prolétariat industriel à très forte majorité masculine.

C'est là une position centriste soigneusement élaborée qui admet les masses féminines dans les rangs du prolétariat pour qu'elles puissent participer à la lutte spontanée et pour que les pareils à En Lutte assurent leur hégémonie sur elles, mais qui insiste sur le fait que l'aristocratie ouvrière (à très forte majorité masculine) se trouve encore justifiée dans ses efforts pour exercer la direction et l'hégémonie sur le mouvement spontané comme tel. Le rôle des ouvrières, les ouvriers les plus exploités dans le système impérialiste, est dévalué, alors que la bourgeoisie impérialiste fait entrer les femmes dans la classe ouvrière à un rythme plus rapide que les hommes parce que cela sert mieux ses efforts pour arracher le profit maximum. La perspective d'En Lutte sur le rôle de ces secteurs dans la structure du prolétariat se reflète jusque dans son langage: tandis que le prolétariat industriel est constitué d'«ouvriers» et de «prolétaires», les ouvriers des ventes et des banques deviennent des «travailleurs» et des «employés». Pour tous ses appels à l'«unité prolétarienne», En Lutte rejette la notion d'une seule classe ouvrière opposée à la bourgeoisie impérialiste.

La négation par En Lutte des réalités de l'impérialisme se trouve au cœur même de son «analyse de classe». En Lutte nie l'affirmation de Staline voulant que la loi du profit maximum soit la loi fondamentale de l'impérialisme, du capitalisme monopoliste, et prétend que cette loi est applicable pour toute la période de la production capitaliste: «... ces nouvelles couches du prolétariat. . . . Comme lui, elles sont soumises à la loi du capital, à la loi du profit maximum. . . (Unité «prolétarienne», no 13, p. 40) En refusant de se confronter au fait que la loi du profit maximum est une loi spécifique du capitalisme monopoliste, En Lutte peut dissimuler l'importance de cette loi pour la création des nouveaux secteurs de l'impérialisme et pour l'arrivée des femmes dans ces secteurs; il peut camoufler le rôle spécifique que jouent les femmes en soutenant le système impérialiste.

En Lutte est aveugle également devant la nature parasitaire de l'impérialisme lui-même, essayant de se servir de Marx pour réfuter Lénine en affirmant que «le capital commercial... dans le cadre du système capitaliste, n'est pas parasitaire de l'ensemble de la société mais en constitue un rouage essentiel» (Unité «prolétarienne», no 12, p. 26) Il est vrai bien sûr que Marx montre le *Capital* le rôle important que joue le capital commercial pour favoriser l'accumulation de la plus-value. Mais utiliser Marx de façon aussi infâme, dans le but de nier la nature parasitaire des capitalistes oisifs, c'est comme Lénine le disait un jour de ses détracteurs) comme souhaiter à la vue d'un cortège funèbre «**d'en avoir toujours à porter**». Lénine, en fait, ne fut pas le premier à remarquer la nature oisive et parasitaire des capitalistes en dehors du secteur industriel; Marx fait de nombreuses références aux capitalistes oisifs qui ne vivent que des revenus du capitaliste industriel, comme dans l'attaque suivante lancée contre les économistes bourgeois:

... Il fallait démontrer que même du point de vue économique, du point de vue «productif», le monde bourgeois avec tous ces «travailleurs improductifs» constitue le meilleur des mondes.... Ceux qui ne faisaient rien aussi bien que leurs parasites devaient trouver leur place dans le meilleur des systèmes universels.

... Les sycophantes subalternes de l'économie politique se croyaient obligés de glorifier et de justifier toute sphère d'activité, en montrant qu'elle était «en relation» avec la production de la richesse matérielle — qu'elle en était le moyen — et faisaient à tout un chacun l'honneur de le classer «travailleur productif» au «premier» sens du terme, c'est-à-dire travailleur qui est au service du capital et d'une manière ou d'une autre contribue à son enrichissement, etc.

Mieux vaut encore sur ce point des hommes comme Malthus qui défendent directement la nécessité et l'utilité des «travailleurs improductifs» et des parasites purs et simples. (Théories sur la plus-value, op. cit., pp. 189-90)

Et c'est le jeu d'En Lutte, également: s'efforcer d'établir que toutes les composantes du capitalisme d'aujourd'hui que toutes les composantes du capitalisme d'aujourd'hui sont utiles, productives et progressistes, nier l'existence des «parasites purs et simples». L'analyse d'En Lutte ne traite pas du passage de la concurrence au monopole, et de son impact sur la structure du prolétariat. Ses déclarations sur la nature du capital commercial sont laissées en plan, sans aucune mention du fait que l'impérialisme a transformé son rôle même. Ainsi, si En Lutte avait pris soin de lire le brillant ouvrage de Lénine *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, il aurait pu se souvenir que le parasitisme est un trait central de l'impérialisme. Au chapitre VIII de son livre, intitulé «Le parasitisme et la putréfaction du capitalisme», Lénine déclare:

Nous voulons parler du parasitisme propre à l'impérialisme... D'où le développement extraordinaire de la classe ou, plus exactement, de la couche des rentiers, c'est-à-dire des gens qui vivent de la «tonte des coupons», qui sont tout à fait à l'écart de la participation à une entreprise quelconque et dont la profession est l'oisiveté. L'exportation des capitaux, une des bases économiques essentielles de l'impérialisme, accroît encore l'isolement complet de la couche des rentiers par rapport à la production, et donne un cachet de parasitisme à l'ensemble du pays vivant de l'exploitation du travail de quelques pays et colonies d'outremer.

... Le revenu des rentiers est *cinq fois* plus élevé que celui qui provient du commerce extérieur, et cela dans le pays le plus «commerçant» du monde! Telle est l'essence de l'impérialisme et du parasitisme impérialiste.

... L'Etat-rentier est un Etat du capitalisme parasitaire, pourrissant, et ce fait ne peut manquer d'influer sur les conditions sociales et politiques du pays en général, et sur les deux tendances essentielles du mouvement ouvrier en particulier. («L'impérialisme, stade suprême du capitalisme», LOC 22:297-300)

Parasitaire! Oui, En Lutte, *il y a* du parasitisme dans votre Canada bien-aimé! Votre bourgeoisie canadienne, dont vous mentionnez à l'occasion qu'elle est une bourgeoisie impérialiste, est une bourgeoisie *parasitaire*! Mais En Lutte trouve que la tonte des coupons par les financiers est «un rouage essentiel», pas du tout parasitaire!

En niant comme il le fait les lois fondamentales de l'impérialisme, en niant le parasitisme impérialiste et en refusant de se confronter aux conséquences de la loi du profit maximum, En Lutte a fait la preuve qu'il n'a absolument rien à dire sur la question des femmes. Les femmes ont été lancées sur le marché du travail dans tous les pays impérialistes pour venir à la rescousse d'une bourgeoisie décadente, agonisante, dans son dernier sursaut. Elles sont lancées particulièrement dans les secteurs les plus exploités du prolétariat, ceux qui permettent à la bourgeoisie d'arracher ses plus grands profits. Cela leur a donné une place cruciale dans la lutte de classe imminente du prolétariat pour le pouvoir politique, même si l'histoire de ces secteurs est beaucoup plus récente que celle du prolétariat industriel dans ses affrontements avec le capital, même si le prolétariat industriel a des années de plus d'expérience en discipline, en organisation défensive et dans la socialisation du travail.

Nier le parasitisme impérialiste, c'est sombrer dans l'opportunisme sur la question des femmes — comme sur toutes les autres questions. Lénine établit clairement un lien entre la putréfaction impérialiste et la putréfaction de l'opportunisme, quand il parle de «**la tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer la décomposition momentanée du mouvement ouvrier**». (Ibid., p. 305)

La scission internationale de l'ensemble du mouvement ouvrier s'est déjà, aujourd'hui, entièrement manifestée.... Où est donc la base économique de ce phénomène historique universel? Précisément dans le parasitisme et la putréfaction qui caractérisent le stade historique suprême du capitalisme, c'est-à-dire l'impérialisme. (Ibid., pp. 209-10)

Les révisionnistes, comme la bourgeoisie impérialiste pour la défense de laquelle ils existent, sont marqués de parasitisme et de putréfaction.

C'est une position révisionniste, anti-marxiste, une apologie de l'impérialisme, que de maintenir que seuls les ouvriers industriels font partie du prolétariat, ou que seul le prolétariat industriel produit la plus-value, ou que ceux des ouvriers qui produisent la plus-value sont par ce fait plus vitaux pour la révolution contre l'impérialisme que ceux qui n'en produisent pas. On ne pourrait montrer de façon plus claire comment une telle ligne sert l'oppression des femmes, parce qu'elle nie à l'immense armée des ouvrières le rôle qui leur revient dans la libération active du prolétariat. Pour rallier à la révolution les masses des ouvrières dans les pays impérialistes, nous devons démasquer et abattre ce révisionnisme sur la nature de la classe ouvrière.

D. Se joindre aux femmes auxiliaires: le culte du trade-unionisme

Jusqu'à maintenant nous avons vu que les économistes se sont assigné la tâche d'entraîner les femmes sur le marché du travail, comme si c'était une poignée d'opportunistes qui accomplissaient cela plutôt que la puissante marée du capital; et que leur vision du milieu de travail se réduit de façon étonnante aux usines, en dépit de l'immense structure du capital financier qui façonne un prolétariat s'étendant bien au-delà de l'usine. Mais ce n'est pas principalement pour son propre salut que les économistes pressent la bourgeoisie d'entraîner les femmes dans les usines. Les économistes ont un objectif lorsqu'ils souhaitent voir plus de femmes au travail: les entraîner dans le mouvement syndical, parce que c'est principalement sur le théâtre syndical qu'ils cherchent à exercer l'hégémonie. Aussi lancent-ils l'appel aux femmes: «**Joignez-vous à la lutte de classe! Marchez vers votre libération!**»

Mais pour les économistes, la «**lutte de classe**», c'est n'importe quel affrontement ou antagonisme entre classes. Ils confondent le mouvement spontané du prolétariat pour son auto-défense avec la lutte de classe prolétarienne, afin de détourner le prolétariat du marxisme-léninisme et de l'empêcher de s'organiser pour la révolution socialiste. Mais Lénine, par contre, dit clairement:

Tous conviennent que nous devons organiser la lutte de classe du prolétariat. Mais qu'est-ce que la lutte de classe? Lorsque les ouvriers d'une fabrique, ou d'une profession, affrontent leur ou leurs patrons, est-ce là la lutte de classe? Non, ce n'en est encore qu'un faible embryon. La lutte des ouvriers ne devient lutte de classe que lorsque tous les représentants d'avant-garde de l'ensemble de la classe ouvrière de tout le pays

ont conscience de former une seule classe ouvrière et commencent à agir non pas contre tel ou tel patron, mais contre la classe des capitalistes tout entière et contre le gouvernement qui la soutient. C'est seulement lorsque chaque ouvrier a conscience d'être membre de la classe ouvrière dans son ensemble, lorsqu'il considère qu'en luttant quotidiennement, pour des revendications partielles, contre tels patrons et tels fonctionnaires, il se bat contre toute la bourgeoisie et tout le gouvernement c'est alors seulement que son action devient une lutte de classe. «Tout lutte de classe est une lutte politique.» On aurait tort de comprendre ces paroles célèbres de Marx en ce sens que toute action des ouvriers contre les patrons est toujours une lutte politique. Il faut les comprendre ainsi: la lutte des ouvriers contre les capitalistes devient nécessairement une action politique dans la mesure où elle devient une lutte de classe. La social-démocratie se propose précisément, en organisant les ouvriers, de transformer par la propagande et l'agitation, leur lutte spontanée contre les oppresseurs en une lutte de toute la classe, en la lutte d'un parti politique déterminé pour des idéals politiques et socialistes déterminés. Pareille tâche ne saurait être réalisée par le travail local à lui seul. («Notre tâche immédiate», LOC 4:221-22)

Les «économistes» pensaient que n'importe quel conflit entre des classes constitue déjà une lutte politique. C'est pourquoi les «économistes» reconnaissent comme «lutte de classe» la lutte pour obtenir une augmentation de salaire de 5%...." («La conception libérale et la conception marxiste de la lutte de classe», LOC 19:119-20)

En appelant «lutte de classe» le mouvement spontané de la classe ouvrière, les économistes tentent de donner une apparence très très marxiste au travail pourri qu'ils accomplissent. En lançant aux femmes l'appel à se «joindre à la lutte de classe», à «s'impliquer dans tous les combats de la classe ouvrière» (*Unité prolétarienne*, no 4, p. 17) etc., etc., les économistes ne font qu'insinuer que les femmes soient entraînées dans ces luttes réformistes, sur lesquelles ils peuvent instaurer leur direction petite-bourgeoise, afin de tenir les femmes éloignées de la connaissance du socialisme scientifique et de restreindre leurs batailles à des revendications pour des améliorations sous le capitalisme. En cherchant à étrangler les masses de prolétaires en exerçant l'hégémonie sur le mouvement spontané et en le maintenant limité au réformisme, l'économisme est complètement mâle chauvin, pour la raison fondamentale que seul le socialisme peut libérer les femmes et que par conséquent leurs efforts pour maintenir le capitalisme fait corps avec leurs efforts pour maintenir l'oppression des femmes.

Pour les économistes, la «lutte de classe» est dirigée principalement dans le domaine du mouvement syndical. Mais se concentrer sur le mouvement syndical, comme ils le font, c'est se concentrer sur le prolétariat industriel à l'exclusion des autres secteurs du prolétariat (ceux où les femmes sont plus fortement concentrées), parce que c'est le prolétariat industriel qui est le plus fortement syndiqué et que les syndicats du prolétariat industriel ont pu en général aller chercher des salaires et des conditions de travail plus confortables que les autres secteurs. Il s'est passé de nombreuses années depuis que la bourgeoisie s'est rendu compte pour la première fois du danger que posait à la gouverne bourgeoise le haut niveau d'organisation et de discipline dans les usines, et c'est pourquoi les miettes de la table de ses surprofits ont été jetées à une couche d'ouvriers d'usine — en particulier les ouvriers d'usine masculins — avec une beaucoup plus grande largesse qu'aux secteurs moins développés du prolétariat, les nouveaux secteurs, ceux-là qui se sont épanouis spécifiquement au service de l'impérialisme. Ainsi, cela sert les intérêts de l'aristocratie ouvrière que de concentrer le rôle de ces secteurs fortement syndiqués, les mieux payés, qui ont le plus à gagner des augmentations salariales et des réformes mineures, qui souffrent le plus des contrôles des salaires (par opposition aux larges masses dont les augmentations salariales n'excéderaient pas de toute façon les hausses permises par les contrôles), qui ont le plus à gagner de l'économisme impérialiste, qui ont le plus à perdre à mesure que l'impérialisme court à sa perte.

Il est clair que le prolétariat industriel est le secteur du prolétariat qui compte, et de loin, la plus forte proportion d'ouvriers masculins. Au sein du prolétariat industriel, toutefois, les ouvrières d'usines sont non seulement les plus opprimées de ce secteur, mais aussi les plus opprimées de toutes les ouvrières.

L'aristocratie ouvrière, en se portant à la défense des intérêts de la couche supérieure du prolétariat, a toujours manigancé et comploté contre les femmes du prolétariat industriel. Elle a une longue histoire, qui remonte des décennies en arrière, de sabotage de leurs luttes défensives et d'obstruction à leur droit de se syndiquer. Ces femmes éprouvent une terrible insécurité d'emploi, elles sont constamment licenciées et jetées sur le trottoir, sans travail; leurs conditions de travail sont inimaginablement pauvres et dangereuses, elles sont vulnérables à une grande variété de dangers et de maladies reliés à leurs occupations, y compris des atteintes à leur système reproductif, elles sont renvoyées à la maison en temps de crise pour y effectuer du travail à la pièce, et leurs salaires sont de loin les plus bas de ceux de tous les ouvriers d'usine. Même si les ouvrières d'usine ont un taux de syndicalisation plus élevé que le taux général de syndicalisation féminine — 34.5% contre 22.5% en 1975(2) — elles sont beaucoup moins syndiquées que les ouvriers d'usine, et leurs syndicats sont perpétuellement sous la domination d'aristocrates ouvriers masculins et de bourgeois. Dans la perspective d'ensemble des bureaucrates syndicaux, les plus faibles priorités sont accordées aux syndicats ayant une forte proportion de membres féminins, en ce qui concerne leurs revendications, leurs luttes pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie.

Aussi le penchant des économistes à accorder la priorité au travail en usine, à l'exclusion des autres secteurs du prolétariat, ne profite même pas aux ouvrières d'usine. Les femmes en usine occupent une position si faible dans le mouvement syndical — même quand elles sont syndiquées — que les bureaucrates syndicaux les utilisent généralement comme atout de négociation pour obtenir des réformes plus grandes et des gains immédiats pour les secteurs plus aisés du prolétariat industriel, à très forte majorité masculine. Pendant ce temps, la plupart des ouvrières industrielles sont laissées de côté, hors du mouvement syndical. Ainsi le fétichisme qu'éprouvent les économistes pour exagérer le rôle du prolétariat industriel par rapport aux ouvriers d'autres secteurs n'apporte même pas d'avantage aux femmes qui peinent dans le

prolétariat industriel. Les femmes qui travaillent en usine sont réputées pour faire la sourde oreille quand les opportunistes tentent de les gagner à un effort plus nouveau d'économisme militant. Elles ont appris de leur propre expérience que ces différents secrétaires de trade-unions n'ont rien à leur offrir, malgré leur jeunesse et leur rhétorique toute nouvelle; elles ont appris de leur propre expérience que la lutte pour des réformes ne les conduit pas à une vie de confort et de bien-être, et que cela ne conduit pas, non plus, à la révolution socialiste.

Les secteurs des services, des ventes et de bureau du prolétariat canadien sont beaucoup plus faiblement syndiqués même que le travail féminin en usine. C'est pourquoi les économistes les situent à un niveau de priorité inférieure.

Dans les journaux d'En Lutte et de la Ligue, on retrouve quelques allusions aux ouvrières de Bell Canada, au personnel d'hôpital, quand ces ouvrières sortent en grève et que les opportunistes ont une chance d'infiltrer leurs syndicats et leurs lignes de piquetage. Et les rumeurs de nouvelle organisation chez les caissières des banques et les ouvrières de bureau vont voir ces opportunistes tenter de s'en emparer, comme dans le cas de la récente découverte par En Lutte du Service, Office and Retail Worker's Union du Canada. Mais l'analyse que font les opportunistes de l'importance des différents secteurs de la classe ouvrière ne fait simplement que se traîner et se traîner à la remorque du mouvement syndical.

Tandis que les révisionnistes de vieille souche cherchent le pouvoir principalement dans les syndicats bien établis du prolétariat industriel, la nouvelle graine d'opportunistes (comme la Ligue et En Lutte) doit s'étendre aux autres secteurs du mouvement spontané s'ils ne veulent pas voir leurs carrières s'écrouler complètement. Ils misent toujours leurs plus gros espoirs sur le prolétariat industriel organisé là où les surprofits de l'impérialisme pleuvent le plus fort, mais ils sont encore trop vulnérables et trop impuissants pour mettre tous leurs espoirs dans ce secteur le plus prisé. Par conséquent, ils admettent gracieusement les nouveaux secteurs dans leurs analyses (quand ils en font), mais ils n'ont quand même pas abandonné leur espoir de rivaliser avec les révisionnistes dans ces domaines de grand choix. L'«analyse de classe» d'En Lutte est un exemple-type de cela, admettant dans le prolétariat les ouvriers des ventes et de bureau mais prenant soin de prétendre que leurs luttes sont d'importance secondaire par rapport aux luttes des ouvriers dans l'industrie.

Nous avons déjà vu beaucoup de l'opportunisme qui infecte la plus récente «analyse de classe» du prolétariat canadien par En Lutte. Nous avons vu comment c'est la «lutte de classe», c'est-à-dire le mouvement défensif, qui en dernier lieu définit ses priorités, de ce qui constitue les secteurs-clefs du prolétariat canadien. Nous avons vu comment En Lutte a — ô surprise — écrit une section entière à propos des ouvriers des banques sans le moindre petit coup d'oeil sur le rôle-clef des banques dans le fonctionnement du système impérialiste. Il est clair qu'En Lutte a choisi les ouvriers des banques et ceux qui travaillent pour le secteur d'Etat parce que sont là les secteurs qui, au cours des derniers mois, ont déployé des efforts dans le sens de la syndicalisation.

En Lutte a un but, et un seul, pour écrire son «analyse de classe» du prolétariat canadien — en faire un outil pour servir son spontanéisme et son trade-unionisme. Il décrit cela, bien sûr, comme «l'unité du prolétariat contre la bourgeoisie et son Etat», par quoi il entend — comme le sait quiconque connaît avec la ligne d'En Lutte — les attaques spontanées du prolétariat pour revendiquer de plus grandes concessions du **«patronat et du gouvernement»**. En Lutte commence ainsi: «La lutte du prolétariat dans tous les pays a toujours exigé la plus grande unité à l'intérieur de ses propres rangs». (*Unité «prolétarienne»*, no 13, p. 26) En mettant de l'avant que tout le prolétariat occupe la «même place» dans les relations sociales capitalistes, cela développerait alors une telle «unité prolétarienne». Mais, bien sûr, dans une relation entre égaux, nous trouvons parfois que certains sont plus égaux que d'autres. Ainsi, le prolétariat industriel occupera la «place centrale dans la lutte de classe» parce que lui seul (prétendument) produit de la plus-value, et que les moins égaux parmi les égaux doivent apporter l'«appui considérable». En Lutte termine son article sur le même ton qu'il l'avait commencé. Immédiatement après avoir nié que la loi du profit maximum est une loi particulière à l'impérialisme, En Lutte conclut:

Enfin, comme lui, ces nouvelles couches du prolétariat canadien n'ont pas d'autres intérêts que de s'unir dans la lutte pour le socialisme et le renversement définitif du système capitaliste. C'est cette unité fondamentale du prolétariat canadien, quelle que soit son origine, quel que soit le secteur où il travaille, quelles que soient les formes particulières d'exploitation qu'il subisse, que tentent de nous cacher les révisionnistes et les idéologues bourgeois.

Contre les tactiques de division du prolétariat, c'est cette unité fondamentale du prolétariat qu'il revient aux communistes de renforcer et de souder à jamais contre son ennemi principal: la bourgeoisie canadienne. (*Unité «prolétarienne»*, no 13, p. 40)

Lorsque nous écartons les quelques mots de rhétorique révolutionnaire sur le socialisme — et quiconque connaît la ligne d'En Lutte n'hésitera pas à les mettre de côté, parce qu'ils ne sont que le masque nécessaire pour son spontanéisme et son réformisme à tout crin — nous pouvons voir que ce à quoi En Lutte appelle, c'est à un seul gros mouvement de grève parmi toutes les couches du prolétariat canadien, des femmes autant que des hommes, ouvriers productifs et improductifs côte à côte. Et dans ce mouvement de grève, le prolétariat industriel est appelé à tenir la «place centrale», et le prolétariat non industriel — comprenant la masse écrasante des ouvrières — est appelée à fournir l'«appui considérable», sa punition pour ne pas contribuer réellement à la production de la plus-value dans l'analyse «marxiste» d'En Lutte. La quête d'hégémonie par En Lutte dans ce mouvement de grève reflétera ses priorités, c'est-à-dire que son infiltration dans les efforts de syndicalisation chez les ouvriers des banques et des ventes va véhiculer la ligne à l'effet que ces ouvriers devraient subordonner leurs luttes au prolétariat industriel qui occupe la «place centrale dans la lutte de classe». L'«unité prolétarienne» d'En Lutte charrie avec elle ses propres divisions, puisque pour En Lutte certains prolétaires sont plus égaux que les autres.

Les économistes tentent faiblement de contrer le féminisme bourgeois en disant qu'il sape l'unité des sexes dans la lutte pour le socialisme. Il n'y a pas de doute que le féminisme bourgeois fait cela, et qu'il doit être démasqué pour cela. Mais les économistes sont bien ceux qui ne devraient pas lancer cette accusation. La plupart des femmes prolétaires travaillent à des emplois qui sont à très forte majorité féminine. De plus, la plupart des femmes qui sont dans des syndicats sont concentrées dans un très petit nombre de syndicats. Dans 7% de tous les syndicats au Canada, les femmes comptent pour

80% ou plus de tous les adhérents, tandis que dans 40% des syndicats canadiens, moins de 10% des membres sont des femmes.⁽³⁾ Aussi, commencer le travail politique en parlant de l'intérieur du mouvement syndical, ou même de la lutte économique en général, c'est, en dépit des meilleures intentions de nos amis économistes, approfondir et se faire les champions de la division politique des sexes selon les lignes tracées par la bourgeoisie.

C'est seulement grâce à l'unité politique marxiste-léniniste d'un authentique parti communiste que peut se réaliser une unité révolutionnaire des sexes. «**Une communiste**», affirme Lénine «**est membre du parti, avec les mêmes devoirs et mêmes droits que ses camarades du sexe masculin, il ne peut y avoir deux opinions là-dessus.**» (Tel que cité par Clara Zetkin *Mes souvenirs sur Lénine*, dans Lénine: *Sur l'émancipation de la femme*, Moscou, p. 214) Mais les économistes n'ont que faire d'une unité monolithique bolchevique, ce qui est la plus grave menace à leur quête d'hégémonie sur le mouvement économique de la classe ouvrière. Ainsi l'économisme, à cause de son antiféminisme bidon, travaille activement à briser l'unité révolutionnaire des sexes dans la lutte pour le socialisme.

Ce qui est clair, c'est que l'économisme, qui a assez peu à offrir aux larges masses de prolétaires, en a encore moins à offrir aux larges masses de femmes ouvrières. Le caractère superficiel et l'idéologie bourgeoise du trade-unionisme ne font rien pour expliquer la situation d'ensemble des femmes en société capitaliste, et offrent encore moins une solution à cette situation. Les masses d'ouvrières ont appris de leur propre expérience que le mouvement syndical n'est qu'un lieu de plus de leur oppression en tant que femmes, et qu'elles ne peuvent gagner leur libération en enfourchant un dada trade-unioniste après l'autre, quelle que soit la rhétorique communiste. La direction trade-unioniste est totalement hors de propos pour l'écrasante majorité des femmes prolétaires, qui n'est jamais allée dans une salle de syndicat et pour qui l'idée de gagner leur libération par les luttes syndicales est aussi irréaliste que de la gagner par un voyage sur la lune. Elle est également hors de propos pour les chômeuses, qui sont exclues du marché du travail d'une manière tout à fait disproportionnée à leur nombre sur ce même marché du travail; et aux ménagères, toujours la majorité des Canadiennes, enchaînées à l'esclavage domestique à cause de l'institution arriérée du travail ménager privé. Rallier des éléments sincères, qui veulent le marxisme-léninisme, à une ligne politique économiste, c'est tout bonnement un truc pour les séparer des larges masses d'ouvrières, les détourner du travail crucial qui doit être accompli pour rallier l'avant-garde des femmes prolétaires à la lutte pour le parti, parce que plusieurs de ces femmes proviendront du plus profond des masses, là où il n'y a pas de syndicats. Ainsi l'obsession du trade-unionisme que propagent les économistes, leur insistance à faire des batailles économiques le point de départ principal de leur travail politique, est par sa nature même au service du chauvinisme le plus laid et le plus venimeux, contraire aux intérêts fondamentaux des larges masses féminines.

F. La structure du prolétariat: un autre point de vue révisionniste.

Il y a une autre ligne révisionniste sur la structure du prolétariat, dont nous n'avons pas encore traité. Il s'agit de la ligne qui rend la classe ouvrière non pas trop étroite, mais trop large. Le parti révisionniste canadien s'en tient à la vision suivante de la classe ouvrière:

La classe ouvrière est une classe qui continue de croître en nombre de concert avec l'expansion accrue de la production capitaliste. Aujourd'hui elle constitue la majorité écrasante de la population active salarié. En même temps, des changements sont intervenus dans la structure de la classe ouvrière à la suite du développement rapide de la révolution scientifique et technologique. La proportion de travailleurs «collet blanc» a grandement augmenté ainsi que la proportion de travailleurs dans les secteurs du génie, de la technique, de la science et des professions. Ces changements dans la composition de la classe ouvrière n'ont pas éliminé les travailleurs à la production dont le nombre ne cesse de croître et qui constituent le noyau le plus révolutionnaire de la classe ouvrière. («La voie vers le socialisme au Canada: le programme du parti communiste canadien», p. 26)

D'habitude, lorsque cette ligne politique surgit elle trouve un moyen de se réconcilier avec l'autre position révisionniste. C'est-à-dire que tout en incluant les ingénieurs et les travailleurs professionnels dans les rangs du prolétariat, le parti révisionniste canadien insistera toujours sur le fait que «les travailleurs à la production» (et cela, bien sûr, comprend seulement ceux qui produisent des biens matériels) «constituent le noyau le plus révolutionnaire de la classe ouvrière», une ligne qu'En Lutte a reproduite presque mot à mot quand il a affirmé: «... à venir». Le parti révisionniste français, lui aussi étend la classe ouvrière jusqu'à y inclure les secteurs professionnels, lorsqu'il affirme:

... les travailleurs productifs ne sont pas uniquement ceux qui interviennent physiquement sur les objets produits, le travail d'une partie des techniciens, des ingénieurs, et même des employés, intervient pour une part croissante dans la fabrication des produits, dans la mesure où le processus de production résulte de techniques de plus en plus complexes, devient de plus en plus tributaire des progrès de la connaissance scientifique. (*Le capitalisme monopoliste d'Etat*, pp. 216-17)

Ce que font les révisionnistes, c'est d'une part élever l'ouvrier d'usine au-dessus de tous les autres ouvriers afin de justifier l'hégémonie de l'aristocratie ouvrière et leur propre travail économiste dans le mouvement syndical, lequel camoufle également la nature du système impérialiste; puis, d'autre part, ils «compensent» leur «rétrécissement» apparent de la classe ouvrière en amassant toutes sortes de petits bourgeois dans leurs analyses du prolétariat, afin de justifier l'hégémonie de la petite bourgeoisie sur les autres luttes spontanées de la classe ouvrière. Dans les deux cas, les effets sont les mêmes: nier la distinction entre le prolétariat et la petite bourgeoisie, particulièrement entre les masses de femmes prolétaires et la petite bourgeoisie. Tandis que les ouvriers d'usine sont des «ouvriers», les ouvriers des banques et des ventes sont simplement des «employés», le même titre donné à n'importe quel bureaucrate dans l'appareil gouvernemental ou dans la hiérarchie des compagnies, pourvu qu'il reçoive un salaire.

Les masses des ouvrières qui ne se situent pas dans les rangs du prolétariat industriel — l'écrasante majorité des ouvrières — sont ainsi non seulement secondarisées dans leur lutte, par rapport au prolétariat industriel (dont l'écrasante

majorité est masculine), mais elles sont placées par cette analyse dans la même catégorie que la petite bourgeoisie qui occupe une position de contrôle de mise en application et de prise de décisions dans l'exploitation de la classe ouvrière. Quand En Lutte affirmait en 1974 que les «employés» de bureau et des ventes étaient dans la même classe sociale que les bureaucrates gouvernementaux et que les ménagères prolétariennes étaient dans la même classe sociale que les marchands et les enseignants, c'était essentiellement faire la même chose, minant la lutte de la grande armée prolétarienne dans les pays impérialistes contre son ennemie, la bourgeoisie impérialiste.

Classer les enseignants, les gérants, les ingénieurs, les travailleurs sociaux comme des prolétaires, c'est nier la base même de l'existence du prolétariat en tant que classe, à savoir, le fait qu'il a été dépouillé de tout dans les rapports sociaux de production, sauf de la possibilité de vendre sa propre force de travail. Même si leur revenu arrive sous la forme d'un chèque de paye, et même si leur travail est souvent de plus en plus socialisé, ces catégories de travailleurs ne peuvent être considérés comme prolétaires parce que leur rôle principal dans les rapports sociaux capitalistes réside dans le contrôle et la gérance de l'exploitation de la classe ouvrière. Loin d'être des appendices d'une machine, loin de travailler uniquement à produire et à réaliser du profit pour la bourgeoisie, ces petits bourgeois sont autorisés à prendre des décisions dans la gérance de la production capitaliste et peuvent par conséquent ne devenir des alliés du prolétariat dans sa lutte que dans la mesure où ils *abandonnent* la position de leur propre classe et se mettent au service du prolétariat révolutionnaire.

Les enseignants sont parfois nommés comme exemple d'une couche qui se prolétarise de plus en plus, et l'importance croissante des grèves d'enseignants est utilisée par les révisionnistes pour cacher le rôle véritable que jouent les enseignants dans le fonctionnement du système capitaliste. Le rôle principal des enseignants, pour la bourgeoisie, c'est la propagation de l'idéologie bourgeoise dans les esprits de la prochaine génération d'ouvriers, de même que l'exercice du contrôle sur la classe ouvrière que l'enseignement entraîne. Les instituteurs (et les professeurs d'université) sont aussi un bras important du capital, du fait qu'ils maintiennent une stricte hiérarchie de classe au niveau éducatif et dans les chances d'accès à l'éducation pour les classes sociales, de façon à assurer que seul un petit pourcentage de la population soit réellement admis dans les rangs des couches privilégiées de la société. Aussi les grèves des enseignants impliquent-elles souvent des revendications réactionnaires, comme celle à l'effet que les instituteurs les plus expérimentés aient le choix de refuser d'enseigner aux enfants de la classe ouvrière. Des batailles féroces ont été menées à travers l'Amérique du Nord par des syndicats d'instituteurs qui refusaient de céder sur une revendication comme celle-là.

Sous le socialisme, les enseignants n'auront pas le contrôle sur leur propre travail, mais au contraire le contenu de leur travail sera mis au service des besoins de la classe prolétarienne. L'idée selon laquelle les enseignants ne sont rien d'autre qu'une composante de plus du prolétariat est donc une vue extrêmement dangereuse, une vue qui ne fait qu'inviter à la continuation de l'hégémonie de la petite bourgeoisie dans l'entraînement des générations d'ouvriers à venir.

De même les travailleurs sociaux, les gérants et les ingénieurs remplissent leur rôle au service de la bourgeoisie dans le contrôle, la prise de décision et la gérance de l'exploitation de la classe ouvrière. Leurs intérêts de classe résident dans la poursuite de l'exploitation du prolétariat, de laquelle ils tirent leur position et leurs privilèges. Ils n'apprennent pas dans leur travail l'organisation et la discipline prolétariennes, mais l'individualisme petit-bourgeois. Et les policiers et les soldats, quoique très bien organisés et disciplinés, ont pour fonction d'intervenir pour assurer par la force des armes la sujétion continue de la classe ouvrière, là où les méthodes plus «pacifiques» de l'idéologie et de l'administration patronale ont failli à leur tâche. Les policiers et les soldats peuvent aider le prolétariat dans sa lutte de classe contre la bourgeoisie dans la mesure où ils se mutinent et retournent leurs fusils contre la bourgeoisie.

Il est évident que les partis révisionnistes mettent des couches petites-bourgeoises comme celles-là dans les rangs du prolétariat afin de renforcer le contrôle continu et l'asservissement du prolétariat par la classe bourgeoise. Une telle ligne politique est élaborée pour perpétuer l'esclavage salarié et tout ce qui l'accompagne, y compris l'oppression des femmes. Et en associant ces mercenaires de la bourgeoisie avec les masses d'ouvrières qui triment dur pour créer et réaliser la plus-value pour la classe bourgeoise, sans aucun contrôle sur les moyens de production, sans aucun moyen de survie que la vente de leur force de travail, c'est banaliser leur lutte pour la libération et la placer de force sous la botte de la domination bourgeoise.

La grande conspiration: les économistes se servent des femmes pour leurs plans d'hégémonie

Ce que nous avons vu jusqu'ici, c'est la preuve que l'économisme est un complot chauvin pour maintenir les larges masses féminines écrasées par l'esclavage salarié, pour les tenir à l'écart de la connaissance du socialisme scientifique. Les agents de ce complot sont la petite bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière corrompues par les miettes tombées de la table des surprofits impérialistes; leur chauvinisme est un sous-produit objectivement inévitable de leur position sociale, de leur base sociale, qu'ils s'efforcent de maintenir par leur travail politique. Etant donné que c'est là un complot organisé, une conspiration, voyons-le à l'action, alors que les économistes orchestrent leur travail politique pour dégrader, manipuler, exploiter, regarder de haut et écraser les masses féminines, pour leurs propres fins élitistes et hégémoniques.

A. En Lutte

En Lutte, c'est le grand chrétien, le grand coeur tendre libéral du révisionnisme chinois au Canada. C'est une société d'amitié hautement fractionnée qui s'enlignait sur des victoires parlementaires et qui permet toutes sortes de positions dans ses rangs, sauf le marxisme-léninisme. En Lutte est connu pour le chauvinisme qui règne dans ses rangs; les femmes sont

tenuës à l'écart de la direction, on se moque de leurs idées, pour ensuite entendre certains cadres dirigeants — masculins — les reprendre et les applaudir.

En 1976, certains dirigeants d'En Lutte figulèrent un «projet d'unité» dont le but était le regroupement de divers petits bourgeois à travers le pays, qui se déclaraient tous marxistes-léninistes pour mieux camoufler leurs diverses positions bourgeoises. Le but de ce regroupement de petits bourgeois était de créer une seule organisation, assez forte pour chercher à obtenir l'hégémonie sur les luttes spontanées du prolétariat canadien, en particulier — à l'époque — la lutte contre la loi Trudeau dont En Lutte répétait constamment qu'elle était l'équivalent de la lutte révolutionnaire elle-même.

Les faits historiques montrent clairement qu'En Lutte a mené son pernicieux «projet d'unité» bidon dans la lutte pour le parti sur le dos de la Journée internationale des femmes de 1976. Plutôt que d'utiliser l'occasion de cette importante journée pour faire avancer la cause révolutionnaire des femmes au Canada, c'est-à-dire, de faire avancer la cause de la lutte pour le parti, En Lutte s'est servi de la JIF comme une occasion pour lancer son sabotage de la lutte pour le parti, pour lancer son «projet» qui visait à détruire le mouvement marxiste-léniniste.

La «Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada», social-fasciste, nouvellement créée, avait refusé de participer à une unité tactique lors de la JIF. La Ligue est une fusion de trois groupes ayant un long passé économiste, trade-unioniste et opportuniste de la pire espèce; un de ces groupes était issu en réalité de la plus exécration des formations contre-révolutionnaires, le soi-disant «Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)». Plutôt que de démasquer la consolidation de l'opportunisme de droite de ces groupes sous la forme de la conspiration de la Ligue visant à étrangler le mouvement spontané du prolétariat pour servir l'impérialisme et le fascisme, En Lutte sauta sur l'occasion de la JIF pour promouvoir la Ligue comme une formation «gauchiste», «sectaire», qui ne faisait erreur qu'en ne faisant pas montre d'un bon désir d'unité. Ceci constitua un grand pas en avant pour la Ligue, parce que le révisionnisme d'En Lutte sur la question de l'unité était si évident; même aux yeux de la foule des petits bourgeois économistes, que la Ligue fut en mesure de se présenter avec encore plus de facilité comme authentiquement communiste. En Lutte a mené cette croisade chrétienne «anti-sectaire» contre la Ligue suffisamment longtemps pour rallier différents groupes, de quelque ligne politique que ce soit, pour constituer la base d'une organisation à l'échelle du Canada. Au moment où cela fut accompli, En Lutte laissait tomber son «projet d'unité» et décidait soudain que l'unité de principe «marxiste-léniniste» devait se réaliser autour d'un programme du parti, ce qui est la ligne pour laquelle l'Union Bolchevique se battait depuis le début du tristement fameux «projet d'unité».

C'est sur le dos des masses féminines, donc, qu'En Lutte a entrepris son sabotage du mouvement marxiste-léniniste canadien. Qu'en est-il de la JIF de 1976 elle-même? En Lutte s'est servi de l'occasion pour mettre de l'avant l'économisme le plus laid, le plus démagogique qu'il avait jamais propagé. Il a insulté et ouvertement attaqué les ouvrières qui étaient présentes, leur disant qu'elles étaient totalement incapables de comprendre la politique marxiste-léniniste et qu'elles ne pourraient faire autrement que de se rattacher à la réalité par le biais de chaque lutte immédiate, minuscule, à laquelle elles se confrontaient. Cette attaque prit la forme d'une critique à l'égard de ceux des membres d'En Lutte qui avaient assez de respect pour les ouvrières présentes pour leur présenter un peu de politique.

L'attitude d'enquêter et d'écouter attentivement les masses a fait défaut dans certains ateliers. Ce qui eut pour conséquence qu'un grand nombre de travailleurs, de travailleuses et de ménagères n'ont pas osé s'exprimer devant les camarades intellectuels impatientés de prendre la parole souvent d'une manière complexe et abstraite. (*En Lutte*, Supplément, 7 mai 1976, p. 2 — notre traduction)

Cette tentative de ces camarades «dogmatiques» de soulever des questions politiques — nous ne sommes pas en mesure de confirmer, bien sûr, si les questions politiques qu'ils ont soulevées étaient authentiquement marxistes-léninistes, ou bien une forme mieux déguisée de gagnonisme — est présentée comme «intellectuelle», «complexe» et «abstraite». En d'autres mots, disent les gagnonistes, les ouvrières et les ménagères sont idiotes, les grandes idées leur échappent.

Dans les ateliers certains camarades ont adopté l'attitude de réciter à la hâte une série de principes marxistes-léninistes sans les lier aux préoccupations et aux luttes concrètes des participants. Voilà une façon dogmatique d'intervenir dans les masses. Ces gens ont peur d'accorder trop d'attention aux intérêts immédiats du prolétariat et de tomber ainsi dans l'économisme—Ne pas partir du niveau de conscience des masses dans le but d'élever ce niveau mène à adopter un style dogmatique d'intervention. (Ibid.)

Le marxisme-léninisme est attaqué de façon répétée comme étant une simple question d'«idées générales» auxquelles on oppose les luttes spontanées guidées par l'idéologie bourgeoise: «Nous devons éviter de répéter les mêmes idées générales. Il est plus important de nous appliquer à convaincre les masses de la justesse de ces idées au moyen des nombreux exemples concrets de la lutte de classe», (ibid.) Afin de s'assurer que les ouvrières qui sont venues à la JIF d'En Lutte soient soigneusement tenues à l'écart de toute question politique, afin de s'assurer que leur curiosité politique reste insatisfaite et que la discussion se fasse au plus bas niveau possible, celui des petites luttes individuelles, bien loin du marxisme-léninisme, afin de s'assurer qu'En Lutte lui-même joue son rôle approprié en creusant un profond fossé entre les masses et le socialisme scientifique, En Lutte déclenche une attaque frontale contre la juste ligne politique à l'effet que la construction du parti communiste est la tâche principale des marxistes-léninistes. Il déclare que la coalition de la JIF:

. . . n'a pas porté l'attention nécessaire à la lutte des femmes pour les droits démocratiques. Cela a pu amener plusieurs personnes à penser que nous considérons les justes luttes que les femmes mènent pour leur émancipation comme peu importantes par rapport à la lutte pour la création du parti prolétarien. (Ibid.)

Le mépris total d'En Lutte pour les ouvrières présentes, pour leur soif d'idées communistes, pour leur recherche d'une participation à la lutte pour construire le parti, s'affiche en opposition directe aux opinions exprimées par les ouvrières elles-mêmes.

. . . ce qui frappait cette journée-là c'est le désir grandissant de ces femmes d'être éduquées, de comprendre les mécanismes de leur oppression et de leur exploitation et de s'approprier la science de la lutte prolétarienne, le marxisme-léninisme, en surmontant leur peur des «grands mots». (Ibid.)

La tâche principale d'En Lutte est de garder les «gros mots» loin des masses ouvrières, parce que c'est en s'emparant des «gros mots» — ce dont l'élite snob d'En Lutte est convaincue que la classe ouvrière est incapable de faire — que les masses ouvrières vont s'emparer de l'outil de leur libération.

Pour propager l'idéologie bourgeoise chez ses lecteurs canadiens anglais, En Lutte publiait un «numéro spécial» de son «digest» anglais en préparation spécifique à la JIF de 1976. Le thème principal de ce numéro était la promotion de la Ligue et de son sabotage de l'unité fondée sur les principes marxistes-léninistes requise pour la lutte pour le parti. Mais ce numéro comprenait aussi un «supplément» afin d'assurer que la lutte contre l'unité marxiste-léniniste soit fermement liée à l'économisme le plus sale. En Lutte a déployé ses plus grands efforts dans ce supplément pour affirmer que l'on pourrait s'opposer au système capitaliste au moyen de diverses revendications pour des réformes. Pour ce qui est du «travail égal, salaire égal», En Lutte affirme:

Parce que mettre de l'avant cette revendication signifie refuser le rôle des femmes pour les capitalistes: «main-d'oeuvre à bon marché» et réserve de main-d'oeuvre à bon marché. Mettre de l'avant cette revendication signifie refuser les durs travaux sous-payés, refuser les politiques de crise de la bourgeoisie qui accentuent les différences salariales entre les hommes et les femmes Mettre de l'avant cette revendication c'est s'opposer au capitalisme, parce que le capitalisme a besoin de l'inégalité entre hommes et femmes du peuple ouvrier afin de vivre et d'accroître ses profits sur le dos de tout le prolétariat, (p. 15, notre traduction)

L'anarcho-syndicaliste le plus acharné n'aurait aucune difficulté à être d'accord avec cela. Nous pouvons supposément «refuser» l'oppression de la bourgeoisie en soulevant une revendication de salaire égal!

En Lutte s'est servi de façon répétée de l'occasion de la Journée internationale des femmes pour étouffer la participation des femmes à la lutte pour le parti, pour adopter un ton paternaliste et pour insulter les femmes, et pour propager son économisme contre-révolutionnaire. A sa JIF de 1977 pour la région de Toronto, il a projeté un film sur la «Chine socialiste» et l'a présentée comme un modèle de la lutte pour le «socialisme» au Canada. Enflammés par des photos de garderies en Chine, les participants furent alors exhortés à imiter ce qu'ils voyaient en luttant pour des garderies au Canada. On mentionna dans des termes des plus vagues la question du parti; il fut complètement laissé dans l'ombre que le but du parti était la révolution socialiste, on laissa l'impression très nette que ce parti surgirait des luttes spontanées et dans le but de poursuivre la lutte spontanée. Pas un mot de prononcé sur la dictature du prolétariat. En publicisant cette assemblée, le feuillet d'En Lutte faisait quelques vagues commentaires sur le socialisme et puis concrétisait cela en concluant:

Nous aimerions aussi entendre vos expériences à combattre les coupures et les contrôles des salaires. Discutons des meilleures revendications à soutenir et de comment nous organiser et nous lier avec les autres secteurs du peuple afin d'abattre les mesures de crise. Nous invitons les hommes aussi bien que les femmes à assister à l'assemblée puisque les hommes doivent soutenir activement les revendications des femmes. Comment pouvez-vous abattre les mesures de crise et lutter pour le socialisme (oui, n'oublions surtout pas cette lutte pour le socialisme! — UB) si nous laissons en arrière la moitié de l'armée, écrasée sous le fardeau d'un salaire inégal, de la discrimination dans l'emploi; du travail ménager et du soin des enfants. Une résistance victorieuse, c'est une résistance unifiée! (notre traduction)

En d'autres mots, comment le prolétariat féminin peut-il possiblement lutter pour le «socialisme» quand il est écrasé sous le fardeau de la double oppression? La voie évidente vers la libération des femmes, donc, pour En Lutte, c'est de rendre les femmes égales sous le capitalisme, c'est d'abolir la discrimination dans l'emploi sous le capitalisme, de telle sorte qu'elles puissent unir leur résistance à celle des ouvriers masculins. Pour En Lutte, la lutte pour les réformes est principale; le parti et le «socialisme» c'est secondaire, ce sont simplement des outils, des moyens dans le but de lutter contre les diverses mesures de crise de la bourgeoisie.

La Journée Internationale des femmes de 1978 fut l'occasion pour En Lutte de donner de la crédibilité et un appui aux dangereuses féministes petites-bourgeoises qui se sont mobilisées pour attaquer le marxisme-léninisme et pour réduire au silence toute expression d'une idée communiste. Il y eut un panel organisé par diverses associations féministes, et En Lutte était le seul groupe non féministe invité à prendre la parole lors du panel. Il s'est servi de l'occasion pour réciter les slogans les plus creux à propos de l'unité des sexes et de l'unité du Canada anglais et français dans la lutte «contre la bourgeoisie et pour le socialisme». Il n'a pas eu un seul mot à dire à propos de l'oppression spécifique des femmes ou de ce que pourrait faire la lutte pour le socialisme pour mettre fin à l'oppression spécifique des femmes. Sa seule réponse au féminisme fut l'économisme. Même la moins intelligente des féministes présentes n'eut aucune difficulté à attaquer le caractère superficiel et l'inutilité de la présentation d'En Lutte, qui fut prestement utilisée comme un exemple de «communisme» et qui fut décriée afin d'attaquer le communisme. Seules les interventions de l'Union Bolchevique lors de cette assemblée ont pu établir une distinction juste entre le radotage d'En Lutte et le marxisme-léninisme authentique sur la question des femmes.

Nous avons longuement montré que toute la ligne économiste d'En Lutte était une conspiration chauvine contre les masses féminines. On peut trouver un exemple spécifique de cela dans la ligne qu'il a propagée à l'ADDS, une organisation pour la défense des droits des assisté(e)s sociaux(les) de Montréal.

La ligne d'En Lutte à l'ADDS était que c'est en luttant contre le contrôle des salaires que les bénéficiaires de l'assistance sociale pourraient satisfaire leurs revendications face à l'Etat bourgeois — rien qu'un complot de bas-étage pour racoler derrière son programme aristocrate ouvrier les couches féminines les plus opprimées. En Lutte incluait dans son «projet de programme» — qui ne disait pratiquement rien sur la question des femmes — une revendication pour un revenu annuel minimum garanti, une revendication à laquelle les membres de l'ADDS s'opposent depuis longtemps.

En Lutte s'est allié activement à la contre-révolution, contre les masses d'assistés sociaux à l'ADDS, quand il a appuyé la présence à l'ADDS de la Ligue social-fasciste, laquelle avait conspiré pendant plusieurs mois pour diviser, démolir et détruire cette organisation. En Lutte a attaqué les assistés sociaux en leur disant qu'ils étaient anti-communistes parce qu'ils s'opposaient à la présence de la Ligue — défendant ainsi non seulement la Ligue comme étant «communiste», mais aussi en défendant ses propres idées de chrétien au coeur tendre à propos de ces soi-disant «communistes», contre les meilleurs instincts des masses, dont l'opposition à la Ligue n'avait absolument rien à voir avec l'anti-communisme. Mais bien qu'En Lutte défendait la Ligue contre les masses à l'ADDS, il s'est saisi de l'occasion de sa quatrième conférence nationale du mouvement marxiste-léniniste pour agripper des assistées sociales par le collet et pour les expulser par la force. Leur «crime» consistait à s'être approchées des micros pour exprimer leurs points de vue, lesquels, malheureusement pour En Lutte, étaient des points de vue démocratiques et communistes. Ce fut un embarras terrible pour En Lutte que des femmes de la classe ouvrière se dressent pour défendre le marxisme-léninisme quand En Lutte, au cours des cinq années pendant lesquelles il a rôdé et agi au sein des masses, n'a réussi qu'à regrouper quelques petits bourgeois pris de panique.

B. La «Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada»

La soi-disant «LC(M-L)C» est l'agent officiel du révisionnisme chinois au Canada, ouvertement reconnue par la clique contre-révolutionnaire de Pékin et défendant fièrement les intentions de la direction chinoise d'atteindre un statut de grande puissance. Par sa défense de l'impérialisme, par ses manœuvres visant à camoufler le fascisme international et par sa propagande de la théorie des «trois mondes», la Ligue s'engage bien sûr à étrangler les larges masses féminines, parce que l'impérialisme et le fascisme sont des systèmes dont l'oppression et l'exploitation des femmes sont partie intégrante.

Chaque année la Ligue utilise la Journée Internationale des femmes pour propager son économisme, lequel, dans ses mains, devient un outil contre-révolutionnaire pour s'emparer de la direction des luttes spontanées du prolétariat afin de les mettre au service des secteurs les plus réactionnaires du capital financier. La JIF pour la Ligue devient une occasion de presser les femmes à se «joindre à la lutte de classe», en cherchant des «jobs» dans les usines de telle sorte qu'elles soient mieux placées sous la direction liguienne dans le mouvement syndical. Tandis que les larges masses féminines sont à l'agonie à cause du chômage et de la famine, les liguiennes, — comment cela se fait-il? — ont beaucoup moins de difficulté à trouver les emplois appropriés pour mener leur activité implantationniste dans les usines et les hôpitaux. La Ligue enjoint fortement ses cadres de se «joindre à la lutte de classe» pour pouvoir s'emparer du pouvoir dans le mouvement syndical et étrangler les masses féminines et leur soif du marxisme-léninisme, par la force quand c'est nécessaire.

Les tactiques de la Ligue contre les masses féminines diffèrent à un certain degré de celles d'En Lutte, qui lui, agit beaucoup moins sur la base du social-fascisme et beaucoup plus sur celle de la social-démocratie. Alors qu'En Lutte manifeste son chauvinisme mâle surtout en ignorant, en crachant sur et en négligeant la situation des larges masses féminines — comme son désintérêt total face aux luttes concrètes à l'ADDS, son obsession du contrôle des salaires et autres problèmes qui préoccupent le plus l'aristocratie ouvrière, et son refus d'accorder aux femmes une voix et un rôle de direction dans son organisation — la Ligue, elle, complotte contre les femmes de façon beaucoup plus active et organisée. La Ligue n'ignore pas les masses féminines dans leurs diverses situations au sein de la classe ouvrière canadienne; elle s'abat sur elles, elle tire avantage de la jeunesse et de la faiblesse relatives des organisations défensives féminines, elle s'infiltre dans leurs luttes pour les droits démocratiques et utilise toutes les intrigues et manœuvres pour s'établir elle-même à leur direction.

Nous avons déjà cité l'exemple de l'ADDS. Les masses à l'ADDS ont remporté une grande victoire en rassemblant leurs forces démocratiques pour expulser la Ligue de leurs rangs. La Ligue avait déployé beaucoup d'énergie à tramer un coup de force à l'ADDS, pour s'y emparer du pouvoir et faire passer entièrement la direction entre ses mains. Elle s'est ouvertement opposée à la démocratie au sein de l'ADDS en exigeant que ceux qui n'étaient pas assistés sociaux (les liguiens) à l'ADDS aient droit de vote. Quand cette manœuvre eut échoué, la Ligue a pressé ses cadres de devenir assistés sociaux pour conserver son droit de vote à l'ADDS. La Ligue s'est effectivement emparée du pouvoir dans deux locaux de l'ADDS et s'est servie de son contrôle des fonds pour les canaliser vers d'autres activités de la Ligue. Totalement coupée des masses à l'ADDS, qui avaient voté l'expulsion de la Ligue à une majorité écrasante, la Ligue a mis son expulsion sur le compte de «l'Union Bolchevique contre-révolutionnaire», qu'elle a toujours accusée d'être «coupée des masses». Ce qui terrifiait par-dessus tout la Ligue c'était que, malgré ses efforts les plus énergiques, des assisté(e)s sociaux(ales) à l'ADDS commençaient à s'emparer des idées communistes et à participer à des cercles d'étude communistes. La Ligue s'est toujours opposée à l'étude à l'ADDS et elle a mis de l'avant la position à l'effet que les discussions politiques à l'ADDS devraient se limiter à la discussion des revendications de réformes immédiates pour les assistés sociaux.

Ce que voulait la Ligue à l'ADDS, c'était la transformer en une autre organisation du type SOS-garderies. SOS-garderies est utilisé par les agents de publicité de la Ligue comme une de ses plus grandes victoires. SOS-garderies a mené une longue campagne pour des garderies gratuites, coopératives, «contrôlées par les ouvriers» et a obtenu une bonne couverture dans les médias pour son occupation d'une école et d'autres activités militantes sur ces questions. En fait, ce que représente SOS-garderies, c'est la tentative réussie de la part de la Ligue de s'emparer des rênes d'un mouvement populaire pour des garderies et d'obliger tous les hommes et femmes qui lui appartenaient à capituler devant sa «plate-forme de lutte

de classe», qui n'était rien d'autre qu'une exigence de direction liguienne absolue, sous un ou deux slogans socialistes. La Ligue a pu orchestrer son coup de force avec une efficacité exceptionnelle dans ce cas-là parce que l'infiltration de SOS-garderies était particulièrement facile — il n'était pas nécessaire de se trouver un emploi particulier dans une usine particulière, ou de «tomber sur» le Bien-Etre social, etc. La Ligue a manigancé le même genre de prise du pouvoir absolu dans un système de coopératives alimentaires, lesquelles étaient aussi relativement faciles à infiltrer. Ces deux cas servent d'exemples de ce que la Ligue aimerait réaliser dans les organisations de défense démocratiques des masses canadiennes, si on lui en laissait la chance.

Un autre exemple de la conspiration de la Ligue contre les femmes canadiennes opprimées, c'est l'Organisation de Lutte pour les Droits Démocratiques des Immigrants (OLDDI), une façade de la Ligue qui s'efforce d'amener les travailleuses domestiques profondément opprimées et écrasées au Canada sous les tentacules criminelles de la Ligue. Très faiblement organisées à cause de la nature objective de leur travail, sujettes aux caprices du Ministère de l'Immigration, vivant avec des salaires de famine, privées même des exigences du salaire minimum, les ouvrières domestiques qui viennent en contact avec la Ligue seront bien faiblement équipées pour résister à cette conspiration hautement organisée d'étranglement petit-bourgeois.

La Ligue représente la politique de l'aristocratie ouvrière et de la petite bourgeoisie alors qu'elles sont prises de panique devant l'effondrement du système impérialiste mondial. Dans sa panique, la Ligue cherche à assurer son hégémonie là où elle le peut, mais les sections hautement organisées du mouvement syndical représentent habituellement un défi trop grand et ne peuvent être brisées avec suffisamment de facilité pour que la Ligue y établisse le contrôle absolu qu'elle recherche. Par conséquent, le fascisme complet de la Ligue est démasqué avec une beaucoup plus grande clarté dans ses activités dans les sections plus faibles, plus récentes, moins bien financées et plus vulnérables des masses canadiennes. C'est pourquoi les organisations de femmes ont été les victimes particulières des plans totalitaires absolus de la Ligue social-fasciste. Ses plans pour briser les instruments de défense des femmes canadiennes, pour empêcher physiquement la diffusion vers elles des idées communistes, pour les dépouiller le plus possible de moyens de défense face à l'assaut forcené du capital, font partie de ses plans social-fascistes à l'égard de toute la classe ouvrière canadienne.

Au niveau théorique, la Ligue n'a rien du tout à dire à propos de la question des femmes. Sa chronique hebdomadaire, «la moitié du ciel» (tirée d'une citation de son idole, Mao Tsé-toung, qui n'a jamais mis de l'avant une ligne communiste sur la question des femmes), traite presque toujours de ce tel ou tel mouvement de réforme chez les femmes, dans l'espoir que la Ligue puisse l'infiltrer. Elle n'a fait aucune analyse concrète de la situation concrète des femmes canadiennes et toute sa plateforme politique sur les femmes, telle que mise de l'avant dans son *Document d'Entente Politique*, consiste en quelques balbutiements sur le fait d'amener les femmes sur le marché du travail, et de là, sous la direction de la Ligue. Le mépris de la Ligue pour la théorie marxiste-léniniste est égal à son mépris pour les femmes, dont la double oppression exige une explication beaucoup plus scientifique que les âneries méprisantes de la Ligue.

En ralliant ses cadres, la Ligue lance souvent des appels camouflés aux instincts féministes petits-bourgeois de différentes femmes qui sont entraînés dans son sillage. Il n'y a là rien d'inconséquent; ce n'est qu'un exemple de la collusion entre l'économisme et le féminisme qui accompagne son propos. Mais ce qui est principal dans sa conspiration, lorsque la question des femmes doit être abordée, c'est son plan social-fasciste pour les masses, un plan qui, de par sa nature même, est mâle chauvine, pas moins que le fascisme lui-même. Une organisation qui existe pour assurer la domination des sections les plus réactionnaires du capital financier, pour assurer par la force que la classe ouvrière reste en appendice de la bourgeoisie impérialiste, existe pour perpétuer l'oppression des femmes. Les complots de la Ligue contre l'ADDS et d'autres organisations de femmes au Canada ne sont que la réalisation concrète de cela.

Les économistes se sont rendus célèbres pour avoir proclamé qu'ils avaient découvert que c'est le prolétariat qui constitue la force dirigeante de la révolution, et pour avoir proclamé que leur économisme défend les intérêts du prolétariat. Il est vrai bien sûr que seul le prolétariat en tant que classe peut diriger la transformation révolutionnaire de la société, par le renversement de la bourgeoisie et l'instauration du nouvel ordre socialiste. Cela, parce que le prolétariat est le produit spécifique du capitalisme, parce qu'il se dresse en antagonisme direct face à la bourgeoisie en tant que classe, parce que lui seul se trouve dans la position objective de prendre la direction de la guerre contre le règne de la bourgeoisie. Les économistes pervertissent et vulgarisent cette vérité scientifique pour propager l'illusion que, parce que le prolétariat est tenu dans l'esclavage salarié par la bourgeoisie, c'est donc au moyen de la lutte économique pour de meilleurs salaires que la classe ouvrière réalisera sa libération. Mais contre les mensonges des économistes se dresse cette vérité marxiste que le prolétariat arrachera sa libération seulement lorsqu'il sera guidé par son détachement avancé, son parti politique indépendant, que ce parti doit être guidé par un programme ferme, une stratégie et une tactique qui tiennent compte de toute la structure de la société capitaliste et de tous les problèmes théoriques et pratiques qui sont rattachés à la lutte pour le socialisme. Lénine dit clairement:

Seule l'étude objective de l'ensemble des rapports de toutes les classes, sans exception, d'une société donnée et, par conséquent, la connaissance du degré objectif du développement de cette dernière et des corrélations entre elle et les autres sociétés, peut servir de base à une tactique juste de la classe d'avant-garde. («Karl Marx», LOC 21:70)

Donc le prolétariat n'arrive pas à sa libération par l'auto-contemplation, ou en ne considérant que les problèmes de salaire et de conditions de travail dans sa lutte contre l'esclavage salarié. Il doit appliquer «l'analyse et le critérium matérialistes à toutes les formes de l'activité et de la vie de toutes les classes, catégories et groupes de la population». (*Que Faire?*, ELE, p. 86).

Même sur leur propre terrain, le lieu de travail, les économistes n'ont rien à offrir aux larges masses de femmes prolétaires. En prenant la lutte économique comme leur principal point de départ, les économistes ne peuvent faire

autrement qu'accepter les prémisses fondamentales de la bourgeoisie, dont l'une est l'oppression des femmes. Lénine soutient:

...Tout culte de la spontanéité du mouvement ouvrier, tout amoindrissement du rôle de «l'élément conscient» signifie par là même — qu'on le veuille ou non, cela n'y fait absolument rien — un renforcement de l'influence de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers.... Le développement spontané du mouvement ouvrier aboutit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise... car le mouvement ouvrier spontané, c'est le trade-unionisme. . . le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie. (*Que Faire?*, ELE, pp. 46-47,49)

Le mépris des économistes pour la théorie, le mépris du besoin de comprendre **«toutes les formes de l'activité et de la vie»** des femmes les rendent totalement inutiles pour les masses de femmes prolétaires. Seule la compréhension de la double oppression des femmes peut expliquer la position spécifique des femmes sur le marché du travail. Aussi les économistes n'osent jamais tenter d'expliquer la rigide ségrégation sexuelle qui sévit au travail et comment elle est maintenue par la manipulation bourgeoise de la position spécifique des femmes à la maison. Ils sont incapables d'expliquer le lien entre le travail domestique privé, d'un côté, et de l'autre, le travail à temps partiel, saisonnier, le travail servile, à la pièce, le travail à la maison, les salaires de famine et le taux exceptionnellement élevé de chômage.

Et, si l'on regarde au-delà du lieu de travail, il devient encore plus clair pourquoi l'économisme doit être complètement écrasé par les masses féminines dans leur lutte pour la libération. Parce qu'elles sont doublement opprimées, elles doivent être doublement libérées. L'oppression spécifique des femmes, *en tant que femmes*, est enracinée dans la propriété privée des moyens de production, Engels déclare:

La première opposition de classe qui se manifeste dans l'histoire coïncide avec le développement de l'antagonisme entre l'homme et la femme dans le mariage conjugal, et la première oppression de classe, avec l'oppression du sexe féminin par le sexe masculin. (*L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Ed. sociales, p 74)

Le marxisme-léninisme établit donc clairement que l'oppression des femmes n'est pas qu'une question d'esclavage salarié, ou que de l'exploitation directe par la bourgeoisie sur le lieu de travail. L'oppression des femmes a une histoire qui est aussi vieille que la société de classe. La déraciner, l'extirper signifie extirper la société de classe; et la déraciner exige une conscience de sa nature fondamentale, de chacune de ses manifestations. L'oppression spécifique des femmes *en tant que femmes* est enracinée dans l'esclavage domestique, et Lénine souligne catégoriquement le fait que l'oppression des femmes ne peut être abolie qu'avec l'abolition de l'esclavage domestique et la socialisation du travail ménager.

La véritable émancipation de la femme, le véritable communisme commencent que là et au moment où s'engage la lutte de masse (dirigée par le prolétariat, maître du pouvoir) contre cette petite économie domestique ou plutôt sa refonte massive en une grande économie socialiste. («La grande initiative», LOC 29:433)

L'oppression spécifique de la femme dans la famille, l'esclavage domestique, laisse sa marque sur toutes les relations sociales de la femme en société capitaliste: harcèlement sexuel dans la rue et au travail, assauts sexuels, problèmes de soins médicaux, restrictions à l'éducation, et pénétration spécifique d'idées arriérées chez les femmes. Traiter de la question de l'oppression des femmes en termes d'esclavage salarié seulement ou même en termes d'absence de certains droits démocratiques, est anti-marxiste; c'est une insulte venimeuse à l'endroit des justes aspirations des masses féminines à la libération complète, à la pleine égalité, à la pleine reconnaissance de leur vaste potentiel humain de combattantes pour la libération de l'humanité.

Les économistes sont les ennemis jurés des larges masses féminines. Ce sont les alliés de la bourgeoisie impérialiste, ils travaillent à son service, ils sont dans le camp de la contre-révolution. La lutte pour rallier l'avant-garde des femmes aux premiers rangs de l'armée active de libération du prolétariat ne peut être séparée de la lutte contre l'économisme impérialiste, la lutte pour écraser les lieutenants de la bourgeoisie dans les rangs de la classe ouvrière.

1 Armstrong, p. 28.

2 Statistique Canada, *Women in the Labour Force: Facts and Figures*, 1975, p. 287

3 Armstrong, p. 50.

Le féminisme

La base sociale du féminisme

De l'autre côté de la médaille, en ce qui a trait à l'oppression des femmes, on retrouve l'esclavage sexuel. Et l'autre aspect de la conspiration bourgeoise qui vise à perpétuer l'oppression et l'esclavage des femmes, c'est le féminisme. De même que l'économisme cherche à maintenir les femmes asservies sur le marché du travail, au nom de la libération de la classe ouvrière de l'esclavage salarié, de même le féminisme s'est assigné la tâche de maintenir les femmes enchaînées à la cuisine, à la garderie et à la soumission sexuelle, au nom de la grande lutte contre l'oppression sexuelle des femmes.

Le féminisme a connu un important regain de vie au cours de la dernière décennie, consolidant son influence contre-révolutionnaire avec une force plus grande que jamais dans les pays impérialistes. Il a trouvé sa source dans les plus hautes couches de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, avec des porte-parole tels que Betty Friedan et la National Organization of Women (NOW) (l'organisation nationale des femmes), se plaignant du «fardeau psychologique» imposé aux femmes riches qui rataient leur propre carrière. Les organisatrices de ce féminisme de la vieille garde ont été le fer de lance de divers mouvements afin de permettre aux femmes les plus privilégiées dans les pays impérialistes d'obtenir des emplois dans l'administration, en médecine, en droit, dans les universités et dans d'autres domaines qui restent complètement fermés non seulement à presque toutes les femmes mais aussi à presque tous les hommes.

La direction et l'influence de cette couche élitiste de féministes ont amené la bourgeoisie à promulguer certaines lois démocratiques comme la libéralisation du divorce et des lois sur l'avortement, ainsi que d'autres changements dans le statut légal formel des femmes. Cependant, la démocratie bourgeoise n'élimine pas la dictature bourgeoise. Lénine affirme:

Dans la majorité des cas, le droit au divorce demeure irréalisable en régime capitaliste, car le sexe opprimé y est économiquement écrasé, car la femme, en régime capitaliste, demeure, quel que soit le système de démocratie, une «esclave domestique», confinée dans la chambre à coucher, la chambre des enfants, la cuisine....Plus la liberté du divorce est complète, et plus il est évident pour la femme que la source de son «esclavage domestique» est le capitalisme, et non l'absence de droits. («Une caricature du marxisme et à propos de l'économisme impérialiste», LOC 23:79)

Par conséquent, alors que la bourgeoisie montrait du doigt ces nouvelles réformes en tant que supposées preuves du progrès des femmes, la condition des masses féminines n'a cessé d'empirer, la double oppression des femmes pèse plus lourdement que jamais sur leurs épaules.

Pour avoir représenté une couche si extrêmement réduite de femmes bourgeoises, qui ne perdent d'aucune manière les privilèges du capitalisme mais qui en fait ne font qu'en gagner plus (en obtenant le droit de participer directement à la gestion capitaliste de l'exploitation de la classe ouvrière), cette couche supérieure des féministes s'est attirée la jalousie et le mépris même de plusieurs des «porte-parole» petits-bourgeois à la direction du mouvement féministe. NOW «concilie avec les hommes» disent-elles; sa tactique et sa stratégie sont trop étroites. Le réformisme mis de l'avant par cette couche supérieure de féministes ne peut répondre aux besoins de ces femmes pour qui les choix de privilèges ne vont pas en augmentant, mais en diminuant. Ainsi le féminisme qui s'est développé et s'est consolidé au cours des deux dernières décennies en est venu à représenter ces couches de femmes de la petite bourgeoisie qui sont prises de panique devant la marche du capitalisme lui-même, parce qu'elles perdent de la sorte leur position privilégiée: celle de rester à la maison, en-dehors de la sphère de la production capitaliste. Ce sont ces couches qui ont profité du pillage impérialiste des peuples opprimés du monde, non pas en percevant directement de plus hauts salaires, mais en étant complètement exemptées de l'esclavage salarié direct. Toutefois, la valeur toujours plus faible des salaires réels rapportés à la maison par leurs maris, conjuguée à la dégénérescence croissante et la destruction de la famille les plongent dans une situation où elles se débattent avec désespoir pour résister à la vague des conditions objectives du monde qui s'abattent sur elles. Elles ont bien envie de revenir en arrière, de se cramponner à la position sécuritaire des femmes à la maison, de combattre les connaissances inévitables que la participation à la production sociale leur apporterait; elles méprisent la perspective d'abandonner leur vision étroite, leur individualisme petit-bourgeois, leur attention centrée exclusivement sur les problèmes des femmes, leur privilège de rester infantiles et ignorantes.

Marx comprit avec une grande perspicacité qu'

Il fallait enfin reconnaître qu'en sapant les fondements économiques de la famille ouvrière, la grande industrie en a bouleversé toutes les autres relations. Le droit des enfants dut être proclamé . . . Ce n'est pas cependant l'abus de l'autorité paternelle qui a créé l'exploitation de l'enfance, c'est tout au contraire l'exploitation capitaliste qui a fait dégénérer cette autorité en abus . . . Si terrible et si dégoûtante que paraisse dans le milieu actuel la dissolution des anciens liens de famille, la grande industrie, grâce au rôle décisif qu'elle assigne aux femmes et aux enfants, en-dehors du cercle domestique, dans des procès de production socialement organisés, n'en crée pas moins la nouvelle base économique sur laquelle s'élèvera une forme supérieure de la famille et des relations entre les sexes. (*Le Capital*, Garnier-Flammarion, p. 351-352)

Et Engels soutenait: «**l'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique**» (*L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Editions sociales, p. 82). Lénine comprit également qu'il s'agissait d'un grand pas historique en avant pour les femmes que de quitter la maison et d'entrer dans la sphère des relations productives capitalistes:

En brisant l'isolement patriarcal de ces catégories qui auparavant ne sortaient jamais du cercle étroit des rapports domestiques et familiaux, en les faisant participer directement à la production sociale, la grande industrie mécanique stimule leur développement et accroît leur indépendance. En un mot, elle leur donne des conditions de vie bien supérieures à l'immobilisme patriarcal des rapports précapitalistes. («Le développement du capitalisme en Russie», LOC 3:581)

C'est ce pas historique progressiste que le mouvement féministe s'est juré de combattre. Tout comme l'économisme constitue l'expression politique de la crainte de l'aristocratie ouvrière à l'égard des masses prolétariennes, la crainte que ceux-ci se soulèvent pour accomplir la révolution socialiste, de même le féminisme est l'expression politique de la panique de la femme petite-bourgeoise oisive et parasitaire, de sa peur de la classe ouvrière, sa peur de faire partie de la classe

ouvrière, sa peur que les ouvrières ne s'emparent d'idées supérieures à celles dont elle-même est capable de s'emparer, sa peur que les ouvrières ne deviennent une partie active de l'armée de libération du prolétariat.

Lorsque nous soutenons que le but du féminisme est la perpétuation de l'oppression sexuelle des femmes, nous ne faisons pas seulement référence à l'esclavage domestique mais aussi à son complément inévitable. L'esclavage domestique se trouve, bien sûr, à la racine de l'oppression spécifique des femmes. Engels affirme:

(Le mariage conjugal) apparaît comme l'assujettissement d'un sexe par l'autre, comme la proclamation d'un conflit des deux sexes, inconnu jusque-là dans toute la préhistoireLa première opposition de classe qui se manifeste dans l'histoire coïncide avec le développement de l'antagonisme entre l'homme et la femme dans le mariage conjugal, et la première oppression de classe, avec l'oppression du sexe féminin par le sexe masculinLa famille conjugale moderne est fondée sur l'esclavage domestique, avoué ou voilé, de la femme, et la société moderne est une masse qui se compose exclusivement de familles conjugales, comme d'autant de molécules, (op. cit., pp. 74 et 82)

Pourtant Engels n'a jamais séparé son analyse de l'esclavage domestique de son complément, le libre échange des femmes en dehors du mariage.

Dès qu'apparaît l'inégalité des biens matériels . . . le salariat apparaît sporadiquement à côté du travail servile et, en même temps, comme son corrélatif nécessaire, la prostitution professionnelle des femmes libres à côté de l'abandon obligatoire de son corps par la femme esclave. Ainsi, l'héritage que le mariage par groupe a légué à la civilisation est à double face, comme tout ce que crée la civilisation est à double face, équivoque, à double tranchant, contradictoire: ici la monogamie, là l'hétaïrisme,* y compris sa forme extrême, la prostitution. L'hétaïrisme est une institution sociale tout comme une autre; il maintient l'antique liberté sexuelle ... en faveur des hommes. Non seulement toléré en fait, mais allègrement pratiqué, surtout par les classes dirigeantes, il est condamné en paroles. En réalité cependant, cette réprobation n'atteint aucunement les partenaires masculins, mais seulement les femmes; on met celles-ci au ban de la société, on les repousse, afin de proclamer ainsi, une fois encore, comme loi fondamentale de la société, la suprématie inconditionnelle de l'homme sur le sexe féminin. (Ibid., p. 75)

Ainsi, la famille individuelle moderne dans la société capitaliste est fondée sur l'esclavage domestique de la femme. Mais l'esclavage domestique ne constitue que la moitié de la réalité de l'oppression sexuelle des femmes; nulle part il n'existe sans son complément, l'hétaïrisme, le libre échange des femmes. Et peu importe la quantité de rhétorique libertaire et freudienne dont on enrobe cette pratique, peu importe la quantité d'éloges qu'on peut faire au sujet de la «liberté sexuelle», «la libre expression de notre sexualité», «l'apprentissage de l'amour des autres sans inhibitions» et autres gadgets publicitaires, dans la société capitaliste ces pratiques n'ont qu'un seul et même but: la réaffirmation de «**la suprématie inconditionnelle de l'homme sur le sexe féminin**» en tant que «**loi fondamentale de la société**». C'est le moyen par lequel la soumission sexuelle de la femme est assurée, qu'elle soit mariée ou non, qu'elle soit ou non fidèle dans le mariage.

Le but du féminisme, c'est de fournir à la bourgeoisie une arme idéologique pour assurer la continuation de la soumission sexuelle de la femme, pendant une période d'effervescence, une période où les armes idéologiques plus traditionnelles de la bourgeoisie commencent à être remises en question par les masses travailleuses. D'une part, le féminisme lutte pour garder les masses féminines enchaînées à l'esclavage domestique, à la cuisine et à la chambre d'enfants, à l'aide de son culte de l'héroïsme du travail domestique, qui dans sa forme extrême devient une revendication d'un salaire pour le travail domestique. D'autre part, le féminisme lutte pour perpétuer le complément de l'esclavage domestique — le libre échange des femmes en dehors du mariage — par son attaque générale contre la famille et sa revendication de «l'amour libre» pour «libérer» les femmes de la famille.

Ces deux luttes réunies constituent l'essence du programme féministe, ses principaux thèmes, qui peuvent se percevoir en dépit de l'individualisme et de l'anarchie qui prévalent au sein de nombreuses écoles féministes de «libre expression». C'est dans le but de perpétuer la soumission sexuelle des femmes sous ses deux aspects principaux que le féminisme existe en tant qu'arme idéologique de la bourgeoisie: se placer à l'avant-scène en un moment où

«Hétaïrisme», terme utilisé par Engels pour signifier l'échange sexuel des femmes en dehors du mariage monogame.

fermente la colère des masses féminines, afin de fournir à leurs questions une solution fautive et anti-communiste, afin de les ramener en arrière, de leur faire accepter l'esclavage sexuel.

Nous commencerons par démontrer le rôle du féminisme dans la perpétuation de l'esclavage domestique.

Les féministes: apologistes de l'esclavage domestique des femmes

Le féminisme, bien sûr, n'avoue pas que son but est la perpétuation de l'esclavage domestique. Si nous devons croire les féministes, ce sont les communistes — à commencer par Marx, évidemment — qui méprisent la femme asservie dans sa cuisine, et ce sont les féministes qui ont découvert son existence et qui sont les championnes de sa cause.

... Marx qui, observant ce qui se passait pour les femmes allant travailler en usine, en a conclu qu'elles étaient mieux à la maison. (Mensonges, vils mensonges et calomnies — UB) Puis la vie à la maison était considérée comme plus morale; mais la véritable nature du rôle de la ménagère n'apparaît pas clairement chez Marx.(1)

Marx et Lénine sont constamment attaqués avec arrogance à cause de leur «chauvinisme mâle», de «leur accord avec la 'marginalité' du travail domestique », (2) ou tout simplement parce qu'ils sont des hommes. («Vos idoles sont tous des hommes. Alors que *nos* idoles...») La «gauche» (les communistes) est constamment accusée de négliger la question du travail domestique, et de penser seulement à l'usine. Alors comparons la vision du marxisme-léninisme sur le travail domestique, à celle de nos amies féministes, pour voir qui néglige réellement l'oppression des femmes à la maison, qui travaille réellement à garder les femmes asservies à la maison.

Pour les féministes, le travail domestique est un travail productif invisible.

On dit souvent, à l'intérieur de la définition du travail salarié, que le travail ménager de la femme n'est pas productif. En fait, c'est exactement le contraire qui est juste, si l'on pense à l'énorme quantité de services sociaux que l'organisation capitaliste transforme en activités privées en les mettant sur le dos de la ménagère à la maison.(3)

Nous produisons le produit le plus précieux à apparaître sur le marché capitaliste: la main-d'oeuvre. Le travail domestique et la famille sur laquelle il est centré sont toujours les piliers de la production capitaliste. Parce que la disponibilité d'une main-d'oeuvre stable et bien disciplinée est une condition essentielle de la production à chaque stade du développement capitaliste.(4)

La communauté est l'autre moitié de l'organisation capitaliste, l'autre domaine de l'exploitation capitaliste cachée, l'autre source, cachée de surtravail.(5)

Le travail domestique, en tant que travail, est *productif au* sens marxien du terme, c'est-à-dire qu'il produit de la plus-value.(6)

C'est seulement au moyen de ces heures de travail invisible que le prolétariat peut produire la plus-value dans l'économie. Il peut par conséquent être dit que le travail des femmes à la maison est transféré à la création de plus-value au moyen de la main-d'oeuvre salariée.(7)

Pour Marx, cependant, «**seul est productif le travail salarié qui produit du capital**» («Théories sur la plus-value», Le Capital, Livre IV, Tome I, Editions sociales, p. 156)

Selon Marx:

Le travail productif au sens de la production capitaliste, c'est le travail salarié qui, en échange de la partie variable du capital, (de la partie du capital déboursée en salaire), non seulement reproduit cette partie du capital (ou la valeur de sa propre puissance de travail), mais produit en outre de la plus-value pour le capitaliste. . . .Seul est productif le travail salarié qui produit du capital. . . .Seule donc la puissance de travail dont la mise en valeur est plus élevée que sa valeur. (Ibid., p. 161)

. . . .le travail productif (est un) travail qui s'échange immédiatement contre le capital. . . .par là est établi aussi de façon absolue ce qu'est le travail improductif. C'est du travail qui ne s'échange pas contre du capital mais immédiatement contre du revenu, donc du salaire ou profit... un tailleur qui se rend au domicile du capitaliste pour lui raccomoder ses chausses, ne lui fournit qu'une valeur d'usage et ne demeure qu'un travailleur improductif... c'est un revenu qui est consommé ...Ici le travail productif comme le travail improductif sont toujours considérés du point de vue du possesseur de l'argent, du capitaliste, et non pas de celui du travailleur. (Ibid., p. 167-8)

Marx dit clairement que le travail domestique tombe dans la catégorie du travail improductif.

Au reste, la plus grande masse de la société, c'est-à-dire la classe ouvrière, est contrainte d'accomplir ce travail-là elle-même; mais elle ne peut le faire qu'à condition d'avoir travaillé de façon «productive». Elle ne peut se cuisiner de la viande pour elle qu'après avoir produit un salaire pour payer la viande, elle ne peut entretenir ses meubles, son logement, cirer ses chaussures, qu'après avoir produit la valeur des meubles, du loyer et des chaussures. Pour cette classe des travailleurs productifs, le travail qu'ils accomplissent pour eux-mêmes apparaît donc comme du «travail improductif». Ce travail improductif ne leur permet jamais d'accomplir une seconde fois ce même travail improductif, s'ils n'ont auparavant travaillé de façon productive. (Ibid., p. 177-8)

Les féministes prétendent que le travail ménager privé produit indirectement de la plus-value parce qu'il fait partie intégrante du système capitaliste. Marx a montré très clairement le ridicule d'une telle analyse:

Ce travail participant indirectement à la production (et il forme seulement une partie du travail productif) nous l'appelons justement travail improductif. Ou autrement, puisque le magistrat ne peut absolument pas vivre sans le paysan, il faudrait dire que le paysan est un producteur indirect de justice, etc. Fadaise! (Ibid., p. 336)

C'est-à-dire que de démontrer qu'une forme particulière de travail joue un rôle dans le fonctionnement du système capitaliste, ne permet en aucune façon d'affirmer la nature socialement productive de ce travail, de déterminer sa place précise dans l'économie politique du capital. Le système capitaliste dans son ensemble profite à la classe bourgeoise. Marx affirme:

. . . l'accroissement du taux de profit dans une branche d'industrie est dû au développement de la force productive du travail dans une autre.

Ce dont le capitaliste tire profit dans ce cas, c'est encore d'un gain qui résulte du travail social, même s'il n'est pas le produit des ouvriers qu'il exploite lui-même directement. Ce développement de la productivité du travail s'explique toujours en dernière analyse par le caractère social du travail mis en action; par la division du travail à l'intérieur de la société; par le développement du travail intellectuel, notamment des sciences de la nature. Le capitaliste profite, dans ce cas, des avantages de tout le système de la division sociale du travail. (*Le Capital*, Livre Troisième, Editions sociales, p. 93)

Selon les féministes, les ménagères produisent supposément la force de travail, «la seule marchandise sans laquelle le capitalisme ne peut exister. C'est aussi la seule marchandise dont la classe ouvrière contrôle les moyens de production». (8) «Nous produisons le produit le plus précieux à apparaître sur le marché capitaliste: la force de travail». (9) Malgré leurs efforts énormes pour avoir l'air marxistes, leurs arguments n'ont rien à voir avec le marxisme parce que Marx dit clairement qu'en dernier lieu, c'est l'ouvrier lui-même qui reproduit sa propre force de travail dans le processus de consommation. C'est pendant qu'il mange, qu'il dort et s'adonne à d'autres activités de récupération que l'ouvrier reproduit quotidiennement sa propre force de travail. Marx affirme:

Le travail use ses éléments matériels, son objet et ses moyens, et est, par conséquent, un acte de consommation. Cette consommation productive se distingue de la consommation individuelle en ce que celle-ci consomme les produits comme moyens de jouissance de l'individu, tandis que celle-là les consomme comme moyens de fonctionnement du travail. Le produit de la consommation individuelle est, par conséquent, le consommateur lui-même; le résultat de la consommation productive est un produit distinct du consommateur. (*Le Capital*, Livre premier, Editions sociales, p. 140)

La ménagère contribue évidemment à l'éducation et à l'entretien de la force de travail, dans la mesure où elle élève les enfants, prépare les repas, fait les lits, et ainsi de suite. Mais dans ce cas, il en est de même pour les médecins qui soignent les gens, pour les écoles dans lesquelles on enseigne à la classe ouvrière les techniques dont elle a besoin pour trouver du travail, pour les ouvriers du vêtement qui fabriquent les habits que l'ouvrier utilise pour travailler. La capacité qu'a le travailleur de consommer ce dont il a besoin pour sa formation et pour l'entretien de sa propre force de travail, dépend de très nombreux facteurs imbriqués dans la division sociale du travail. Et pourtant un(e) ouvrier(ère) du vêtement est un(e) ouvrier(ère) productif(ve) pour le capital tandis que les enseignants, les médecins et les ménagères ne le sont pas parce que le travail productif est «(un) travail qui s'échange immédiatement contre le capital». (Marx, «Théories sur la plus-value», *Le Capital*, Livre IV, tome I, Editions sociales, p. 167). Et voilà pour ce qui est de l'apologie bourgeoise à l'effet que dans la production de la force de travail, «la classe ouvrière contrôle ses moyens de production».

Une autre façon plus cachée de défendre cette ligne, c'est de représenter le travail ménager comme producteur non seulement de valeur d'usage mais aussi de valeur d'échange, c'est-à-dire comme une marchandise qu'on peut vendre et qui est livrée à la circulation à l'intérieur des relations sociales capitalistes. Une féministe de longue date met ici de l'avant une telle position: elle vient de découvrir que les femmes sont divisées en classes; elle devient soudainement «marxiste-léniniste», juste à temps pour mettre de l'avant une analyse bourgeoise de la famille ouvrière et représenter de façon fautive la nature du travail ménager privé pour promouvoir les intérêts du féminisme.

Le travail ménager est... ce que les femmes font en échange de l'accès aux sources de revenu que représentent les salaires de leurs maris. En tant que tel, c'est un instrument d'échange existant entre les hommes et les femmes. . . . Il faut que nous cessions d'offrir aux ouvriers un instrument d'échange qui s'appelle l'amour. (10)

Selon Marx cependant, «c'est seulement le *quantum* de travail... qui en (la marchandise) détermine la quantité de valeur». (*Le Capital*, Livre I, Garnier-Flammarion, p. 44) Rapp essaie de donner l'impression que les femmes font du travail ménager non pas pour créer les valeurs d'usage nécessaires à la survie de la famille mais plutôt afin de créer des marchandises qu'elles vendent en échange de sources de revenu ou d'amour, de façon analogue à ce que fait le prolétaire en usine lorsqu'il produit des souliers en échange d'un salaire. La seule conclusion logique qu'on peut tirer d'un tel argument c'est que la valeur d'échange produite par la ménagère est directement proportionnelle au salaire de son mari, de sorte que si son mari reçoit le salaire minimum, la valeur de ses produits est très faible; mais s'il accède à l'aristocratie ouvrière, la valeur de ces mêmes produits augmente considérablement. D'autre part, si son mari perd son emploi, ses repas, ses lavages, etc. perdent alors toute leur valeur d'échange (mais il continue peut-être à être très affectueux pour elle et ses produits revêtent de nouveau une valeur d'échange !). Une telle position a évidemment pour but de montrer que les ménagères économiquement à l'aise ont plus de valeur pour la société que les ménagères de la classe ouvrière, et que les femmes des chômeurs sont des êtres inutiles et parasitaires pour la société. Il est tellement évident à quelle classe une telle analyse profite, qu'il est inutile de le mentionner.

Concevoir le travail ménager comme producteur de marchandises ou de services ayant une valeur d'échange, c'est ne pas voir ce que l'essence du travail ménager privé implique. Il implique précisément la création monotone et répétitive de choses qui ne sont consommées que par des gens qui les utilisent et non par des gens qui les achèteront à un certain prix. Aussitôt qu'une ménagère crée quelque chose pour en tirer une valeur d'échange — lorsqu'elle fait cuire un gâteau pour le

vendre par exemple — la nature économique de son travail change et entre dans la sphère des relations monétaires capitalistes. La valeur du gâteau est déterminée par le travail socialement nécessaire qui y a été investi; elle ne varie pas selon le salaire de la personne qui achète le gâteau. De façon semblable, une ménagère qui fabrique une robe qu'elle portera, crée une valeur d'usage; mais si elle fait du travail à la pièce à la maison pour une compagnie de vêtements, elle crée une valeur d'échange. Dans le dernier cas, elle reçoit un salaire à la pièce; dans le premier cas, elle vit grâce au salaire de son mari (qui est déterminé par son temps de travail), et le montant d'argent grâce auquel elle vit, n'a rien à voir avec la robe qu'elle a fabriquée.

Les «théories économiques» de Rapp nient dans les faits, toute l'économie marxiste, en supposant que la valeur d'un produit est déterminée par l'acheteur (par le marché) plutôt que par le travail investi dans le produit. C'est une négation totale de la théorie de la valeur-travail. Cependant, il n'y a rien de mystérieux dans les «théories économiques» de Rapp: elles ne sont qu'une tentative de plus visant à glorifier le travail ménager privé.

Elles et ils continuent à essayer. Wally Secombe, un trotskiste impénitent (les trotskistes sont depuis longtemps des esclaves du féminisme), s'est mis lui-même sur la carte opportuniste en adaptant à l'évidente ineptie de la ligne féministe celle voulant que le travail domestique soit du travail productif. Non, admet-il, le travail domestique n'est pas du travail productif, mais c'est «du travail socialement nécessaire», au sens supposément marxiste du terme.(11) Eli Zaretsky lui fait écho: «Les ménagères font partie intégrante de la classe ouvrière; non pas parce qu'elles produisent une plus-value mais parce qu'elles accomplissent un travail socialement nécessaire».(12) Et Margaret Benston affirme: «Dans une large mesure, le travail domestique, y inclus les soins aux enfants, constitue une grande quantité de production socialement nécessaire. Néanmoins, dans une société fondée sur la production de marchandises, il n'est pas habituellement considéré comme du 'vrai travail' étant donné qu'il se situe à l'extérieur de la sphère du commerce et du marché».(13)

C'est lamentable. Aucun de ces «théoriciens» n'a même jamais entrepris de lire *Le Capital*, parce que Marx y affirme, dans le premier chapitre:

Le temps socialement nécessaire à la production des marchandises est celui qu'exige tout travail, exécuté avec le degré moyen d'habileté et d'intensité et dans des conditions qui, par rapport au milieu social donné, sont normales. Après l'introduction en Angleterre du tissage à la vapeur, il fallut peut-être moitié moins de travail qu'auparavant pour transformer en tissu une certaine quantité de fil. Le tisserand anglais, lui, eut toujours besoin du même temps pour opérer cette transformation; mais dès lors le produit de son heure de travail individuelle ne représenta plus que la moitié d'une heure sociale de travail et ne donna plus que la moitié de la valeur première. (*Le Capital*, Livre I, Tome 1, Editions sociales, p. 55)

Et plus loin:

. . . Le travail socialement nécessaire, ce qui veut dire par le travail nécessaire dans les conditions actuelles de la société. (Ibid., p. 158)

En d'autres mots, l'introduction de nouveaux moyens de production — comme celui du tissage à la vapeur en Angleterre — réduit le temps de travail socialement nécessaire à la production de la marchandise et, par conséquent, ceux qui continuent à produire les mêmes articles grâce à des méthodes dépassées, des méthodes qui ont été balayées par la croissance des forces productives, passent leur temps à faire du travail socialement non-nécessaire. Ainsi, par exemple, si une femme dans une manufacture de vêtements peut produire 5 robes par jour au moyen de son travail socialisé, la femme qui prend trois jours à la maison pour faire la même robe a passé le plus gros de son temps à faire du travail socialement non-nécessaire.

Les techniques permettant la socialisation du travail domestique se sont largement développées suite à la capacité technologique déjà existante de la société capitaliste; les restaurants publics, les buanderies publiques, les services de garderie, la nourriture emballée, le prêt-à-porter. Les femmes restent des esclaves à la maison, non pas parce que le travail qu'elles accomplissent est socialement nécessaire, mais parce que plusieurs de ces services sont extrêmement limités dans la société capitaliste et beaucoup trop dispendieux pour les masses ouvrières. Généraliser les services de travail domestique socialisé pour répondre aux véritables besoins des masses, à des prix qu'elles seraient en mesure de payer, serait si peu profitable à la bourgeoisie que c'est impensable. De plus, comme nous l'avons montré de façon exhaustive, le travail domestique privé permet à la bourgeoisie d'utiliser la position des femmes sur le marché du travail pour les confiner aux couches les plus basses de la main-d'oeuvre à temps partiel et à temps plein, afin de les garder chômeuses, sous-employées, résignées et invisibles en tant qu'ouvrières.

Le capitalisme utilise à des fins précises le travail domestique, et il refusera de l'abolir aussi longtemps qu'il existera; mais ceci ne rend pas l'écrasante corvée de l'esclavage domestique «socialement nécessaire». Au contraire, sa nature oppressive et abrutissante provient du fait même que, d'un point de vue social, il s'agit d'un gaspillage aussi évident. La lutte pour abolir le travail domestique privé est une lutte pour abolir quelque chose qui est socialement inutile. C'est la différence qui existe entre le point de vue marxiste et le point de vue trotskiste-féministe.

Bien que «le salaire à la ménagère» soit la conclusion logique de l'analyse féministe du travail domestique, de nombreuses trotskistes et féministes ne vont pas aussi loin, et ne le demandent pas. Certaines estiment tout simplement que la société devrait manifester plus d'appréciation formelle à l'égard de la ménagère, que le problème que pose le travail domestique privé, c'est qu'il n'est pas reconnu socialement (il est gratuit).

C'est le travail des femmes qui garantit la capacité des familles à produire ces revenus. Pourtant ce travail n'est pas socialement reconnu, ou bien on lui octroie un statut inférieur alors que la puissance et le prestige sont dévolus au domaine public, lequel est contrôlé de plus en plus par une classe d'hommes. La fonction cruciale des cellules parentales dans le maintien des sociétés

dotées d'Etat centralisé, et des sociétés industrielles capitalistes en particulier, est dissimulée par sa submersion idéologique dans la vie privée.(14)

Le problème, pour ces féministes «modérées», est «idéologique»; la nature oppressive du travail domestique réside dans la mentalité des gens. Si seulement les gens se libéraient l'esprit pour reconnaître l'importance du travail domestique privé, pour lui donner un meilleur «statut», il cesserait dès lors d'être oppressif pour les femmes. C'est là la même ligne que celle mise de l'avant par les réformateurs sociaux qui, aux premiers jours du XXe siècle, se sont efforcés d'amener les femmes à consacrer leur vie aux corvées domestiques en soutenant que «(le travail domestique privé) mérite certainement qu'on lui accorde autant d'importance qu'à la médecine, au droit, ou à la théologie. Quoi de plus valable qu'un bon foyer?».(15) De même, elle n'est pas différente dans son essence — bien que les féministes seraient sans doute horrifiées de soutenir la comparaison — de la ligne mise de l'avant par le parti de la phalange, le parti fasciste espagnol des années '30: «Le vrai féminisme ne devrait pas signifier que le but des femmes est de poursuivre des activités que la société valorise tellement, mais que la société devrait accorder une plus grande dignité humaine et sociale aux fonctions féminines».(16)

Une autre variation sur ce même thème nous vient de Germaine Gréer, qui croit que les femmes seront libérées de l'oppression quand elles apprendront à travailler en chantant:

Remplacer la compulsion par le principe du plaisir demeure le principal moyen de libération des femmes. Faire la cuisine, s'habiller, se maquiller, nettoyer, ces occupations sont devenues des contraintes dans lesquelles l'anxiété a depuis longtemps remplacé le plaisir de l'entreprise réussie. Pourtant ces activités pourraient être *divertissantes*. L'essence du plaisir est la spontanéité.(17)

Germaine Gréer, pour ceux qui ne le sauraient pas, est largement reconnue comme porte-parole dirigeant de la libération des femmes!

Il y a une raison qui fait que les féministes persistent à représenter le travail domestique de façon si fautive et anti-scientifique, au point même d'inventer toute une école de «féminisme marxiste» pour voiler la vraie nature du travail domestique privé à l'aide d'un vocabulaire marxiste. Elles cherchent à décrire le travail domestique comme étant productif, socialement nécessaire et ainsi de suite, parce que leur but est de garder les femmes asservies au travail domestique privé. Elles décrivent le travail domestique comme le «pilier de la production capitaliste», de telle sorte qu'elles puissent justifier son existence, l'idolâtrer, se pâmer devant lui, au point d'exiger qu'il soit conservé et institutionnalisé grâce au salaire. Elles miment les concepts marxistes du mieux qu'elles peuvent pour mieux diffamer le marxisme.

C'est le travail productif du prolétariat qui constitue la base de la production socialiste après la révolution socialiste, sous la dictature du prolétariat. Bien que la révolution socialiste extirpe la propriété privée des moyens de production, la révolution se maintient et se construit sur les moyens de production qui forment la base de l'existence du prolétariat en tant que classe. Ainsi, bien que la propriété des moyens de production soit transformée par la révolution, le socialisme ne cherche pas à abolir la structure productive fondamentale qui est mise en oeuvre par le prolétariat; au contraire, le socialisme s'érige sur cette structure, la façonne en fonction de ce qui servira le mieux les besoins humains. Ce que les féministes tentent de faire, c'est de mettre le travail domestique dans cette catégorie, de le présenter comme s'il était aussi utile au prolétariat que le travail productif en société capitaliste, de telle sorte qu'elles puissent affirmer qu'il s'agit là de la base matérielle de la libération des femmes.

Il est nécessaire de clarifier, toutefois, le fait que ce n'est pas la nature improductive du travail domestique privé en lui-même qui le rend si oppressif ou dépassé. Des millions de femmes dans les pays impérialistes font un travail improductif pour la bourgeoisie impérialiste: taper à la machine, travail de classement, cartes perforées (key punch), comptabilité et travail qui, de nombreuses autres façons, retrace la valeur produite par le secteur productif, aidant les patrons dans leurs querelles pour les profits et permettant à la bourgeoisie de réaliser plus de profits parce que leur propre travail est partiellement non-payé. Pourtant leur travail, à part le fait de constituer un rouage indispensable du système impérialiste, est aussi une pièce très importante dans la construction du socialisme, tout comme l'est le travail productif. L'appareil non productif de l'impérialisme ne sera pas aboli sous la révolution socialiste; au contraire, le travail accompli par ces ouvriers constitue la base du contrôle exercé par les ouvriers sur les moyens de production sous le socialisme. Lénine déclare:

La principale difficulté pour la révolution prolétarienne est de réaliser à l'échelle nationale l'inventaire et le contrôle le plus précis et le plus scrupuleux, le contrôle ouvrier, de la production et de la répartition des produits. . . . Quand nous disons «contrôle ouvrier», ce mot d'ordre étant toujours accompagné de celui de la dictature du prolétariat, le suivant toujours... le contrôle ouvrier peut devenir le recensement national, général, universel, le plus minutieux et le plus scrupuleux de la production et de la répartition des produits.

. . . Outre l'appareil «opresseur» par excellence que représentent l'armée permanente, la police, les fonctionnaires, il existe dans l'Etat contemporain un appareil très intimement lié aux banques et aux cartels, un appareil qui accomplit un vaste travail de statistique et d'enregistrement, s'il est permis de s'exprimer ainsi. Cet appareil ne peut ni ne doit être brisé. Il faut l'arracher à sa soumission aux capitalistes, il faut le couper, le trancher, le scinder des capitalistes et de tous leurs moyens d'action, il faut le soumettre aux Soviets prolétariens, il faut l'élargir, l'étendre à tous les domaines, à toute la nation. Et l'on peut faire cela, si on s'appuie sur les conquêtes déjà réalisées par le grand capitalisme (car c'est seulement en s'appuyant sur ces conquêtes que la révolution prolétarienne en général sera capable d'atteindre son but).

Le capitalisme a créé des appareils de contrôle sous forme de banques, de cartels, service postal, coopératives de consommation, associations d'employés. Sans les grandes banques, le socialisme serait irréalisable.

Les grandes banques constituent l'«appareil d'Etat» dont nous avons besoin pour réaliser le socialisme et que nous prenons tout prêt au capitalisme; notre seule tâche est alors de retrancher de cet excellent appareil d'Etat ce qui en fait un monstre capitaliste, de le renforcer encore, de le rendre plus démocratique, plus universel. La quantité se changera en qualité. Une banque d'Etat, unique, vaste, parmi les vastes, qui aurait des succursales dans chaque canton, auprès de chaque usine, voilà déjà les neuf dixièmes de l'appareil socialiste. Voilà la comptabilité à l'échelle nationale, le contrôle à l'échelle nationale de la production et de la répartition des produits, quelque chose, pourrions-nous dire, comme la charpente de la société socialiste.

Cet «appareil d'Etat» (qui n'est pas complètement un appareil d'Etat en régime capitaliste, mais qui le sera complètement chez nous, en régime socialiste), nous pouvons nous «en emparer» et le «faire fonctionner» en frappant un seul coup, par un seul décret, car le travail effectif de comptabilité, de contrôle, d'enregistrement, de statistique et calcul est accompli dans ce cas par des employés qui sont en majorité des prolétaires ou des semi-prolétaires. («Les Bolcheviks garderont-ils le pouvoir?», LOC 26:100-2)

Ainsi, le prolétariat, dans tout son travail dans la vaste sphère sociale de l'économie capitaliste, jette tous les jours les bases de l'économie socialiste sous la dictature du prolétariat. Les ouvriers d'usine qui produisent des biens, ceux du transport qui les véhiculent, ceux des postes qui transportent le courrier, les ouvriers des services qui produisent des services et jettent les bases du travail domestique socialisé, et les ouvriers improductifs des banques et des bureaux de l'appareil impérialiste sont tous engagés dans l'édification des bases matérielles de la future société socialiste alors que les moyens de production seront en leurs propres mains. On ne peut en dire autant du travail domestique privé. Le travail domestique privé est dépassé; les moyens existent déjà, au moins dans leur forme embryonnaire, pour le remplacer par une forme beaucoup plus avancée et rationnelle d'accomplir les mêmes tâches. C'est un travail mesquin, répétitif et de pure perte; les ménagères qui passent leurs journées à le faire ne travaillent pas à jeter les bases de la nouvelle économie socialiste, mais sont au contraire emprisonnées dans des méthodes de travail arriérées, grossièrement inefficaces, pré-industrielles à cause du système de propriété privée, système réactionnaire et moribond qui constitue une entrave à toute la production sociale.

Les féministes ont mis de l'avant d'innombrables analyses du travail domestique, contenant toutes, à un degré ou à un autre, une part d'éloge ou une justification à son endroit. Il est «productif», il produit des «marchandises échangeables»; il est «socialement nécessaire»; il est le «pilier de la production capitaliste»; il «produit la marchandise la plus précieuse de toutes, la force de travail, sans laquelle il n'y aurait pas de capitalisme», etc. En d'autres mots, comme on l'affirmait en 1916 dans un livre qui visait à aider les «filles» à se choisir une carrière, il était par-dessus tout nécessaire de former les femmes dans le domaine du travail domestique et des soins aux enfants parce qu'en ces domaines «les contributions des femmes envers l'Etat sont au-delà de toute comparaison, plus valables que toutes autres».(18)

Ayant passé au crible les diverses défenses maquillées du travail domestique privé qu'ont élaborées les féministes aux intentions contre-révolutionnaires et marquées de chauvinisme mâle, l'Union Bolchevique se tient aux côtés de Lénine sur cette question également.

La femme demeure l'esclave domestique en dépit de toutes les lois émancipatrices, puisque les petites besognes domestiques l'accablent, l'étouffent, l'abrutissent, l'humilient, l'enchaînent à la cuisine et à la chambre d'enfants, en gaspillant ses efforts dans un labeur absurde et improductif, mesquin, énervant, abrutissant et écrasant. La véritable émancipation de la femme, le véritable communisme ne commencent que là et au moment où s'engage la lutte de masse (dirigée par le prolétariat, maître du pouvoir) contre cette petite économie domestique ou plutôt sa refonte massive en une grande économie socialiste. («La grande initiative», LOC 29:433)

Les soins domestiques pour la femme sont la plupart du temps un travail tout ce qu'il y a de plus improductif, de plus rude et de plus pénible. Labeur extrêmement mesquin qui n'a rien qui puisse contribuer à l'évolution intellectuelle de la femme. («Les tâches du mouvement ouvrier féminin dans la République des Soviets», LOC 30:37)

L'ouvrière et la paysanne sont opprimées par le capital, et par surcroît . . . elles restent confinées dans l'«esclavage domestique», elles sont des «esclaves du foyer» accablées par les travaux ménagers les plus mesquins, ingrats, durs et abrutissants, et en général par les tâches domestiques et familiales individuelles. («La journée internationale des travailleuses», LOC 32:168-9)

C'est pourquoi les marxistes-léninistes, contrairement aux féministes, intègrent dans leur programme l'abolition du travail domestique privé: parce qu'il est improductif, ingrat, mesquin, dépassé, inutile socialement, parce qu'il ne fournit rien en tant que base pour la construction du socialisme et de plus, parce qu'il enchaîne les femmes à l'arriération politique et mène à une situation où «dans tous les pays, les femmes se sont ralliées le plus difficilement au mouvement» («Discours prononcé au Premier Congrès des ouvrières de Russie, le 19 novembre 1918», LOC 28:184).



A cause de sa peur réactionnaire face à la marche du capital qui fait sortir les femmes de la maison et les entraîne sur le marché du travail, à cause de sa lutte désespérée pour garder les femmes enchaînées à l'esclavage domestique et ignorantes du socialisme scientifique, le féminisme consacre beaucoup d'énergies à justifier d'une façon ou d'une autre, le rôle du travail ménager privé. Ce faisant, les féministes s'opposent aux intérêts fondamentaux des larges masses féminines qui n'atteindront l'égalité avec les hommes que dans la mesure où l'on abolira le travail ménager privé. Ardents défenseurs de l'esclavage domestique des femmes, elles sont chauvinistes mâles jusqu'à la moelle, elles sont les féminines qui n'atteindront l'égalité avec les hommes que dans la mesure où on abolira le travail ménager privé. Ardents défenseurs de l'esclavage domestique des femmes, elles sont chauvinistes mâles jusqu'à la moelle, elles sont les ennemies jurées des masses féminines, les gardiennes jurées de l'oppression des femmes. Mais elles ne pourraient pas remplir leurs tâches insidieuses si elles ne se consacraient pas aussi à la perpétuation de l'autre aspect de l'esclavage sexuel des femmes: l'utilisation des femmes en tant qu'objets sexuels en dehors du mariage, la communauté des femmes. Nous traiterons maintenant de cette question.

Les féministes: encanteurs dans le libre échange des femmes

A. L'abolition de la famille

L'un des traits universels du féminisme, c'est l'hostilité ouverte face à l'existence de la famille. «Il y a une chose qui apparaît de plus en plus clairement à mesure que le temps s'écoule», affirme Robin Morgan dans son résumé du mouvement féministe jusqu'à ce jour, «la cellule familiale nucléaire opprime les femmes (*et les enfants, et les hommes*)».(19) Mais les féministes ne parlent pas de la forme bourgeoise de la famille qui existe à cause de la propriété privée des moyens de production et qui est fondée dans ce but, sur l'asservissement des femmes. Les féministes ne cherchent pas à transformer la famille dans les rangs du prolétariat et de l'amener à sa forme la plus élevée, la cellule de lutte pour le socialisme, fondée sur la morale prolétarienne et la pleine égalité de la femme. Les féministes s'opposent à la révolution socialiste; elles perçoivent la libération des femmes comme quelque chose qui est censé se produire à l'intérieur de l'ordre capitaliste. A la famille sous le capitalisme, elles opposent donc l'abolition de la famille.

Cela apparaît le plus clairement lorsqu'on considère l'hostilité des féministes à l'égard de la famille sous le socialisme. Les féministes expriment à nous en donner la nausée leur hostilité face aux pays socialistes parce qu'ils «ont perpétué la famille» et interdisent «les modes de vie différents». Les trotskistes qui adorent les féministes à cause de leur position sur la famille et l'utilisent comme une arme pour promouvoir leur anti-communisme, sont particulièrement loquaces dans ce domaine. Selon les trotskistes, même la destruction de la propriété privée des moyens de production ne peut sauver l'institution de la famille et en faire un centre de pleine égalité pour les femmes. Ils ne seront satisfaits que de l'abolition de la famille, car selon leur analyse, elle est à l'origine des souffrances des femmes. Une trotskiste-féministe affirme:

La plupart des féministes ont conclu que l'oppression dont les femmes souffrent dans l'institution de la famille n'est pas une simple verrue sur le nez d'un organisme par ailleurs en santé. Cette oppression constitue l'essence même de l'institution de la famille. . . . Ce sont les féministes et les socialistes révolutionnaires qui veulent éliminer les chaînes économiques étouffantes et les valeurs réactionnaires qui dans le système familial, déforment les relations humaines.

. . . La montée du mouvement de libération des femmes a engendré une analyse critique d'une des institutions les plus sacrées de la société. . . . Les femmes, y inclus les femmes en URSS, peuvent voir qu'il existe des alternatives à la barbarie de la maisonnée individuelle. Un vaste mouvement féministe international monte et il exige que les femmes puissent contrôler leurs vies.(20)

Pour les féministes et les trotskistes, la solution de remplacement à la famille, c'est donc que «les femmes puissent contrôler leurs vies», ce qui est supposé impossible tant qu'elles vivront dans des familles. Non seulement ça, mais

certaines trotskistes — l'aile plus radicale dont le vocabulaire inclut le mot socialisme — accusent tout net la famille d'empêcher que la révolution socialiste puisse se faire.

A la fois la religion et la famille constituent des institutions bourgeoises de fausse conscience... Sous le capitalisme, il n'y a aucun substitut pour la famille qui soit disponible... La famille en tant qu'institution économique et sociale entrave le développement de la conscience des ouvriers de même que celle des femmes. (21)

De la même façon que le ralliement des ouvriers d'avant-garde dépend du fait qu'ils se dépouillent des superstitions religieuses, il dépend aussi, semble-t-il, du fait qu'ils se dépouillent de leurs familles — sous le capitalisme!

Le but que poursuivent tous ces agents féministes et trotskistes est le même: priver la classe ouvrière de sa cellule de défense, la famille prolétarienne dans le but de rendre les larges masses plus vulnérables au vol et au meurtre capitalistes. Et c'est dans le but de détruire la famille que les féministes cherchent à vendre aux enchères les masses féminines, sur le marché du libre échange sexuel.

Pour une petite couche de femmes, la dissolution de la famille peut évidemment présenter certains avantages. Engels dit clairement que l'origine de l'oppression des femmes réside dans le fait que l'homme qui est propriétaire doit transmettre ses biens à ses enfants, et que par conséquent, dans les échelons des classes dirigeantes, l'asservissement de la femme constitue un aspect des privilèges de classe. La couche supérieure du féminisme bourgeois cherche à libérer les bourgeoises de cette entrave face à leurs privilèges, en leur permettant de participer indépendamment à l'administration directe de l'exploitation de la classe ouvrière et par conséquent, de se débarrasser de la nécessité de jouer un rôle subordonné dans la famille afin d'obtenir leurs privilèges. Dans la mesure où les petites bourgeoises peuvent maintenir leurs privilèges de classe et leur décadence sociale sans dépendre des revenus des hommes, la dislocation de la famille sert leurs intérêts personnels en leur permettant d'avoir la «liberté» de vivre sur le dos de la classe ouvrière sans connaître les limitations de la famille bourgeoise, son hypocrisie morale et son esclavage domestique.

Pour les larges masses féminines, la situation est cependant différente. Nous avons déjà démontré les nombreux rôles importants que la famille peut jouer au sein du peuple, que ce soit en tant que cellule de défense contre les empiètements du capital, en tant que cellule permettant de reproduire la classe ouvrière en grand nombre, ou en tant que cellule de lutte pour la révolution socialiste. La campagne féministe contre la famille est un complot qui vise à aider la bourgeoisie à attaquer le prolétariat, en accroissant la vulnérabilité de toute la classe, surtout celle des femmes. Et ce complot a des conséquences particulières en ce qui concerne l'asservissement sexuel des femmes.

Les femmes qui subviennent à leurs besoins, ou à ceux de leurs enfants aussi connaissent une grande misère économique sous le capitalisme. On force les femmes à faire les travaux les moins bien rémunérés, que ce soit à temps plein ou à temps partiel, ou on les force à ne pas travailler, non seulement à cause de l'absence d'emplois mais aussi à cause de l'absence de services de garderie qu'elles pourraient se payer.

Dans de telles circonstances, de plus en plus de femmes sont forcées de s'adonner à une forme ou une autre de prostitution qui est d'abord apparue parallèlement à l'esclavage salarié et qui continuera d'exister aussi longtemps que l'esclavage salarié existera.

Lénine affirme:

Des millions de femmes sont des «esclaves domestiques» qui se tuent à nourrir et à vêtir leur famille avec quelques sous, en faisant chaque jour des efforts désespérés et en «économisant» sur tout — sauf sur leur travail.

C'est parmi les femmes que le capital recrute le plus volontiers ses ouvrières à domicile, prêtes en échange d'un salaire misérable à «faire un travail supplémentaire», afin de gagner un morceau de pain pour elles et leur famille. C'est parmi ces femmes que les capitalistes de tous les pays (à l'instar des propriétaires d'esclaves de l'antiquité et des seigneurs terriens du moyen âge), prennent autant de concubines qu'il leur plaît, au prix le plus «abordable». Nulle «indignation morale» (presque toujours hypocrite) devant la prostitution ne pourra rien contre ce commerce du corps féminin: aussi longtemps qu'existera l'esclavage du salariat, la prostitution est inévitable. Toutes les classes opprimées et exploitées de l'histoire ont toujours été obligées (et c'est en cela que consiste leur exploitation), d'abandonner à leurs oppresseurs, d'abord leur travail gratuit, et puis, leurs femmes dont les «seigneurs» faisaient leurs maîtresses.

A cet égard, l'esclavage, le servage et le capitalisme sont identiques. Seule la forme de l'exploitation se modifie; l'exploitation demeure. («Le capitalisme et le travail des femmes», LOC 36:221)

Selon Lénine, l'exploitation sexuelle des femmes pour leur corps constitue donc une des deux formes de base de l'exploitation de la classe ouvrière. Tandis que les économistes s'affairent à perpétuer la première (l'esclavage salarié), les féministes travaillent à perpétuer la seconde, donnant l'assurance aux maîtres capitalistes qu'ils auront des concubines. Elles le font surtout en attaquant la famille prolétarienne parce qu'il est plus probable que les femmes offrent leurs corps en tant qu'objets d'échange si on les arrache à la structure protectrice de la famille.

Cette situation peut prendre plusieurs formes. Incapables de subvenir à leurs besoins ou à ceux de leurs enfants grâce au salaire obtenu dans d'autres formes de travail, plusieurs femmes trouvent que la prostitution constitue le seul travail qui soit suffisamment rémunérateur pour répondre à leurs besoins. Le fait de se vendre par le biais de l'acte sexuel en échange d'un montant d'argent n'est qu'une forme de prostitution; pour contrebalancer les problèmes que pose l'illégalité de la prostitution, la bourgeoisie a développé une vaste industrie de magazine et de cinéma de pornographie légale qui impose à des milliers de femmes une humiliation extrême et incroyable. Plusieurs autres peuvent rapidement trouver du travail en tant que stripteaseuses, masseuses, etc., des emplois pour lesquels le salaire se situe juste au-dessus de celui qu'une femme pourrait obtenir pour un travail à temps plein dans l'industrie publique, juste assez pour l'éloigner d'autres emplois et la

convaincre que l'humiliation qu'elle doit subir dans ce domaine vaut la peine d'être supportée. Plusieurs prostituées racontent qu'elles ont fait leurs premiers pas dans leur carrière dans des emplois de ce genre. A mesure que la crise de l'impérialisme s'accroît, et que de plus en plus de femmes doivent subvenir à leurs besoins, ce n'est pas par hasard que tout le domaine de la pornographie s'accroît par bonds.

Le capitalisme en profite aussi en créant divers lieux rémunérateurs d'échange sexuel occasionnel. En cette époque de dégénérescence et de dislocation de la famille, une petite poignée de capitalistes se sont enrichis comme propriétaires de clubs pour «célibataires dans le vent» et de bars pour homosexuels, qui tirent profit de la recherche obsessionnelle de nouveaux partenaires sexuels dont raffole la petite bourgeoisie.



Ces industries ont toutefois un désavantage pour leurs clients: elles coûtent de l'argent. Non contente d'avoir à portée de la main une réserve stable de concubines sexuelles payées qui offriront à peu près tous les «plaisirs», la bourgeoisie a utilisé la crise impérialiste pour se lancer activement dans une campagne visant à convaincre les masses féminines que le fait d'offrir gratuitement leur corps est à leur avantage; que c'est une voie menant à leur libération; que la promiscuité et la décadence sexuelles les soulageront de l'oppression. Lénine a très justement souligné que cette «nouvelle vie sexuelle» **«a tout l'air d'une espèce de bonne maison de tolérance»**. (*Sur l'émancipation de la femme*, Editions du Progrès, Moscou, p. 110) Et à l'origine de la campagne féministe pour détruire la famille réside le désir de créer une espèce de bonne maison de tolérance.

B. Le féminisme se rallie à Sigmund Freud

Nous avons déjà démontré que la théorie féministe de l'abolition de la famille n'a rien en commun avec les idées de Marx ou de ses tenants sur la question de la famille. De quel idéologue peut-on donc dire que les féministes s'inspirent? Il s'agit de nul autre que Sigmund Freud (un homme!).

Ce fut Freud plus que tout autre qui affirma que la source de toutes les souffrances humaines et de l'oppression résidait dans la famille — pas la famille telle que formée dans la société de classe mais la famille en tant que telle. C'était le père et la mère, plutôt que la bourgeoisie, qui causaient supposément les problèmes que leurs rejetons traînaient toute leur vie, et en particulier la mère. Quant à la mère elle-même, son plus grand problème, à part le fait qu'elle n'était pas un homme mais une simple femme, c'était qu'elle cherchait à être un être humain (c'est-à-dire un homme). Les femmes cherchaient continuellement par exemple à aller travailler à l'extérieur ou à exprimer leurs opinions. Freud est intervenu pour rappeler aux femmes qu'elles devaient accepter leur propre rôle au sein de la famille et pour rappeler par la même occasion à toute la classe ouvrière que la famille est à l'origine de toutes les souffrances. Ça ressemble beaucoup au programme féministe, n'est-ce pas?

Les féministes elles-mêmes ne sont pas inconscientes des contributions que Freud a apportées à leur philosophie de vie. Voici ce qu'en dit la féministe Shulamith Firestone:

Le freudisme est tellement fort, tellement impossible à répudier parce que Freud a saisi le problème crucial de la vie moderne: la sexualité. . . .Le freudisme et le féminisme ont poussé sur le même sol. Ce n'est pas par hasard que Freud a entrepris son travail à l'apogée du jeune mouvement féministe. . . .Les deux mouvements impliquaient un éveil: mais Freud n'était qu'un diagnosticien de ce que le féminisme prétend guérir.

Le freudisme et le féminisme sont faits de la même étoffe. La réalisation de Freud fut de redécouvrir la sexualité.(22)

Donc, Freud a tout simplement diagnostiqué que l'origine de tous les maux était la famille; mais Firestone connaît le remède, l'abolition de la famille. Elle accuse le freudisme de «mettre des pansements sur les blessures de la révolution féministe avortée»(23) contre la famille. La solution: «on pourrait remplacer une thérapie qui s'est avérée pire qu'inutile,

par la seule chose qui pourrait avoir de bons résultats: l'organisation politique».(24) Les femmes sont donc censées s'organiser pour provoquer la destruction de la famille.

Comment vont-elles le faire?

De la même façon qu'assurer l'élimination des classes économiques nécessite la révolte de la sous-classe (le prolétariat) et, pendant une dictature temporaire, sa prise en main des moyens de *production*, assurer l'élimination des classes sexuelles nécessite aussi la révolte de la sous-classe (les femmes) et la prise en main du contrôle de la *reproduction*: non seulement la restauration complète aux femmes de la propriété de leurs corps, mais aussi leur prise en main (temporaire) du contrôle de la fertilité humaine — la nouvelle biologie du peuplement, de même que toutes les institutions sociales de la grossesse et des soins aux enfants. Et de même que le but final de la révolution socialiste n'est pas l'élimination du *privilège* économique de classe mais de la *distinction* économique de classe elle-même, le but final de la révolution féministe ne doit pas être, contrairement à celui du premier mouvement féministe, seulement l'élimination du *privilège* de l'homme mais de la *distinction* sexuelle elle-même: les distinctions génitales entre les êtres humains n'auraient plus d'importance culturellement. * (Un retour à la pansexualité libre — la «perversité polymorphe» de Freud supplanterait probablement l'hétéro/homo/bi-sexualité.)

*En ce qui concerne les idées de Firestone sur la révolution socialiste, elle pense apparemment que «l'élimination... de la *distinction* économique de classe» veut dire que les différences existant entre le prolétariat et la bourgeoisie «n'auraient plus d'importance culturellement». Les deux classes pourraient enfin apparemment vivre ensemble dans la joie et l'amour, sans antagonisme, sans se battre!

C'est une interprétation possible. L'autre possibilité, c'est que Firestone comprend que le but marxiste-léniniste de l'abolition des distinctions de classe signifie l'abolition de la bourgeoisie en tant que classe. Si on pousse son analogie jusqu'au bout, cela implique que le but du féminisme devrait être d'abolir les hommes en tant que sexe. Mais Firestone n'a pas voulu dire cela; nous savons tous qu'une telle idée n'effleure jamais l'esprit d'aucune féministe!

La reproduction de l'espèce grâce à l'un des sexes au bénéfice des deux serait remplacée (ou du moins on aurait le choix) par la reproduction artificielle: les deux porteraient également les enfants, ou cela se ferait indépendamment des deux, selon ce qu'on préfère; la dépendance de l'enfant face à la femme (et vice versa) serait remplacée par une dépendance grandement diminuée face à un petit groupe de personnes en général et toute infériorité qui subsisterait face aux adultes en ce qui concerne la force physique serait compensée culturellement. La division du travail prendrait fin grâce à l'élimination du travail en tant que tel (la cybernétique). La tyrannie de la famille biologique serait brisée.(25)

Une disciple de Firestone est d'accord que Sigmund Freud donne la clef de la compréhension de l'oppression des femmes: «L'endroit où commencer à démêler le système des relations par lesquelles les femmes deviennent la proie des hommes se trouve dans les ouvrages concordants de Claude Lévi-Strauss et de Sigmund Freud.»(26) Nous allons montrer dans notre analyse de l'origine de l'oppression des femmes que Claude Lévi-Strauss diffuse de façon exemplaire le chauvinisme mâle dans le domaine de l'anthropologie. Les féministes savent certainement comment choisir leurs héros!

Rubin poursuit:

La théorie de Freud sur la féminité a été soumise à la critique féministe dès sa première apparition. Dans la mesure où cette théorie constitue une rationalisation de la soumission féminine, cette critique est juste. Dans la mesure où il s'agit de la description d'un processus de soumission des femmes, cette critique est erronée. . . . Puisque la psychanalyse est une théorie du sexe, il serait suicidaire, pour un mouvement politique voué à éliminer la hiérarchie sexuelle (ou les distinctions sexuelles elles-mêmes), de l'écarter.(27)

Et son utilisation de Freud est la même que celle de Firestone: en offrant un choix de remplacement à la structure de la famille, elle peut ouvrir la voie à la «libération sexuelle» et à l'«amour libre». Freud, selon Rubin, avait vu juste en situant la famille à l'origine du phénomène oppression/répression. Il ressort de cette analyse le remède suivant: «En dernière analyse, une révolution féministe authentique irait plus loin que la libération des femmes. Elle libérerait les formes d'expression sexuelle, et elle libérerait la personnalité humaine de la camisole de force des distinctions sexuelles».(28) L'«authentique révolution féministe» de Rubin «libérerait» les femmes de la prostitution, payée et non payée.

Partout les féministes se plaignent que la famille est mauvaise parce qu'elle limite la disponibilité sexuelle des femmes. Voici un autre exemple du freudisme qui se trouve à la racine du but féministe, écrit par une des pionnières de l'école «marxiste-féministe du salaire à la ménagère».

La frustration qui découle du caractère monotone et répétitif des travaux ménagers et de la passivité sexuelle ne sont séparables que dans les discours. La créativité sexuelle **et** la créativité dans le travail sont toutes deux des domaines où le besoin humain exige qu'on donne, comme le dit Marx, un champ d'action indéterminé à «nos capacités naturelles et acquises». Pour les femmes, (et donc pour les hommes), les capacités naturelles et acquises sont simultanément réprimées. La réceptivité passive de la femme crée le perfectionnisme de la ménagère et peut faire du travail monotone de la chaîne de montage une thérapie. La banalité de la plupart des travaux ménagers et la discipline que requiert la répétition du même travail chaque jour, chaque semaine, chaque année, travail doublé les jours de fête, détruisent les possibilités d'une sexualité désinhibée.(29)

Notons ici que Dalla Costa ne sépare pas le travail domestique du travail à l'usine. Pour elle, les deux sont mauvais, parce qu'ils «inhibent la sexualité». Pas seulement cela, mais c'est la sexualité réprimée qui est censément la cause de la volonté de travailler dans l'un ou l'autre des deux champs d'activité. Si Dalla Costa devait parvenir à son but, la «sexualité non-inhibée», alors cela minerait la volonté des gens de travailler dans l'un ou l'autre des secteurs d'activité. Ceci, pour Dalla Costa, constitue un développement très positif, en fait la clef de la révolution (sa révolution, celle qui épargnerait à une mince couche de femmes bourgeoises et petites-bourgeoises tout travail et toute obligation sociale, pour mieux exprimer

leur «sexualité non-inhibée».) Pour Dalla Costa, le travail à l'usine est mauvais parce qu'il nuit à la libre disponibilité sexuelle, la clef de sa libération: «Faire l'amour et refuser l'équipe de nuit pour faire l'amour, *c'est l'intérêt de classe*».(30) Germaine Greer, qui a publié un traité sur la «libération des femmes» avec un corps de femme nue sur la couverture propose la solution suivante à l'oppression des femmes; « . . . il faut cesser de mettre l'accent sur la génitalité masculine pour le reporter sur la sexualité humaine. Le vagin doit entrer dans ses droits».(31) Tel est, en un mot, le plan féministe pour l'avenir des femmes.

On retrouve quelques-uns des propagateurs dirigeants des idéaux féministes parmi les riches entrepreneurs de l'industrie pornographique. Hugh Hefner en est le principal exemple. Pendant des années, avant même que le féminisme ne soit en grande vogue, le principal magazine de Hefner, *Playboy*, publiait une chronique pour compléter les photographies: «The Playboy Philosophy» (la philosophie playboy). Cette chronique répondait à des lettres de gens qui se plaignaient de problèmes sexuels, et sa réponse était toujours la «libre expression de la sexualité non inhibée». Les modèles de Hefner sourient toujours joyeusement, semblent ravies des services sociaux qu'elles rendent. *Playboy* s'est toujours porté à la défense de l'abolition des lois restreignant l'avortement, de l'usage des drogues, de la contraception et de tous les autres facteurs d'inhibition à la «libre expression de la sexualité». Aujourd'hui il se met de l'avant comme étant explicitement féministe et plusieurs de ses chroniqueurs et photographes sont des féministes avouées, tout comme son nouveau propriétaire, la fille de Hefner.

Il y a aussi plusieurs organisations de prostituées qui émergent. Au Canada, BEAVER («Better End All Vicious Erotic Repression», soit «mieux vaut mettre fin à toute vicieuse répression érotique») a été fondée par une ex-prostituée qui a abandonné son travail rémunérateur pour «s'engager elle-même dans le mouvement des femmes» en propageant les vertus de la prostitution. Elle explique aux femmes qui envisagent la prostitution que cela ne devrait pas être considéré simplement comme une entreprise d'affaires, une transaction économique, mais comme une nouvelle avenue pour explorer les relations humaines. «Quel genre de relations pouvez-vous établir avec un client quand vous le soupçonnez d'être un flic qui tente de vous embarquer?» demande-t-elle. «Pour moi, la partie vraiment intéressante du travail, c'était la relation entre l'homme et la femme impliqués, comment la vente du sexe affecte sa qualité».(32) L'organisation BEAVER fut accueillie comme groupe participant à la manifestation féministe de la Journée Internationale des Femmes à Toronto, en 1978.

Mais il n'est pas suffisant pour ces féministes de travailler à convaincre les femmes d'offrir leur corps, gratuitement ou pour de l'argent aux hommes bourgeois et petits-bourgeois. Nous avons montré que le mouvement féministe est dirigé par des femmes qui cherchent à se tailler une place à elles dans l'exploitation de la classe ouvrière, ou qui aspirent à l'hégémonie sur le mouvement ouvrier. Cette recherche se réalise d'une manière très personnelle. Dans leur campagne en vue de convaincre les femmes de «se libérer» en tant qu'objets sexuels, elles veulent s'assurer qu'on leur fournisse des objets sexuels de leur cru. Souvent, les hommes ne serviront pas à cette fin, puisque — comme elles l'ont affirmé à maintes reprises — les relations sexuelles avec les hommes qu'elles ont connus servent à exploiter les femmes. Par conséquent, dans la recherche de leur propre «liberté sexuelle», comme les classes dirigeantes l'ont toujours exigé, elles oeuvrent à s'assurer une réserve de femmes disponibles. Ainsi est-il impossible de séparer le mouvement féministe de la propagation active de l'homosexualité féminine, du lesbianisme.

Les féministes perçoivent que la contradiction entre les hommes et les femmes, dans la société capitaliste, est antagonique (d'où un mouvement autonome des femmes) et plus fondamentale que les contradictions de classe. Dans l'analyse féministe, les hommes sont les oppresseurs principaux des femmes: la racine de l'oppression des femmes est sexuelle, et réside dans la famille; la solution à cette oppression des femmes peut être trouvée sous le capitalisme, dès maintenant, dans la chambre à coucher. La conclusion à tirer de cette analyse est évidente.

Le lesbianisme est une voie vers la liberté — liberté de l'oppression des hommes.

... La lesbienne, au moyen de sa capacité d'atteindre l'amour et la satisfaction sexuelle grâce à d'autres femmes, est libérée de la dépendance à l'égard de l'homme pour l'amour, le sexe et l'argent. Elle n'a pas à accomplir des tâches serviles pour les obtenir (du moins à la maison) ni à pourvoir à leurs egos, ni à se soumettre à d'ineptes et hâtives rencontres sexuelles. Elle est libérée de la crainte des grossesses non désirées et des douleurs de l'enfantement, ainsi que du fardeau de l'éducation des enfants.

... Une femme qui est totalement indépendante des hommes — qui obtient l'amour, le sexe et l'appréciation des autres femmes — constitue une menace terrible pour la suprématie mâle. Elle n'a pas besoin d'eux, et eux, par conséquent, ont moins de pouvoir sur elle.

... Les lesbiennes, parce qu'elles n'ont pas peur d'être abandonnées par les hommes, sont moins réticentes à exprimer de l'hostilité envers la classe mâle — les oppresseurs des femmes.

... Si l'hostilité aux hommes cause le lesbianisme, alors il me semble que dans une société dominée par les mâles, le lesbianisme est un signe de santé mentale.(33)

Telle est la conclusion logique de toute la «théorie» féministe. Le lesbianisme n'est pas seulement une évasion devant l'homme, mais aussi une évasion devant les enfants, l'autre composante de la famille qui, dit-on, opprime les femmes. Le lesbianisme procure même une évasion devant les fonctions biologiques naturelles propres à la femme, telles que «les douleurs de l'enfantement». C'est une solution idéale pour les femmes de la petite bourgeoisie dont le seul souhait serait d'être des hommes de la petite-bourgeoisie, en désirant un réservoir librement disponible de femmes à exploiter. Les «lesbiennes radicales» n'ont eu qu'à organiser un mouvement de femmes, et à en prendre la direction pour accroître le caractère socialement acceptable de ce qu'elles faisaient et pour convaincre un nombre croissant de femmes apeurées et vulnérables que la solution à leur oppression réside dans une chambre à coucher plutôt que dans une autre.

Les lesbiennes sont des femmes qui survivent financièrement et émotivement sans les hommes, représentant le summum d'un style de vie indépendant. Les lesbiennes sont des femmes qui se battent quotidiennement pour montrer que les femmes sont des êtres humains valables, pas seulement des appendices des hommes. Les lesbiennes sont des femmes qui tentent par leurs

relations de réaliser une véritable rupture avec les vieilles divisions sexuelles et émotives. Les lesbiennes sont des femmes qui sont plus pénalisées à cause de leur sexualité que toutes les autres femmes de la terre. Donc il n'est pas étonnant que les lesbiennes soient attirées vers le mouvement de libération des femmes, qu'elles y soient actives, et qu'elles estiment en être l'avant-garde. Si la libération des femmes signifie vraiment la libération de la domination des hommes, les opinions des lesbiennes devraient être activement recherchées, parce que sous plusieurs aspects, la lesbienne *s'est* libérée de la domination du mâle.

. . . En ce qui a trait à leur expérience, les lesbiennes ont beaucoup à offrir au mouvement de libération des femmes, étant donné qu'elles vivent indépendamment des hommes et qu'elles tissent des liens fondés sur des relations beaucoup plus équitables.

. . . Les lesbiennes sont les femmes qui peuvent démontrer ce qu'est la vie en dehors de la structure de pouvoir mâle qui domine aussi bien le mariage que tout autre aspect de notre culture. Ainsi, le mouvement lesbien n'est pas seulement relié à la libération des femmes, il est au coeur même de celui-ci. L'attitude à l'égard des lesbiennes est un indice qui permet de mesurer l'étendue de la libération réelle des femmes.(34)

Cela est parfaitement conséquent avec la logique féministe. Si la domination par l'homme est la cause de l'oppression des femmes, et si la solution réside dans l'indépendance face aux hommes, les masses féminines ne devraient-elles pas suivre la voie montrée par les lesbiennes, qui ont si clairement trouvé la solution à ce problème?

Dans la mesure où l'un des buts des féministes a été de produire un plus grand réseau de femmes à séduire à leur disponibilité, elles peuvent certainement se targuer de quelque succès. L'une d'elles s'en vante, avec une audace digne d'être admirée par les athlètes du vestiaire:

... Une attitude changeante de la part des femmes soi-disant hétéro-sexuelles — à propos de notre propre sexualité, à propos de la nécessité et du bonheur d'aimer d'autres femmes *et* de nous aimer nous-mêmes, que ce soit émotivement ou physiquement, à propos de l'engagement et du soutien dont ont besoin et que méritent de nous nos soeurs lesbiennes. . . . Durant cette lutte, plusieurs femmes anti-lesbiennes ont surmonté des sentiments de crainte, de terreur et «en sont venues», en fait, à apprendre fièrement à aimer une autre femme.(35)

Ces mêmes femmes qui ont un mépris si total pour les masses féminines enchaînées au double esclavage, qui ne montrent aucun intérêt à la révolution socialiste même si elles savent que la révolution socialiste libérera des millions de femmes, et qui attaquent physiquement les femmes communistes qui se lèvent pour exprimer leurs idées, ont «appris fièrement à aimer une autre femme» qu'elles ont réussi à séduire dans la chambre à coucher.

De telles idées sont totalement conséquentes avec toute la pensée féministe. Si le but du mouvement féministe est «l'expression non-inhibée de notre sexualité», comment les masses féminines peuvent-elles espérer atteindre ce but si elles sont «inhibées» par leur préférence pour le sexe opposé? L'hétérosexualité n'est-elle pas une *preuve* que la femme ne s'est pas pleinement libérée des inhibitions sexuelles qui l'oppriment?

La liberté sexuelle sur tous les fronts libérerait nettement les femmes de la culpabilité à l'égard de l'activité sexuelle (hétérosexuelle ou homosexuelle), de son accomplissement sur demande et du genre de déception sexuelle qui provient du fait d'être tenu entièrement responsable de la satisfaction du plaisir sexuel, de même que de la conception, de la grossesse et de l'éducation des enfants.(36)

Il n'est pas étonnant que le débat fasse rage pendant les «assemblées du mouvement des femmes» sur la question de savoir si une femme peut être féministe, sans être encore une lesbienne. Un tel débat, qui a jailli lors d'une rencontre de féministes tenue à Montréal en décembre 1978, a estompé tous les autres débats par son intensité et par sa longueur ce soir-là. La pauvre ménagère hétérosexuelle isolée qui s'efforçait de participer à la libération des femmes en dépit de ses «malheureuses inhibitions sexuelles» fut bruyamment décriée pour ses idées erronées. En fait, on ne peut fréquenter les cercles du mouvement des femmes au Canada et dans plusieurs autres pays impérialistes sans être constamment assailli par la pornographie et l'obsession bourgeoise, tout à fait caractéristique du chauvinisme mâle entourant la chambre à coucher. On ne peut pénétrer à l'intérieur d'une librairie féministe sans être assailli par une propagande étalée de façon agressive, pressant ses lectrices de se livrer à la séduction sexuelle. En ce qui a trait à la promotion du libre échange des femmes, seule l'industrie de la pornographie elle-même surpasse le mouvement féministe par son manque de subtilité.

Firestone et Rubin, les deux féministes que nous avons déjà citées et qui établissent le lien positif et explicite existant entre le freudisme et le féminisme, perçoivent toutes les deux l'homosexualité comme une expression vivante de la «révolution féministe», comme la solution vivante au problème posé par Freud.

Firestone a affirmé: «Un retour à une *pansexualité* libre — la 'perversité polymorphe' de Freud — supplanterait probablement l'hétéro/homo/bisexualité».(37) Toute la défense de Freud que Rubin met de l'avant vise à justifier «les révoltes féministes et lesbiennes», dont le but, pour elle, est de «démanteler l'appareil répressif de la sexualité».(38) Rubin ne veut aucune entrave que ce soit sur le libre accès à la communauté des femmes. Pour elle, l'erreur du marxisme, c'est qu'il «ne ferait qu'»éliminer l'oppression des femmes, plutôt que d'encourager le monde à être obsédé par le sexe. «. . . Le marxisme, en tant que théorie de la vie sociale, se préoccupe relativement peu du sexe».(39)

Mais nous ne sommes pas opprimées seulement *en tant que* femmes, nous sommes opprimées parce que nous devons *être* des femmes, ou des hommes selon le cas. Personnellement, je sens que le mouvement féministe doit rêver d'atteindre encore plus que l'élimination de l'oppression des femmes. Il doit rêver de l'élimination des sexualités et des rôles sexuels obligatoires. Le rêve que je considère le plus attirant en est un d'une société androgyne et dépourvue de la différenciation sexuelle (quoique non asexuée), dans laquelle l'anatomie sexuelle de quelqu'un n'a rien à voir avec ce qu'on est, ce qu'on fait et avec qui on fait l'amour.(40)

Nous pouvons être sûrs d'une chose: Rubin ne rêve pas d'une «société asexuée». Le «rêve le plus attirant» pour Rubin, c'est le rêve d'un libre réseau de femmes dans une société capitaliste où elle n'a pas à reconnaître qu'elle est une femme, de telle

sorte que personne ne remarquera quoi que ce soit d'étrange dans son utilisation de la bonne maison de tolérance bourgeoise. Mais à la racine des problèmes qui l'empêchent de réaliser son rêve, il y a l'existence de la famille: «L'hétérosexualité obligatoire est le produit de la parenté».

Ce n'est pas, bien entendu, que Rubin soit *contre* le marxisme; ses intérêts résident tout simplement ailleurs. «Leur travail (Lévi-Strauss et Freud)... suggère une conception du mouvement des femmes qui soit analogue, plutôt qu'isomorphe, au mouvement de la classe ouvrière, chacun s'adressant à une source différente du mécontentement humain».(41) C'est ça. Le mouvement de la classe ouvrière est mécontent de l'esclavage salarié et de tous ses corollaires, y inclus l'oppression des femmes. Gayle Rubin et ses «amies», toutefois, sont mécontentes de la disponibilité trop restreinte des maisons de tolérance bourgeoises pouvant satisfaire leurs impulsions physiques.

La logique lesbienne a infiltré toute la littérature féministe et le mouvement féministe en entier. Une des féministes qui l'a mis de l'avant était Simone de Beauvoir, porte-parole féministe d'il y a plus de deux décennies:

Et si l'on invoque la nature, on peut dire que naturellement toute femme est homosexuelle. La lesbienne se caractérise en effet par son refus du mâle et son goût pour la chair féminine; mais toute adolescente redoute la pénétration, la domination masculine, elle éprouve à l'égard du corps de l'homme une certaine répulsion; en revanche le corps féminin est pour elle comme pour l'homme un objet de désir.(42)

On voit de façon répétée la clef du mouvement des femmes pris comme un tout dans le mouvement lesbien.

. . . Nous comprenons l'explosion des tendances, au sein du mouvement des femmes, où ces dernières veulent mener la lutte contre les hommes en tant que tels et ne plus dépenser leur énergie à maintenir avec eux ne serait-ce que des rapports sexuels, ces rapports étant toujours frustrants. . . . Le rapport entre homosexuelles représente en ce sens la plus grande tentative de masse pour libérer la sexualité d'un rapport de pouvoir.

. . . Cette explosion de tendances homosexuelles (Gay Movement) à l'intérieur du mouvement a été et est importante pour lui, parce qu'elle montre l'urgence de revendiquer une spécificité de la lutte des femmes, et surtout de mettre en lumière toutes les facettes et tous les moments de l'exploitation des femmes, dans toute sa profondeur.(43)

Ce n'est pas par hasard que la propagation de l'homosexualité, la totale négation de la famille et des rapports hétérosexuels stables, n'est nulle part véhiculée plus bruyamment que dans le mouvement du salaire à la ménagère.

Toutes les femmes, les femmes qu'on appelle lesbiennes et celles qu'on appelle hétérosexuelles, existent sous le capitalisme dans le même but—pour servir le capital en servant la famille et les hommes. Jusqu'à ce que nous ayons complété cette lutte contre notre asservissement, aucune femme n'en est libre. Le lesbiannisme fait partie de cette lutte.(44)

Nous sommes toutes des ménagères, nous sommes toutes des prostituées et nous sommes toutes des lesbiennes.(45)

Ce n'est pas par hasard qu'il existe un lien entre l'asservissement domestique de la femme au sein de la famille et la communauté sexuelle des femmes en dehors de celle-ci: ce sont deux manifestations du même phénomène, l'oppression spécifique des femmes. Il est parfaitement normal que le mouvement pour la défense des deux formes de l'esclavage sexuel soit indivisible. «L'homosexualité, c'est le contrôle ouvrier sur la production. »(46)

Nous avons montré longuement que la monogamie de la classe dirigeante exige son complément à l'extérieur de la relation conjugale, complément qui renforce l'asservissement des femmes là où la monogamie bourgeoise à elle seule est incapable de l'assurer. Engels mentionne de façon spécifique la prostitution, l'adultère et l'hétaïrisme. L'homosexualité appartient également à cette catégorie. C'est un complément de la monogamie qui existe afin d'asservir les femmes dans les contextes où elles ne sont pas soumises à l'intérieur d'une relation conjugale. Historiquement, l'homosexualité a surgi en même temps que l'oppression des femmes, afin d'exprimer et de renforcer l'oppression des femmes.* Les premiers groupes de lesbiennes sont apparus au sein des harems, tenus à l'intention des rois de l'ancienne Egypte et de Babylone, parce qu'elles n'avaient évidemment pas d'autre possibilité sexuelle satisfaisante. Le terme «lesbienne» provient de l'île de Lesbos, une île de la côte de Grèce où l'homosexualité était pratiquée en secret. L'homosexualité mâle au sein de l'aristocratie grecque était hautement respectée comme une expression des «purs» sentiments idéalistes de la classe dirigeante, et il a depuis lors été une pratique à l'honneur parmi les écrivains et les artistes qui propagent l'idéologie des classes dominantes dans toutes les sociétés de classes. C'est grâce à l'homosexualité que plusieurs de ces serviteurs de la classe dirigeante ont pu s'adonner de la façon la plus satisfaisante à des styles de vie concordant avec les sentiments aristocratiques et bourgeois ainsi que les pensées exprimées dans leur art. y inclus la dégradation des femmes.

*Nous traiterons de cette question plus en détail quand nous publierons notre position sur l'origine de l'oppression des femmes.

Pour ce qui est du rôle que joue l'homosexualité mâle dans l'oppression des femmes, il est bien exprimé dans cette affirmation d'un auteur:

Les Grecs avaient une vision méprisante du sexe opposé; même l'hétaïre la mieux dotée avait de la difficulté à concurrencer les amants mâles de ses clients. Même à Sparte, où les femmes jouissaient d'un plus grand prestige et de plus d'influence que dans le reste de la Grèce, Alcman ne pouvait faire de plus grand compliment à ses compagnes que de les appeler ses «compagnons féminins»! Le poète-politicien Crétias affirmait que les filles étaient charmantes dans la seule mesure où elles étaient d'allure légèrement garçonnes — et vice versa.

L'homosexualité était à la fois une cause et une conséquence de cette continuelle dégradation de la femelle des espèces et quoiqu'elles aient tempêté contre ce fait, les hétaires se sont avérées incapables de la refréner. A quelque niveau que ce soit, l'exemple grec montre brutalement que la prédominance de l'homosexualité mâle dans n'importe quelle société donnée est étroitement reliée à la misogynie croissante et à la répression sociale de la femme; une sorte d'horreur de la femme imprègne l'atmosphère sociale, surgissant du fait que les attributs typiquement féminins — la procréation maternelle et les facultés sexuelles et libidineuse — ne sont plus appréciées. . . . La femme est rejetée, même en tant qu'objet sexuel.(47)

Engels percevait l'homosexualité de la même façon, en tant qu'un des compléments de l'asservissement domestique de la femme:

(Les hommes), qui auraient rougi de montrer de l'amour pour leurs femmes, s'amusaient à toutes sortes d'intrigues amoureuses avec les hétaires; mais l'avilissement des femmes eut sa revanche dans celui des hommes et les avilit jusqu'à les faire tomber dans la pratique répugnante de la pédérastie et se déshonorer eux-mêmes en déshonorant leurs dieux par le mythe de Ganymède.

. . . Et le vieil Anacréon, poète classique de, l'amour dans l'Antiquité, se moquait si éperdument de l'amour sexuel tel que nous l'entendons aujourd'hui que le sexe même de l'objet aimé lui importait peu. (*L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Editions sociales, pp. 73, 85)

L'homosexualité n'est pas une délivrance de l'oppression des femmes et ce n'est pas une solution à l'oppression des femmes. L'homosexualité, en tant que phénomène social, renforce et perpétue l'antagonisme et la division entre les sexes, un antagonisme et une division dont les racines sont l'oppression des femmes. Il est ironique que celles qui crient le plus fort à propos de la «pansexualité», de la «libre expression de la sexualité» et «que ça ne devrait pas importer de quel sexe est la personne avec laquelle vous faites l'amour» découvrent que le sexe de la personne avec laquelle elles travaillent sur le plan politique est de la plus haute importance. Ce sont les propagateurs les plus tonitruants d'un mouvement des femmes autonomes, qui existe afin de scinder l'unité politique des sexes et, de ce fait, de renforcer l'oppression des femmes. L'homosexualité, en tant qu'expression extrême de l'antagonisme des sexes, issue de la société de classes, est vantée et propagée par le mouvement des femmes dans le but de renforcer et de perpétuer la division entre les sexes et donc l'oppression sexuelle des femmes. En tant que telle, elle fait partie de tout le mouvement freudo-féministe qui vise à libérer les corps des femmes pour que la bourgeoisie puisse les utiliser aux fins de prostitution, payée et non payée.*

Lénine considérait le complément bourgeois de la monogamie, la pratique de la décadence sexuelle, tout à fait inacceptable dans les rangs des communistes. Selon lui, le freudisme encourage la décadence sexuelle, détourne le peuple de la révolution, l'en éloigne et le persuade que le problème central de sa vie est d'ordre sexuel.

La théorie de Freud est aussi une sorte de caprice à la mode du jour. Je suis sceptique quant aux théories sexuelles dont traitent les articles, les rapports, les brochures, etc., en un mot cette littérature spécifique qui a eu un épanouissement prodigieux sur le fumier de la société bourgeoise. Je me méfie de ceux qui s'absorbent constamment et obstinément dans les questions des sexes, comme un fakir hindou dans la contemplation de son nombril. Il me semble que cette profusion de théories relatives aux sexes et dont la plupart ne sont que des hypothèses souvent gratuites, tient à un besoin personnel, au désir de justifier devant la morale bourgeoise sa propre vie sexuelle désordonnée ou anormale et de solliciter l'indulgence pour soi. Ce respect déguisé de la morale bourgeoise me répugne autant que le farfouillement amoureux dans les problèmes des sexes. Si frondeur et révolutionnaire que soit l'aspect sous lequel cette activité cherche à se manifester, elle n'en reste pas moins tout à fait bourgeoise. C'est une occupation affectionnée des intellectuels et des milieux qui leur sont proches. Il n'y a pas de place pour elle au parti, parmi le prolétariat qui a la conscience de classe et qui lutte. (*Sur l'émancipation de la femme*, p. 105-6)

Le freudisme et sa solution «révolutionnaire», le féminisme, existent afin d'assurer que «**la suprématie inconditionnelle de l'homme sur le sexe féminin**» (Engels, op. cit., p. 75) soit perpétuée à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la famille, sous le système capitaliste.

Le féminisme: adversaire de la révolution socialiste

Nous avons vu comment le féminisme travaille à perpétuer à la fois l'esclavage domestique et son complément, le libre échange des femmes. Nous avons vu comment les féministes et les trotskistes utilisent les catégories et la phraséologie marxistes pour masquer leur anti-marxisme, leurs desseins bourgeois en ce qui concerne les masses féminines. En conclusion de notre mise à nu du féminisme bourgeois, nous allons démasquer de façon encore plus approfondie la fonction qu'il joue dans la dissémination de l'anti-communisme parmi les masses féminines, afin de les convaincre que le communisme est hostile à leurs désirs de libération et que ce n'est qu'en suivant la direction des féministes qu'elles peuvent mettre fin à leur oppression.

*Nous voulons établir clairement que notre position sur le rôle social de l'homosexualité, ainsi que sur l'idéologie de la «libération homosexuelle» n'implique d'aucune manière que nous appuyons la répression des homosexuel(le)s. L'Union Bolchevique s'oppose à la répression des homosexuels dans leur recherche de chances égales en matière de logement, d'emploi et d'instruction, de même que nous nous opposons aux attaques physiques lancées contre eux (elles) par l'Etat bourgeois.

A. L' «unité psychique» des femmes

Elles sèment d'abord l'anti-communisme en «prouvant» que la contradiction fondamentale de la société moderne n'en est pas une de classe mais de sexe.

Il y en a pour qui l'ennemi, c'est seulement le Système. . . Les hommes ne peuvent s'en tirer aussi facilement puisque ce sont eux qui ont créé le système et le préservent ... le capitalisme, l'impérialisme et le racisme sont des *symptômes* de la suprématie mâle — le sexisme.(48)

Et pour Shulamith Firestone qui a l'habitude de s'opposer à l'univers:

Les féministes doivent remettre en question non seulement toute la culture *occidentale*, mais aussi l'organisation de la culture elle-même, et même l'organisation de la nature elle-même.(49)

Selon Firestone, et selon l'Eglise catholique et divers cultes religieux fondamentalistes, l'oppression des femmes ne vient pas de la propriété privée des moyens de production mais de la nature même des choses, des «vérités que Dieu a inculquées dès l'époque d'Adam».

Lorsqu'elles avancent que la contradiction fondamentale des sociétés de classe est d'ordre sexuel, les féministes font face à un sérieux obstacle: le marxisme-léninisme qu'on ne peut vaincre par l'usage de la force ou de la ruse, et qui en tant que vérité scientifique, resurgit tout le temps malgré tous les efforts de s'y opposer. Par conséquent, les féministes ont été obligées de répondre à Marx, plutôt que de l'ignorer. Donc, la «théorie» féministe moderne a décidé qu'il était vrai que les contradictions de classe étaient fondamentales; mais, voyez-vous, ce sont les *femmes* qui constituent la *classe* opprimée et les *hommes* qui constituent la *classe* oppressive.

Louant de façon hypocrite l'illustre Friedrich Engels, ce qui lui permet de s'en moquer et de le calomnier plus facilement, Firestone décide d'«approfondir» son oeuvre en mettant de l'avant la forme la plus vulgaire et la plus écoeurante de révisionnisme que le féminisme ait imaginé jusqu'à ce jour:

Le matérialisme historique est le point de vue portant sur le cours de l'histoire, qui voit la cause ultime et la plus grande puissance motrice de tous les événements historiques dans la dialectique du sexe: la division de la société en deux classes biologiques distinctes pour la reproduction procréatrice, et les luttes de ces classes entre elles; dans les changements de modes de mariage, de reproduction et de soins aux enfants créés par ces luttes; dans le développement interrelié d'autres classes qui se distinguent physiquement (les castes); dans la première division du travail fondée sur le sexe qui s'est développée en un système de classes (économiques et culturelles).(50)

Se portant à la défense de sa «soeur de classe» Shulamith, Gayle Rubin explique que «nous pouvons imiter Engels au niveau de sa méthode plutôt que de ses résultats».(51) Engels, vous voyez, a trouvé la bonne méthode, mais il l'a utilisée de façon erronée et a ainsi saboté ses résultats. Aujourd'hui, Shulamith Firestone et Gayle Rubin sont intervenues pour rectifier les résultats!

Le féminisme représente les intérêts des petites bourgeoises. La petite bourgeoisie est une classe prise entre les deux classes principales de notre époque, la bourgeoisie et le prolétariat. Elle se révolte contre les désavantages et la perte de possibilité d'avancement que le règne de la bourgeoisie lui impose, mais en même temps, elle jouit de privilèges sous le système capitaliste et lutte contre la discipline et la perte d'individualisme auxquelles elle devrait faire face si elle était jetée dans les rangs du prolétariat. Elle est une classe à l'agonie que la marche du capital détruit quotidiennement et projette de façon régulière dans les rangs du prolétariat; et elle lutte pour maintenir ses privilèges face à cette situation inévitable. Déchirée entre deux classes, les féministes jouent au marxisme et introduisent dans leurs thèses chauvines de la terminologie marxiste.

Donc, pour trouver une solution au dilemme qui consiste à être pris entre deux classes, elle se sert de l'idée marxiste de «classe» mais l'utilise pour nier l'existence des classes, c'est-à-dire pour la remplacer par la contradiction «principale» existant entre les hommes et les femmes. A la contradiction fondamentale existant entre la socialisation des moyens de production et la propriété privée des moyens de production sous le capitalisme, elles substituent la socialisation des moyens de reproduction (le libre accès à la communauté des femmes) et la propriété privée de la femme par l'homme. Dans ce schéma fondé sur la mutilation de Marx (une mutilation figurée des hommes?), elles résolvent cette contradiction en cherchant à abolir la propriété privée de la femme par l'homme et à exercer le pouvoir sur les moyens de reproduction socialisés: à s'accorder le libre accès à la communauté des femmes. Marx a décrit ce phénomène comme étant l'essence du socialisme utopique vulgaire lorsqu'il a affirmé:

... ce mouvement qui consiste à opposer à la propriété privée la propriété privée générale qui s'exprime sous cette forme bestiale qu'au mariage (qui est certes une forme de la propriété privée exclusive) oppose la communauté des femmes, dans laquelle la femme devient donc une propriété collective et commune. On peut dire que cette idée de la communauté des femmes constitue le secret révélé de ce communisme (socialisme utopique - UB) encore très grossier et très irréfléchi. De même que la femme passe du mariage à la prostitution générale, de même tout le mode de la richesse, c'est-à-dire de l'essence objective de l'homme, passe du rapport au mariage exclusif avec le propriétaire privé à celui de la prostitution universelle avec la communauté. (Manuscrits de 1844, Editions sociales, Paris, p. 85)

Une telle «socialisation» ressemble vraiment beaucoup à la thèse révisionniste de «l'auto-gestion» que les révisionnistes chinois reprennent aujourd'hui à Tito. Il est possible d'établir un lien historique entre le fait qu'Alexandra Kollontai était un membre de «l'opposition ouvrière» en Russie soviétique du début des années '20 et qu'elle avait elle-même des tendances féministes. Dans la plate-forme de «l'opposition ouvrière», on s'opposait à la position léniniste sur la

nécessité d'un contrôle étatique hautement centralisé sur l'économie et on soutenait à la place une «auto-gestion» anarcho-syndicaliste. «L'auto-gestion» féministe est une façon pour les femmes d'échapper à la famille, aux hommes et aux enfants, et même à leurs propres corps comme le démontrent les divers programmes féministes qui prônent la propagation artificielle de l'espèce. Par conséquent, le féminisme avec sa théorie «des hommes en tant que classe», est non seulement anti-mâle mais en fin de compte, misogyne aussi. L'analyse féministe trouve que dans les faits c'est le corps des femmes qui opprime les femmes; selon l'analyse de Firestone portant sur l'origine de l'oppression des femmes, tout s'explique en fin de compte par le fait biologique d'être une femme.

Les hommes deviennent donc la nouvelle classe oppressive. Germaine Gréer, une féministe de la haute qui est obsédée par sa propre «liberté» personnelle, dit: «Les femmes représentent la classe la plus opprimée de travailleurs liés par un contrat à vie sans rémunération. Il n'est pas excessif de les qualifier d'esclaves. Elles représentent le seul véritable prolétariat qui reste...»(52) En d'autres mots, les femmes sont un *substitut* au prolétariat, leur lutte (contre les hommes) est un *substitut* à la révolution socialiste.

Une «lesbienne radicale» exprime la solution à l'oppression de la «classe féminine»:

Parce qu'elles craignent moins d'être abandonnées par les hommes, les lesbiennes expriment plus facilement leur hostilité face à la classe masculine — les oppresseurs de la femme.(53)

Et Margaret Benston dont l'oeuvre féministe a remporté du succès dans divers cercles anarcho-syndicalistes, affirme:

. . . D'autre part, on définit en général les classes en fonction de leur rapport aux moyens de production, et d'autre part, on suppose que les femmes n'entrent pas en rapport unique avec les moyens de production. Cette catégorie semble plutôt traverser toutes les classes; on parle des femmes de la classe ouvrière, des femmes de la classe moyenne, etc.(54)

Mais Benston trouve que c'est inacceptable: elle n'est pas d'accord que les femmes constituent une classe; elles constituent plutôt un sexe que l'on retrouve dans toutes les classes économiques. Elle redéfinit donc le mot classe pour démontrer que les catégories sexuelles priment sur les catégories de classe, ou plutôt qu'on peut les utiliser comme un nouvel ensemble de catégories de classe.

Le fait d'établir que le travail ménager appartient à une catégorie spéciale de gens, les femmes, implique que ce groupe entre dans un rapport différent avec la production que le groupe «hommes». Nous définirons alors à titre d'essai les femmes comme un groupe de personnes qui sont responsables de la production de valeurs d'usage simples dans des activités se rattachant à la famille et au foyer.(55)

La biologie, c'est le destin! Par définition, une femme est rivée à la cuisine; c'est là sa raison d'être! Voilà l'idéologie «libératrice» de Margaret Benston.

Selon les féministes, les femmes sont fondamentalement unies dans leur opposition de classe aux hommes. Ce qui unit les femmes, apparemment, c'est leur rapport commun avec les moyens de production, c'est-à-dire leur rôle au niveau du travail ménager. Les féministes ignorent tranquillement le fait évident que les «**dames bourgeoises... se déchargent de tous les travaux du ménage, y compris des soins à donner aux enfants, sur les domestiques**» (Lénine tel que cité dans *Sur l'émancipation de la femme*, p. 119); elles oublient tranquillement que le fardeau du travail ménager repose plus lourdement sur les épaules des ouvrières et que les ouvrières souffrent en plus de l'esclavage salarié; elles ignorent tranquillement les privilèges économiques et sociaux dont jouissent les membres de toutes les classe oppressives; elles ignorent tranquillement le fait que la bourgeoise aimerait mieux rester enchaînée à sa cuisine durant toute sa vie plutôt que de lutter pour la révolution socialiste: les féministes ne voient que ce qu'elles veulent voir: «Toutes les femmes sont d'abord ménagères».(56)

Il n'y a pas de femme qui puisse échapper à ce travail. Nous pouvons déterminer jusqu'à un certain point la quantité de travail ménager que nous allons accomplir, mais aucune d'entre nous ne peut y échapper complètement.

TOUTES LES FEMMES SONT DES MENAGERES. Que nous soyons mariées ou non, jeunes ou vieilles, avec ou sans enfants, lesbiennes ou hétérosexuelles, notre premier travail, c'est le travail ménager. Mais ce type de travail est tellement identifié au fait d'être une femme, tellement lié à ce à quoi on s'attend de notre part depuis notre naissance, qu'il est difficile de voir où le travail se termine et où nous commençons.(57)

Et, comme nous avons vu que les efforts du féminisme ne vont pas seulement dans le sens de la perpétuation du travail domestique privé, mais aussi dans celui de la perpétuation du libre accès à la communauté des femmes, nous pouvons ajouter qu'une autre chose que toutes les femmes ont en commun, selon les féministes, c'est leur disponibilité potentielle en tant qu'objets sexuels. Voilà qui n'est pas une observation nouvelle. Marx et Engels notaient:

Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles des prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement.

Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. (*Manifeste du Parti communiste*, ELE, p. 55)

Ainsi, aux yeux des féministes, tout ce que les femmes partagent en commun est extrêmement important, beaucoup plus important que ce qui les divise en ce qui a trait à leur classe sociale, à leur lutte de libération. Elles sont toutes potentiellement des objets de la séduction bourgeoise. «Nous sommes toutes des ménagères, nous sommes toutes des prostituées et nous sommes toutes des homosexuelles.»(58) Une excellente base pour l'unité psychique du sexe féminin! «Les femmes se connaissent si bien entre elles qu'elles peuvent très bien parler à une femme parfaitement inconnue et être sûres de se faire comprendre».(59)

Adieu à toute cette merde qui sépare les femmes d'avec les femmes; à toute cette merde qui recouvre le visage de n'importe quelle Weatherwoman*. . . qui est mon visage qui est le visage de Pat Nixon Nous sommes toutes les mêmes dans le noir — et vous feriez mieux de le croire: nous sommes toutes dans le noir, poupée.(60)

Même Pat Nixon devient ainsi une «soeur» bien-aimée. (Mao Tsétoung ne pourrait être plus d'accord.) Il en est de même pour Indira Gandhi la fasciste et Golda Meir la sioniste, dont les portraits ont été largement étalés dans la librairie féministe de Toronto. On attend des femmes qu'elles restent tellement infantiles, tellement ignorantes du monde existant autour d'elles, qu'elles ne doivent rien savoir sauf ce qui leur est offert par l'élite féministe dans les pages féminines. De cette manière, le mouvement féministe espère entraîner les masses féminines à appuyer le règne de la bourgeoisie impérialiste et de ses laquais partout à travers le monde.

Le fait qu'elles sont toutes des «soeurs» vient de l'anatomie dont les femmes sont dotées à la naissance. Tous les apports politiques, sociaux, économiques et théoriques n'ont rien à y voir; la position de classe et l'engagement de classe d'une femme n'ont également rien à voir. Sa seule valeur pour la société, le seul critère au moyen duquel la femme est censée juger son rôle dans le monde, c'est le critère anatomique. Ou, comme Stokely Carmichael est censé avoir dit: «La seule position que les femmes peuvent adopter dans notre organisation politique, c'est d'être couchées. »

Le but de cette analyse pleine de chauvinisme mâle sur le rôle des femmes dans la société est de forcer les femmes de la classe ouvrière à se soumettre à l'hégémonie des femmes bourgeoises et petites-bourgeoises dans un mouvement autonome des femmes. Voilà la base de l' 'analyse' qui veut que toutes les femmes appartiennent à une classe. «Les femmes... passeront au féminisme révolutionnaire en s'appuyant sur une redéfinition des classes»,(61) c'est-à-dire, une négation des classes et son remplacement par le sexe. L'existence de distinctions de classe au sein du mouvement des femmes est niée...

Le mouvement des femmes est un mouvement sans hiérarchie. Il accomplit collectivement et expérimentalement ses tâches. C'est aussi le premier mouvement qui ait la possibilité de briser toutes les barrières de classe, de race, d'âge, barrières économiques et géographiques — puisque les femmes dans chacun de ces groupes doivent jouer essentiellement le même rôle, bien qu'avec différentes séries de costumes: le rôle multiple d'épouse, de mère, d'objet sexuel, de productrice de bébé, de «statistique du revenu supplémentaire», d'assistante, de nourricière, d'hôtesse, etc.(62)

... ou bien elle est minimisée.

C'est à la maison qu'on trouve la fonction sociale et l'identité psychique des femmes en tant que groupe. Les distinctions de classe au travail (qui, de toute façon, n'apportent jamais la conscience de classe) sont ici éliminées au profit de distinctions de statut: «riche», «moyen», «pauvre». On ne doit pas sous-estimer ces distinctions. Mais la position des femmes en tant que femmes l'emporte: opprimées, quelles que soient les circonstances particulières. D'où l'importance de la conscience féministe dans toute révolution. . . . D'où la libération des femmes.(63)

*« Weatherman », du nom du tristement célèbre groupe terroriste de la fin des années '60 aux USA.

Les distinctions de classe — pardon, les distinctions de statut, parce que, de toute façon, la classe ce n'est pas très important — ne devraient pas être « sous-estimées», mais «la position des femmes en tant que femmes l'emporte» sur la classe — pardon, le statut. Tel est le «grand bond en avant» que le très chic «féminisme marxiste» représente par rapport aux courants féministes plus vieux.

B. Le féminisme s'allie à l'économisme

Une supposée justification à la collaboration de classe d'un mouvement autonome des femmes réside dans le chauvinisme mâle que l'on trouve parmi la «gauche». Les féministes ont tout à fait bien perçu qu'elles étaient soumises au chauvinisme mâle au sein des différents courants anti-impérialistes et nationalistes de la «nouvelle gauche» des années '60. Mais plutôt que de se tourner vers le marxisme-léninisme et plutôt que de lutter pour démasquer l'opportunisme de la «nouvelle gauche» sur tous les fronts afin de montrer que la source du chauvinisme mâle de ses dirigeants se trouvait dans l'idéologie bourgeoise, les féministes se sont enfuies comme des poltronnes terrifiées, en poussant les hauts cris, et elles ont institué leurs propres petites cliques où leur pouvoir sur leur propre petit empire ne serait pas contesté. Incapables de prendre le pouvoir au profit de leur individualisme et de leur carriérisme petit-bourgeois sur le terrain des économistes, elles ont rompu afin de bâtir leurs propres carrières sur le dos des masses des travailleuses. C'était de cette manière seulement qu'elles pouvaient lutter pour garder les masses féminines asservies non seulement grâce à l'esclavage salarié et l'oppression nationale, mais également grâce à l'esclavage sexuel. Les autres groupes économistes ne leur ont pas accordé la «liberté» d'apporter leurs «contributions» en ce domaine.

Le mouvement autonome des femmes constitue donc la contrepartie du mouvement économiste, non seulement du point de vue de ses buts contre-révolutionnaires, mais aussi du point de vue historique. Ce sont deux rejetons de la même lignée. Comme le mouvement économiste, son but est de semer l'anti-communisme, d'éloigner les masses d'ouvrières de la connaissance du socialisme scientifique. En exigeant que les femmes conservent un champ de vision réduit aux seules questions concernant les femmes, en exigeant que les masses féminines abandonnent le point de vue de classe et la perspective de classe et les remplacent par la collaboration et la trahison de la classe, les féministes sont d'actives propagatrices de l'anti-communisme, des agents de la bourgeoisie dans les rangs des masses féminines opprimées: elles se dressent comme un obstacle pour empêcher les femmes de la classe ouvrière de s'emparer du marxisme-léninisme.

Frère jumeau du mouvement économiste, le mouvement féministe utilise fréquemment le simplisme de l'économisme et du révisionnisme vulgaire pour attaquer le marxisme-léninisme et mettre de l'avant sa propre décadence petite-bourgeoise comme remplaçant. Jouant sur le fait que les économistes disent aux femmes de se trouver des emplois en usine et de «se joindre à la lutte de classe» pour se libérer, les féministes répliquent:

Chose ironique, leur profonde ignorance de la relation spécifique des femmes au capital s'est traduite en une théorie de l'arriération politique des femmes, qui ne peut être surmontée que par notre entrée dans les usines.(64)

... Il est absurde de comparer la lutte des femmes pour des salaires à la lutte des ouvriers mâles à l'usine pour de plus hauts salaires. L'ouvrier salarié, dans sa lutte pour de plus hauts salaires, met en cause son rôle social mais reste dedans. Lorsque nous luttons pour des salaires, nous luttons *sans ambiguïté et directement contre notre rôle sociale*.(65)

Dans les temps modernes, nous en sommes venues à mettre en doute la viabilité de notre perspective organisatrice originelle: l'«organisation révolutionnaire de masse sur les lieux de travail»... politique traditionnelle de gauche fondée sur le syndicalisme de lutte de classe... Situer l'avant-garde de la classe ouvrière dans les secteurs déjà plus puissants ou plus facilement syndicalisés de la classe, c'est fonder sa stratégie sur les divisions au sein de la classe plutôt que sur leur destruction. Fonder une stratégie révolutionnaire sur les syndicats, c'est fonder sa stratégie sur une couche encore plus petite au sein de la classe ouvrière — cette couche qui est toujours désireuse de canaliser son énergie dans les syndicats — principalement les hommes blancs.(66)

Encore une fois, on nous dit que la politique sérieuse n'a pas de place dans les cuisines, et que notre lutte pour nous libérer nous-mêmes en tant que femmes — notre lutte pour détruire notre travail dans la maison, nos relations dans la famille, la prostitution de notre sexualité — est subordonnée de façon définitive, ou au mieux sert d'auxiliaire, à la «vraie lutte de classe» à l'usine.(67)

Mariarosa Dalla Costa considère la communauté comme étant d'abord et avant tout la maison, et considère la femme comme *l'élément central de la subversion dans la communauté*. Vues sous cet angle, les femmes constituent la contradiction présente dans tous les cadres politiques antérieurs, qui ont été fondés sur l'ouvrier mâle dans l'industrie. Une fois que nous considérons la communauté en tant que centre productif et donc en tant que centre de subversion, *toute la perspective de la lutte généralisée et de l'organisation révolutionnaire est ré-ouverte*.(68)

«La 'vraie lutte de classe' à l'usine», c'est-à-dire la lutte spontanée du prolétariat industriel (majoritairement mâle), n'est pas remplacée par la *conscience*, la lutte pour rallier l'avant-garde de *tout* le prolétariat (hommes et femmes) au marxisme-léninisme; mais elle est remplacée, plutôt, par une autre forme de spontanéisme vulgaire, qui se base non pas sur l'usine mais sur le foyer, sur les révoltes spontanées des femmes non ouvrières, qui sont encore guidées par l'idéologie bourgeoise.

Le défi du mouvement des femmes consiste à trouver des modes de lutte qui, tout en libérant la femme de la maison, évitent d'une part à la femme le double esclavage, et d'autre part empêchent une reprise du contrôle et de l'enrégimentation capitalistes. *C'est là, en dernière instance, la démarcation entre réformisme et politique révolutionnaire au sein du mouvement des femmes*.(69)

La lutte pour le salaire (à la ménagère — UB) devient une attaque directe contre le profit du capitalisme et contre sa capacité de nous extorquer du sur-travail. Donc la lutte pour le salaire est en même temps la lutte contre le salaire, pour le pouvoir qu'il sous-tend et contre la relation capitaliste qu'il incarne... Nous ne disons pas que toucher un salaire c'est faire la révolution. Nous disons, toutefois, que c'est une stratégie révolutionnaire, parce que cela sape le rôle qu'on nous assigne dans la division capitaliste du travail et que par conséquent, cela change les relations de pouvoir au sein de la classe ouvrière dans des termes qui nous sont plus favorables, pour nous et pour l'unité de la classe.(70)

Notre stratégie est de déstabiliser l'usine sociale, de développer la puissance de la classe dans son ensemble de telle sorte qu'elle puisse choisir d'agir selon ses propres besoins, et non pas selon ceux du capital; de refuser de travailler, de refuser ses fonctions dans l'usine sociale, de détruire les plans du capital.

Les exigences monétaires de celles qui ne sont pas payées sont... extrêmement subversives en ce qu'elles permettent aux *ouvriers* de faire le choix de refuser de travailler pour le capital.

Le salaire pour le travail ménager briserait fondamentalement l'usine sociale... Et les femmes auraient le choix de refuser d'être poussées à un second emploi, à l'extérieur du foyer, à la convenance du capital.(71)

Le féminisme s'accommode de l'économisme, de la subversion contre-révolutionnaire que les économistes manigancent continuellement contre le marxisme-léninisme. En vulgarisant ainsi le marxisme-léninisme, en fait en le réduisant à «la lutte de classe à l'usine» et à «la lutte de l'ouvrier mâle pour de plus hauts salaires», les économistes ne font que conduire plus de petits bourgeois mécontents dans une autre variante de la contre-révolution et du spontanéisme, qui concentre sa stratégie sur «la lutte de la classe dans la cuisine» et «la lutte de la ménagère pour un salaire». C'est, bien sûr, la même couche sociale qui alimente les deux tendances et il apparaît clairement comment chacune alimente l'autre dans une attaque conspiratrice pour étouffer la juste ligne marxiste-léniniste sur la nécessité de construire un parti guidé par la théorie la plus avancée, celle qui s'est emparée de «**l'analyse et (du) critérium matérialistes (de) toutes les formes de l'activité et de la vie de toutes les classes, catégories et groupes de la population**». (*Que Faire?*, ELE, Pékin, p. 86) Chaque tendance a besoin de l'autre, les deux tendances détestent le marxisme-léninisme avec une égale ferveur. La classe ouvrière, toutefois, n'a besoin ni de l'une, ni de l'autre, parce que ce sont les agents jumeaux de l'anti-communisme dans les rangs du peuple.

C. Les féministes attaquent le parti prolétarien

Il n'est pas étonnant que les féministes se soient éloignées de l'économisme, ceci dans l'intérêt de leur propre carriérisme et de leur propre spontanéisme, plutôt que dans l'intérêt de la contraction d'un authentique parti marxiste-léniniste qui seul peut diriger la lutte pour l'abolition de l'oppression des femmes. Les féministes haïssent le parti prolétarien. Elles voient dans le parti prolétarien un terrible défi à leur individualisme petit-bourgeois, à leur «droit» d'agir selon leurs propres

penchants et de répandre leur mépris face aux besoins des masses féminines. Pour les féministes, l'existence du parti, en exigeant la subordination de l'individualisme aux intérêts de la révolution, exige la subordination des femmes aux intérêts des hommes, parce qu'elles ne font aucune distinction entre les intérêts des larges masses féminines et leurs propres intérêts bourgeois (rappelez-vous, toutes les femmes ont supposément les mêmes intérêts de classe). Ainsi le parti prolétarien devient une menace non pas pour la bourgeoisie, mais pour les femmes (qu'elles représentent); il devient non pas le parti de la classe ouvrière, mais un parti d'hommes (parce qu'il s'oppose à elles).

Pour de nombreuses féministes, le mouvement autonome des femmes est un centre idéal pour l'expression des fantaisies les plus viles, les plus intimes de leur individualisme petit-bourgeois. A Marx, elles substituent Freud, la recherche psychanalytique visant à sonder en profondeur leurs sentiments intérieurs, pour mieux se cultiver et se donner un sens solide de leur auto-importance. Elles perçoivent la «libre expression de leur sexualité» comme la clef de leur «libération en tant que femmes». Encore une fois, voici ce qu'en dit Robin Morgan: «Il y a un certain genre de super-uniformité-mâle, linéaire, étroite, sèche, ennuyeuse, que nous commençons à rejeter».(72) «Nous», ce sont toutes les femmes, représentées par Robin Morgan. La «super-uniformité» ou la seule ligne juste qui reflète la seule interprétation juste d'un monde objectif, est très «ennuyeuse pour Robin Morgan, qui préfère vivre dans son propre monde fantaisiste de l'idéalisme et de la réalité auto-établie. L'uniformité prolétarienne n'est pas seulement «ennuyeuse», elle est «mâle», aussi, puisque Robin Morgan de même que tous les autres tenants du chauvinisme mâle, trouve les femmes légères, incohérentes, irresponsables et inconséquentes, pas du tout prêtes à faire face aux exigences de discipline se rattachant au travail socialisé, beaucoup mieux adaptées aux quatre murs de la cuisine.

Elle poursuit: «La libération des femmes est le premier mouvement radical à établir sa politique — en fait, à créer sa politique — à partir d'expériences personnelles concrètes. Nous avons appris que ces expériences *ne constituent pas* nos 'bibittes' personnelles. Elles sont partagées par chaque femme, et sont par conséquent, d'ordre politique. Cette théorie, donc, provient du sentiment humain, et non pas de la rhétorique livresque. *Voilà* ce qui est vraiment révolutionnaire, comme quiconque le sait, qui a déjà écouté des discours politiques abstraits.»(73)

Quiconque connaît la dure lutte que mènent les marxistes-léninistes pour construire un véritable parti marxiste-léniniste au Canada, identifiera facilement ce langage. C'est le langage même des économistes qui craignaient et détestaient la théorie marxiste-léniniste, qui méprisaient tellement le prolétariat qu'ils ne pouvaient pas s'imaginer que la classe ouvrière pourrait s'emparer des connaissances marxistes-léninistes. De même que le dédain des économistes pour la théorie marxiste-léniniste démontre leur chauvinisme mâle consacré, puisque seule la théorie marxiste-léniniste peut expliquer la double oppression des femmes, le dédain des féministes pour la «rhétorique livresque» et les «discours politiques abstraits» démontre aussi un grand mépris à l'égard des besoins des masses féminines dans leur lutte pour la libération. Nous reconnaissons que le marxisme-léninisme dépasse de beaucoup les capacités intellectuelles de gens comme Robin Morgan, mais cela ne justifie en rien l'interdiction de sa diffusion parmi les masses d'ouvrières.

On retrouve une telle attitude face aux connaissances scientifiques à travers toute la littérature féministe. On exige des femmes qu'elles passent à travers des traités de cinq tomes racontant les expériences personnelles subjectives et les intuitions métaphysiques de lesbiennes, mais l'éducation marxiste-léniniste est complètement mâle, complètement tabou.

Les résistances à la conscience: *vous pensez que vous pouvez éduquer le peuple*. (Mais nous savons tous qu'il est impossible d'éduquer le peuple — UB) Ceci implique que vous êtes éduqués et que vous mettez en branle une révolution en enseignant aux autres ce que vous savez. L'éducation ne met pas en branle des révolutions; mais la conscience de notre propre oppression et de notre propre lutte pourrait le faire. Malheureusement l'éducation formelle et la conscience politique ne coïncident pas dans l'ensemble. Même l'éducation formelle au niveau du marxisme-léninisme a tendance à pousser les gens à s'imaginer qu'ils en savent plus qu'ils n'en savent en réalité. Lorsque nous songeons à ce qui politise les gens, ce ne sont pas tellement les livres et les idées mais l'expérience.(74)

La bonne vieille «pratique» économiste. Lénine répond: «... **on a bien raison de dire que la pratique précède la théorie (chez ceux surtout qui se laissent guider par une théorie erronée)**». («Les procédés des intellectuels bourgeois», LOC 20:484) Les féministes redoutent que les masses féminines prolétariennes n'apprennent des expériences du prolétariat international, que Marx, Engels, Lénine et Staline ont résumées de façon juste. A la place, elles veulent que les masses féminines apprennent des expériences des féministes. Quiconque a fréquenté le mouvement féministe, a connu les longs meetings, les interminables meetings, qui ont pour sujet principal le récit de l'histoire personnelle de la femme la plus bourgeoise dans la salle. Ces récits se rapprochent supposément beaucoup plus des «expériences que toutes les femmes partagent», que tout ce que le marxisme-léninisme pourrait offrir, bien sûr.

Les communistes considèrent qu'à cause des contradictions de classe qui prévalent dans tous les aspects de la société de classe, les petits bourgeois qui choisissent l'engagement révolutionnaire ont un point de départ très différent, dans leur conscience même, de celui des prolétaires. Les féministes qui propagent qu'il n'y a pas de différence fondamentale dans l'expérience de vie des femmes qui appartiennent à des classes différentes, exigent cependant que leurs propres désirs et buts dans la vie soient considérés comme semblables à ceux des larges masses féminines opprimées. Leur activité politique, plutôt que de faire partie de la lutte pour détruire l'arrogance de classe et le point de vue de classe de leur passé, en devient l'expression. Pour expliquer pourquoi elle a quitté «la gauche», une féministe décrit ainsi son «expérience personnelle»:

Non seulement les femmes sont perdantes, mais si une femme pense par elle-même, c'est du subjectivisme bourgeois et c'est contre-révolutionnaire en soi. Oui ma chère, c'est normal de trouver ennuyant ton travail. Ce dont le mouvement a besoin, c'est de plus de discipline et d'une préoccupation petite-bourgeoise moindre pour son petit moi chéri!(75)

«La préoccupation petite-bourgeoise pour son petit moi chéri», voilà bien ce dont il s'agit dans le mouvement féministe. Malgré toute la rhétorique au sujet des femmes qui sont des «soeurs» et des femmes qui sont une «classe», il apparaît

clairement que l'intérêt principal des féministes, c'est d'élaborer la justification théorique de leur individualisme petit-bourgeois; au lieu de vouloir la libération des masses féminines, elles veulent la «libération» de certaines femmes, elles-mêmes. C'est là tout simplement la mentalité du petit boutiquier.

Il n'est pas nécessaire d'en dire plus sur la raison pour laquelle les féministes petites-bourgeoises détestent tant le parti prolétarien. Ce n'est là que l'expression de la peur et de la haine que la bourgeoisie nourrit à l'égard du prolétariat en tant que classe disciplinée et organisée.

D. Les féministes attaquent le prolétariat

Mariarosa Dalla Costa, grande dame du très chic «féminisme marxiste» affirme:

Actuellement, aucune d'entre nous ne croit que l'émancipation, la libération s'effectue par le travail, à la maison ou à l'extérieur. L'autonomie salariale signifie seulement qu'on est un «individu libre» pour le capital, et c'est non moins valable pour les femmes que pour les hommes. Ceux qui prétendent que la libération des femmes de la classe ouvrière réside dans la possibilité de trouver un travail hors de la maison ne cernent qu'une partie du problème qu'ils laissent entier sans en apporter la solution. L'esclavage de la chaîne de montage ne libère pas de l'esclavage de l'évier de cuisine. Ceux qui le nient, nient aussi l'esclavage de la chaîne de montage, et prouvent une fois encore que si l'on ne sait pas comment les femmes sont exploitées, on ne saura jamais vraiment comment les hommes le sont.(76)

Il est évident qu'aucun marxiste ne peut nier le fait que la libération des femmes de la classe ouvrière ne réside pas simplement dans le fait de se trouver un emploi à l'extérieur. Aucun marxiste ne nierait que d'innombrables économistes ont cherché à décrire les choses de cette manière, afin de garder les femmes toujours plus enchaînées à l'esclavage salarié. Mais est-ce que Dalla Costa met de l'avant cet argument afin de montrer la nécessité urgente de la défaite de l'économisme, l'urgente nécessité de la lutte pour le parti du prolétariat, pour mener la lutte pour le socialisme qui seul peut libérer les femmes de leur double esclavage? Bien sûr que non. Pour Dalla Costa, le travail sur la chaîne de montage est un esclavage, peu importe sous quel système. Sa lutte consiste à tenir les femmes *loin des chaînes de montage*. «Faire l'amour et refuser l'équipe de nuit pour faire l'amour, c'est l'intérêt de classe. »(77) Sa lutte consiste à dispenser les femmes du besoin d'aller travailler. «Mais nous voulons avoir le choix: manger en privé avec des amis quand nous le voulons, avoir du temps pour être avec les enfants, les vieux et les malades, quand et où il nous plaît; 'avoir du temps' veut dire: travailler moins... »(78) Bien sûr, Dalla Costa ne parle pas d'une société communiste, où les longues luttes du prolétariat pour une société sans classes ont libéré toute l'humanité de bien des tâches fastidieuses et inutiles. Elle parle d'«avoir du temps» dans un sens personnel et petit-bourgeois, par opposition à la marche du capital, qui traîne les femmes au travail. «Notre lutte est une lutte contre le travail».(79)

Le travail est indigne de Dalla Costa et de ses pareilles. Mais ceux qui travaillent, c'est-à-dire la classe ouvrière elle-même, sont aussi indignes d'elles. Voici quels sont ses sentiments à propos du prolétariat: «La femme est, dans cette famille, l'esclave de l'esclave salarié, et les services qu'elle rend assurent l'esclavage de l'homme qui en dépend. De même que les syndicats, la famille protège l'ouvrier, mais elle assure en même temps que lui aussi bien qu'elle, la femme, *ne seront jamais que des ouvriers*.»(80) Imaginez, n'être jamais rien d'autre que des ouvriers, de simples ouvriers! «Et c'est pourquoi la lutte des femmes de la classe ouvrière contre la famille est cruciale. »(81) Il peut y avoir des gens qui ne perçoivent pas le lien entre l'attaque contre la famille et l'attaque contre la classe ouvrière, mais Dalla Costa ne fait pas partie de ceux-là. Il s'agit, en fait, d'une ligne féminine-trotskiste très répandue qui attaque la famille prolétarienne en disant que la famille prolétarienne est mauvaise parce qu'elle permet à la classe ouvrière de continuer à aller travailler.

...Etant donné l'usine, le capital a besoin de la famille, ou plus précisément, la discipline de la famille est la prémisses de celle de l'usine, et vice versa. Personne n'est né ouvrier en ce bas monde. C'est pourquoi, que nous soyons drapés de la bannière étoilée ou de la faucille et du marteau, nous trouvons toujours au coeur du capital la glorification de la vie familiale.(82)

Et c'est dans le refus de travailler de petits bourgeois comme Dalla Costa qu'elles voient la clef de la réalisation de leur propre individualisme petit-bourgeois devant la marche du capital. «Refuser de produire, refuser *de travailler*, est un levier fondamental du pouvoir social. »(83)

Cette feuille de chou pathétique née de la plume de deux féministes européennes a été invoquée on ne sait combien de fois par la petite poignée de féministes qui ne peuvent souffrir de penser au travail ni à la classe ouvrière. Cette feuille de chou a en fait servi de base à ces bandes tonitruantes de féministes du «salaire à la ménagère», qui ont déclaré clairement que le travail et la classe ouvrière sont les cibles de leur lutte.

C'est seulement quand les hommes verront notre travail comme du travail — notre amour comme du travail — et, ce qui est le plus important, *notre détermination de refuser ces deux choses*, qu'ils changeront d'attitude envers nous...Et nous n'avons pas à prouver que nous pouvons «briser la barrière des cols bleus». Plusieurs d'entre nous ont rompu cette barrière il y a longtemps et elles ont découvert que les salopettes ne nous donnaient pas plus de pouvoir que le tablier; et si possible encore moins, parce qu'alors nous avions à les porter tous deux et nous avions moins de temps et d'énergie pour lutter contre eux.(84)

C'est-à-dire que le travail est fatigant. Comment pouvons-nous «nous consacrer à notre propre bag» lequel est, par définition, révolutionnaire (puisque'il nous exprime nous-mêmes, et que nous sommes des femmes, et que les femmes sont la classe révolutionnaire), si nous devons travailler?

Cette poignée de contre-révolutionnaires ne porte pas le moindre intérêt à la libération des femmes du travail ménager pénible. Elles connaissent bien la vérité scientifique à l'effet que la libération des femmes ne commencera **«que là et au moment où s'engage la lutte de masse (dirigée par le prolétariat, maître du pouvoir) contre cette petite économie domestique ou plutôt sa refonte massive en une grande économie socialiste»**. («La grande initiative», LOC 29:433)

C'est seulement lorsque le travail ménager sortira de la sphère privée de la maison où la femme individuelle en porte principalement la responsabilité et qu'on le transformera en une industrie publique sur une vaste échelle au même plan que toutes les autres industries sociales, que les femmes seront libérées du travail ménager pénible et épuisant au point de vue émotionnel. Et quelle est leur attitude lorsqu'on les confronte au marxisme-léninisme sur cette question?

...L'expérience russe a démontré que *si on a comme but la production, le travail, la socialisation du travail ménager ne peut constituer qu'une enrégimentation poussée de nos vies* — comme nous le démontrent continuellement les exemples des écoles, des hôpitaux, des baraques, etc.... Si ce type de «révolution» se produit, nous serons parmi les premières à la combattre.(85)

Merci, mesdames, c'est pas souvent que des gens qui se disent révolutionnaires font des déclarations contre-révolutionnaires aussi ouvertes que vous avez eu la gentillesse d'en faire. Imaginez, une révolution qui fournit des écoles et des hôpitaux pour les masses! Imaginez, une révolution qui a une armée afin que le prolétariat puisse se défendre contre l'encerclement impérialiste hostile!

L'accusation à l'effet que le salaire à la ménagère institutionnaliserait la place des femmes à la maison a surgi de toutes parts, en provenance de la gauche. Pendant ce temps, les gauchistes se réjouissent du fait qu'on institutionnalise notre vie à l'usine.(86)

Imaginez donc! Nous considérons que la participation des femmes à la production sociale sur une grande échelle constitue la tendance de l'avenir pour les masses féminines! Bientôt, vous allez voir, ces maudits communistes vont nous dire que les femmes devraient jouir d'un statut égal à celui des hommes dans ces usines, ou dans des organisations politiques!

Ce que les féministes détestent, c'est l'organisation et la discipline de la classe prolétarienne, qui constitue la principale menace à leurs privilèges de classe, à leur individualisme bourgeois. Ce que les féministes détestent, c'est le travail dur, la longue lutte et les sacrifices difficiles qu'exige le prolétariat dans la construction du parti et d'une société socialiste. Ce que les féministes détestent, c'est le prolétariat.

....La gauche s'identifie totalement au point de vue capitaliste. La gauche, sous toutes ses formes, ne s'intéresse pas à la destruction du capital....

Oh, non! Marx, Engels, Lénine et Staline ne s'intéressaient pas à la destruction du capital! Seules Cox et Federici s'y intéressent!

...le surtravail que nous devons faire, mais à le rendre plus efficace. Leur révolution est une réorganisation de la production capitaliste qui rationalisera notre esclavage plutôt que de l'abolir. Voilà pourquoi lorsque la classe ouvrière (c'est-à-dire Cox et Federici — UB) refuse de travailler ils se préoccupent immédiatement de savoir qui «nettoiera les rues».(87)

Cox et Federici ne s'inquiètent pas de savoir qui «nettoiera les rues». Les ouvriers peuvent continuer à nettoyer les rues. La classe ouvrière peut continuer à peupler les usines dont Cox et Federici ont besoin pour fabriquer leurs lits d'eau et autres accoutrements de leur mode de vie décadent, oisif et parasitaire. Le seul travail que Cox et Federici se jurent de poursuivre, c'est la contre-révolution: «Si ce type de 'révolution' se produit, nous serons parmi les premières à la combattre». Après tout, elles ne voudraient pas passer le reste de leur vie comme «simples ouvrières» !

E. Les féministes s'opposent à la dictature du prolétariat

Etant donné leur haine fondamentale du prolétariat, les féministes seront toujours les ennemies jurées de la dictature du prolétariat. Elles exigent que les femmes se retirent des luttes révolutionnaires qui touchent toute la classe ouvrière, et dans les faits, toute l'humanité, afin de pouvoir accuser le mouvement communiste d'être dirigé par des hommes.

Une révolution socialiste dominée par les hommes du point de vue économique et même culturel, si elle se produisait demain, ne serait pas une révolution, mais tout simplement un autre coup d'Etat parmi les hommes.(88)

Les soi-disant révolutions ont été jusqu'à ce jour des coups d'Etat parmi les hommes, dans une tentative timide de tailler les branches mais de laisser les racines enfoncées— dans le but de préserver leurs propres privilèges mâles.(89)

Le socialisme, est-il affirmé, ne constitue pas du tout une solution car l'oppression des femmes reste inchangée. Tout comme l'oppression des femmes naît supposément de l'origine de l'espèce, elle ne peut donc pas, paraît-il, être balayée par le plus violent des soulèvements sociaux.

Au diable la notion simpliste selon laquelle la liberté automatique pour les femmes —ou les peuples de couleur— se concrétisera en criant «ciseaux!» lors de l'avènement de la révolution socialiste.(90)

L'asservissement des femmes fait partie de notre existence quotidienne, il n'a pas commencé avec le capitalisme moderne et ne disparaît pas automatiquement dans les sociétés socialistes.(91)

Voilà des affirmations entièrement justes, toutes deux! L'asservissement des femmes tire sa source de la propriété privée des moyens de production; la lutte contre cet asservissement — comme la lutte contre *toutes* les formes d'oppression — fait partie de la lutte de classe consciente contre la bourgeoisie, qui est une lutte continue pendant la période de la construction socialiste. Etait-ce là ce que Morgan et Reiter essayaient de dire? Etaient-elles en train de lutter contre le révisionnisme vulgaire, qui voit la lutte de classe comme étant «automatique» et inconsciente, afin de proposer que le prolétariat s'arme de la conscience de classe pour détruire tous les vestiges de l'ancienne société? Bien sûr que non, Morgan et Reiter ont décidé que puisque l'asservissement des femmes ne «disparaît pas automatiquement dans les sociétés socialistes», la meilleure façon de le combattre c'est de «lutter contre le sexisme dans notre propre société»,(92) c'est-à-dire

de lutter pour un changement d'attitudes de la part des hommes à l'égard des femmes dans le cadre du système capitaliste. Inutile de le dire, cette «lutte contre le sexisme» est censée être dirigée par les féministes petites-bourgeoises du genre Morgan et Reiter.

Que veulent dire les féministes quand elles déclarent que les pays socialistes ne vont pas «assez loin» dans l'émancipation des femmes? Veulent-elles dire qu'il y a encore des femmes enchaînées par des préjugés arriérés, que la socialisation du travail domestique n'a pas atteint le stade de sa réalisation complète, que les femmes ne forment pas encore complètement la moitié de la direction de la société socialiste? Bien sûr que non. Ces vérités sont évidentes, et admises clairement par les grands marxistes-léninistes qui ont dirigé les révolutions socialistes dans leurs propres pays. Si c'était là la base de l'attaque féministe contre les pays socialistes, nous verrions beaucoup plus de féministes abandonner leurs positions contre-révolutionnaires et se joindre à la lutte pour le parti, pour mieux sortir les masses des travailleuses de leur arriération et les entraîner dans la participation sociale et politique la plus active possible, dans la construction d'une société socialiste, pour hâter le jour où toutes les femmes seront éclairées par le marxisme-léninisme et où le travail domestique sera aussi pleinement socialisé que toutes les autres industries.

Quand les féministes sèment leur méfiance contre-révolutionnaire à l'égard des révolutions socialistes qui ont eu lieu, elles cherchent à attaquer la base même de la dictature du prolétariat, les fondements mêmes de la société socialiste. Elles détestent que la construction du socialisme mette à l'avant-plan les intérêts du prolétariat en tant que classe, auxquels les intérêts individuels sont subordonnés. Elles détestent que les idées de la petite bourgeoisie soient combattues et que soit défendue l'idéologie prolétarienne. Elles détestent que la famille soit envisagée d'un point de vue de classe, au niveau politique, en tant que cellule de lutte pour le socialisme; elles y voient une menace terrible au libre échange des femmes, ce qui est d'ailleurs le cas. L'opposition à la famille parmi les féministes est fondamentalement trotskiste, et fut en fait dirigée par Trotski lui-même, dans le but d'attaquer Staline et la révolution socialiste.

Les dirigeants forcent le peuple à ressouder la coquille brisée de la famille, et non seulement cela, mais à la considérer, sous menace de sanctions, comme le noyau sacré du socialisme triomphant.(93)

Se portant à la défense de la décadence sexuelle des premiers jours de la Révolution bolchevique, une décadence à laquelle Lénine s'opposait fermement, une décadence que les masses féminines soviétiques ont défaite dans le contexte de leur lutte pour le socialisme, Trotski poursuit:

La révolution a déployé un effort héroïque pour détruire le soi-disant coeur familial —cette institution archaïque, vide de sens et stagnante dans laquelle la femme des classes laborieuses exécute un travail de galérienne depuis l'enfance jusqu'à la mort.(94)

Une féministe-trotskiste lui fait écho:

Le système familial a été ébranlé jusqu'à la racine et toutes sortes d'expériences ont été tentées sous des formes nouvelles de vie communale, par des jeunes tout spécialement. Mais le programme des bolcheviks ne s'est pas pleinement réalisé, et un renversement total s'est produit dans l'attitude soviétique à l'égard de la femme et de la famille, dans les années '30. Le but devint alors le maintien de la famille plutôt que son remplacement.(95)

Une autre féministe-trotskiste dit à propos de la question de l'Union soviétique:

Durant les années '30, la politique officielle a réhabilité la famille. L'intérêt porté à la stabilisation de la société soviétique, la menace de guerre, ont agi comme stimulants supplémentaires. Personne ne parla plus de la famille qui s'atrophiait. A la place, on adopta l'attitude officielle à l'effet qu'elle devait être aussi sûre que possible....Le plaisir individuel devait être subordonné aux besoins de l'Etat.(96)

Alexandra Kollontai, une dirigeante qui fit des erreurs féministes dans les rangs des bolcheviks, qui exigea que les questions sexuelles soient placées au premier plan et dont la principale lutte politique en ce domaine allait à rencontre de la fidélité conjugale, devient ici une féministe. Deux féministes ont déclaré que les femmes en Russie socialiste n'étaient pas émancipées parce que la famille fut conservée et que les femmes n'avaient pas un mouvement autonome des femmes armées, mais que Kollontai était une «femme émancipée», parce qu'elle «avait élevé seule son enfant».(97)

Ainsi, pour les féministes, l'émancipation n'est pas une question sociale, mais individuelle. Pour elles, l'émancipation des femmes n'est pas une lutte de classe pour détruire le joug de la double oppression des masses féminines, mais une lutte des femmes individuelles pour se sortir de leur famille, de telle sorte qu'elles puissent mieux exprimer leur individualisme petit-bourgeois ainsi que leur exigence de l'hégémonie et de pouvoir sur les luttes politiques de la classe ouvrière.

La révolution socialiste est la plus grande menace pour l'individualisme petit-bourgeois des féministes et c'est l'inévitabilité de la révolution socialiste qui se trouve à la racine de la panique féministe.

Bien, à travail égal, salaire égal, ça va; mais une femme qui apprend le karaté, une femme qui élève un enfant avec son amante lesbienne, une femme neurologue ou prêtre ou astronaute ou architecte ou présidente des USA — là ça va trop loin.

Enfin. Enfin nous semblons comprendre qu'il n'y a pas de «trop loin»....(98)

«Il n'y a pas de 'trop loin'», si nous ne parlons que des femmes qui remportent certaines réformes économiques, qui s'avilissent dans l'homosexualité, qui propagent la religion, entreprennent des carrières bourgeoises, ou qui remplacent Jimmy Carter pour nouer une alliance avec la Chine impérialiste. Mais la révolution socialiste — bien là, ça va trop loin. «Jusqu'à maintenant, les soi-disants révolutions n'ont été que des coups d'Etat parmi les hommes».(99)

Il s'agit d'un sujet absolument terrifiant à explorer: quels *sont* nos choix possibles? ... Vivre seules? Vivre dans des communes mixtes avec des hommes et des femmes? Vivre dans des communes exclusivement féminines? Avoir des enfants? Ne pas en

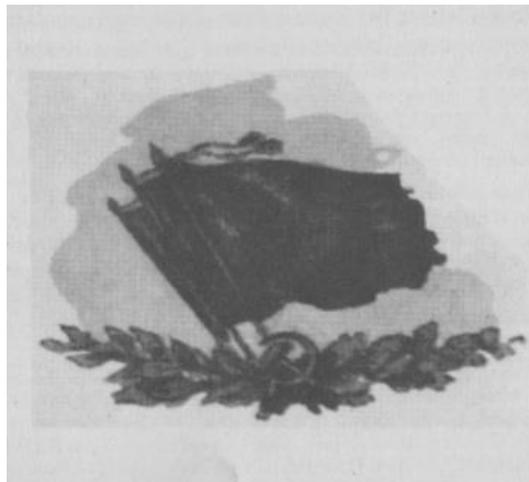
avoir?... L'homosexualité ou la bisexualité, en tant qu'affirmation magnifique de la *sexualité* humaine, sans tous ces préfixes absurdes? Des bébés-éprouvettes? La masturbation? Les transplantations dans l'utérus?(100)

Un «sujet absolument terrifiant à explorer», mais elle se met en frais de l'explorer. Il n'y a que la question de la révolution socialiste qu'elle n'explore pas; c'est un peu trop terrifiant. «Une révolution socialiste dominée par les mâles... ne serait pas une révolution.»(101) Les communes homosexuelles seraient «une révolution» qu'il vaudrait beaucoup plus la peine d'explorer, mais la révolution socialiste ne serait pas une révolution, donc pas la peine de l'explorer!

Examiner le programme féministe au lieu de la révolution socialiste, c'est simplement trouver d'autres idées dans le style de celles-ci: une énumération infinie de styles de vie décadents et petits-bourgeois comme «alternatives» à la crainte ultime des petites bourgeoises à être entraînées dans les rangs du prolétariat. Lorsque Robin Morgan, Germaine Gréer, Shulamith Firestone et d'innombrables autres féministes exposent finalement leurs solutions, elles ne peuvent offrir que des variations lassantes de vieux thèmes petits-bourgeois comme les communes homosexuelles. Elles décèlent la futilité de ces idées, mais elles s'y accrochent parce qu'elles les estiment préférables à la vraie libération des femmes grâce au socialisme.

Pour ce qui est de la proposition de socialiser et de collectiviser le travail domestique, une couple d'exemples suffiront à nous démarquer de ces choix. C'est une chose que d'instaurer une garderie comme nous en voulons une et d'exiger que l'Etat en défraye le coût. C'est une tout autre chose que de confier nos enfants à l'Etat et de demander à l'Etat de les contrôler, de les discipliner, de leur enseigner à respecter le drapeau américain, non pas pendant cinq heures, mais pendant quinze ou vingt-quatre heures. C'est une chose que d'organiser de façon communautaire la façon dont nous voulons manger (par nous-mêmes, en groupe, etc.) et de demander alors à l'Etat de payer tout cela, et c'en est une autre tout à fait différente que de demander à l'Etat d'organiser nos repas. Dans un cas nous reprenons un certain contrôle sur nos vies, dans l'autre nous étendons le contrôle de l'Etat sur nous.(102)

Les féministes identifient le danger principal qu'il y a à «reprendre un certain contrôle sur nos vies» «de la façon dont nous le voulons»: le danger que le prolétariat, en tant que classe organisée, prenne le contrôle de leurs vies. Le féminisme, c'est la lutte désespérée de la petite bourgeoisie, des petites bourgeoises en particulier, contre l'inévitabilité de la dictature du prolétariat. Les féministes hurlent encore et encore combien elles sont révolutionnaires parce qu'elles ne veulent pas que les masses sachent la vérité à leur sujet, à savoir qu'elles sont une pourriture inutile, contre-révolutionnaire, une pourriture qui sera balayée par la colère organisée du prolétariat et du peuple. Et ce sont les femmes du prolétariat et des masses travailleuses qui assumeront la direction dans la défaite totale et dans la destruction du féminisme.



1 Mariarosa Dalla Costa, («Les femmes et la subversion sociale», in *Le pouvoir des femmes et la subversion sociale*, éd. Mariarosa Dalla Costa et Selma James, Genève: Librairie Adversaire, 1972,; pp. 63-4.

2 Nicole Cox et Silvia Federici, *Counter-planning from the Kitchen*, Bristol, Angleterre: The Falling Wall Press, 1975, p. 2.

3 Dalla Costa, p. 65. /

4 Cox et Federici, p. 5.

5 Selma James, «Introduction», in *The Power of Women*, ed James, p. 7.

6 Dalla Costa, telle que citée dans Terry Fee, « Domestic Labor: An Analysis of Housework and its Relation to the Production Process », *The Review of Radical Political Economics*, vol. 8 no 1, printemps 1976, p. 2.

7 Isabel Largaia et John Dumoulin, « Toward a Science of Women's Liberation », *Political Affairs*, LI, 6, juin, p. 44.

8 Rayna Rapp, «Family and Class in Contemporary America: Notes Toward an Understanding of Ideology », *Science and Society*, XLII, no 3, automne 1978, pp. 283-4.

9 Cox et Federici, p. 5.

10 Rapp, pp. 284-85,300.

11 Wally Secombe, «The Housewife and her Labour Under Capitalism», *New Left Review*, n°83, Janvier-Février 1973, p. 10.

12 Eli Zaretsky, «Socialist Politics and the Family », *Socialist Revolution* III: 19, janviermars 1974, p. 89.

13 Margaret Benston, «The Political Economy of Women's Liberation», *Monthly Review*, septembre 1969, p. 15.

- 14 Rayna R. Reiter, «Men and Women in the South of France », in *Toward an Anthropology of Women*, ed. Rayna R. Reiter, NY: Monthly Review Press, 1975, p. 282.
- 15 H.B.B. Blackwell, «Housework as a Profession», *Woman s Journal*, 19 novembre 1898, p.276.
- 16 Tel que cité dans Lourdes Beneria, « Women's Participation in Paid Production Under Capitalism: The Spanish Expérience», *The Review of Radical Political Economics*, vol. 8 no 1, printemps 1976, p. 21.
- 17 Germaine Greer, *La femme eunuque*, Editions J'ai Lu, 1971, p. 430.
- 18 Marjory MacMurchy, *The Woman Bless Her*, Toronto 1916, p. 55.
- 19 Robin Morgan, «Introduction: The Women's Révolution», *Sisterhood is Powerful*, éd. Robin Morgan, NY: Random House, 1970, p. xxxii.
- 20 Dianne Feeley, «The Family», in *Feminism and Socialism*, éd. Linda Jenness, NY: Pathfinder Press, 1972, pp. 78, 81, 86.
- 21 *The Spartacist*, no 17-18, août-septembre 1970.
- 22 Shulamith Firestone, *The Dialectic of Sex*, NY: Bantam Books, 1970, pp. 43-5.
- 23 Ibid., p. 70.
- 24 Ibid., p. 71.
- 25 Ibid., pp. 10-11.
- 26 Gayle Rubin, «The Traffic in Women: Notes on the 'Political Economy' of Sex», in *Toward an Anthropology of Women*, éd. Reiter, p. 158.
- 27 Ibid., pp. 158-9.
- 28 Ibid., p. 200.
- 29 Dalla Costa, pp. 82-3.
- 30 Ibid., p. 75.
- 31 Greer, p. 419. _
- 32 Montreal *Gazette*, novembre 1978.
- 33 Martha Shelly, «Notes of a Radical Lesbian », in *Sisterhood*, éd. Morgan, pp. 306-8.
- 34 Sidney Abbott et Barbara Love, «Is a Women's Liberation a Lesbian Plot?», *Woman in Sexist Society*, éd. Vivian Gornick and Barbara K. Moran, NY: New American Library, pp. 602, 616, 620.
- 35 Robin Morgan, *Going Too Far*, NY: Random House, 1978, p. 7.
- 36 Abbott et Love, p. 604.
- 37 Firestone, p. 11.
- 38 Rubin, p. 184.
- 39 Ibid., p. 160.
- 40 Ibid., p. 204.
- 41 Ibid., p. 203.
- 42 Simone de Beauvoir, *Le deuxième sexe*, Gallimard, 1976, tome I , p. 485.
- 43 Dalla Costa, pp. 62-3.
- 44 The Wages Due Collective, « Lesbian and Straight», in *All Work and No Pay*, éd. Wendy Edmond and Suzie Fleming, Bristol, Angleterre: Power of Women Collective and Falling Press, 1975, p. 23.
- 45 Silvia Federici, *Wages Against Housework*, Bristol, Angleterre: Power of Women Collective and Falling Wall Press, 1975, p. 8.
- 46 Ibid., page couverture.
- 47 Amaury de Riencourt, *Sex and Power in History*, NY: Dell Publishing Co., 1974, p. 103.
- 48 Morgan, «Introduction» à *Sisterhood*, pp. xviii, xxxiv.
- 49 Firestone, p. 2.
- 50 Ibid., p. 12.
- 51 Rubin, p. 169.
- 52 Greer, p. 434.
- 53 Shelly, p. 308.
- 54 Benston, p. 13.
- 55 Ibid., pp. 15-16.
- 56 Graffiti, Montreal, Que.
- 57 Wendy Edmond and Suzie Fleming, «If Women Were Paid for All They Do», in *All Work and No Pay*, éd. Edmond and Fleming, p. 6. C'est l'auteur qui souligne dans le texte original.
- 58 Federici, p. 8.
- 59 Selma James, «La place de la femme», in Dalla Costa et James, p. 120.
- 60 Morgan, *Going Too Far*, p. 124.
- 61 James, « Introduction », p. 4.
- 62 Morgan, «Introduction» à *Sisterhood*, p. xviii.
- 63 Juliet Mitchell, *Woman's Estate*, NY: Random House, 1973, p. 182.
- 64 Cox et Federici, p.2.
- 65 Federici, p. 5.
- 66 «The Social Factory», Toronto, 1975.
- 67 Cox et Federici, p. 18.
- 68 James, «Introduction», p. 13.
- 69 Dalla Costa, p. 96.
- 70 Cox et Federici, pp. 11, 14.
- 71 «The Social Factory».
- 72 Morgan, «Introduction» à *Sisterhood*, p. xvii.
- 73 Ibid., p. xviii.
- 74 Irene Peslikis, «Résistances to Consciousness », in *Sisterhood*, éd. Morgan, pp. 337-39.
- 75 Marge Piercy, «The Grand Coolie Dam», in *Sisterhood*, ed. Morgan, p. 434.
- 76 Dalla Costa, pp. 68-9.
- 77 Ibid., p. 75.

- 78 Ibid., p. 78.
79 Ibid., p. 80.
80 Ibid.
81 Ibid.
82 Federici, p. 20.
83 James, « Introduction », p. 6.
84 Federici, pp. 7-8.
85 Cox et Federici, pp. 20-22.
86 Ibid., p. 22.
87 Ibid., p. 18.
88 Morgan, « Introduction » à *Sisterhood*, p. xxxi.
89 Morgan, *Going Too Far*, p. 7.
90 Ibid., p. 127.
91 Rayna R. Reiter, « Introduction », *Toward an Anthropology of Women*, éd. R. Reiter, p. 11.
92 Ibid.
93 Trotski, *The Revolution Betrayed*, tel que cite dans Feeley, p. 84.
94 Leon Trotski, *Women and the Family*, éd. Caroline Lund, NY: Pathfinder Press, 1970, p. 61.
95 Caroline Lund, « Introduction » à *Ibid.*, p. 10.
96 Sheila Rowbotham, *Women, Resistance and Revolution*, Suffolk, Angleterre: Penguin Books, 1972, pp. 159-60.
97 Janet Salaff et Judith Merkle, « Women and Revolution: The Lessons of the Soviet Union and China », in *Women in China*, éd. Marilyn B. Young, Ann Arbor: University of Michigan Press, 1973, p. 156.
98 Morgan, *Going Too Far*, p. 8.
99 Ibid., p. 9.
100 Morgan, « Introduction » à *Sisterhood*, p. xxxiii.
101 Ibid., p. xxxi.
102 Federici, p. 7.



OUVRIERS, OUVRIERES, INDIVIDUS PROGRESSISTES

Si vous êtes intéressés à discuter de *Révolution Proletarienne* ou faire partie d'un cercle d'étude du marxisme-léninisme de l'Union Bolchevique, contactez un de nos diffuseurs ou écrivez à:



**Lignes de Démarcation C.P. 892
Succ. Tour de la Bourse Montréal, Québec**

L'économisme et le féminisme convergent

Habituellement, les économistes et les féministes expriment une haine féroce les uns envers les autres dans l'espoir d'arracher les gens de la tendance opposée pour les faire adhérer à leur tendance. Mais luttant pour se partager les masses d'ouvrières, ils ne font pas seulement rivaliser entre eux ils entrent également en collusion quand la situation est opportune. Il y a en réalité une base solide à cette collusion car les deux tendances représentent simplement un aspect différent de la spontanéité: les économistes contemplent religieusement les luttes spontanées des ouvriers dans le contexte de la lutte quotidienne contre leurs patrons et les féministes contemplent religieusement la colère et la frustration spontanées des femmes contre leur oppression sexuelle spécifique. Tous les deux recherchent l'hégémonie sur ces mouvements spontanés pour s'assurer qu'ils ne s'élèvent pas au niveau de la lutte consciente politique communiste contre le pouvoir de la bourgeoisie. Quand il est pratique de combiner les deux formes de spontanéité les opportunistes n'hésitent pas à le faire.

Le type d'organisation qui surgit pour prendre en main les luttes économiques défensives des femmes sur les lieux de travail est un exemple d'économisme féministe qui devient de plus en plus courant. Les femmes ont toujours été très peu organisées et maintenant qu'elles commencent à s'organiser sur leurs lieux de travail, il était historiquement inévitable qu'un ensemble de femmes petites-bourgeoises interviendrait pour s'assurer que cette organisation ne dépasse pas les cadres de l'idéologie bourgeoise. Le Comité de condition féminine de la CSN au Québec en est un exemple; il tente d'organiser les ouvrières autour des questions spécifiques aux femmes telles que les congés de maternité et les garderies, et il s'oppose furieusement à toute tentative qui est faite pour introduire l'idéologie marxiste-léniniste chez les ouvrières.

Un autre exemple frappant de la collusion entre le féminisme et l'économisme peut être remarqué chez les trotskistes. Les trotskistes se rallient à la cause féminine en cherchant toujours à aligner derrière eux les mouvements féministes petits-bourgeois. Ils sont les plus fermes défenseurs du «mouvement de libération gai» qui est non seulement un mouvement pour protéger les droits démocratiques des individus homosexuels mais qui a également sa propre idéologie apparentée à l'idéologie féministe-freudienne, mettant de l'avant que la famille est la source de tous les maux et percevant la destruction de la famille comme le maillon clé pour créer une véritable société bisexuelle. Les trotskistes ont reçu l'appui suivant du «mouvement de libération gai»:

Bien qu'il existe d'importantes différences politiques entre homosexuel(le)s, femmes (c'est-à-dire: les féministes — UB), trotskistes et anarchistes, ceux et celles-ci luttent tous pour la libération sexuelle.(1)

Le trotskisme et le féminisme sont parfaitement compatibles car dès son origine le trotskisme était une opposition organisée contre la dictature du prolétariat, une rébellion petite-bourgeoise contre la discipline et l'organisation de la classe prolétarienne. Ses hurlements contre la «bureaucratie staliniste» sont des hurlements contre l'unité monolithique bolchevique du parti du prolétariat qui permet au prolétariat d'exercer sa dictature de fer sur la bourgeoisie.

Mais les trotskistes sont en même temps tout à fait économistes. Leur travail dans la classe ouvrière consiste à envoyer des cadres dans les usines avec des boîtes à lunch et prêts à diriger les lignes de piquetage. Les articles de leurs journaux sont un mélange d'éloges de tous les courants petits-bourgeois et du culte des plus récentes grèves. Foncièrement opportunistes, les trotskistes se mettent à la remorque de *tout* mouvement spontané qu'ils peuvent trouver et ils représentent la somme de tous les mouvements spontanés comme la révolution.

Le droit d'une petite minorité de riches individus de gouverner en exploitant et en opprimant la grande majorité des peuples du monde est remis en question à l'heure actuelle sur plusieurs fronts. Nous (les femmes — UB) joignons nos voix à toutes celles des mécontents à travers le monde — aux luttes de libération des Noirs et des Chicanos, au mouvement international pour la paix et au mouvement international des étudiants, et aux luttes des Vietnamiens, des Palestiniens, des Irlandais et de tous les autres peuples qui se soulèvent contre leur oppression. Avec nos efforts regroupés nous pouvons parvenir à la libération de l'humanité.(2)

La «Ligue spartaciste» qui se présente comme l'aile la plus radicale des trotskistes et qui prétend même lutter contre l'économisme, attaque constamment les autres groupes trotskistes parce qu'ils ne tentent pas de «rallier les ouvriers à un 'programme révolutionnaire'». Mais le «programme révolutionnaire» des Spartacistes comme le «programme révolutionnaire» de tous les trotskistes n'a rien de commun avec une analyse et une stratégie révolutionnaires; ce n'est qu'un «programme de transition» qui comprend une liste de réformes à revendiquer à l'intérieur du régime capitaliste. On y ajoute le «gouvernement des ouvriers» pour effacer tout doute à l'effet que la Ligue spartaciste pourrait être une autre bande de réformistes recherchant l'hégémonie sur les luttes spontanées de la classe ouvrière. Le but du «programme de transition» est de demander à la classe ouvrière de se soumettre à la direction des trotskistes petits-bourgeois au cours des luttes spontanées en attendant que tous les autres dans le monde s'engagent dans un soulèvement révolutionnaire mondial.

En Lutte qui est historiquement une tendance de l'opportunisme ranci, s'achemine de plus en plus vers le trotskisme et avec ce changement graduel a commencé de plus en plus à montrer des tendances féministes. Le premier signe de cela est apparu dans les commentaires de son «Projet de programme» où il déclare (dans une de ses seules références à l'oppression spécifique des femmes):

La grande majorité des femmes canadiennes subit une oppression spécifique. Dans leur rôle d'esclaves domestiques, elles accomplissent les tâches essentielles à l'entretien de la famille et à l'éducation des enfants dans des conditions d'isolement et sans que la valeur sociale de ce travail essentiel soit reconnue.(3)

Voilà, bien entendu, la même ligne que celle avancée par un très grand nombre de féministes qui prient la bourgeoisie de «reconnaître» la «valeur sociale» du travail ménager par un salaire ou un «statut idéologique» quelconque. En Lutte n'a jamais effectué d'analyse marxiste du travail ménager privé, alors il n'a rien à dire sur la «valeur sociale de ce travail essentiel» sinon de tomber dans les divers courants bourgeois qui circulent un peu partout. Les femmes qui sont entrées sur le marché du travail devraient «se joindre à la lutte de classe» mais on devrait «reconnaître» la «valeur sociale de ce travail essentiel» pour celles qui n'ont pas «choisi» de travailler.

Les bourgeois féministes commencent à fleurir chez En Lutte quand il commence à faire ses préparatifs pour la Journée internationale des femmes. Ayant interviewé deux «anciennes» féministes, En Lutte affiche fièrement leur point de vue à l'effet que l'ennui avec le mouvement féministe c'est qu'il est trop «dogmatique»! «Ce n'était certainement pas l'unité qu'on prônait»(4) déclarent-elles comme si le problème du mouvement féministe c'est qu'il n'a pas eu l'esprit ouvert à une assez grande variété d'idées contre-révolutionnaires. En Lutte tente de bâtir des alliances avec le plus grand nombre possible de secteurs de la spontanéité petite-bourgeoise, alors il envoie des signaux au mouvement féministe pour lui dire qu'En Lutte n'est plus son ennemi juré (comme supposément il le fut durant sa période d'économisme pur). Voilà comment En Lutte se «prépare à la Journée internationale des femmes». A la question d'En Lutte qui demandait «Comment aujourd'hui en étant sympathisantes aux idées marxistes-léninistes défendez-vous les revendications des femmes?»(5), une «ancienne» féministe répond: «On doit se garder d'une certaine agressivité contre les féministes qui nous ferait jeter le bébé avec l'eau du bain»(6). La semaine suivante, En Lutte informe les féministes qu'en préparation pour la JIF il recherche *particulièrement* les commentaires du «mouvement des femmes ». Les préparatifs d'En Lutte pour la JIF en 1979 ont changé par rapport aux années précédentes; alors qu'avant il se «préparait pour la Journée internationale des femmes» en mettant de l'avant l'économisme mâle-chauvin le plus putride sur la question des femmes maintenant il se «prépare pour la Journée internationale des femmes» en traitant les contradictions avec le mouvement autonome des femmes comme des «contradictions au sein du peuple» et en encourageant les «polémiques entre camarades» avec ce *mouvement* (plutôt que de démontrer que des individus deviennent des alliés du prolétariat seulement s'ils *abandonnent* le mouvement autonome des femmes) et s'en *démarquent*.

Aux côtés du mouvement féministe se tient bien sûr le «mouvement de libération gai», parce que «l'expression non inhibée de notre sexualité» (i.e. le libre échange des femmes) est trop «inhibée» si elle s'en tient à l'hétérosexualité. Ce n'est donc pas par hasard que dans la même livraison où les gargonistes préviennent leurs suivants qu'ils ne doivent pas se montrer trop «agressifs» contre les féministes, nous voyons aussi les premières avances qu'En Lutte fait au «mouvement de libération gai». Il y a d'abord la publication d'une lettre d'un «gai libéré» dont l'hostilité vis-à-vis le parti de type léniniste pue à chaque phrase, tandis qu'En Lutte ne formule aucun mot de réplique pour combattre son anticommunisme.6 Pire même, la véritable réponse d'En Lutte à cette lettre est contenue dans un article qui prend pleinement, et de façon typiquement trotskiste, la défense de la pornographie dégoûtante que publie le «mouvement de libération gai» dans un de ses magazines, le *Body Politic*. En Lutte se permet une phrase pour désavouer tout «soutien» à la pédophilie (relations sexuelles entre adultes et enfants) homosexuelle, puis il s'empresse d'affirmer son soutien à la lutte du *Body Politic* contre la répression policière «malgré ce désaccord».(7)

Quand En Lutte attaque l'Union Bolchevique, il n'a pas que des «désaccords». Pour En Lutte, l'Union Bolchevique est un groupe de scissionnistes, de saboteurs, de parasites, d'agents provocateurs et de contre-révolutionnaires trotskistes. Avec le *Body Politic* cependant, qui utilise sa presse pour propager l'activité homosexuelle entre des adultes mâles et des garçons, En Lutte a des «désaccords».

L'Union bolchevique condamne le raid policier contre *Body Politic* tout simplement parce que dans les conditions de la démocratie bourgeoise nous condamnons la répression policière contre la liberté de presse, et parce que ce n'est pas l'armée bourgeoise qui va montrer la voie vers la moralité prolétarienne. Mais tout en prenant la défense du droit des contre-révolutionnaires et des pornographes anti-sociaux de publier leurs points de vue à cette étape-ci de la lutte, nous saisissons l'occasion de souligner le contenu vil et méprisable de ces publications, afin de montrer la différence entre la démocratie bourgeoise et la démocratie prolétarienne, et afin de faire comprendre, au-delà de tout doute possible, que nulle propagande de ce genre ne sera permise ni tolérée dans une société socialiste. En Lutte est tellement préoccupé de cultiver ses alliances trotskistes avec n'importe quelle bande de guenilloux petits-bourgeois qui se montre prête à aller déambuler sur les lignes de piquetage, qu'il ne s'intéresse pas le moindrement du monde à saisir l'occasion de cette répression policière pour faire avancer l'éducation communiste, non seulement sur la nature de la répression policière *mais aussi* sur la nature et sur le but de la pornographie homosexuelle. Pour le «mouvement de libération gai», la propagation de la sodomie entre hommes et garçons est une composante de la «liberté» qu'il recherche. Pour les masses ouvrières et du peuple opprimé cependant, la liberté ce n'est pas seulement d'être libéré de la répression policière, mais aussi d'être libéré de la propagation des dégoûtantes saletés anti-sociales et de toutes les idéologies qui existent pour renforcer l'oppression des femmes et de la classe ouvrière en général.

Ainsi l'économisme et le féminisme ne sont pas séparés par une muraille de Chine. Le trotskisme est le meilleur exemple de leur fusion. Mais ce ne sont pas seulement les trotskistes et les néo-trotskistes qui parviennent à combiner l'économisme et le féminisme. La Ligue contre-révolutionnaire (social-fasciste) du Canada, l'agent officiel du maoïsme et du révisionnisme chinois au Canada, d'une part est si obsédée par les usines et si aveuglée par son trade-unionisme industriel, qu'elle a lancé son journal en déclarant: «Ils sont rares en effet les ouvriers qui n'ont pas participé à une grève à un moment ou l'autre».(8) Pourtant dans son travail en vue de rallier à ses rangs les femmes petites-bourgeoises, la Ligue n'hésite pas à utiliser les tactiques féministes les plus vulgaires. Elle use du paternalisme le plus insultant vis-à-vis des femmes, ne leur parlant que de questions de femmes comme si elles étaient incapables de comprendre quoi que ce soit d'autre, prenant pour acquis que c'est la question des femmes qui les préoccupe plus que tout.

Les partis «communistes» (révisionnistes soviétiques) sont aussi économistes de bord en bord, tout-à-fait implantés dans le mouvement trade-unioniste du prolétariat industriel et souvent à sa direction. Mais cela ne les empêche pas d'utiliser des appels féministes dans leur travail quand ils le peuvent. Leur idéal, comme celui des trotskistes, serait d'unir le mouvement ouvrier à tout autre mouvement spontané bourgeois qu'ils peuvent dénicher, afin d'assurer que l'idéologie communiste n'en atteigne aucun et n'en détourne aucun vers la révolution socialiste. Comme le dit Gus Hall, dirigeant révisionniste américain:

Nous marxistes, nous luttons pour la domination d'une idéologie ouvrière. Dans toutes les luttes et mouvements nous faisons pression en faveur d'une approche ouvrière. Nous devons agir ainsi dans le mouvement pour la libération des femmes. Notre emphase porte sur la classe ouvrière parce que c'est là que ça se passe, parce que c'est là que se trouve l'action significative.(9)

Et bien sûr, le parti révisionniste américain a toujours été «là où ça se passe, là où se trouve l'action significative» !

Eleanor Leacock, autre membre du parti révisionniste américain, utilise une forme particulièrement vicieuse d'anticommunisme dans une tentative effrénée en vue d'unir les masses des femmes sous la direction combinée de l'économisme et du féminisme. Se portant à la défense de son réformisme, elle attaque

... l'extrême point de vue déterministe économique — et généralement masculin — selon quoi, parce que tous changements fondamentaux dépendent en fin de compte d'une restructuration révolutionnaire de la société, ce serait à la fois une illusion et une distraction que de se concentrer sur l'amélioration des problèmes particuliers aux femmes.(10)

Selon Leacock, ceux qui ne se concentrent pas principalement sur les réformes au sein du régime capitaliste sont non seulement des «déterministes économiques extrêmes» — c'est-à-dire des communistes authentiques qui mettent au premier plan la révolution et la lutte pour le parti — mais en plus ils soutiendraient un point de vue «généralement masculin». La révolution, le marxisme-léninisme, sont ici présentés comme étant «masculins»; par ailleurs, le confinement aux réformes du regard des masses, l'emphase mise sur l'«amélioration» de l'oppression spécifique des femmes sous le capitalisme plutôt que sur son élimination grâce à la révolution socialiste, tout cela devient «féminin». Pour Leacock, la révolution est non féminine. Leacock a ainsi offert aux partis révisionnistes, qui trouvent généralement «dogmatique», «sectaire» et «ultra-gauchiste» la révolution, une nouvelle variante féministe-bourgeoise, mâle chauvine. Ce qu'elle propose en remplacement de la révolution, c'est que le mouvement ouvrier spontané fusionne avec le mouvement des femmes de la classe moyenne.

L'économisme et le féminisme à la fois rivalisent et s'allient dans leur lutte conspiratrice pour se partager le mouvement spontané des femmes en colère. Tous deux mettent les réformes au premier plan, afin de faire sembler plus attrayant le capitalisme aux yeux des strates privilégiées de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie; tous deux se consacrent à empêcher la diffusion de la connaissance marxiste-léniniste au sein de la classe ouvrière. La lutte pour libérer les masses féminines de leur double esclavage exige une bataille féroce contre toutes les manifestations d'économisme et de féminisme, la double conspiration visant à garder les femmes soumises au double fardeau de la servitude sexuelle et de la misère capitaliste.

Notes

1 Gai(e) du Québec, 1:8.

2 Linda Jenness, «Introduction», *Feminism and Socialism*, éd. L. Jenness, p. 6.

3 En Lutte, *Projet de Programme*, p. 62.

4 En Lutte. no 141, p. 9.

5 Ibid.

6 Ibid., p. 2.

7 Ibid., p. 7.

8 *La Forge*, vol. 1 no 1, p. 2.

9 Gus Hall, *Working Class Approach to Women's Liberation*, NY: New Outlook Publishers, 1970, p. 9.

10 Eleanor Leacock, «Introduction» à Frederick Engels, *The Origin of the family, Private Property and the State*, NY: International Publishers, 1975, p. 44.



Recueil d'articles sur la question des femmes parus dans *Révolution Prolétarienne*

Le féminisme québécois: Un porte-parole de la culture bourgeoise cléricale au Québec

Article paru dans *Révolution Prolétarienne* vol. 1 no. 1er mai 1978

Un des liens politiques les plus saisissants qui fut fait à l'occasion des manifestations féministes, lors de la semaine du 8 mars, fut le grand lien historique existant entre le féminisme et le nationalisme étroit au Québec.

Lors du panel féministe du 1er mars, une des panellistes a déclaré crûment que la naissance du mouvement féministe au Québec était inséparable de la montée du nationalisme québécois de la fin des années '60. Et, à la clôture de ce furieux rassemblement féministe, plusieurs femmes se levèrent, les poings fermés, pour scander leur slogan: «Québécoises, deboutte!».

Quel est donc le lien historique précis entre le féminisme et le nationalisme étroit au Québec? Nous savons de notre étude du nationalisme étroit au Québec que celui-ci constitue à l'heure actuelle une tendance réactionnaire, destinée à faire reculer la nation québécoise, à l'isoler et à empêcher les masses prolétariennes québécoises d'aller de l'avant, main dans la main avec le prolétariat du Canada anglais, dans la lutte pour le socialisme. Le nationalisme québécois est un courant profondément isolationniste, fortement influencé par la culture cléricale et bourgeoise du Québec rural et très entiché des valeurs chauvines et réactionnaires qui contribuent à l'oppression de la nation québécoise.

Ayant ces faits présents à l'esprit, jetons un coup d'oeil sur l'histoire des courants nationalistes québécois par rapport aux attitudes qui s'y sont manifestées face à la question des femmes.

Le Québec en temps de guerre: Vaste campagne pour garder les femmes à la maison

Comme partout ailleurs en Amérique du Nord et dans le reste du monde occidental, la période qui débute après la seconde guerre mondiale fut marquée par une offensive réactionnaire de la bourgeoisie pour éteindre les faibles lueurs d'idées communistes au sein de la classe ouvrière, pour écraser toute sympathie à l'égard de l'Union soviétique et des grandes victoires du camp socialiste à l'issue de la guerre, et pour écraser toute idée à l'effet que les femmes puissent avoir d'autres activités que le travail ménager.

Bien qu'après la guerre, la tendance historique objective fut à l'accentuation du mouvement des femmes vers le marché du travail, la bourgeoisie a pourtant monté une très vaste et vicieuse campagne idéologique afin de persuader les femmes que leur rôle naturel était de rester à la maison et que, si elles étaient forcées de travailler, elles devaient se cantonner dans des emplois tellement «féminins» qu'on ne remarquerait presque pas qu'elles travaillent. Ainsi donc, les femmes ont répondu aux besoins de main-d'oeuvre à bon marché et de docilité ménagère en même temps; la bourgeoisie a dissimulé les fondements de la question des femmes.

Au Québec, cette campagne fut particulièrement intense, parce qu'en plus de l'assaut réactionnaire en général de la bourgeoisie, il y avait l'influence du nationalisme québécois et de l'Eglise catholique. Et l'histoire de cette campagne au Québec remonte non seulement à la période d'après-guerre mais, en réalité, à l'époque de la guerre elle-même.

Comme le dit un auteur:

La période qui s'étend du début de la guerre au début des années 1950 se caractérise par un refus unanime du travail de la femme à l'extérieur du foyer, surtout de la femme mariée. Cette attitude négative prend sa source dans les traditions familiales canadiennes-françaises et dans la morale chrétienne qui avait consacré la femme dans son rôle de «reine du foyer». C'est donc au nom de la préservation des valeurs morales et familiales les plus profondément ancrées dans la mentalité québécoise que les groupes sociaux les plus divers engagèrent la lutte commune contre la généralisation du travail féminin. (Francine Barry, *Le travail de la femme au Québec: l'évolution de 1940 à 1970*, Montréal, 1977, p. 43)

L'aristocratie ouvrière au Québec fut particulièrement hostile à l'idée que les femmes puissent quitter le foyer et faire partie de la main-d'oeuvre. Les organisations ouvrières catholiques adoptèrent unanimement des positions fermes soutenant le rôle de la femme «assigné par Dieu» (ibid., p. 44). L'Eglise déclara: «... la suprême exigence nationale est de

respecter, de protéger et de défendre la cellule même de la nation: la famille.» (Gonzalve Poulin, «Rendre les mères au foyer», *Relations*, no 21, septembre 1942, p. 238). Cette prise de position permit à l'Eglise de soutenir que le rôle de la femme à la maison était le gage même de la continuité de la nation québécoise. La Société St-Jean-Baptiste émit l'opinion qu'éloigner la femme de son rôle au foyer et dans la famille en l'envoyant travailler à l'extérieur saperait les bases mêmes de la société canadienne-française et provoquerait sa lente désintégration. (*Le Devoir*, 16 avril 1942, p. 5)

C'est à l'époque de l'effort de guerre contre le fascisme que les forces de la réaction ont lutté avec beaucoup de vigueur pour ces idées. Le but: garder les femmes à la maison pour les empêcher d'envahir le marché du travail afin de soutenir l'effort de guerre en vue de vaincre le fascisme allemand, italien et japonais et de s'allier à l'Union soviétique dans cette grande lutte glorieuse.

L'Eglise catholique du Québec s'est toujours opposée à la grande lutte qu'ont menée les éléments progressistes à travers le monde et qui fut dirigée par le glorieux camp socialiste ayant à sa tête le camarade Staline, pour vaincre le fascisme mondial. Dimitrov a démontré le lien étroit qu'il y a eu entre le catholicisme mondial et le fascisme quand il a déclaré:

Le mouvement fasciste continue à se développer en toute liberté avec le soutien actif du capital monopoliste, de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, de l'état-major de l'armée française et des dirigeants réactionnaires de l'Eglise catholique qui sont le rempart de toute réaction... l'Eglise catholique (est) un des principaux remparts du fascisme français. (Georges Dimitrov, «L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale Communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme», *Oeuvres choisies*, éditions sociales, pp. 72-74)

L'Eglise catholique québécoise ne fut pas une exception à la règle. Mêlée à des alliances secrètes avec le fascisme mondial, l'Eglise catholique n'a ménagé aucun effort dans le but de saper l'enthousiasme des masses québécoises luttant pour vaincre le fascisme. Afin de miner l'effort de guerre et de garder les masses québécoises isolées de cette grande lutte du prolétariat mondial et des forces progressistes du monde, l'Eglise catholique a lancé de fervents appels aux sentiments nationaux du peuple québécois. Et, comme le fascisme reliait partout les sentiments nationaux à la pire démagogie chauvine pour confiner les femmes à la maison, l'Eglise catholique fit de même au Québec.

Ainsi donc, au moment même où les femmes à travers le monde occidental envahissaient les usines et contribuaient à l'effort de guerre, au moment même où l'on permettait aux femmes de quitter le foyer afin de participer à cette grande contribution sociale, au moment même où même le gouvernement fédéral canadien se démenait comme un bon pour offrir des services de garderies afin de rendre cet effort possible, l'Eglise catholique et le nationalisme québécois luttèrent amèrement pour ramener les femmes en arrière *au nom de la sainteté de la nation québécoise*.

Le salaire à la ménagère au Québec: complot de l'Eglise contre les femmes du Québec

C'est dans ce contexte historique que le mouvement pour le «salaire à la ménagère» trouve son origine au Québec.

Ça ne devrait surprendre personne d'apprendre que le Parti Québécois a inclus dans son programme une résolution portant sur le «salaire à la ménagère». Le «salaire à la ménagère» et le nationalisme québécois réactionnaire marchent main dans la main depuis de nombreuses années.

L'origine du mouvement pour le «salaire à la ménagère» au Québec remonte à une revendication mise de l'avant en 1943 par la Ligue ouvrière catholique. La LOC revendiquait que des sommes soient versées aux femmes pour qu'elles restent à la maison. Le but de cette revendication était de s'assurer que les femmes soient exclues de l'effort de guerre, mises à l'écart du travail social productif, et enchaînées aux corvées abrutissantes de la cuisine et de l'entretien des enfants.

Cette revendication était destinée à alimenter le complot mondial de l'Eglise catholique pour saboter la lutte des peuples contre le fascisme. En tant que partie du complot, c'était aussi un complot pour maintenir le concept que l'Eglise se faisait de la «sainteté de la nation québécoise», un concept qui exigeait l'oppression des femmes et le maintien de leur rôle «assigné par Dieu».

Dans le but de réaliser ces visées, la LOC a fait sa part pour saboter l'effort de guerre et confiner les femmes au foyer.

Les féministes d'aujourd'hui perpétuent la tradition cléricale

Les féministes qui se sont levées le soir du 1er mars 1978, en scandant leur slogan: «Québécoises, deboutte!», le poing fermé, ont perpétué la tradition infâme de la culture réactionnaire cléricale-bourgeoise qui a cherché à ramener la nation québécoise en arrière dans la confusion et le brouillard de la réaction, de l'isolement et de l'oppression.

Quelle était la ligne politique de ces féministes?

1) L'oppression des femmes ne tire pas sa source de la propriété privée des moyens de production et ne peut être supprimée par l'abolition de la propriété privée des moyens de production. L'oppression des femmes vient de la nature même de la différenciation sexuelle du corps de la femme, et ne peut être transformée par aucun soulèvement violent à l'intérieur du système social. En d'autres mots, le rôle de la femme en tant qu'être inférieur à l'homme est un rôle «assigné par Dieu».

2) Les femmes devraient être payées pour rester à la maison et accomplir le travail ménager. La bourgeoisie devrait utiliser n'importe quel moyen, taxer la classe ouvrière au plus haut degré, pour décourager les femmes de faire leur entrée dans le vaste monde de la vie politique, sociale et économique, en particulier à l'heure actuelle où la lutte pour le

socialisme est prise en mains par un nombre croissant de travailleurs. Pour ces féministes, cette tâche est encore plus urgente maintenant qu'à l'époque de l'effort de guerre contre le fascisme.

3) L'isolement des femmes, tel que manifesté dans un mouvement politique autonome des femmes, est le pivot de la survie de la nation québécoise. Le meilleur moyen pour maintenir cet isolement des femmes par rapport aux hommes, c'est de les garder au foyer, de les payer pour le travail domestique, puisque c'est dans cet isolement que nous créerons la base sociale de ce mouvement autonome des femmes. En d'autres termes, préservons la nation québécoise en «rendant les mères au foyer». La participation massive des femmes à la vie politique et sociale, à la lutte pour édifier le parti, à la lutte pour le socialisme, briserait l'isolement de la nation québécoise, tel que l'a comploté la culture cléricalo-bourgeoise au Québec contre les masses québécoises opprimées, et cette menace constitue un danger mortel pour les féministes québécoises.

Les féministes québécoises sont l'instrument et l'agent de la culture cléricalo-bourgeoise réactionnaire de la bourgeoisie québécoise. Elles sont l'agent de ces forces réactionnaires au Québec qui luttent pour entraîner les masses québécoises dans la confusion et la brume de la culture religieuse rurale pour les rendre entièrement vulnérables aux visées de l'impérialisme américain, ignorantes des questions plus grandes, plus vastes qui se posent dans le monde entier pour les désarmer dans la lutte pour renverser la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain au Canada.



Les féministes québécoises se servent des femmes comme instrument dans leur lutte pour assurer la victoire de la réaction au Québec, en les pressant de rester à la maison et de se tenir loin des luttes à mort que l'humanité doit affronter. Les féministes québécoises se servent des femmes pour maintenir l'idéal catholique à l'effet que la meilleure façon de conserver la nation québécoise, c'est de garder les femmes au foyer et de leur faire remplir leurs «rôles féminins naturels», perpétuant ainsi l'antagonisme entre les sexes.

C'est ce que les féministes ont voulu dire quand elles se sont levées, le poing fermé, hurlant: «Québécoises, deboutte!». Voilà ce qu'elles ont voulu dire lorsqu'elles ont enterré et hué les communistes qui se sont levés pour parler et pousser les femmes à prendre leur place dans le monde, en tant qu'égaux des hommes. Voilà ce qu'elles ont voulu dire quand elles ont écrasé et détruit la littérature communiste le samedi 4 mars, et sont même allées jusqu'à attaquer les femmes communistes physiquement, dans les plus pures traditions fascistes. Les féministes au Québec sont un outil de plus au service de la réaction et de l'anti-communisme, une aile «gauche» du PQ et des agents de l'impérialisme et de l'Eglise catholique québécoise. Ce qu'elles offrent n'a rien à voir, d'aucune manière, avec la libération des femmes.

**POUR LIBERER LES QUEBECOISES:
JOIGNEZ-VOUS A LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE
CANADIENNE POUR RENVERSER LA BOURGEOISIE CANADIENNE
ET L'IMPERIALISME AMERICAIN!
PRENEZ EN MAIN LA LUTTE POUR LE PARTI!
DEGAGEZ-VOUS DU ROLE DES FEMMES A LA MAISON,
DEGAGEZ-VOUS DU NATIONALISME ET DU FEMINISME
ETROITS, PARTICIPEZ A PART ENTIERE A LA LUTTE POLITIQUE
POUR LE SOCIALISME AU CANADA!**

Les femmes autochtones s'opposent à la séparation du Québec

Article paru dans *Révolution Proletarienne* vol. 1 no 4, 1^{er} août 1978



L'Association des femmes autochtones du Québec — une section de l'Association nationale des femmes autochtones — a écrit au premier ministre Lévesque, exigeant que la province de Québec ne se sépare pas du reste du Canada.

L'Association du Québec qui représente les femmes autochtones à travers le Québec — qu'il s'agisse d'Indiens inscrits ou non inscrits, de Métis ou d'Inuits — a déclaré que la séparation du Québec du reste du Canada ne ferait qu'aggraver la situation des Autochtones au Québec en les empêchant de s'unir aux autres Autochtones au Canada afin d'obtenir leurs revendications.

«Depuis l'arrivée... les Européens, vous n'avez pas cessé de diviser notre terre, et vous essayez encore de diviser notre peuple. Vous avez formé les États-Unis et le Canada. Au Canada, vous avez divisé nos terres en 10 provinces et 2 territoires. Maintenant, vous voulez faire une autre division. En tant que Femmes autochtones du Québec, nous rejetons à part entière votre initiative, nous n'approuvons pas que les Européens... devraient faire une telle décision de nos terres. Après vous avoir établi vous-mêmes sur nos terres, vous avez alors réussi à faire la pire escroquerie de biens immobiliers de toute l'histoire de l'humanité.

Nous voulons être éternelles dans notre pays. Nous enlever notre terre est comme nous prendre notre vie. Laissez-nous vivre.

Nous avons parlé.

L'Association nationale des femmes autochtones est un mouvement démocratique dont l'unité franchit les barrières tribales et statutaires et comprend une grande variété de tribus. Seulement au Québec, elle regroupe des Abénakis, des Attimatek, des Algonkines, des Cris, des Inuits, des Mic-mac, des Huronnes, des Mohawks, des Montagnaises et des Neskapis.

Cette association — et la lettre qu'elle a écrite — démontrent de façon encore plus évidente que les distinctions tribales se désintègrent à travers le Canada autochtone au fur et à mesure que les Autochtones s'unissent en un grand mouvement historique pour obtenir leurs justes revendications et forger leur unité nationale, dans un grand mouvement historique contre le pillage et l'exploitation impérialistes.

La lettre des femmes autochtones démontre une conscience profonde du fait que le complot séparatiste réactionnaire du PQ n'est, en ce qui concerne les Autochtones du nord du Québec, qu'un geste de plus qui vise à accentuer la dépendance et l'asservissement coloniaux du nord du Québec envers les maîtres impérialistes. Elle démontre une conscience profonde du fait que seulement l'unité la plus large possible contre le pillage et le viol impérialistes peut permettre aux Autochtones d'obtenir leur libération et leur indépendance du colonialisme et de l'exploitation.

Pour sa part, le PQ n'a pas perdu de temps et il a présenté un plan créant des «entreprises conjointes» avec diverses corporations minières afin d'accroître le pillage du nord du Québec. On compte parmi les compagnies minières qui participent à ces «entreprises conjointes», Noranda Mines, une corporation canadienne-anglaise et Falconbridge, un immense monopole de l'impérialisme américain. Cela témoigne encore plus du fait que le séparatisme québécois réactionnaire n'a rien à voir avec la protection des justes revendications démocratiques de la nation québécoise mais constitue un complot qui vise à accroître l'oppression nationale du Canada autochtone et de la nation québécoise à la fois, en les soumettant encore plus au capital financier.

En cherchant à séparer les Autochtones les uns des autres à l'aide de la séparation du Québec, le PQ ne fait que prouver encore plus qu'il s'oppose aux justes aspirations des peuples et qu'il existe afin de servir l'impérialisme et d'empêcher la révolution.

La séparation des Autochtones du nord du Québec du reste du Canada autochtone entraînerait pour les Autochtones un isolement particulièrement profond à cause de la barrière linguistique. Déjà plusieurs Autochtones du nord québécois, surtout les Inuits, ont protesté avec acharnement contre la loi réactionnaire sur la langue promue par le PQ parce qu'ils ont déjà lutté longuement pour s'adapter au fait qu'on exigeait d'eux qu'ils apprennent l'anglais. La loi réactionnaire mise de l'avant par le PQ les forcerait à apprendre une troisième langue. Les jeunes Autochtones du nord quittent souvent leur foyer temporairement pour aller à l'école ou obtenir des emplois dans d'autres provinces parce qu'ils ne peuvent parler français. Si la province de Québec se séparait et devenait un pays distinct, la barrière linguistique qui séparerait ces jeunes gens de leurs foyers serait presqu'insurmontable.

Les justes revendications des femmes renforcent la lutte révolutionnaire

L'Association québécoise a aussi soulevé plusieurs revendications justes qui touchent les problèmes spécifiques des femmes autochtones. Ces revendications illustrent que pour réaliser son complot réactionnaire et malicieux qui vise le génocide des Autochtones, la bourgeoisie impérialiste prend un plaisir particulier à exploiter la position vulnérable des femmes et à s'adonner à l'oppression spécifique des femmes.

Par exemple, la bourgeoisie impérialiste stérilise les femmes autochtones sans leur consentement et sans qu'elles le sachent, dans le but de garder sous sa coupe la population autochtone dont l'accroissement est le plus rapide au Canada. Dans leur lutte révolutionnaire, les Autochtones trouveront la force dans leur nombre et par conséquent, pour refouler la marée de la révolution dans le nord, la bourgeoisie doit s'attaquer directement aux femmes autochtones. Elle le fait aussi indirectement en perpétuant un service de santé et des conditions de santé déplorables, parce que l'alcoolisme, la tuberculose, la malnutrition et les maladies vénériennes généralisés sont particulièrement dangereux du point de vue de la naissance des enfants, de la mortalité infantile et des maladies d'enfant. L'Association des femmes autochtones du Québec a soulevé ces griefs de même que l'absence de programmes de planification familiale et du problème particulier de l'adoption d'enfants autochtones. L'Association lutte pour assurer qu'un enfant inscrit soit adopté par des parents inscrits comme premier choix et, si cela s'avère impossible, que cet enfant adopté par des parents non-indiens puisse conserver ses pleins droits en tant qu'Indien(ne) inscrit(e). Cela constitue un grand problème dans une communauté où une pauvreté affreuse force plusieurs femmes autochtones à donner leurs enfants en adoption parce qu'elles savent que ces enfants ne pourront pas vivre en santé, dans des conditions décentes. La bourgeoisie impérialiste utilise avec joie ce problème afin de priver encore plus d'enfants de leur statut d'Indien et tenter de les assimiler et de détruire les Autochtones en tant que nation.

L'invasion colonialiste et impérialiste du Canada autochtone a entraîné une forme particulièrement intense d'oppression face aux femmes autochtones parce qu'elle a renversé la position centrale, de grande importance que les femmes occupaient dans la société autochtone. Parce que les colonisateurs supposaient de façon gratuite que l'homme dominait partout, ou qu'il devait le faire, ils sont toujours entrés en communication avec les sociétés par le biais des hommes et ils ont donné aux hommes les postes importants où il y avait de tels postes à donner. Ceci fait partie du fracassant bouleversement de toute la structure sociale que les Autochtones ont subie au fur à mesure que le colonialisme et l'impérialisme ont pénétré et détruit leur mode de vie.

La déclaration de l'Association québécoise témoigne à la fois de l'unité grandissante de la nation autochtone au Canada et du rôle progressiste que les luttes des femmes peuvent jouer dans le renforcement des justes luttes révolutionnaires des masses. Parce qu'elles forment le sexe opprimé à l'intérieur d'une nation opprimée, les femmes autochtones ressentent l'oppression du peuple autochtone dans son ensemble avec une intensité spéciale, comme une souffrance particulière. Lorsqu'elles se regroupent pour exiger leurs justes droits démocratiques, elles expriment des revendications qui ne s'adressent pas seulement à elles en tant que femmes mais aussi à elles en tant qu'Autochtones, et aux masses autochtones dans leur ensemble — hommes et femmes — qui souffrent du joug cruel du colonialisme et de l'impérialisme.

Tandis que le féminisme bourgeois essaie de tourner les masses féminines contre les masses masculines, brisant l'unité révolutionnaire des sexes, détournant l'attention des masses féminines de leur ennemi principal et semant l'anti-communisme, les justes revendications démocratiques des femmes ne peuvent servir qu'à renforcer et approfondir le mouvement révolutionnaire actif des masses et approfondir la compréhension que toutes les masses peuvent acquérir de la nature de leur oppression. Là où il y a oppression, les femmes sont doublement opprimées; pour cette raison, il est impossible d'extirper toute l'oppression jusqu'à ce que l'oppression spécifique des femmes soit extirpée. Voilà pourquoi il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire sans la participation active des femmes.



Le social-impérialisme soviétique: agent diabolique de la double oppression des femmes

Article paru dans *Révolution Proletarienne* vol. 1 no 6, 1er octobre 1978

Il y a vingt-cinq ans, la Russie socialiste se dressait comme un flambeau d'inspiration pour le prolétariat international et tous les peuples opprimés du monde. Sous la direction glorieuse du camarade Staline, elle avait prouvé que le système socialiste était supérieur au système capitaliste, qu'il peut transformer un pays d'autocratie féodale arriéré en un puissant pays industrialisé qui pouvait vaincre le fascisme d'Adolf Hitler. Alors que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont depuis prétendu que ce sont les armées des pays occidentaux qui ont mené le fascisme mondial à la tombe, les peuples du monde connaissent la vérité, à savoir que c'est l'Union soviétique, sous la direction de Staline et avec le dévouement et la détermination sans limites du peuple soviétique, qui a stoppé les puissances fascistes dans leur tentative de subjuguement des peuples du monde par la terreur bestiale.

La Russie socialiste était un foyer d'inspiration pour les peuples, elle appelait les masses à la révolution dans leurs propres pays, elle montrait la voie — comme le fait aujourd'hui l'Albanie socialiste — vers le renversement de la bourgeoisie et la plus grande liberté et la plus grande démocratie pour les masses populaires. Parce que son exemple appelait les masses à la révolution, partout la bourgeoisie a déployé les plus grands efforts pour calomnier et mentir au sujet de la Russie socialiste. On nous dit que le socialisme en Russie était un coup de chance, que la Révolution bolchevique s'est produite à la suite d'une série de coïncidences, qu'elle n'avait pas vraiment l'appui des masses; on nous dit que les masses populaires ont été forcées de travailler comme des esclaves et réduites au silence; on nous dit que Staline a persécuté les minorités nationales et les nations opprimées; on nous dit que les femmes étaient enchaînées à une existence particulièrement pénible et dure. Mais la bourgeoisie ne fait que se regarder dans le miroir quand elle dit ces choses. Ces choses-là sont d'excellentes descriptions de la voie dans les pays capitalistes. Mais la vie sous le socialisme est exactement le contraire de ces contes d'horreur.

Aujourd'hui le capitalisme a été complètement restauré en Union soviétique. La clique révisionniste, qui s'est emparée du pouvoir d'Etat après la mort du camarade Staline, tire son pouvoir et son luxe de l'exploitation d'un prolétariat de plus en plus souffrant et écrasé dans la misère. Le fossé entre pauvres et riches s'élargit chaque jour, on voit des filées de chômeurs alors qu'en d'autres régions de l'Union soviétique il y a pénurie d'emplois; les prix grimpent et la production est livrée au chaos. Le profit est au poste de commande et les administrateurs congédient qui il leur plaît, tout cela alors que le geste qui consiste à faire la grève constitue une offense punissable. On nie les droits nationaux des nations, les minorités sont particulièrement exploitées, et le renforcement militaire qui monte en flèche — fournissant à l'Union soviétique des flottes et des troupes en plusieurs régions du monde — ne procure aucun bénéfice aux masses mais les pousse davantage sous le joug du capital. Pendant ce temps, la clique révisionniste contre-révolutionnaire vit dans le luxe. Dépouillez la rhétorique à propos du «parti du peuple tout entier» et du «socialisme (qui) ouvre la voie au communisme», et la vérité apparaît toute nue: c'est une société capitaliste, impérialiste, dans tous ses éléments.

Que signifie tout cela en ce qui a trait à l'oppression des femmes?

Le social-impérialisme: la restauration de l'oppression des femmes

Dans la Russie socialiste de Joseph Staline les femmes ont été amenées à travailler à l'extérieur (usines,...) en nombre sans précédent. En tant que partie intégrante de l'effort du Parti pour sortir les femmes de leur arriération paysanne et de leur conservatisme dans la lutte pour édifier le socialisme, les femmes étaient constamment encouragées à considérer le mouvement des fermes collectives comme le leur et à voir en ce mouvement la voie de leur propre libération en tant que femmes, de leur égalité avec les hommes. Staline disait:

En ce qui concerne les femmes des fermes collectives. Elles-mêmes, elles doivent se rappeler la puissance et l'importance des fermes collectives pour les femmes; elles doivent se rappeler que c'est seulement sur les fermes collectives qu'elles ont l'occasion de devenir égales aux hommes. Sans les fermes collectives — inégalité; sur les fermes collectives — égalité. Que nos camarades, les femmes des fermes collectives, se le rappellent et qu'elles chérissent le système des fermes collectives comme la prunelle de leurs yeux. (Notre traduction de *The Woman Question*, N. Y. International Publishers, 1951, p. 87)

Dans la lutte pour libérer les femmes, Staline a non seulement mis beaucoup d'accent sur les tâches économiques des femmes mais aussi sur leur éducation politique et leur accession à des postes d'autorité et de direction au niveau de la construction du socialisme. Le Parti communiste en Russie socialiste a vu l'énorme importance que revêt le développement politique des femmes dans la construction générale de la société sans classe.

Nous devons faire remarquer en tant que phénomène réconfortant et en tant qu'indication du progrès de la culture dans les districts ruraux, l'activité accrue des femmes des fermes collectives dans le travail social et organisationnel. Nous savons par exemple, qu'à peu près 6,000 femmes des fermes collectives en sont présidentes, que plus de 60,000 sont membres des conseils d'administration, que 28,000 sont des chefs de groupes, que 100,000 s'occupent de l'organisation de sections, que 9,000 sont des directrices des fermes laitières collectives et que 7,000 sont

des conductrices de tracteurs. Il est inutile de dire que ces chiffres sont incomplets; mais ceux-ci suffisent à démontrer le grand progrès accompli au niveau de la culture dans les districts ruraux. Ce fait, camarades, revêt une très grande importance. Il revêt une très grande importance parce que les femmes représentent la moitié de la population de notre pays; elles représentent une immense armée d'ouvrières; et elles sont appelées à élever nos enfants, notre génération future, c'est-à-dire notre futur. Voilà pourquoi nous ne devons pas permettre que cette immense armée de travailleuses reste dans la noirceur et l'ignorance! Voilà pourquoi nous devons accueillir l'activité sociale grandissante des travailleuses et leur promotion à des postes de direction comme une indication indubitable de la croissance de notre culture. (Ibid., p. 85)

Notre pays a une population de presque 140 millions de personnes dont pas moins de la moitié sont des femmes, surtout des ouvrières et des paysannes qui sont arriérées, opprimées et qui possèdent peu de conscience politique.

Comme notre pays a sérieusement entrepris la construction de la nouvelle vie soviétique, il apparaît donc clairement que les femmes de ce pays qui constituent la moitié de sa population seraient un poids face à sa progression si elles restaient aussi arriérées, opprimées et politiquement non développées dans l'avenir.

L'ouvrière et l'ouvrier se tiennent côte à côte. Elle travaille avec lui à la tâche commune de la construction de notre industrie. Elle peut aider la cause commune si elle est politiquement consciente et éduquée politiquement. Mais elle peut ruiner la cause commune si elle est opprimée et arriérée, non pas, évidemment, en tant que résultat de sa volonté, mais à cause de son arriération.

La paysanne et le paysan se tiennent côte à côte. Elle fait avancer, de concert avec lui, la cause du développement de notre agriculture, ses succès et son épanouissement.

Elle peut faire d'énormes contributions à cette cause si elle se libère de son arriération et de son ignorance. Et le contraire est aussi vrai: elle peut agir en tant que frein face à la cause entière si elle reste aussi soumise à l'ignorance dans l'avenir.

Les ouvrières et les paysannes sont des citoyennes libres, à égalité avec les ouvriers et les paysans. Les femmes élisent leurs représentants de nos Soviets et de nos coopératives et peuvent être élues à ces organisations. Si elles sont politiquement conscientes, les ouvrières et les paysannes peuvent améliorer nos Soviets et nos coopératives, les renforcer et les développer. Si elles sont arriérées et ignorantes, les ouvrières et les paysannes peuvent affaiblir et détruire ces organisations.

Enfin, les ouvrières et les paysannes sont des mères qui élèvent notre jeunesse — l'avenir de notre pays. Elles peuvent paralyser l'esprit d'un enfant ou nous donner une jeunesse dotée d'un esprit sain, capable de faire avancer notre pays. Tout dépend si la femme et mère est sympathique ou non au système soviétique ou si elle suit dans les sillons du prêtre, du koulak, ou du bourgeois.

Voilà pourquoi l'éducation politique des ouvrières et des paysannes constitue une tâche de première importance, une tâche très importante pour la véritable victoire sur la bourgeoisie aujourd'hui, quand les ouvriers et les paysans ont entrepris la construction d'une nouvelle vie. (Ibid., pp. 64-65)

De plus, les femmes furent très rapidement amenées à travailler à l'extérieur (usines,...) dans les villes et s'emparèrent de nouvelles occupations et professions avec une grande fierté et un grand enthousiasme. On fit tomber les barrières les unes après les autres alors que les femmes ont occupé des emplois au niveau de la médecine, de la construction et du travail dans les mines de charbon. Leur entrée dans la main-d'œuvre ouvrière fut si massive que, entre 1932 et 1937, 82% des ouvriers qui ont commencé à faire partie de la main-d'œuvre ouvrière étaient des femmes. Entre 1941 et 1950, alors que de nombreux hommes combattaient à l'occasion de l'effort de guerre, le chiffre est monté à 92%. Vers 1945, 55% des ouvriers et employés dans la Russie socialiste étaient des femmes(1). Aucun pays dans le monde ne pouvait prétendre à quelque chose de semblable en termes de la lutte pour assurer aux femmes l'indépendance économique, de la lutte pour assurer la base matérielle assurant la libération complète des femmes. La participation massive des femmes était si évidente, si impossible à cacher, que la bourgeoisie dut recourir à ses trucs de propagande malveillante comme les histoires à propos des femmes soviétiques «viriles, sans féminité, dominatrices», afin d'intimider les femmes dans le monde et les éloigner de la lutte pour la révolution socialiste.

Afin de faciliter aux femmes l'accès au travail à l'extérieur, la Russie socialiste déploya de grands efforts pour construire des garderies, des jardins d'enfants, des buanderies et des cafétérias. Dans la courte période allant de 1927 à 1932, le nombre des enfants fréquentant les jardins d'enfants (pour les enfants de 3 à 6 ans) a décuplé — de 197,500 à 1,061,700!(2) (La Russie socialiste avait de nombreuses tâches cruciales à accomplir durant cette période, en termes d'industrialisation de l'économie, mais la lutte pour socialiser le travail domestique ne fut pas négligée; au contraire, elle faisait partie intégrante de la construction du socialisme lui-même.) De plus, le marxisme-léninisme fit de grands pas en avant en Russie socialiste alors qu'étaient établies les normes de la morale prolétarienne et de la famille socialiste. De telles normes firent leur apparition en tant que résultats des luttes déterminées des millions de femmes ouvrières et paysannes contre les diverses tendances féministes petites-bourgeoises qui avaient acquis une certaine popularité tout de suite après la Révolution bolchevique. Les féministes, de connivence avec la bourgeoisie voulaient s'assurer que les femmes deviennent des objets sexuels disponibles, afin de prouver qu'elles étaient «libérées» des vieilles coutumes et du patriarcat. C'est à cause du refus massif des femmes de Russie d'être exploitées sexuellement, à cause de leur détermination à devenir des ouvrières productives et des communistes plutôt que des objets sexuels, que la moralité prolétarienne devint une chose sur laquelle on insista. La famille prolétarienne, fondée sur l'égalité et l'indépendance économique de la femme ainsi que sur la conscience prolétarienne, fut affirmée comme étant «la cellule de combat du socialisme».



Des villageois en URSS impérialiste assistent à un défilé de mode itinérant. Dans la Russie socialiste du camarade Staline, les femmes ont pris leur place auprès des hommes en tant qu'égaux dans les tâches de la construction du socialisme et dans la participation politique. Aujourd'hui la bourgeoisie soviétique cherche à restaurer «la féminité» avec des intrigues comme celles-ci.

L'URSS aujourd'hui: le rétablissement de la «féminité»

Les traîtres révisionnistes et contre-révolutionnaires de la direction soviétique d'aujourd'hui utilisent tous les outils et mensonges de la bourgeoisie pour calomnier le grand travail du camarade Staline et pour calomnier la Russie socialiste. Il semble que les femmes économiquement productives doivent être sur leurs gardes face à la perte de leur «féminité». Les femmes sont maintenant des choses délicates; elles participent à des concours de beauté mais doivent veiller à ne pas concurrencer les hommes au niveau des emplois. Et, afin de justifier que la création de services de soins aux enfants est limitée, la propagande soviétique a sorti des boules à mites tous les mensonges bourgeois à propos de la nécessité pour la mère de jeunes enfants de rester à la maison. Ces mensonges reposent sur la pseudo-psychologie de la bourgeoisie qui affirme — en particulier lors des récessions d'après-guerre et aux moments d'excédent de main-d'oeuvre — que les jeunes bambins vont mourir du manque d'amour si leurs mères détiennent des emplois. Comme le dit un écrivain soviétique: «Il est nécessaire de ne pas oublier la signification morale et éthique de la participation spontanée des mères au soin et à l'éducation de leurs propres enfants».(3) Et un autre intervient: «Les garderies étaient une nécessité en leur temps, mais maintenant nous sommes assez riches pour ne pas priver un enfant de l'affection de sa mère.»(4) En d'autres mots, sous le socialisme les masses étaient supposément affamées et dénuées, et les femmes étaient *forcées* d'être indépendantes, d'être des êtres productifs, c'est pourquoi des efforts avaient été faits vers la socialisation du travail domestique, mais aujourd'hui que nous sommes sur le chemin du «vrai communisme», la bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière peuvent se permettre d'avoir des esclaves domestiques et les femmes peuvent encore une fois être enfermées entre les quatre murs du foyer, comme c'est leur rôle. «Maintenant nous sommes assez riches». Mais ce «nous» n'inclut évidemment pas les masses féminines soviétiques d'aujourd'hui, parce que, comme l'a avoué le premier plumitif, les enfants qui fréquentent les garderies «proviennent principalement des familles les moins prospères et de celles où seule la mère est présente».(5) Par conséquent, même si les propagandistes révisionnistes et leurs amis sont «maintenant assez riches» pour avoir des esclaves domestiques, les masses féminines soviétiques doivent toujours travailler, doivent toujours chercher à obtenir des services de soins aux enfants dans un pays où il est de plus en plus ardu de trouver des soins adéquats pour enfants, et doivent en même temps ne ménager aucun effort pour préserver leur «féminité» lorsqu'elles sont sur leurs lieux de travail ou dans la file des sans-emplois.

Dans deux districts soviétiques périphériques — Novosibirsk Oblast et Krasnoyarsk Krai — on a établi que 75% des femmes entre 16 et 35 ans restaient à la maison parce qu'elles ne pouvaient trouver d'institution adéquate pour leurs enfants d'âge préscolaire. 46.1% des femmes lithuaniennes qui cherchaient un travail à temps partiel déclarèrent qu'elles travaillaient à temps partiel et non à plein temps à cause du fardeau des soins aux enfants. Aujourd'hui, à Moscou, les garderies renvoient les enfants de moins d'un an.(6) C'est là une grande épargne pour la bourgeoisie, qui de toute manière paie très peu ses travailleurs des centres d'enfants et qui doivent faire face à un taux effarant d'abandons dans le secteur des soins aux enfants.(7) Et la profession médicale est entrée dans la danse pour soutenir la psychologie bourgeoise de la nouvelle bourgeoisie et pour projeter des sentiments de culpabilité et de confusion dans l'esprit et les coeurs des mères ouvrières. «Un bel enfant, très sain — comme c'est triste qu'il soit à la garderie» c'est là une remarque courante des pédiatres soviétiques.(8) Le complot des révisionnistes soviétiques est patent: opposer la sexualité des femmes à leur désir et leur droit d'être actives, productives, d'être des êtres humains participants, par conséquent semer la confusion chez elles, les désorienter, les affaiblir dans leur lutte pour la révolution socialiste.

Cela signifie-t-il que les révisionnistes soviétiques s'efforcent d'exclure les masses féminines de la main-d'oeuvre? Pas du tout. Comme dans tous les pays impérialistes, le nombre des femmes qui font partie de la main-d'oeuvre ouvrière (qu'elles soient employées *ou non*) s'est accru au cours des vingt dernières années en URSS.* L'impérialisme, en tant que

système, a arraché les femmes à leur foyer, et à la ferme et les a envoyées travailler à l'extérieur en nombre toujours croissant. La Russie soviétique ne fait pas exception aux lois objectives du système impérialiste.

Le culte de la «féminité» en Union soviétique, comme dans tous les pays impérialistes, sert des buts très spécifiques. En propageant l'idée que les femmes doivent rester au foyer, attendre leur mari et prendre soin de leurs enfants, la bourgeoisie enseigne soigneusement aux femmes qu'elles ont une «place» qui leur est propre. L'oppression du prolétariat en tant que classe oblige les masses féminines à se chercher du travail. Mais en propageant l'idée que le rôle des femmes sur leurs lieux de travail est secondaire par rapport à leur rôle à la maison, la bourgeoisie est en mesure de justifier le sous-emploi des femmes au niveau du travail à temps partiel et du travail à domicile dont les deux ont servi à la bourgeoisie partout dans le monde pour intensifier l'exploitation des femmes et qui sont tous deux formellement encouragés par l'Etat soviétique.(9) La bourgeoisie est en mesure de justifier le fort chômage des femmes, qui peuvent toujours «retourner chez elles» lorsqu'elles sont licenciées, de telle sorte que leur chômage devient moins visible aux yeux des masses (puisque leur rôle au foyer est supposément si noble). Elle est en mesure de justifier le fait d'utiliser les femmes pour faire le travail le moins payé, puisque leurs chèques de paye sont supposément moins importants que ceux de leurs maris. Elle peut justifier le fait que les femmes ne cherchent pas à obtenir les mêmes emplois que ceux des hommes — ce serait un comportement tellement peu «féminin». Elle peut justifier la dépendance économique des femmes à l'égard des hommes — 73% des femmes lors d'une enquête à Odessa étaient moins payées que leurs maris, et elles étaient mieux payées que lui dans seulement 7% des cas.(10) Elle peut perpétuer ces différents mythes en dépit du fait qu'un mariage soviétique sur trois se termine par un divorce et que beaucoup, beaucoup de femmes sont seuls soutiens de famille.

De plus, les révisionnistes soviétiques versent maintenant des larmes de crocodile parce que les femmes auraient au travail moins d'«ambition» que les hommes. Le problème, semble-t-il, dans cette société «à l'orée du communisme», c'est que les femmes, de par leur nature même, sont comme qui dirait distraites par leurs tâches ménagères. Lorsqu'elles sont au travail, elles sont par conséquent moins capables de se concentrer sur un travail créateur qui exige des efforts intellectuels. Ainsi la nouvelle bourgeoisie «s'accommode» de cette faiblesse» psychologique des femmes en leur confiant les tâches les plus basses et les plus répétitives et en leur barrant l'accès aux emplois qui requièrent un long entraînement et de la concentration. Comme l'expliquent deux apologistes soviétiques:

Les femmes, spécialement si elles sont mères, s'efforcent continuellement de consacrer plus de temps en dehors du travail, à assumer leurs nombreuses responsabilités domestiques. De plus, de nombreuses ouvrières ont affirmé que lorsqu'elles travaillent elles ne peuvent se débarrasser de l'idée de la maison et des enfants. Les femmes valorisent les emplois qui ne demandent que de simples gestes automatiques, et qui peuvent être accomplis de façon adéquate malgré ces distractions de l'esprit.(11)

Et donc, la nouvelle bourgeoisie, toujours compatissante, toujours contrainte, à cause de son coeur magnanime et de son souci du peuple de satisfaire les désirs exprimés par les masses, «satisfait» les «désirs naturels» des femmes travailleuses en leur attribuant les tâches serviles qu'elles sollicitent si ardemment!

La bourgeoisie soviétique n'hésite pas à utiliser les méthodes les plus basses et les plus vulgaires pour propager son idéologie bourgeoise de la supériorité du mâle afin de réaliser ses visées réactionnaires. Ainsi dans la presse soviétique on peut lire des «lettres au rédacteur» exprimant des points de vue que les imposteurs et les simulateurs n'osent pas exprimer directement, des vues qui n'auraient jamais été tolérées un seul instant dans la Russie socialiste du camarade Staline:

«Tout le monde est d'accord qu'il est nécessaire de libérer les femmes du dur travail physique» a écrit le camarade Nebitov, de Gatchina, «mais pourquoi séparer la femme de la cuisine? Pourquoi la priver de chances supplémentaires de manifester de l'amour et de la considération pour son mari? Si seulement vous pouviez voir avec quelle tendre attention ma femme suit la trajectoire approbatrice de ma première cuillerée de soupe!»

...Voici l'opinion du camarade Vaniouchine de la province de Kaluga: «Libérez une femme de sa cuisine et vous lui donnez la liberté d'être une poule stupide qui caquette. Qui a besoin d'une telle femme? La femme est supposée embellir le coeur de la famille, tout comme les fleurs embellissent les prés.(12)

Les femmes: une réserve de main-d'oeuvre à bon marché en URSS

Un des éléments-clé que l'on retrouve dans tous les pays impérialistes pour s'assurer de l'oppression des femmes, c'est la discrimination dans l'emploi. Certains emplois constituent des «ouvrages de femmes». Cela comprend, en premier lieu, le travail d'usine le plus servile et le plus intensif — comme le vêtement. 94.6% des ouvriers du vêtement en URSS sont des femmes.(13) En Union soviétique, dans cette même industrie, on divise le travail selon le sexe de telle sorte que les femmes exécutent le travail non mécanisé alors que les hommes accomplissent le travail mécanisé.(14) Même si le travail non mécanisé implique souvent un travail pénible et plus de soulèvement d'objets lourds, il est beaucoup moins payé parce qu'il s'agit d'un travail qui est plus intensif.

Ensuite il y a d'autres secteurs qui sont réservés aux femmes, comme le secteur des bureaux. 99% des dactylos et des sténographes en Union soviétique sont des femmes.(15) La vaste expansion du secteur paperassier, en réponse aux besoins de l'écrasante bureaucratie soviétique, a suivi en parallèle l'expansion immense du secteur paperassier dans tous les pays impérialistes, au moment où différents capitalistes se chamaillent à propos de leurs profits et ont besoin de plus de travail de bureau pour mener leurs affaires. Ce sont les femmes qui s'engouffrent dans le secteur administratif, et dans ce secteur, on retrouve immanquablement des salaires bas. Les employées de bureau, de plus, sont obligées de jouer le rôle d'intermédiaire entre la bourgeoisie et le public et portent de ce fait le poids de la colère du public alors que cette colère

devrait en réalité être dirigée contre la bourgeoisie elle-même. On attend des employées de bureau qu'elles répondent au public avec le charme et la «féminité» supposément propres au caractère des femmes, dont les esprits, bien sûr, sont présumément occupés par leurs problèmes concernant le travail domestique et les soins aux enfants (problèmes dont la bourgeoisie s'assure qu'ils ne disparaissent pas).

Parmi les autres secteurs qui emploient des femmes en Union soviétique, on retrouve celui des services. Nous avons déjà montré que les soins aux enfants constituent un travail pauvrement payé, accompagné d'un fort taux d'abandon. Le résultat, c'est qu'encore une fois, le système des soins aux enfants ne satisfait pas vraiment les besoins des ouvrières soviétiques et que ceux et celles qui s'occupent de ces services sont forcés de subir le gros de la colère des autres mères ouvrières face à des institutions intolérables. Dans les villes les femmes sont aussi devenues serveuses et vendeuses, comme dans tous les pays impérialistes. 94.6% de tous les employés de restaurant sont des femmes.(16) Encore là, ce sont ces femmes qui doivent faire face au public pour la satisfaction des besoins quotidiens, et ce sont elles qui doivent affronter la colère quand la bourgeoisie coupe les fonds pour de tels services et que les besoins du peuple ne sont pas satisfaits. Les employés d'hôpitaux également sont des femmes, dans une mesure écrasante. Les femmes qui travaillent dans les buanderies et les magasins d'alimentation — et ce sont pour la plupart de vieilles femmes, aussi mal payées que faire se peut et victimes de surtravail et de cadences accélérées — sont également destinées à souffrir à cet égard.



Selon les statistiques soviétiques elles-mêmes, ces services n'ont connu une expansion que de 66% pendant la période 1960-1965, alors que leur besoin s'est accru de 197%.(17) La réalité pratique de ce déséquilibre s'est traduite par de longues files d'attente, des tempéraments bouillants et de l'exaspération. Ce sont les femmes derrière les comptoirs qui doivent supporter la hargne des travailleurs qui sont alignés en face des comptoirs. On crée ainsi des frictions entre différentes sections du prolétariat féminin pendant que la nouvelle bourgeoisie rigole en allant à la banque d'Etat.

Pendant ce temps, on a exclu les femmes des secteurs de l'économie dans lesquels les salaires se sont élevés relativement vite — les transports, la construction et le travail d'usine. De plus, des secteurs de haut niveau où l'on employait des femmes (dans les sciences et l'enseignement par exemple, ont vu fondre leurs salaires à cause du fait que de nombreuses femmes y étaient employées.(18) Et les femmes soviétiques sont grandement submergées par le double fardeau: des études sur les évaluations de temps démontrent qu'au retour à la maison le soir, elles dépensent un temps énorme pour faire le travail ménager, surtout les tâches les plus serviles.

Les nouveaux tsars du Kremlin font la preuve chaque jour que le sort qu'ils réservent aux femmes soviétiques n'est pas différent, dans son essence, de celui des femmes opprimées dans tous les pays impérialistes. Des services minables de soins aux enfants et autres, un travail fastidieux et mal payé, un haut niveau de chômage rattaché au «rôle de la femme à la maison», de la discrimination dans le travail pour empêcher les femmes de postuler les emplois masculins mieux rémunérés, et la propagation massive du chauvinisme mâle — ce sont là tous les outils qui servent à maintenir les femmes dans les secteurs de main-d'œuvre les plus faibles et les plus vulnérables. Comme le déclare le camarade Enver Hoxha, le grand dirigeant du Parti du Travail d'Albanie:

L'émancipation de la femme albanaise, l'une des plus grandes victoires de la révolution socialiste et l'une des oeuvres les plus importantes de notre Parti prend un éclat encore plus grand quand nous voyons la situation de la femme dans le monde capitaliste et révisionniste. Là aussi on parle de l'émancipation de la femme, mais ceci n'est qu'un mot d'ordre de propagande, car en réalité, dans cette société injuste et inhumaine, la femme, plus que personne, est utilisée comme une marchandise et elle est objet d'exploitation impitoyable. Les femmes sont parmi les premières victimes de graves conséquences de la crise économique et financière, elles sont jetées sur le pavé, elles sont la couche la plus opprimée et la plus négligée de la société. («La salutation du camarade Enver Hoxha adressée au VIIIe Congrès de l'Union des Femmes d'Albanie au nom du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie», ATA, 1er juin

1978)

Et comme le dit la camarade Vito Kapo, également du Parti du Travail d'Albanie:

Les révisionnistes soviétiques, leurs satellites et tous les autres révisionnistes, indépendamment de leur démagogie sur «l'émancipation de la femme», poursuivent aussi, quant au fond, les mêmes visées que les théoriciens bourgeois réactionnaires. Par leur mot d'ordre du «travail à temps et salaire réduits» pour la femme, ils tentent de masquer l'accroissement du chômage et l'aggravation du niveau d'exploitation, conséquences inévitables de l'instauration du capitalisme dans ces pays. Mais cette fallacieuse propagande des révisionnistes, qui légalise le licenciement des femmes, ne peut cacher l'amère réalité de l'aggravation de la dépendance économique de la femme de son mari, de la liquidation de ses droits, de son retour à son état antérieur d'esclavage domestique et social. («Rapport du Conseil général de l'Union des Femmes d'Albanie», ATA, 1er juin 1978)

Quel que soit le pays, l'existence du capitalisme signifie l'existence des lois inévitables du système capitaliste. Une de ces lois inévitables, c'est la double oppression des femmes. Doit-on se surprendre du fait qu'il y ait une nouvelle manufacture de blouses fleuries et colorées pour femmes en Chine, de telle sorte que les femmes puissent encore une fois orner les trottoirs de leur «féminité»? Doit-on se surprendre du fait que les interviews de l'«homme de la rue» qui nous parviennent de Chine expriment le plaisir qu'on ressent face au fait que l'on «permette» maintenant aux femmes d'être «plus libres» dans leurs attitudes à l'égard de la morale sexuelle? Les efforts de la clique révisionniste chinoise pour transformer la Chine en une superpuissance ne peuvent être séparés de ses intentions concernant les masses féminines chinoises, parce que la capacité de l'impérialisme de poursuivre son pillage et son exploitation du monde repose sur sa capacité de se soumettre son propre prolétariat et de s'assurer que les masses féminines dans son propre pays soient affligées du double fardeau de l'esclavage domestique et de la misère capitaliste.

Il n'y a qu'une seule voie pour que les femmes soviétiques rétablissent encore une fois leur égalité, leur dignité, leur pleine participation à la construction d'une société humaine, leur libération: la révolution socialiste. L'URSS est une superpuissance impérialiste et aucun déluge de rhétorique socialiste ne peut modifier les lois inévitables de l'impérialisme — y compris la double oppression des femmes. La voie de la libération des femmes en URSS est la même que celle à suivre au Canada et dans tout autre pays impérialiste: le renversement par la violence de la bourgeoisie impérialiste et l'instauration de la dictature du prolétariat, afin d'édifier une société socialiste qui, seule, peut assurer l'égalité et la libération des masses féminines laborieuses.



1 Michael Paul Sacks, *Women's Work in Soviet Russia*, New York, Praeger Publishers, 1976, p. 74.

2 Ibid, p. 43

3 P.P. Litvyakow, *Demograficheskie problemy zanayatosti*, Moscou, 1969, p. 97.

4 B. Uralnis, *Babushka v sem'e*, Literatoumaya Gazeta, 3 mars 1971, p. 11.

5 Litvyakow, p. 97

6 Sacks, p. 45.

7 H. Razina, *Serious Talk About the Little Ones*; Pravda, 14 décembre 1974, tel que traduit dans *Current Digest of the Soviet Press*, 1975, 26 (50)

8 I. Ovchinnikova, «Problems of Upbringing: Children from Birth to Three», *Izvestia*, 28 avril 1973, tel que traduit dans *Current Digest of the Soviet Press*, 1973, 25 (17) pp.11-12.

9 Sacks, p. 53, p. 78.

10 V. B. Mikhailyouk, *Ispol' zovamie jemskovo truda v narodnom Khonyaistve*, Moscou, 1970, p. 68.

11 A.T. Kharchev et S.I. Golod, «Proizvodstvennaya rabotajenshchin v semiya» dans *Stsial'nye problemy trudai proizvodstva*, ed. G.V. Ossipov et Y. Shchepan'sky, Moscou, 1969, p.442.

12 Cité dans L. Koutnetsova, « Whose jobs is the Kitchen's?» *Literatournay Gazeta*, 12 juillet 1967, p. 12, tel que traduit dans *Current Digest of the Soviet Press*, 1967, 19(33), p. 7.

13 Sacks, p. 82.

- 14 Ibid., pp. 90-91.
15 Ibid., p. 97.
16 Ibid., p. 82.
17 Ibid., p. 49.
18 Ibid., pp. 91-92.

Les femmes en Chine «communiste»

Article paru dans *Révolution Proletarienne* vol. 1 n° 7
1er novembre 1978

Nous sommes maintenant engagés dans la lutte pour bâtir un authentique parti communiste au Canada, un parti qui s'appuiera sur une démarcation nette à l'égard de toutes les formes de révisionnisme et de contre-révolution, y compris le révisionnisme chinois. C'est dans la lutte contre le révisionnisme que sera élaboré un programme juste pour la révolution, un programme qui définira les tâches du prolétariat canadien dans sa mission historique de construire une société socialiste au Canada sur les ruines de l'ordre bourgeois.

Dans la lutte contre le révisionnisme chinois plusieurs questions doivent être posées, parce que les vacillations et l'inconséquence du Parti «communiste» chinois ont engendré une grande confusion dans l'esprit des ouvriers et des gens progressistes à travers le monde. Ceci apparaît clairement lorsque nous examinons la question des femmes en Chine. La raison en est que les masses féminines chinoises ont réalisé d'énormes gains en s'arrachant à la misère féodale et aux aspects les plus sordides de la servitude humaine. Avant la révolution anti-impérialiste, d'innombrables familles chinoises étaient forcées de livrer leurs filles à la prostitution afin que le reste de la famille puisse payer le fermage au propriétaire foncier assoiffé de sang. D'innombrables femmes étaient rendues infirmes parce qu'on leur attachait les pieds, d'innombrables fillettes étaient tuées afin de protéger les normes de Confucius à propos de la famille, d'innombrables femmes vivaient le cauchemar quotidien de mariages décidés à l'avance dont elles ne pouvaient s'échapper que par le suicide. La victoire anti-impérialiste a ouvert une période où de nombreuses femmes indépendantes et militantes ont bravement sacrifié leur vie et ont consacré toutes leurs forces à la libération du peuple chinois; leurs luttes héroïques et déterminées ont apporté des bienfaits à des millions de femmes en Chine.

C'est précisément pour ces raisons que les agents du révisionnisme chinois à travers le monde ont pu semer une si grande confusion dans l'esprit de millions de gens sur la question de l'émancipation des femmes en Chine. Ils se sont servi des victoires et des grandes luttes livrées par les masses féminines chinoises, pour masquer les vacillations, les hésitations, l'inconséquence et l'anticommunisme de la direction chinoise elle-même. Ils ont par conséquent cherché à présenter comme authentiquement socialiste un régime qui n'a jamais été authentiquement socialiste. Ils ont cherché à semer la confusion dans l'esprit des masses en présentant comme marxiste-léniniste une direction qui était déchirée entre fractions, marquée du sceau de la «lutte de lignes» au sein du parti et ont exigé la résolution de contradictions antagoniques dans l'esprit d'«unité-critique-unité». Bref, ils ont cherché à profiter des efforts authentiques et des succès des masses pour propager l'anticommunisme, pour défendre la réaction impérialiste à travers le monde et pour saboter la création d'authentiques partis marxistes-léninistes dans divers pays.

Afin de lutter pour une juste ligne politique sur la question des femmes au Canada, nous devons analyser et comprendre la nature du révisionnisme chinois sur la question des femmes.

Les «deux points de vue sur les femmes»

Dans la lutte pour leur libération de l'impérialisme japonais, les femmes chinoises ont déployé de grands efforts et se sont sacrifiées pour la cause de la patrie. Les femmes se sont saisi de plusieurs aspects de la production agricole pendant que les hommes marchaient au front, tandis que de nombreuses femmes étaient elles-mêmes actives dans l'armée de libération, comme le décrit avec tant de vie le fameux opéra chinois *Le détachement féminin rouge*. Cependant, il y a un autre opéra, *La fille aux cheveux blancs*, qui décrit une autre facette de l'histoire. Dans *La fille aux cheveux blancs*, les soldats sont décrits comme s'ils arrivaient à libérer un village chinois alors que les femmes sont présentées comme jouant le rôle féminin traditionnel qui consiste à offrir aux soldats la nourriture et des boissons en signe de gratitude. Ces deux points de vue sur les femmes reflètent la «lutte de lignes», en réalité la lutte entre plusieurs lignes, que le parti, déchiré entre fractions, a menée durant son histoire en Chine. Tout comme les révolutionnaires luttèrent contre les révisionnistes, la ligne révolutionnaire sur les femmes — en tant que participantes actives à l'armée de libération du prolétariat — était en conflit très âpre avec la ligne révisionniste sur les femmes, ligne qui tentait de les refouler vers le travail domestique traditionnel. Ce conflit s'est poursuivi par le biais de la prise illégale du pouvoir d'Etat par la direction chinoise actuelle, alors que *Le détachement féminin rouge* a été relégué à l'arrière-plan et que *La fille aux cheveux blancs* est promu à l'échelle internationale comme un grandiose exemple de l'art supprimé par la soi-disant «bande des quatre».

La ligne du parti sur les femmes a connu pendant des années des revirements, des retours et des zigzags. Par exemple, les résolutions concernant les femmes prises par le Comité central en février 1943 mettaient beaucoup d'emphasis sur «l'édification de l'économie des régions libérées».(1) Le but était d'«assurer aux femmes les conditions matérielles qui leur permettraient graduellement d'échapper à l'oppression féodale. C'est là l'essence de l'intérêt spécial des villageoises dans

tout le travail de masse... » La production était considérée comme étant la clef de la libération des femmes. On peut aussi trouver dans ce document les germes des «coopératives de production et de toutes les formes de production (le tissage, par exemple) comme des moyens d'organisation des femmes». Plus tard, ces germes devaient s'épanouir sous la forme d'organisations, dans les régions rurales, qui s'occupaient des ménagères sur une base distincte coupée de la planification générale de l'économie sociale dans son ensemble. Durant cette période, on mit principalement l'accent sur la participation des femmes à la production, alors que la tâche d'organiser une économie permettant d'alléger le fardeau des femmes au foyer n'était pas envisagée de façon appropriée. L'établissement de garderies était vu comme une tâche réalisée «dans le but de les aider dans leurs difficultés réciproques».(2) Nous verrons plus tard que cette attitude à l'égard de la socialisation du travail domestique a été perpétuée bien au-delà de la Révolution Culturelle, c'est-à-dire que le régime accordait une faveur aux femmes en les «aidant» dans leurs «difficultés réciproques», plutôt que de prendre la direction d'une socialisation, sur une vaste échelle, de l'économie domestique comme constituant une caractéristique indispensable d'un régime socialiste.

Dans les années '50, après les grands pas en avant accomplis par la nouvelle loi sur le mariage, le Parti entreprit de souligner fortement les contributions que pouvaient apporter les femmes à l'édification d'une Chine nouvelle dans leur rôle de ménagères. Celles qui ne pouvaient pas trouver d'emploi dans les villes étaient regroupées dans des associations de personnes à charge, qui définissaient leurs membres selon l'identité de leurs maris. Leur but était d'inculquer à ces femmes une compréhension du rôle qu'elles jouaient dans la création d'une atmosphère familiale harmonieuse de telle sorte que les hommes puissent faire le meilleur travail possible en tant que cadres communistes. Lors du deuxième congrès de la Fédération démocratique des femmes de Chine, en 1953, on mit beaucoup l'accent sur le fait qu'aucune femme ne devrait jamais être «forcée» d'obtenir un emploi à l'extérieur de la maison.

En 1955, le Parti est même descendu si bas dans la fosse du chauvinisme mâle qu'il a déclenché une campagne de «réforme vestimentaire». Le slogan était le suivant: «soyons jolies». Les femmes furent incitées à porter des vêtements plus agréables, des vêtements fleuris plutôt qu'unis, des jupes et des robes plutôt que des pantalons, et même à se maquiller. La revue officielle des femmes commença à étaler des articles de mode. Les femmes étaient vues surtout comme des nourrices et des éléments décoratifs. Le parti a changé d'avis à ce sujet un an plus tard parce que la décoration des femmes entraînait en contradiction évidente avec la campagne de «sens de l'épargne domestique».

Lors du troisième congrès de la Fédération des femmes, tenu en 1957, le slogan suivant fut mis de l'avant: «Edifier l'économie du pays, diriger le ménage avec économie, lutter pour l'édification socialiste». Le rapport disait: «L'administration diligente du foyer est d'une importance vitale pour la cause de notre construction socialiste. La famille est un microcosme de la société; tous les ouvriers qui prennent part à la construction socialiste vivent dans des familles. Si la famille est bien dirigée, ceux de ses membres qui participent à la construction socialiste ne 'regardent pas en arrière', mais se dévouent de tout coeur à accroître la production; si la maison est mal administrée, cela influencera leur production et donc l'accomplissement des plans de l'Etat et des coopératives en vue d'accroître le rendement. Une très grande proportion des articles nécessaires à la vie de tous les jours qui sont produits dans notre pays est consommée au sein de la famille et le degré d'épargne réalisé par les familles a une grande influence sur l'approvisionnement national des consommateurs en produits... Cette administration diligente du foyer peut promouvoir grandement un accroissement dans la production nationale et peut favoriser les intérêts nationaux collectifs et familiaux».(3)

Le Parti se lança activement dans une grande campagne en faveur du travail domestique, soulignant le «wu hao» — les cinq choses qu'il faut bien faire — campagne durant laquelle le travail dur et appliqué des ménagères fut élevé au rang des plus grandes vertus révolutionnaires. Le contenu des articles de la revue des femmes ressemblait parfois au défaitisme propagé par le *Ladies' Home Journal* et par *Châteline*, comme dans le cas de l'article intitulé «Que devez-vous faire lorsque vous êtes incapable d'avoir un emploi en plus de faire le travail ménager?»(4) Les buts de cette période étaient clairs: accroître la production et, en même temps, stimuler l'enthousiasme en faveur de l'esclavage domestique, c'est-à-dire écraser les femmes de Chine sous un double fardeau.

Il vaut la peine de mentionner que le slogan de 1957, «Edifier l'économie du pays, diriger le ménage avec économie, lutter pour l'édification socialiste» vient d'un discours de Mao Tsé-toung de 1957 dans lequel il déclare que la Chine comptait particulièrement sur les organisations des femmes pour «gérer la maison avec économie».

Le Grand Bond en avant (1958-59) a tenté de jeter par-dessus bord plusieurs de ces idées arriérées qui étaient répandues à propos de la place appropriée des femmes. Non seulement les femmes furent-elles mobilisées de façon massive pour la production, mais il y eut aussi un gros effort pour fournir des dispensaires, des garderies, des buanderies et des cuisines communes. Les femmes furent grandement déchargées de nombreux fardeaux domestiques pendant cette période, bien qu'il y eut un sentiment de mécontentement largement répandu au sujet des cuisines communes, alors que plusieurs personnes recherchaient l'intimité du repas familial.

Le Grand Bond en avant fut bref et se termina par un échec. Il n'était pas fondé sur un programme à long terme soigneusement planifié par le Parti chinois en vue de construire une économie socialiste et de travailler à la pleine émancipation des femmes, mais constituait un bref déploiement d'énergie qui préluait à une longue période de réaction pendant laquelle les forces de Liou Chao-shi et de Teng Siao-ping répandirent leur venin contre-révolutionnaire pratiquement sans entrave. Encore une fois on envisagea la place des femmes comme devant être à la maison, même si on a permis «que cent fleurs s'épanouissent» sur cette question fondamentale de principe marxiste. Toung Pien, l'éditeur de *China's Women* (Les femmes chinoises), publiait les articles suivants durant cette période: «Pour les femmes, travailler dans des entreprises, c'est comme faire voler des cerfs-volants sous le lit», «Les femmes vivent afin d'élever des enfants», «Les femmes devraient faire plus de travail domestique».(5)

Toung Pien était d'avis que «le bonheur, c'est une bonne vie matérielle» et que «les enfants, le mari et une belle petite famille, voilà le bonheur». Il y avait beaucoup de confusion et de verbiage à l'effet que «les femmes devraient se consacrer

à leurs maris», une idée empruntée aux oeuvres poussiéreuses de Confucius afin d'éloigner les femmes de la participation à la vie politique active de la société.

Durant la Révolution Culturelle, on entreprit la lutte contre les idées de Liou Chao-chi sur la question des femmes, appelant les femmes à participer non seulement à la production mais également à la vie politique active afin d'abattre les forces de la réaction. Pendant cette période le travail venimeux de Liou Chao-chi et de sa clique fut largement démasqué devant les femmes dont la voix politique avait été réprimée pendant des années à cause des vacillations et de la fractionnalisation du parti «communiste» chinois. Cette période fut la plus progressiste et la plus «radicale» de l'histoire chinoise, du point de vue de la lutte pour l'émancipation des femmes. On lança de furieuses attaques contre les idées réactionnaires de la «félicité domestique», et on considéra la question des femmes comme une question de classe plutôt que comme une question de sentiment ou une question posée «du point de vue des femmes». On envisagea l'amour comme devant être fondé sur une lutte commune et un engagement politique commun. Pour montrer combien même cette période très progressiste était embrouillée, nous n'avons qu'à nous rendre compte que l'on conseillait aux femmes: «Il ne devrait plus être question de savoir qui est censé parler et qui est censé obéir dans la famille, mais bien quels propos sont en accord avec la pensée Mao Tsé-toung...»(6) Puisque, comme nous l'avons vu, la «pensée Mao Tsé-toung» sur la question des femmes comprenait l'idée qu'il revenait aux femmes d'«administrer le ménage avec économie», ça ne devrait pas nous étonner d'apprendre que l'idée la plus radicale issue de la Révolution culturelle à propos du travail domestique était que les hommes devraient «aider aux corvées domestiques». Ce n'est qu'en 1973 que la formule du «partage du travail domestique»(7) est apparue dans un éditorial du *Quotidien du Peuple*, mais c'est là une décoration relativement isolée et elle n'a pas engendré une nouvelle politique pour la décennie. La «pensée Mao Tsé-toung» sur les femmes n'incluait pas, apparemment, la ligne léniniste à l'effet qu'il ne peut y avoir d'émancipation des femmes sans la socialisation du travail domestique. Dans cet éditorial de 1973, on continuait d'envisager les femmes comme des créatures particulières ayant des «difficultés spéciales» qui nécessitent «de l'aide»: «On devrait accorder de l'attention aux caractéristiques spécifiques des femmes et se préoccuper de régler leurs difficultés spécifiques.»(8) Et des millions de femmes à la campagne continuaient de recevoir un salaire inférieur à celui des hommes parce qu'elles devaient passer plus de temps à la maison et exécuter des corvées domestiques et par conséquent, recevaient moins de points de travail dans leur travail agricole.

Le portrait que nous avons tracé des femmes en Chine, jusqu'à la prise illégale du pouvoir d'Etat par l'aile la plus réactionnaire du Parti en 1976, en est un qui trouve beaucoup son pendant et son parallèle dans le monde capitaliste. Quand on avait besoin des femmes dans la production, on lançait de grandes campagnes pour susciter leur participation au travail social; quand les emplois devenaient rares, les femmes devenaient «plus jolies» et plus aptes à faire du «travail domestique». Et, bien qu'on ait accompli des vastes efforts dans le domaine des restaurants bon marché, des garderies, des buanderies et autres domaines semblables, la socialisation du travail domestique n'a jamais fait partie de la ligne politique du Parti «communiste» chinois. Ainsi, alors qu'il est impossible de nier les gains énormes que les masses féminines chinoises, ont réalisés pour se sortir de l'ignorance, de la famine et de l'asservissement féodal, il est également impossible de dire que le Parti «communiste» chinois a défendu une ligne communiste sur la question des femmes.

Les féministes et les trotskistes poursuivent leurs buts contre-révolutionnaires

Dans leurs efforts frénétiques pour propager l'anti-communisme et pour cracher leur venin contre-révolutionnaire, les féministes et les trotskistes ont essayé pendant des années de miser sur les erreurs et les échecs du Parti «communiste» chinois dans la lutte pour l'émancipation des femmes. Précisément à cause du fait que la Chine elle-même s'est dite socialiste et que le Parti prétendait avoir une ligne communiste sur la question des femmes, les féministes et les trotskistes ont pu déchaîner leur anti-communisme et confondre les masses pour leur propre bénéfice petit-bourgeois.

Par exemple, les trotskistes ont souvent souligné les vacillations de la direction du Parti sur la question des femmes. Mais les trotskistes sont passés maîtres dans l'art du fractionnalisme; pour dix trotskistes, il y a douze fractions. Ainsi, au lieu de se servir du Parti «communiste» chinois comme exemple éclatant de la tragédie que cela représente de ne pas avoir une seule ligne marxiste-léniniste dans le parti, les trotskistes essaient, de toutes les façons possibles, de se servir du fractionnalisme du Parti chinois comme excuse pour justifier leur propre adhésion à la position qui réclame des fractions, comme question de principe!

Les féministes soulignent le fait qu'il y a en Chine des emplois qui sont encore exclusivement féminins ou presque exclusivement féminins, ou le fait qu'il y a très peu de femmes dans les hautes instances de la direction chinoise. Mais lorsqu'elles présentent leur analyse pour ce qui est de savoir pourquoi il s'agit de véritables échecs, elles vous expliquent que c'est parce que les femmes en Chine n'ont pas obtenu leur propre contrôle indépendant sur l'armée afin de transformer la lutte anti-impérialiste en une guerre de sexes. Les sympathisants libéraux de la Chine peuvent alors répondre: «Oui mais, dans la réalité du monde réel, si la révolution chinoise avait dû attendre que les femmes obtiennent le rôle militaire dirigeant... les femmes chinoises seraient peut-être encore obligées de régler leurs problèmes en se jetant dans des puits.»(9) Un faux débat a donc lieu entre les savants libéraux et les féministes, un débat qui n'aide en rien à clarifier les différences existant entre les acquis réels remportés par les femmes chinoises et l'échec du parti qui n'a pas dirigé les femmes dans une véritable lutte pour la révolution socialiste.

Les féministes et les trotskistes aiment particulièrement utiliser les échecs du Parti chinois comme une excuse pour calomnier et diffamer la famille. Ces contre-révolutionnaires voient dans la famille la source et la base de l'oppression des femmes et ils s'unissent dans leur lutte pour écraser la famille prolétarienne afin de saper le système de défense de la classe des prolétaires contre l'assaut capitaliste. La Chine, nous diront-ils par conséquent, est un régime bourgeois «parce qu'il y a là des familles». En mêlant allègrement leurs propres préjugés petits-bourgeois à certaines questions légitimes concernant

les échecs de la direction chinoise qui n'a pas dirigé la lutte pour le socialisme, les féministes et les trotskistes ont pu créer une confusion sans bornes sur la question des femmes et semer le doute et la crainte dans l'esprit des femmes canadiennes, face au marxisme-léninisme et à la révolution socialiste.

Les femmes et le coup d'Etat

On peut se demander pourquoi étant donné l'histoire inconséquente et vacillante du Parti «communiste» chinois face à la question des femmes, l'aile droite réactionnaire s'est engagée dans une vaste campagne visant non seulement la participation massive des femmes à la production, mais aussi la «socialisation et la modernisation du travail ménager». Un article récent du *Pékin information* révisionniste (no. 39) met beaucoup l'accent sur ces deux phénomènes. Mais une telle campagne n'est, dans les faits, en rien différente des grands déploiements d'efforts dont diverses bourgeoisies ont fait montre afin d'amener les femmes dans la sphère de la production pour préparer la guerre et durant la guerre; elles ont amené les femmes dans la production et ont accompli certaines réalisations qui vont dans le sens de la socialisation du travail domestique dans le but de favoriser l'effort de guerre. La Chine s'efforce de façon concentrée d'atteindre l'hégémonie mondiale; elle s'efforce de façon concentrée de se développer et de fomenter la guerre entre les superpuissances dans le but de devenir elle-même une superpuissance sur les décombres d'une troisième guerre mondiale. Pour déployer cet effort, elle a besoin de chair à canon qu'elle peut mobiliser. Pour cette raison, elle n'hésite pas à utiliser sa plus grande réserve de main-d'oeuvre, les masses féminines chinoises.



Le Parti communiste chinois n'a jamais eu une ligne conséquente sur la question des femmes. Cela se reflète dans la culture comme partout ailleurs. Dans le «Détachement féminin rouge», les femmes sont présentées comme de fortes combattantes mais dans la «Fille aux cheveux blancs», elles ne sont plus que celles qui apportent la nourriture aux hommes. Même si les femmes chinoises ont acquis certaines réformes, elles n'ont jamais pu s'émanciper de leur double oppression — esclavage salarié et esclavage domestique.



Dans le *Pékin information*, après avoir fait un résumé de la ligne moins que communiste, et de loin, du président Mao sur la question des femmes, on introduit une «nouvelle étape» dans la lutte pour «l'émancipation» des femmes. Cette «nouvelle étape» va de pair avec les besoins de la «nouvelle époque» qui est témoin de l'effort le plus concentré dans l'histoire chinoise vers l'hégémonie mondiale en alliance avec le camp impérialiste. Ces besoins, ce sont les «quatre modernisations»: l'agriculture, l'industrie, la défense nationale, la science et la technologie. On attire les femmes dans ces quatre domaines de façon massive parce que «la lutte pour la production constitue le maillon central permettant de réaliser les quatre modernisations».

Il apparaît clairement que rien n'arrête la clique de la direction révisionniste chinoise dans sa «lutte pour la production». Des ententes pour l'armement avec la Grande-Bretagne, des achats de missiles anti-aériens et anti-tanks en France, un traité de type «ce qui est passé, est passé» avec le Japon — tout cela est acceptable en Chine. Il n'est pas étonnant que la

clique révisionniste mette la question de la «défense nationale» et de la «science et (de la) technologie» sur le même pied que la modernisation de l'agriculture et de l'industrie. La Chine mobilise ses vastes réserves de main-d'oeuvre humaine dans le sens de ses ambitions de superpuissance assoiffée de sang. Le grand accent que les révisionnistes mettent sur le rôle des femmes dans les sciences et dans la défense rappelle beaucoup les vantardises outrancières que les révisionnistes soviétiques ont longtemps utilisées au sujet du rôle des femmes dans les sciences et dans la défense en Union soviétique.

«La socialisation et la modernisation du travail domestique» que les révisionnistes chinois ont proposées ne sont qu'un ajout à leur programme qui vise à attirer les femmes dans les «quatre modernisations». En fait, ils en parlent comme étant «des services de soutien pour la réalisation des quatre modernisations». La socialisation du travail domestique «va en retour libérer progressivement les femmes pour le travail productif et fournir constamment du renforcement pour la réalisation des quatre modernisations».

De la même façon, les Etats-Unis, et plusieurs nations européennes ont fourni «des services de soutien» pour libérer les femmes en vue de la production de guerre, la Chine le fait aussi. Elle utilise évidemment de la terminologie communiste pour justifier ce qu'elle fait — cela ne doit pas nous étonner. Mais les lois économiques du système impérialiste sont objectives et aucune loi politique ne peut les changer. Le système capitaliste ne peut offrir la véritable socialisation du travail domestique qui libère les femmes. Peu après la mort de Mao Tsé-toung, Teng Siao-ping a mis de l'avant le dicton de son régime: «Il est honorable de faire un profit; il est honteux d'avoir des dettes». On a aboli les comités révolutionnaires, on a réintroduit les examens à l'université, on a formellement institué la concurrence entre les ouvriers avant que Houa Kouofeng ne fasse son premier discours devant la bourgeoisie internationale par satellite Telstar. Un tel système, le capitalisme, a besoin des femmes en tant que réserve de main-d'oeuvre vulnérable et à bon marché afin de les manipuler selon les cycles capitalistes d'expansion et de récession.

Donc, maintenant que la Chine se prépare à la guerre, on mobilise les femmes pour la production et l'Etat accomplit ses réalisations de «soutien» en vue de favoriser ses buts militaristes. Mais ce qui est principal ce n'est pas que ces réalisations «de soutien» existent — même s'il est très important pour les femmes d'avoir des garderies, des laveries et des restaurants — ce qui est principal, ce sont les lois du système économique et la façon dont ces besoins sont satisfaits dans le système économique qui existe. La Chine est un pays capitaliste et un pays impérialiste. De ce fait même, nous savons sans l'ombre d'un doute que la participation pleine et vraiment permanente des femmes à la production, la socialisation véritable du travail domestique, la libération des femmes ne peuvent s'accomplir sans le renversement de la bourgeoisie au pouvoir par la violence et l'établissement de la dictature du prolétariat en Chine.

1 Delia Davin, *Woman-Work*, Oxford: Clarendon Press, 1976, p. 199

2 "Decisions fo the Central Committee of the Chinese Communist Party on Woman-Work at Present in the Countryside of the Liberated Area' ' (1948), (Décisions du Comité central du Parti communiste chinois sur le travail des femmes à l'heure actuelle à la campagne dans les zones libérées) in *Ibid.*, p. 207

3 "Build Up the Country Economically, Manage the Household Thriftily, Struggle for Socialist Construction, " (Edifier l'économie du pays, diriger le ménage avec économie, lutter pour l'édification socialiste) Congress Documents p. 26 tel que cité dans *Ibid.*

4 Quotidien du peuple, 22 janvier 1958.

5 Titres cités dans *China's Women*, no. 8, 1966

6 Tel que cité and J.W. Salaff and Judith Merkle, 'Women and Revolution: The Lessons of the Soviet Union and China, ' in *Women in China*, ed. Marily B. Young, Ann Arbour, 1973, p. 172

7 "Working Women are a Great Revolutionary Force," *Peking Review* (Pékin information) 16 mars 1973, Voir Davin, p. 181

8 *Ibid.*

9 Nancy Milton, "A Response to 'Women and Revolution,' " in Young, p. 191.



La bourgeoisie assassine les femmes au nom du profit

Article paru dans *Révolution Proletarienne* vol. 1 no 15 janvier 1979

Le système capitaliste s'engage dans une attaque généralisée contre la santé et la sécurité de la classe ouvrière. Des substances chimiques dangereuses utilisées dans les usines provoquent le cancer et d'autres maladies chez les ouvriers qui n'ont pas d'autre choix que de vendre leur force de travail à la bourgeoisie afin de survivre. Des maladies autres que le cancer se rattachant au travail affligent aussi la classe ouvrière, et des problèmes comme la pollution de l'air et les additifs alimentaires empoisonnés sont créés pour épargner de l'argent à la bourgeoisie mais dans les faits, ils constituent des armes de destruction massive contre toute la population.

De même que les masses féminines souffrent de l'oppression capitaliste d'une façon particulièrement intense parce que leur oppression en tant qu'ouvrières est combinée à leur oppression spécifique en tant que femmes, de même les masses féminines connaissent un niveau particulièrement intense de souffrances physiques sous le système capitaliste. La bourgeoisie a toujours déversé sa pourriture et ses déchets le plus gaiement sur les sections les plus vulnérables de la classe ouvrière, en particulier les femmes et les enfants. L'histoire de la souffrance des femmes entre les mains de la pollution capitaliste remonte à il y a bien longtemps.

Marx et Engels, les premiers grands maîtres qui ont systématisé la connaissance du mode de production capitaliste et formulé la science de la révolution prolétarienne, ont directement lié la naissance de l'industrie moderne aux attaques physiques de la bourgeoisie contre les femmes et les enfants. Dans le *Capital*, Marx décrit longuement le sale travail de l'industrie moderne qui engendre la tuberculose et d'autres maladies en utilisant la main-d'œuvre trop jeune à bon marché au nom du profit capitaliste. Il parle de la violence avec laquelle le capitalisme détruit la moralité sociale: **«Qu'ils appartiennent ou non à sa famille, hommes, garçons, filles dorment dans ce taudis, composé ordinairement de deux chambres, de trois au plus, le tout au rez-de-chaussée et avec peu d'ouvertures. Les corps sont si épuisés par leur grande transpiration pendant le jour que toute précaution pour la santé y est complètement négligée, aussi bien que la propreté et la décence. Un grand nombre de ces bicoques sont de vrais modèles de désordre et de saleté... Le pire côté de ce système, c'est que les jeunes filles qu'il emploie à ce genre de travail sont, dès leur enfance et pour toute la vie, associées à la canaille la plus abjecte. Elles deviennent de vrais gamins grossiers et malembouchés... avant que la nature leur ait appris qu'elles sont femmes. Vêtues de quelques sales haillons, les jambes nues jusqu'au-dessus du genou, le visage et les cheveux couverts de boue, elles en arrivent à rejeter avec dédain tout sentiment de modestie et de pudeur.»** (Marx, *Le Capital*, Livre 1er, ENF, p. 329-330)

Et Engels a vu que les conditions qui régnaient dans les fabriques anglaises attaquaient directement le système reproducteur des femmes. Il affirme: **«Les effets du travail en usine sur l'organisme féminin sont eux aussi tout à fait spécifiques. Les déformations physiques, conséquences d'un travail prolongé, sont encore plus graves chez la femme; déformations du bassin dues pour une part à une mauvaise position des os du bassin et à leur croissance défectueuse soit à une déviation de la partie inférieure de la colonne vertébrale, en sont fréquemment les suites fâcheuses...»**

«Le fait que les ouvrières d'usines accouchent plus difficilement que les autres femmes est attesté par plusieurs sages-femmes et accoucheurs, de même le fait qu'elles avortent plus fréquemment... Il faut ajouter que les femmes souffrent de la faiblesse commune à l'ensemble des ouvriers d'usine et qu'enceinte, elles travaillent à l'usine jusqu'à l'heure de l'accouchement; évidemment, si elles cessent le travail trop tôt, elles peuvent craindre de se voir remplacer et d'être mises à la porte — et de plus, elles perdent leur salaire. Il arrive très souvent que des femmes qui travaillaient encore la veille au soir, accouchent le lendemain matin, et même il n'est pas très rare qu'elles accouchent à l'usine, au milieu des machines. Et si messieurs les bourgeois ne trouvent là rien d'extraordinaire, leurs femmes m'accorderont peut-être que contraindre indirectement une femme enceinte à travailler debout, à se baisser fréquemment douze ou treize heures (jadis davantage encore) jusqu'au jour de son accouchement, est d'une cruauté sans nom, d'une infâme barbarie. Mais ce n'est pas tout. Lorsque les femmes, après l'accouchement, peuvent rester sans travailler pendant 15 jours, elles sont heureuses et trouvent que c'est un long répit. Beaucoup d'entre elles retournent à l'usine après huit jours de repos, voire même après trois ou quatre jours pour faire leur temps complet de travail. . . . Bien sûr, la peur d'être congédiées, la peur du chômage les pousse, malgré leur faiblesse, malgré leurs souffrances, à revenir à l'usine.» (*La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Editions Sociales, Paris, pp.211-212) Et Engels dit plus loin: **«... là chaleur des usines agit comme la chaleur des climats tropicaux et comme sous ces climats, le développement trop précoce se paie par un vieillissement et un affaiblissement prématurés. Il y a cependant des fréquents exemples de retard dans le développement sexuel féminin: les seins se forment tard ou pas du tout... la menstruation n'apparaît dans bien des cas qu'à 17 ou 18 ans, quelquefois à 20 ans et souvent fait complètement défaut... Des règles irrégulières accompagnées de douleurs et de maux de toutes sortes, en particulier d'anémie, sont très fréquentes; là-dessus, les rapports médicaux sont unanimes.»** (Ibid.,p.213)

Il apparaît clairement à partir de ces extraits de Marx et d'Engels que les fondateurs du socialisme scientifique n'ont jamais séparé la question de l'oppression capitaliste de la question de l'oppression spécifique des femmes. Marx et Engels ont parlé des femmes non seulement en tant qu'ouvrières mais aussi par rapport au fait que le capitalisme s'était spécifiquement attaqué à elles à cause de leur rapport vulnérable au système capitaliste, rapport qui vient du fait que ce sont les femmes qui portent et allaitent les enfants. Lorsqu'il a parlé du fait très clair que l'industrie moderne amène les femmes sur les lieux de travail, Engels a dit: **«Le travail des femmes surtout désagrège complètement la famille; car quand la femme passe quotidiennement 12 ou 13 heures à l'usine et que l'homme y travaille lui aussi là ou ailleurs, que deviennent les enfants? Ils poussent, livrés à eux-mêmes comme de la mauvaise herbe, on les donne à garder au-dehors pour 1 ou 1 1/2 shillings par semaine, et on imagine comment ils sont traités... Il va de soi que la mortalité générale des tous jeunes enfants augmente également en raison du travail des mères et des faits l'attestent de façon éclatante. Les femmes reviennent souvent à l'usine 3 ou 4 jours après l'accouchement, en laissant bien entendu leur nourrisson à la maison; durant les heures de loisir elles courent en hâte chez elles pour allaiter l'enfant et manger elles-mêmes un peu; mais dans quelles conditions a lieu cet allaitement, on peut facilement l'imaginer!»** (Ibid., pp. 191-192) Et Engels poursuit ses observations sur les effets du capitalisme sur les femmes et les enfants en faisant remarquer son effet à long terme sur la famille prolétarienne: **«Une mère qui n'a pas le temps de s'occuper de son enfant, de lui prodiguer durant ses premières années, les soins et la tendresse les plus normaux, une mère qui peut à peine voir son enfant ne peut être une mère pour lui, elle devient fatalement indifférente, le traite sans**

amour, sans sollicitude, comme un enfant étranger; et des enfants qui grandissent dans ces conditions sont plus tard tout à fait perdus pour la famille, ils sont incapables de se sentir chez eux dans le foyer qu'ils fondent eux-mêmes, parce qu'ils n'ont connu qu'une existence isolée; ils contribuent nécessairement à la destruction de la famille d'ailleurs générale chez les ouvriers. » (Ibid., p. 192) Et Marx a dit très adéquatement que les mères étaient «**confisquées par le capital.**» (*Le Capital*, Livre 1, chapitre XV, note 36, Garnier-Flammarion, p. 641)

Les attaques de la part du système capitaliste contre la santé des femmes et des enfants n'ont jamais cessé. Dans les premiers temps, il y eut une maladie horrible et révoltante appelée «les mâchoires phosphorées», une érosion des mâchoires causée par le phosphore dans les usines d'allumettes. Beaucoup de femmes constituent la main-d'oeuvre dans ces usines. Même si certaines lois promulguées au début du XXe siècle ont interdit la fabrication d'allumette de phosphore, il n'y a pas d'autre maladie de travail créée par le capitalisme qui ait été complètement éliminée.

Les femmes qui travaillaient dans les usines qui fabriquaient des objets de métal étaient exposées aux émanations toxiques et parfois mortelles du métal fondu quand on le coulait dans les moules. Leurs heures de travail étaient longues et leurs usines n'avaient pas de ventilation. Les femmes qui travaillent dans les manufactures de textile — et la bourgeoisie a toujours concentré les femmes dans cette occupation — sont sujettes à la byssinosis (poumons bruns) parce qu'elles sont exposées à de grandes quantités de poussière de coton. Elles développent aussi des dermatites à la suite d'une exposition au formaldéhyde qu'on utilise pour faire le fini des tissus infroissables. Les femmes qui travaillent dans les buanderies attrapent toute une variété de maladies par contact avec les poisons des vêtements des autres, poisons qui ont été attrapés quand ces personnes sont allées travailler dans leurs propres usines. Les femmes qui travaillent dans les buanderies ont développé de l'amiantose parce qu'elles lavaient les vêtements des ouvriers des usines d'amiante (et les femmes dont les maris travaillent dans les usines d'amiante, ont développé elles aussi l'amiantose, par contact avec la poussière d'amiante). Les ouvrières des buanderies développent aussi des maladies pulmonaires à cause de la poussière de poterie sur les vêtements des potiers. De plus, les ouvrières des buanderies sont souvent soumises directement au danger que représente l'équipement mal branché dont les fiches ne les protègent pas des chocs électriques, ou les machines à laver, les calandriers et les extracteurs qui sont mal entretenus. Les femmes qui travaillent dans les hôpitaux sont sujettes à de nombreux dangers en ce qui concerne leur santé, y inclus l'exposition indue aux radiations, des blessures au dos pour avoir soulevé des patients lourds, l'exposition à un grand nombre de maladies du milieu hospitalier et l'exposition aux gaz anesthésiques. Les femmes qui travaillent comme techniciennes dans les salles d'opérations, sont sujettes à inhaler des gaz anesthésiques pendant leur travail et par conséquent, connaissent un taux plus élevé de fausses couches et de morts-nés que la moyenne des femmes.

Quoique moins dangereux que le travail en usine, le travail dans les secteurs de vente, dans les magasins à rayons, des services et du travail de bureau, qui aspirent les femmes dans la production sous l'impérialisme, offrent des dangers propres pour les ouvrières. Les femmes travaillant dans d'immenses magasins à rayons au début du siècle, étaient forcées de rester debout pendant quinze heures à la fois et elles étaient renvoyées si elles s'assoiaient. Quand la classe ouvrière gagnait des lois exigeant qu'il y ait des chaises, le magasin achetait des chaises mais interdisait aux femmes de s'asseoir. Quand la loi affirmait que les femmes avaient le droit de s'asseoir sur ces chaises, la compagnie fournissait deux chaises pour 85 femmes. Il y avait si peu de toilettes que les femmes développaient des maladies rénales tout simplement parce qu'elles étaient vendeuses dans les magasins à rayons.

Une étude portant sur 1,530 travailleuses de bureau dans le Complexe Desjardins à Montréal fait connaître que le travail actuel dans les bureaux, le travail qui emploie plus de femmes que n'importe quel autre, est très dangereux pour la santé. Presque la moitié de toutes les femmes qui travaillent dans les bureaux subissent une fatigue chronique des yeux, accentuée par les lumières fluorescentes; les maux de tête, les varices, les hémorroïdes, la mauvaise circulation du sang, les maux de l'intestin et d'estomac, l'insomnie et l'exposition au bruit et aux chimiques toxiques des machines de bureaux, sont les autres dangers pour la santé qui accompagnent le travail de bureau. De plus, il y a beaucoup de pressions psychologiques et sociales dans l'ambiance d'un bureau capitaliste, et cela pèse très dur, rognant la force et la vigueur de millions de femmes.

La classe ouvrière s'est battue vaillamment pour se protéger des dangers que le capitalisme faisait courir à sa santé; mais la bourgeoisie a toujours trouvé un moyen de détourner ces lois dans l'intérêt de son propre profit. Par exemple, la bourgeoisie se vante beaucoup de sa législation qui limite le droit des femmes de travailler dans des usines de plomb si elles sont d'âge à avoir des enfants. Pourtant, d'un autre côté, dans l'industrie de la poterie, où il y a aussi de l'exposition au plomb, il n'y a pas de restriction par rapport au travail des femmes parce que les salaires sont beaucoup plus bas. Le travail d'hôpital et le travail de buanderie qui offrent des salaires désespérément bas et présentent tous les deux des dangers pour la santé sont exempts notamment de législation protectrice. On «protège» généralement les femmes des emplois qui présentent des dangers mais qui paient plus.

Même quand elles ne se trouvent pas sur leurs lieux de travail, le système capitaliste assoiffé de profit maximum attaque constamment les femmes. Commençons d'abord par le travail ménager qui, comme Lénine l'a dit clairement «**est la plupart du temps un travail tout ce qu'il y a de plus improductif, de plus rude et de plus pénible. Labeur extrêmement mesquin qui n'a rien qui puisse contribuer à l'évolution intellectuelle de la femme.**» («Les tâches du mouvement ouvrier féminin dans la République des Soviets», LOC 30:37) Le cauchemar mesquin féminin d'isolement que représente la corvée domestique place un lourd fardeau physique sur les épaules des femmes: il implique le fait de soulever des objets lourds, de déplacer des appareils ménagers et de faire bien d'autres choses pour lesquelles on considère souvent les femmes comme trop fragiles quand elles sont à la recherche de travail bien rémunéré. De plus, les femmes qui ne travaillent pas à l'extérieur de la maison — et cela inclut encore plus de la moitié des femmes — sont extrêmement vulnérables à la «maladie mentale» que l'isolement du travail domestique peut engendrer. Le plus haut taux de désordre psychologique, et de loin, se retrouve parmi les ménagères à temps plein. Le rapport récent du Conseil du Statut de la

Femme souligne que deux fois plus de femmes que d'hommes qui souffraient de problèmes névrotiques ont fréquenté des hôpitaux psychiatriques en 1976; que deux fois plus de femmes que d'hommes ont subi la psychothérapie; que l'alcoolisme augmente beaucoup chez les femmes et qu'elles prennent deux fois plus de drogue prescrite que les hommes. La profession médicale prend un malin plaisir à profiter de la situation physique vulnérable et des besoins spécifiques des femmes et des enfants. Les médecins donnent des quantités massives de tranquillisants aux ménagères dans le but de les faire taire lorsqu'elles se plaignent du cauchemar que représente la corvée dépréciante dans laquelle elles sont enchaînées. Pendant la grossesse et l'accouchement, on bourre les femmes de produits chimiques et d'anesthésiques inutiles dont on sait qu'ils endommagent la santé du nouveau-né parce qu'ils sont plus profitables et «efficaces» pour les anesthésistes et les autres docteurs.

Les femmes qui travaillent à l'extérieur de la maison peuvent rarement allaiter leurs enfants parce que des systèmes de garderie pour bébés seraient beaucoup trop coûteux pour la bourgeoisie — ces systèmes sont disponibles dans les pays socialistes comme l'Albanie, et l'Union soviétique de Lénine et Staline. La grande industrie de fabrication de lait artificiel pour bébés qui s'est répandue dans tous les pays capitalistes décourage aussi l'allaitement. On remplit les enfants de «nourriture» inutile et dommageable qui assure de bons profits comme les bonbons et les liqueurs gazeuses dont on sait qu'ils causent l'hyperactivité et les problèmes de comportement chez les enfants. Puis, les autorités scolaires et les médecins remplissent ces enfants d'amphétamines et d'autres drogues dommageables pour le foie afin de contrôler leurs problèmes de comportement. Et il y a de plus en plus de scandales à cause des hystérectomies, des mastectomies et d'autres actes chirurgicaux inutiles auxquels on soumet les femmes, mais les opérations se poursuivent et les médecins ricanent en se rendant à la banque. Un rapport récent a même affirmé que les femmes aiment les hystérectomies!



La révolution socialiste: seule voie vers la libération des femmes

Le système capitaliste tue quotidiennement des millions de prolétaires et de travailleurs opprimés. Les femmes qui sont victimes d'une double oppression, vivent les souffrances et l'agonie du système capitaliste de façon particulièrement intense. La dictature du prolétariat constitue le seul outil qui permette d'abolir l'oppression des femmes, non seulement en tant que couche opprimée d'ouvrières mais aussi en tant que femmes. Quand le socialisme nettoiera les manufactures de textile et éliminera les dangereux produits chimiques de la nourriture, il protégera la santé de tous les ouvriers mais il protégera en particulier les corps et les systèmes reproducteurs de celles qui donnent naissance et allaitent les enfants. Parce que sous le socialisme, il n'y aura pas de place pour une profession médicale ou pharmaceutique riche et élitiste, on ne cherchera pas à profiter du fait de remplir les femmes d'anesthésiques et de tranquillisants pour faire quelques dollars de plus. La médecine sous le socialisme n'aura aucun intérêt à promouvoir la chirurgie inutile pour les femmes ou à substituer la thérapie par la drogue aux soins socialisés décents. C'est seulement sous le socialisme que les femmes peuvent travailler dans des milieux propres et sûrs où l'on protégera leur propre sécurité et la sécurité de leurs enfants, nés ou à venir. Les dangers que le capitalisme a toujours fait peser sur la vie et la santé des masses féminines ne peuvent être abolis que par l'instauration de la dictature du prolétariat, sous la direction du parti marxiste-léniniste.

Journée internationale des femmes: Luttons pour la construction du parti bolchevik!

Article paru dans *Révolution Proletarienne* vol. 1 no 10,
15 février 1979

"La Journée Internationale des Femmes est un signe de l'invincibilité du mouvement de la classe ouvrière pour son émancipation et un présage de son grand avenir» (Staline, «International Women's Day», SCW 7:48, notre traduction)

La Journée Internationale des Femmes a été proclamée le 8 mars 1910, lorsque Clara Zetkine a appuyé une proposition d'une militante américaine à Copenhague visant à rendre hommage aux luttes héroïques menées par les ouvrières du vêtement et du textile contre leur oppression.

L'histoire de la résistance des ouvrières du vêtement et du textile contre les attaques quotidiennes du capital est aussi vieille que leur organisation dans les moulins et les manufactures. En 1815 fut ouvert la première manufacture de textile en Amérique du Nord, à Waltham, au Massachusetts. Neuf ans plus tard, c'était la première grève des ouvrières de la manufacture protestant non seulement contre leurs misérables salaires et conditions de travail mais aussi contre la surveillance morale, l'obligation d'aller à l'église et la négation de leur droit de parler au travail. La résistance des femmes contre leur oppression en tant qu'ouvrières du textile a grandi à mesure que leurs rangs grossissaient et que le travail du textile devenait la forme la plus commune de travail salarié pour les femmes (en dehors du travail domestique). Bien que la jeune bourgeoisie ait tout fait pour les humilier et pour écraser leur résistance, bien que leurs grèves aient échoué et qu'elles aient été parfois renvoyées au travail avec des coupures de salaire, leur détermination n'a fait que grandir à mesure que leur lutte se renforçait par l'addition de nouvelles ouvrières dans leurs rangs.

Les ouvrières du vêtement, comme celles du textile, se sont entassées dans les manufactures afin de suivre leur travail qu'elles ne pouvaient plus continuer à effectuer à la maison. L'invention de la machine à coudre a transformé la vie de milliers et de milliers de femmes qui faisaient de la couture à la maison pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, gardant toujours à vue leurs enfants. Comme les ouvrières du textile, celles du vêtement amenaient maintenant leurs enfants avec elles à l'usine et le travail des enfants devint un trait du capitalisme du XIXe siècle. Marx disait de la machine à coudre qu'elle était «**la machine révolutionnaire qui attaque à la fois les branches innombrables de cette sphère de production, chapellerie, cordonnerie, couture, etc.**» (*Le Capital*, vol. 1, éd. Sociales, Paris 1976, p. 336)

Dix ans seulement après l'invention de la machine à coudre, le 8 mars 1857, l'héroïque résistance des ouvrières du textile et du vêtement, de New York, contre la journée de douze heures, les salaires de famine et les conditions de travail intolérables fut brutalement écrasée par la police. Pourtant cela n'a pas étouffé la colère des ouvrières et treize ans plus tard elles réussissaient à former leur propre syndicat.

La Journée Internationale des Femmes a été proclamée pour rendre hommage à la bravoure et à la détermination de ces femmes en colère, qui resteront toujours pour le prolétariat international un rappel de «**l'invincibilité du mouvement de la classe ouvrière pour son émancipation et un présage de son grand avenir**».

Les luttes des ouvrières ont été trahies, leurs revendications bafouées, leurs syndicats écrasés. Malgré cela, les ouvrières n'ont jamais cessé de résister contre le massacre du capital. Au Canada, au début du XXe siècle, les femmes en grève chez Eaton, à Bell Téléphone, à la Dominion Textile, à Canadian Cotton, à Toronto Carpet et dans beaucoup d'autres compagnies ont montré leur détermination à tenir bon contre les assauts, à résister aux attaques de la police et à montrer leur solidarité aux ouvriers en grève ainsi qu'à résister à la pression des réformateurs moraux et des travailleurs sociaux pour faire dévier leurs revendications vers des questions supposément féminines de pureté et de vertu.

L'aube de l'impérialisme a vu naître une campagne particulièrement consciente et intense menée par la bourgeoisie — et ses agents, les féministes — pour exalter les vertus du foyer afin de justifier le chômage massif des femmes de la classe ouvrière. La psychologie bourgeoise devint un monstre à sa façon, pour proclamer avec l'autorité de la vérité pseudo-scientifique que les enfants mourraient par manque d'amour si leurs mères avaient un emploi. L'idéologie voulant qu'une femme mariée se devait de rester dans sa cuisine a été utilisée tout au long du XXe siècle pour que les femmes restent mal rémunérées, pour les manipuler sur le marché du travail et les en expulser, selon les besoins cycliques de la bourgeoisie, pour les projeter au bas de l'échelle du marché du travail et pour briser leur résistance défensive face au capital en minant leur engagement à long terme à participer au travail social.

Ainsi, lorsque les femmes ont été retirées de la maison et jetées sur le marché du travail pour répondre aux besoins spécifiques de l'impérialisme — le travail de service au salaire le plus bas, la vente dans les grands magasins à rayons monopolistes, le travail de bureau dans les compagnies d'assurance et les banques, pour le travail de filières et la comptabilité requis par le système des monopoles — elles ont partout été rabaisées grâce à l'idéologie voulant que leur place n'était pas vraiment au travail, mais à la maison. Leur engagement à leur travail doit soi-disant être transitoire, et leur syndicalisation et leur militantisme manquent soi-disant de «féminité». Mais le complot de la bourgeoisie pour briser la résistance des ouvrières en faisant jouer leur sexualité et leur loyauté à leur famille contre leurs droits fondamentaux, le droit de travailler et le droit de faire grève, a été condamné à échouer. Partout, les ouvrières d'usine, de services, les téléphonistes et les ouvrières de bureaux se syndiquent et vont en grève. Quand elles luttent pour leurs revendications, elles découvrent inévitablement qu'elles luttent contre leur oppression non seulement en tant qu'ouvrières mais aussi en tant que femmes, parce que c'est en jouant sur l'oppression spécifique des femmes que la bourgeoisie est en mesure de maintenir les femmes aussi écrasées.

Soigner la maladie.

Malgré cela, la Journée Internationale des Femmes ne se borne pas, et ne doit pas être bornée, à rendre hommage à la résistance des ouvrières contre leur oppression au travail. Marx déclare: **«les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal.»** (*Salaire, prix et profit*, ELE, p. 73)

L'oppression des femmes trouve sa source dans la propriété privée des moyens de production. Avec la chute du communisme primitif, la femme est devenue un instrument de production de plus possédé de façon privée. C'est là une réalité indéradicable de toute société fondée sur les antagonismes de classes. L'esclavage domestique de la femme à la maison, et l'asservissement sexuel de la femme à l'extérieur (le libre échange des femmes — public et privé, payé et non payé, voulu et non voulu), font autant partie de la structure de la société capitaliste que l'esclavage salarié lui-même. La résistance des ouvrières à l'assaut quotidien du capital, résistance qui exige un meilleur traitement en termes de la vente de la force de travail féminine à la bourgeoisie, ne transforme pas la nature d'un système dans lequel la double oppression des femmes s'imprègne dans la trame même de leur existence. Autant les luttes héroïques des ouvrières pour l'auto-défense ont constitué un témoignage de la volonté indéfectible de la classe ouvrière dans ses luttes pour l'émancipation, autant elles constituent aussi la preuve que même la détermination sans bornes de la classe ouvrière pour son auto-défense ne peut mettre fin à l'oppression des femmes en tant qu'ouvrières et ne peut libérer les femmes de leur oppression spécifique, aussi longtemps que la classe ouvrière sera guidée par la bourgeoisie et l'idéologie bourgeoise.

Ainsi la Journée Internationale des Femmes représente plus qu'un souvenir des luttes défensives des ouvrières contre la misère de leur conditions de travail. La Journée Internationale des Femmes est une journée révolutionnaire; ce n'est pas une journée pour traîner à la queue du mouvement spontané, mais bien une journée pour édifier la direction qui seule peut détourner le mouvement spontané de l'idéologie bourgeoise et le guider sur la voie du marxisme-léninisme. La Journée Internationale des Femmes constitue pour le prolétariat international un appel lancé à toute la classe ouvrière pour la révolution socialiste, la seule manière de renverser la propriété privée des moyens de production qui repose à la racine du double esclavage des femmes.

La Journée Internationale des Femmes doit devenir un moyen de **«faire des deux sections des masses opprimées, qui sont encore de statut inégal, une seule armée de combattants pour l'abolition de toute inégalité et de toute oppression, pour la victoire du prolétariat et pour la construction d'une société nouvelle, socialiste.»** (Staline, «La Journée Internationale des Femmes communistes», SCW 8: 114 — notre traduction).

La société nouvelle, socialiste peut abolir l'oppression des femmes, parce qu'elle abolit la base matérielle de la double oppression des femmes. L'inégalité formelle, légale, de la femme peut être abolie immédiatement par l'écrasement de l'appareil d'Etat bourgeois. Pourtant, cela n'est que le commencement. Lénine déclare: **«Le deuxième pas et le principal a été l'abolition de la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines. C'est cela et cela seul qui fraye la voie de l'émancipation complète et véritable de la femme, l'abolition de l'«esclavage domestique» grâce à la substitution de la grande économie collective à l'économie domestique individuelle.»** («La Journée Internationale des Travailleurs», LOC 32: 169)

L'abolition de la propriété privée des moyens de production n'est pas mise de l'avant comme un remède automatique pour la libération des femmes; ce qu'elle peut accomplir, c'est de **«frayer la voie»** à l'émancipation de la femme, parce qu'elle crée la base matérielle de la destruction de sa position de sujétion à la maison et de la socialisation du travail domestique. Entreprendre cette tâche, c'est s'attaquer à la racine même du système de la propriété privée des moyens de production, et cela implique non pas simplement une édification économique et matérielle mais aussi un effort patient et de longue durée en fait de propagande et de redressement idéologique, pour transformer les préjugés populaires arriérés et les idées concernant le rôle des femmes et pour entraîner les masses à une participation enthousiaste à la transformation sociale. Lénine poursuit: **«Cette transition est difficile; il s'agit de refondre l'«ordre des choses» le plus enraciné, coutumier, routinier, endurci (à la vérité, c'est plutôt une monstruosité, une barbarie).»** (Ibid.) Mais il ne peut y avoir de libération des femmes sans ce travail long et ardu, et il ne peut y avoir de construction complète du socialisme si les femmes ne se libèrent pas des chaînes du travail domestique privé de telle sorte qu'elles soient libres de prendre leur place comme des égales aux côtés des hommes dans le fonctionnement social économique et politique total du nouvel ordre. Lénine affirme: **«La véritable émancipation de la femme, le véritable communisme ne commencent que là et au moment où s'engage la lutte de masse (dirigée par le prolétariat, maître du pouvoir) contre cette petite économie domestique ou plutôt sa refonte massive en une grande économie socialiste.»** (LOC 29:433) Tout comme la propriété privée des moyens de production ne peut exister nulle part sans la soumission inconditionnelle des femmes, de même une société vraiment socialiste est impossible là où les femmes restent asservies, c'est-à-dire, là où les femmes ne sont pas des participantes pleinement égales à la vie économique et politique de la société et où la petite économie domestique n'a pas été radicalement transformée en une industrie sociale à grande échelle.

Ce n'est donc que par la lutte pour le socialisme que les larges masses féminines vont réaliser leur émancipation. Pourtant il ne peut y avoir de lutte pour le socialisme à moins que la classe prolétarienne ne soit guidée par son propre parti politique indépendant, ralliant dans ses rangs les meilleurs éléments de cette classe. Aujourd'hui, dans les conditions concrètes du Canada, où il manque au prolétariat son propre parti politique indépendant, où l'avant-garde du prolétariat n'a pas encore été ralliée à la lutte pour le parti, où les masses ouvrières sont toujours étranglées par l'idéologie bourgeoise et où leurs luttes sont à chaque tournant prises en charge sous la direction de l'un ou l'autre des agents de la bourgeoisie, les

communistes doivent faire de la Journée Internationale des Femmes une journée de lutte pour la création du parti prolétarien.

Seul un authentique parti prolétarien, guidé par une juste stratégie pour la révolution et libéré de la dégénérescence bourgeoise, peut diriger la classe ouvrière dans l'accomplissement de sa mission historique: le renversement par la violence du règne de la classe bourgeoise et l'instauration de la dictature du prolétariat, pour écraser les ennemis de la révolution et procéder à la construction du socialisme.

**A l'occasion de la Journée Internationale des Femmes:
Combattons l'économisme et le féminisme, cette double conspiration
pour maintenir l'esclavage des femmes.**

Faire de la Journée Internationale des Femmes un jour de lutte pour la création du parti prolétarien, c'est combattre les influences subversives et dégénérées qui menacent toujours de miner le contenu révolutionnaire de la Journée Internationale des Femmes et de transformer le mouvement de la libération des femmes en un appendice de la bourgeoisie impérialiste.

De même qu'en société capitaliste les femmes sont enchaînées aux deux principales formes d'oppression, l'esclavage salarié et la sujétion sexuelle, de même les agents de la bourgeoisie ont mis au point deux formes de l'idéologie bourgeoise pour s'assurer que les femmes ne transgressent pas les limites de leur situation d'opprimées: l'économisme et le féminisme.

L'économisme, c'est l'idéologie bourgeoise qui se concentre sur les luttes économiques des ouvriers sur les lieux de travail pour obtenir de meilleures conditions sous le capitalisme, qui tente de présenter ces luttes comme si c'était la révolution socialiste elle-même, comme si c'était là l'outil principal pour la libération de la classe ouvrière et pour la libération des femmes.

A l'occasion de la Journée Internationale des Femmes on peut entendre les économistes crier «Joignez-vous à la lutte de classe!». Mais par «lutte de classe», ils n'entendent pas la lutte de classe politique offensive, la lutte de classe consciente sous la direction du parti prolétarien, la lutte de classe qui seule peut renverser le règne de la bourgeoisie et conduire à la dictature du prolétariat. Leurs appels ne sont pas des appels à rallier la lutte pour un authentique parti prolétarien. Les économistes parlent de la lutte spontanée, la lutte menée par les ouvriers sous la direction de la bourgeoisie et de l'idéologie bourgeoise. Les économistes tentent de tromper les masses féminines, tentent de leur faire croire que c'est en croulant toujours plus sous le joug de l'esclavage salarié qu'elles pourront gagner leur libération. Leur travail, c'est de chercher à amener les ouvrières dans le mouvement syndical bourgeois et de chercher à prendre le contrôle de ce mouvement, afin de s'assurer qu'elles soient éloignées de la connaissance du marxisme-léninisme et que leur vision de l'avenir reste encadrée dans les paramètres de l'ordre bourgeois.

Les économistes font la sourde oreille, ou bien ils la banalisent, à propos de l'oppression sexuelle spécifique de la femme. Ils tentent de présenter les femmes comme étant simplement un autre groupe de salariés, un autre groupe de gens bons à peupler les lignes de piquetage et à se joindre aux luttes spontanées dont ils cherchent à prendre le contrôle. Ils ne peuvent assumer la direction pour la libération complète des femmes parce qu'ils n'ont aucune vision ou compréhension de l'oppression spécifique des femmes et de la façon dont elle s'inscrit dans les fibres mêmes de la société capitaliste. Ils ne voient pas la relation entre l'oppression de classe et la situation des femmes dans la famille, pas plus qu'ils ne voient comment le milieu de travail fonctionne comme lieu de l'oppression spécifique, sexuelle, de la femme. Ils ne peuvent expliquer (ou même admettre) la rigide ségrégation sexuelle du travail dans tous les pays impérialistes; comment elle est enracinée et combien elle exprime l'oppression spécifique des femmes; comment cette ségrégation sert à engraisser les profits de la bourgeoisie impérialiste et divise l'unité révolutionnaire des sexes. Ils ne peuvent expliquer ces choses parce qu'ils n'ont que le plus profond mépris pour l'analyse scientifique réelle et la théorie marxiste-léniniste, qui seule peut relier les deux formes de l'oppression des femmes et démontrer pourquoi le socialisme est la seule alternative. En faisant des luttes sur le marché bourgeois du travail le cadre et le point de départ de leur activité politique, en opérant sur le terrain de la bourgeoisie et en acceptant ses prémisses fondamentales lesquelles comprennent la ségrégation des sexes et la soumission de la femme, les économistes travaillent à la scission de l'unité politique des sexes, tout comme le font les féministes.

La Journée Internationale des Femmes doit être un jour de lutte contre le féminisme. Les féministes, tout comme les économistes, tentent d'utiliser l'occasion de la Journée Internationale des Femmes pour subvertir la lutte pour le parti, discréditer la révolution socialiste. Chaque 8 mars, les féministes organisent partout des événements qui exaltent les formes les plus hideuses et les plus patentes d'anti-communisme et de discrimination sexuelle néo-fasciste en éliminant activement les hommes de la participation et de l'expression égale de leurs points de vue.

De même que l'économisme rend l'oppression spécifique des femmes insignifiante, de même le féminisme rend l'oppression des masses féminines en tant qu'ouvrières insignifiante. Ainsi les féministes sont, autant que les économistes, des agents de la bourgeoisie qui travaillent à nier la double oppression des femmes et conséquemment à masquer une des réalités les plus fondamentales de la société de classe. Le but de cela, c'est de masquer la division de classe qui divise fondamentalement les femmes et par conséquent, d'induire les masses féminines à se soumettre à la direction des bourgeois et des petites bourgeoisies dans un mouvement autonome des femmes.

Mais dire que les féministes se concentrent exclusivement sur l'oppression sexuelle, plutôt que sur l'esclavage salarié, ne signifie par que les féministes ont une solution à l'oppression sexuelle de la femme. Au contraire, leur rôle, c'est de perpétuer cette oppression et de l'institutionnaliser; en fait, c'est persuader les femmes de l'accepter avec joie. En exigeant que les femmes ferment leurs yeux sur le monde qui les entoure et plongent le nez dans la cuisine, sur la page féminine et les préoccupations exclusivement féminines, les féministes agissent en agents de la bourgeoisie pour renforcer l'oppression

sexuelle spécifique des femmes, laquelle, depuis son origine, a servi à exclure les femmes du monde plus vaste de la production sociale et de la participation politique active.

Engels a montré clairement que l'oppression sexuelle des femmes avait elle-même deux aspects complémentaires: la monogamie bourgeoise, l'esclavage domestique de la femme au sein de la famille; et le libre échange des femmes en dehors du mariage, la communauté libre des femmes, ou la prostitution publique et privée. En s'assurant que ces deux institutions coexistent, les classes dirigeantes peuvent s'assurer que la femme soit asservie partout, au sein comme en dehors de la famille, dans toutes les fibres de la société de classe. Les féministes sont des agents de ces deux formes de l'assujettissement sexuel des femmes. Afin de maintenir les femmes enchaînées aux corvées domestiques, elles exigent que le travail domestique privé soit reconnu comme «productif» et «socialement nécessaire» au point même d'exiger qu'il soit institutionnalisé au moyen d'un salaire; et elles suffoquent de rage quand les communistes se lèvent pour faire valoir que le travail domestique privé doit être aboli au moyen de la révolution socialiste. Afin de maintenir les femmes enchaînées à leur rôle d'objet sexuel en dehors du mariage, de placer la femme de la classe ouvrière dans l'incapacité la plus totale de se défendre contre l'assaut du capital et de l'obliger à la misère et à la prostitution, les féministes réclament la destruction de la famille prolétarienne, jettent sur le mariage le blâme de l'oppression des femmes. Elles attaquent la famille comme moyen d'attaquer toute la classe ouvrière et prétendent que la libération de la femme peut être gagnée sous le capitalisme lorsque les femmes individuelles rompent avec leur famille et s'adonneront plutôt à la «libre expression de notre sexualité». Les féministes, lors de leurs différents rassemblements bleuissent de rage quand les communistes se lèvent pour suggérer que les masses ouvrières féminines ont des tâches plus importantes à accomplir dans la vie que de cultiver la «libre expression de leur sexualité» en s'offrant comme marchandises libres dans la communauté des femmes, pour une exploitation hétérosexuelle ou homosexuelle.

La Journée Internationale des Femmes doit, par conséquent, être un jour de lutte persistante et sans relâche contre le féminisme, la conspiration bourgeoise pour briser l'unité politique des sexes, assurer la soumission des masses féminines à l'hégémonie bourgeoise et renforcer l'oppression spécifique des femmes dans tout le tissu de la société capitaliste.

La lutte contre l'opportunisme fait partie intégrante de la lutte pour édifier le parti prolétarien. C'est pourquoi les communistes tirent parti de la Journée Internationale des Femmes pour diffuser la connaissance marxiste-léniniste, pas seulement sur la question des femmes, mais sur toutes les questions concernant la nature de l'oppression de classe et comment l'abolir, pour que les femmes soient gagnées à la participation politique active dans la lutte pour la transformation totale de l'ordre social, sur un pied d'égalité avec le sexe mâle.

Une analyse concrète des conditions concrètes des femmes

Pour la Journée Internationale des Femmes de 1979, l'Union Bolchevique publie la première phase de son analyse de la situation concrète des femmes. A notre point de vue, c'est la meilleure manière que nous ayons de rendre hommage aux luttes défensives des femmes militantes qui ont bravement résisté aux assauts du capital; de même qu'aux luttes offensives, révolutionnaires des millions de femmes dans la Russie socialiste de Lénine et de Staline et d'autres pays socialistes pour transformer le vieil ordre en une société nouvelle, socialiste.

Notre position, disponible dans *Lignes de Démarcation* no 11, démontre que la double oppression des femmes s'est imprégnée dans la trame de la société capitaliste à chaque étape de son existence. Comme l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme, il représente donc le stade suprême dans le développement de la double oppression des femmes, dans les efforts des classes dirigeantes pour utiliser chaque forme de l'oppression des femmes pour renforcer et consolider les autres formes, de manière à saturer la société tout entière à un degré jamais encore atteint. Nous montrons que la structure même du travail dans les pays impérialistes a été façonnée par l'utilisation de la position d'oppression de la femme au sein de la famille, dans les intérêts du profit maximum; et que c'est grâce à cette oppression spécifique des femmes que la bourgeoisie a pu jouer sur les femmes en entraînant et en les expulsant du marché du travail, selon ses besoins cycliques.

Au cours de l'élaboration d'une juste stratégie pour la révolution socialiste, nous avons aussi développé la polémique contre l'économisme et le féminisme, la double conspiration visant à renforcer l'oppression des femmes et à les éloigner de la connaissance du socialisme scientifique. Les économistes se démasquent parce qu'ils banalisent le rôle vital que jouent les femmes, parce qu'ils brisent l'unité des sexes et parce qu'ils camouflent le rôle de la bourgeoisie impérialiste. Dans notre mise à nu du féminisme, mise à nu qui était attendue depuis longtemps et qui a été retardée à cause de la pénétration très dangereuse de l'économisme dans la lutte pour le parti, nous démontrons concrètement le rôle que jouent les féministes en maintenant les femmes enchaînées à la cuisine, à la sujétion sexuelle, à l'arriération et à l'ignorance politique, pour mieux les maintenir au service de la bourgeoisie impérialiste.

C'est en apportant cette contribution à une juste stratégie pour la libération des femmes, c'est en portant la lutte pour le parti à ce niveau de la théorie marxiste-léniniste, et c'est en appelant l'avant-garde du prolétariat à étudier, enrichir, critiquer et renforcer le travail concret qui a été accompli dans le sens d'une stratégie pour la révolution socialiste au Canada, que l'Union Bolchevique s'est préparée à la Journée Internationale des Femmes. En agissant ainsi nous avons fait avancer la lutte pour faire de la Journée Internationale des Femmes **«un moyen de gagner la réserve des femmes laborieuses aux côtés du prolétariat... un moyen de transformer les ouvrières et les paysannes, d'une réserve de la classe ouvrière en une armée active du mouvement d'émancipation du prolétariat. Vive la Journée Internationale des Femmes!»**. (Staline, «International Women's Day», SCW 7:48-9 — notre traduction)

La participation active des masses féminines est indispensable à la victoire de la révolution socialiste. Pour se libérer des chaînes de l'esclavage salarié, de l'esclavage barbare et mesquin du travail domestique privé, de la sujétion sexuelle dégradante qui est un fait quotidien de l'existence en société de classe, du joug de la pauvreté, de l'arriération, de l'ignorance et de l'isolement, les masses féminines doivent être éveillées à la lutte contre le règne de la bourgeoisie. C'est

pourquoi la Journée Internationale des Femmes doit devenir un jour de lutte pour le parti prolétarien, qui seul peut diriger dans la voie de la révolution socialiste.

Vive la Journée Internationale des Femmes!



Annexe:

3^e Congrès de l'Internationale Communiste

Thèses pour la propagande parmi les femmes

Le texte qui suit n'est pas reproduit à partir du texte officiel original, ce qui explique des différences possibles.

PRINCIPES GENERAUX

1. Le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste conjointement avec la 2^e Conférence Internationale des Femmes Communistes confirme l'opinion du 1^{er} et du 2^e congrès relativement à la nécessité pour tous les partis communistes d'Occident et d'Orient de renforcer le travail parmi le prolétariat féminin, et en particulier l'éducation communiste des grandes masses des ouvrières qu'il faut entraîner dans la lutte pour le pouvoir des soviets ou pour l'organisation de la République Ouvrière Soviétiste.

Pour la classe ouvrière du monde entier et par conséquent pour les ouvrières, la question de la dictature du prolétariat devient primordiale.

L'économie capitaliste se trouve dans une impasse. Les forces productives ne peuvent plus se développer dans le cadre du régime capitaliste. L'impuissance de la bourgeoisie à faire renaître l'industrie, la misère grandissante des masses laborieuses, le développement de la spéculation, la décomposition de la production, le chômage, l'instabilité des prix, la cherté de la vie disproportionnée aux salaires, provoquent une recrudescence de la lutte de classes dans tous les pays. Dans cette lutte, il est surtout question de savoir qui doit organiser la production d'une poignée de bourgeois et d'exploiteurs, sur les bases du capitalisme et de la propriété privée, ou de la classe des vrais producteurs, sur la base communiste.

La nouvelle classe montante, la classe des vrais producteurs, doit, conformément aux lois du développement économique, prendre en mains l'appareil de production et créer les nouvelles formes économiques. C'est ainsi seulement qu'on pourra donner leur développement maximum aux forces productrices que l'anarchie de la production capitaliste empêche de donner tout le rendement dont elles sont capables.

Tant que le pouvoir est entre les mains de la classe bourgeoise, le prolétariat est impuissant à rétablir la production. Aucune réforme, aucune mesure, proposées par les gouvernements démocratiques ou socialistes des pays bourgeois ne seront capables de sauver la situation et d'alléger les souffrances insurmontables des ouvriers, car ces souffrances sont un effet naturel de la ruine du système économique capitaliste et persisteront tant que le pouvoir sera entre les mains de la bourgeoisie. Seule la conquête du pouvoir par le prolétariat permettra à la classe ouvrière de s'emparer des moyens de production et de s'assurer ainsi la possibilité de rétablir l'économie dans son propre intérêt.

Pour avancer l'heure de la rencontre décisive du prolétariat avec le monde bourgeois expirant, la classe ouvrière doit se conformer à la tactique ferme et intransigeante préconisée par la Troisième Internationale. La réalisation de la dictature du prolétariat doit être à l'ordre du jour. C'est là le but qui doit définir les méthodes d'action et la ligne de conduite du prolétariat des deux sexes.

Partant du point de vue que la lutte pour la dictature du prolétariat est à l'ordre du jour du prolétariat de tous les Etats capitalistes et que la construction du communisme est la tâche actuelle dans les pays où la dictature est déjà entre les mains des ouvriers, le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste déclare que, aussi bien la conquête du pouvoir par le prolétariat

que la réalisation du communisme dans les pays qui ont déjà renversé l'oppression bourgeoise ne sauraient être accomplies sans l'appui actif de la masse du prolétariat et du demi-prolétariat féminin.

D'autre part le Congrès attire une fois de plus l'attention des femmes sur le fait que sans l'appui des Partis Communistes, les initiatives ayant pour but la libération de la femme, la reconnaissance de son égalité personnelle complète et son affranchissement véritable ne sont pas réalisables.

II. L'intérêt de la classe ouvrière exige en ce moment avec une force particulière l'entrée des femmes dans les rangs organisés du prolétariat combattant pour le communisme; il l'exige dans la mesure où la ruine économique mondiale devient de plus en plus intense et intolérable pour toute la population pauvre des villes et des campagnes et dans la mesure où, devant la classe ouvrière des pays bourgeois capitalistes, la révolution sociale s'impose inévitablement, tandis que devant le peuple laborieux de la Russie Soviétiste se dresse la tâche de reconstruire l'économie nationale sur de nouvelles bases communistes. Ces deux tâches seront d'autant plus facilement réalisées que les femmes y prendront une part plus active, plus consciente et plus volontaire.

III. Partout où la question de la conquête du pouvoir surgit directement, les partis communistes doivent savoir apprécier le grand danger que présente dans la révolution les masses inertes des ouvrières non entraînées dans le mouvement des ménagères, des employées, des paysannes non affranchies des conceptions bourgeoises, de l'Eglise et des préjugés, et non rattachées par un lien quelconque au grand mouvement de libération qu'est le communisme. Les masses féminines de l'Orient et de l'Occident non entraînées dans ce mouvement constituent inévitablement un appui pour la bourgeoisie, et un objet pour sa propagande contre-révolutionnaire. L'expérience de la révolution hongroise, au cours de laquelle, l'inconscience des masses féminines a joué un si triste rôle, doit servir d'avertissement au prolétariat des pays arriérés entrant dans la voie de la révolution sociale.

La pratique de la République Soviétiste a montré à l'oeuvre combien est essentielle la participation de l'ouvrière et de la paysanne tant à la défense de la république pendant la guerre civile que dans tous les domaines de l'organisation soviétiste. On sait l'importance du rôle que les ouvrières et les paysannes ont déjà joué dans la République Soviétiste, dans l'organisation de la défense, dans le renforcement de l'arrière, dans la lutte contre la désertion et contre toutes les formes de la contre-révolution, du sabotage, etc.

L'expérience de la République Ouvrière doit être apprise et utilisée dans les autres pays.

De tout ce que nous venons de dire résulte la tâche immédiate des Partis Communistes: étendre l'influence du Parti et du communisme aux vastes couches de la population féminine de leur pays, au moyen d'un organe spécial fonctionnant à l'intérieur du Parti et de méthodes particulières permettant d'aborder plus facilement les femmes pour les soustraire à l'influence des conceptions bourgeoises et à l'action des partis coalitionnistes, pour en faire de véritables combattantes pour l'affranchissement total de la femme.

IV. En imposant aux Partis Communistes d'Occident et d'Orient la tâche immédiate de renforcer le travail du Parti parmi le prolétariat féminin, le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste montre en même temps aux ouvriers du monde entier que leur affranchissement de l'injustice séculaire, de l'esclavage et de l'inégalité, n'est réalisable que par la victoire du communisme.

Ce que le communisme donnera à la femme, en aucun cas, le mouvement féminin bourgeois ne saurait le lui donner. Aussi longtemps qu'existera la domination du capital et de la propriété privée, l'émancipation de la femme en ce qui concerne sa dépendance à l'égard de son mari se résume à son droit de disposer comme elle le désire de ses biens et de son revenu et également de décider sur un pied d'égalité avec son mari du sort de leurs enfants.

Le but le plus arrêté des féministes — à savoir l'obtention du droit de vote pour les femmes — en régime parlementaire bourgeois, ne résout pas la question de l'égalité réelle des femmes, surtout de celles qui appartiennent aux classes dépossédées. L'expérience des ouvrières dans les pays capitalistes où la bourgeoisie a reconnu formellement l'égalité des sexes l'a clairement démontré.

Le droit électoral ne supprime pas la cause première de l'asservissement de la femme dans la famille et dans la société et ne lui donne pas la solution du problème des rapports entre les deux sexes. Le fait que le mariage civil ait remplacé le mariage religieux n'améliore pas le moins du monde la situation. La dépendance de la femme prolétaire face au capitaliste et face à son mari en tant que soutien économique de la famille demeure exactement la même. L'absence de lois adéquates pour protéger la maternité et l'enfance et l'absence d'éducation sociale adéquate rendent complètement impossible l'égalisation de la position des femmes dans les relations matrimoniales. En fait, on ne peut rien faire sous le capitalisme qui permette de trouver la solution au problème des relations entre les sexes. L'égalité non formelle, mais réelle de la femme n'est possible que sous un régime où la femme de la classe ouvrière sera la maîtresse de ses instruments de production et de répartition, prenant part à leur administration et portant l'obligation du travail dans les mêmes conditions que tous les membres de la Société travailleuse; en d'autres termes, cette égalité n'est réalisable qu'après le renversement du système capitaliste et son remplacement par les formes économiques communistes.

Seul, le communisme créera un état de choses dans lequel la fonction naturelle de la femme, la maternité, ne sera pas en conflit avec les obligations sociales et n'empêchera plus son travail productif au profit de la collectivité. Au contraire, le communisme facilitera le développement le plus harmonieux et le plus diversifié d'une belle personnalité en santé qui est indissolublement liée à toute la vie et à toutes les activités de la société en entier. Le communisme devrait être le but de toutes les femmes qui luttent pour une émancipation complète et une véritable liberté. Mais le communisme est en même temps le but final de tout le prolétariat. Par conséquent. La lutte de l'ouvrière et de l'ouvrier pour ce but commun doit, dans l'intérêt de tous les deux, être menée en commun et inséparablement.

V. Le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste confirme les principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire suivant lesquels il n'y a point de questions «spécialement féminines» et point de mouvement «spécialement féminin»; tout rapport de l'ouvrière avec le féminisme bourgeois, de même que tout appui apporté par elle à la tactique de demi-mesures

et de franche trahison des social-coalitionnistes et des opportunistes ne fait qu'affaiblir les forces du prolétariat et, en retardant la révolution sociale, empêche en même temps la réalisation du communisme, c'est-à-dire l'affranchissement de la femme.

Nous n'atteindrons au communisme que par l'union dans la lutte de tous les exploités et non par l'union des forces féminines des deux classes opposées.

Les masses prolétariennes féminines doivent dans leur propre intérêt soutenir la tactique révolutionnaire du Parti Communiste et prendre la part la plus active et la plus directe aux actions des masses et à la guerre civile sous toutes ses formes et sous tous ses aspects, tant dans le cadre national qu'à l'échelle internationale.

VI. La lutte de la femme contre sa double oppression: le capitalisme et la dépendance familiale et ménagère doit prendre, dans la phase prochaine de son développement, un caractère international se transformant en lutte du prolétariat des deux sexes pour la dictature et le régime soviétiste sous le drapeau de la IIIe Internationale.

VII. En dissuadant les ouvrières de tous les pays de toute espèce de collaboration et de coalition avec les féministes bourgeoises, le 3e Congrès de l'Internationale Communiste les prévient en même temps que tout appui fourni par elles à la IIe Internationale ou aux éléments opportunistes qui s'en rapprochent ne peut que faire le plus grand mal à leur mouvement. Les femmes doivent toujours se rappeler que leur esclavage a toutes ses racines dans le régime bourgeois. Pour en finir avec cet esclavage, il faut passer à un ordre social nouveau.

En soutenant les Internationales 2 et 2 1/2 et les groupes analogues, on paralyse le développement de la révolution, on empêche par conséquent la transformation sociale en éloignant l'heure de l'affranchissement de la femme.

Plus les masses féminines s'éloigneront avec décision et sans retour de la IIe Internationale et de l'Internationale 2 1/2, plus la victoire de la révolution sociale sera assurée. Le devoir des femmes communistes est de condamner tous ceux qui craignent la tactique révolutionnaire de l'Internationale Communiste et de s'appliquer fermement à les faire exclure des rangs serrés de l'Internationale Communiste.

Les femmes doivent encore se rappeler que la IIe Internationale n'a pas essayé même de créer un organe destiné à la lutte pour l'affranchissement total de la femme. L'union internationale des femmes socialistes, dans la mesure où elle existe, a été établie en dehors du cadre de la IIe Internationale, sur la propre initiative des ouvrières. Les femmes socialistes qui se sont dévouées au travail parmi les femmes ne jouissaient d'aucune représentation ni de vote décisif dans la IIe Internationale.

La IIIe Internationale a formulé clairement, dès son premier congrès en 1919, son attitude sur la question de la participation des femmes à la lutte pour la dictature, c'est sur son initiative et avec sa participation que fut convoquée la première conférence des femmes communistes et qu'en 1920 fut fondé le secrétariat international pour la propagande parmi les femmes, avec représentation permanente au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le devoir des ouvrières conscientes de tous les pays est de rompre avec la IIe Internationale et avec l'Internationale 2 1/2 et de soutenir fermement la politique révolutionnaire de l'Internationale Communiste.

VIII. L'appui que donneront à l'Internationale Communiste les ouvrières et les employées doit se manifester tout d'abord par leur entrée dans les rangs des Partis Communistes de leurs pays. Dans les pays et dans les Partis où la lutte entre la IIe et la IIIe Internationale n'est pas encore terminée, le devoir des ouvrières est de soutenir de toutes leurs forces le parti ou le groupe qui suit la politique de l'Internationale Communiste et de lutter impitoyablement contre tous les éléments hésitants ou ouvertement traîtres, sans tenir compte d'aucune autorité. Les femmes prolétaires conscientes luttant pour leur affranchissement ne doivent pas rester dans un parti non affilié à l'Internationale Communiste.

Tout adversaire de la IIIe Internationale est un ennemi de l'affranchissement de la femme.

Chaque ouvrière consciente d'Occident et d'Orient doit se ranger sous le drapeau révolutionnaire de l'Internationale Communiste. Toute hésitation des femmes du prolétariat à briser avec les groupements opportunistes ou avec les autorités reconnues, retarde les conquêtes du prolétariat sur le champ de bataille de la guerre civile, qui prend le caractère d'une guerre civile mondiale.

METHODES D'ACTION PARMIS LES FEMMES

Partant des principes ci-dessus indiqués, le 3e Congrès de l'Internationale Communiste établit que le travail parmi le prolétariat féminin doit être mené par les Partis Communistes de tous les pays sur les bases suivantes:

1. Admettre les femmes à titre de membres égaux en droits et en devoirs à tous les autres dans le Parti et dans toutes les organisations prolétariennes (syndicats, coopératives, conseils des anciens des usines, etc.).

2. Se rendre compte de l'importance qu'il y a à faire participer activement les femmes à toutes les branches de la lutte du prolétariat (y compris sa défense militaire), de l'édification des nouvelles bases sociales, de l'organisation de la production et de l'existence selon les principes communistes.

3. Reconnaître la maternité comme une fonction sociale, rendre et appliquer toutes mesures nécessaires à la défense de la femme dans sa qualité de mère.

Tout en se déclarant énergiquement contre toute espèce d'organisation séparée de femmes au sein du Parti, des syndicats ou des autres associations ouvrières, le 3e Congrès de l'Internationale Communiste reconnaît la nécessité pour le Parti Communiste d'employer des méthodes particulières de travail parmi les femmes et estime utile de former dans tous les Partis Communistes des organes spéciaux chargés de ce travail.

En cela le Congrès est guidé par les considérations suivantes:

a) l'asservissement familial de la femme non seulement dans les pays bourgeois capitalistes, mais même dans les pays où existe déjà le régime soviétiste, dans la phase de transition du capitalisme au communisme.

b) la grande passivité et l'état politique arriéré des masses féminines, défauts expliqués par l'éloignement séculaire de la femme de la vie sociale et par son esclavage dans la famille.

c) les fonctions spéciales imposées à la femme par la nature elle-même, c'est-à-dire la maternité et les particularités qui en découlent pour la femme, avec le besoin d'une plus grande protection de ses forces et de sa santé dans l'intérêt de toute la société.

Ces organes pour le travail parmi les femmes doivent être des sections ou des commissions fonctionnant auprès de tous les Comités du Parti, à commencer par le Comité Central et jusqu'aux comités de quartier ou de district. Cette décision est obligatoire pour tous les Partis adhérant à l'Internationale Communiste.

Le 3e Congrès de l'Internationale Communiste indique comme tâches des Partis Communistes à accomplir par l'intermédiaire des sections pour le travail parmi les femmes:

1. éduquer les grandes masses féminines dans l'esprit du communisme et les attirer dans les rangs du Parti.
2. combattre les préjugés relatifs aux femmes dans les masses du prolétariat masculin, en renforçant dans l'esprit des ouvriers et des ouvrières l'idée de la solidarité des intérêts des prolétaires des deux sexes.
3. affermir la volonté de l'ouvrière en l'utilisant dans la guerre civile sous toutes ses formes et aspects, éveiller son activité en la faisant participer aux actions de masses, à la lutte contre l'exploitation capitaliste dans les pays bourgeois (contre la cherté de la vie, la crise du logement et le chômage), à l'organisation de l'économie communiste et de l'existence en général dans les républiques soviétistes.
4. mettre à l'ordre du jour du Parti et des institutions législatives les questions relatives à l'égalité de la femme et à sa défense comme mère.
5. lutter systématiquement contre l'influence de la tradition, des mœurs bourgeoises et de la religion, afin de préparer la voie à des rapports plus sains et plus harmonieux entre les sexes et à l'assainissement moral et physique de l'humanité travailleuse.

Tout le travail des sections féminines devra être fait sous la direction immédiate et sous la responsabilité des comités du Parti.

Parmi les membres de la commission ou de la direction des sections devront figurer aussi, dans la mesure du possible, des camarades communistes hommes.

Toutes les mesures et toutes les tâches qui s'imposent aux commissions et aux sections des ouvrières devront être réalisées par elles, d'une manière indépendante, mais dans les pays des Soviets par l'intermédiaire des organes économiques ou politiques respectifs (sections des Soviets, Commissariats, Commissions, Syndicats, etc.) et dans les pays capitalistes avec l'aide des organes correspondants du prolétariat (syndicats conseils, etc.)

Partout où des Partis Communistes ont une existence légale ou semi-légale, ils doivent former un appareil illégal pour le travail parmi les femmes. Cet appareil doit être subordonné et adapté à l'appareil illégal du parti dans son ensemble. Là, comme dans l'appareil légal, chaque comité doit comprendre une camarade, chargée de diriger la propagande illégale parmi les femmes.

Dans la période actuelle, les syndicats professionnels et de production doivent être pour les Partis Communistes le terrain fondamental du travail parmi les femmes, tant pour les pays où la lutte pour le renversement du joug capitaliste n'est pas encore terminée que dans les républiques ouvrières soviétistes.

Le travail parmi les femmes doit être mené dans l'esprit suivant: Unité dans la ligne politique et dans la structure du parti, libre initiative des commissions et des sections dans tout ce qui tend à procurer à la femme sa complète libération et égalité, ce qui ne saurait être pleinement obtenu que par le Parti, en entier. Il ne s'agit pas de créer un parallélisme, mais de compléter les efforts du Parti par l'activité et l'initiative créatrices de la femme.

LE TRAVAIL POLITIQUE DU PARTI PARMIS LES FEMMES DANS LES PAYS DE REGIME SOVIETISTE

Le rôle des sections dans les républiques soviétistes consiste à éduquer les masses féminines dans l'esprit du communisme en les entraînant dans les rangs du Parti Communiste; il consiste encore à développer l'activité, l'initiative de la femme en l'attirant dans le travail de construction du communisme et en en faisant un ferme défenseur de l'Internationale Communiste.

Les sections doivent par tous les moyens faire participer la femme à toutes les branches de l'organisation soviétiste, depuis la défense militaire de la République jusqu'aux plans économiques les plus compliqués.

Dans la République Soviétiste, les sections doivent veiller à l'application des décisions du 3e Congrès des Soviets concernant la participation des ouvrières et des paysannes à l'organisation et à la construction de l'économie nationale, ainsi qu'à tous les organes dirigeant, administratif, contrôlant et organisant la production.

Par l'intermédiaire de leurs représentants et par les organes du Parti, les sections doivent collaborer à l'élaboration de nouvelles lois et à la modification de celles qui doivent être transformées en vue de l'affranchissement réel de la femme. Les sections doivent faire preuve d'initiative particulière pour le développement de la législation protégeant le travail de la femme et des mineurs.

Les sections doivent entraîner le plus grand nombre possible d'ouvrières et de paysannes dans les campagnes pour l'élection des Soviets et veiller à ce que parmi les membres de ceux-ci et des Comités Exécutifs soient aussi élues des ouvrières et des paysannes.

Les sections doivent favoriser le succès de toutes les campagnes politiques et économiques menées par le Parti.

C'est encore le rôle des sections de veiller au perfectionnement et à la spécialisation du travail féminin par l'expansion de l'enseignement professionnel, en facilitant aux ouvrières et aux paysannes l'accès des établissements correspondants.

Les sections veilleront à l'entrée des ouvrières dans les commissions pour la protection du travail fonctionnant dans les entreprises et au renforcement de l'activité des commissions de secours et de protection de la maternité et de l'enfance.

Les sections faciliteront le développement de tout le réseau d'établissements publics comme orphelinats, blanchisseries, ateliers de réparations, institutions d'existence sur les nouvelles bases communistes, allégeront pour les femmes le fardeau de l'époque de transition, amèneront leur indépendance matérielle et feront de l'esclave domestique et familial la libre collaboratrice du créateur des nouvelles formes de vie.

Les sections devront faciliter l'éducation des membres femmes des syndicats dans l'esprit du communisme par l'intermédiaire des organisations pour le travail parmi les femmes, constituées par les fractions communistes des syndicats.

Les sections veilleront à ce que les ouvrières assistent régulièrement aux réunions des déléguées d'usines et de fabriques.

Les sections répartiront systématiquement les déléguées du Parti comme stagiaires dans les différentes branches de travail: soviets, économie nationale, syndicats.

Les sections doivent d'abord s'enraciner profondément et fermement parmi les femmes prolétaires, les salariées et organiser de la propagande parmi les employées, les ménagères et les paysannes.

Afin d'établir un lien solide entre le Parti et les masses populaires, et d'étendre son influence parmi les membres de la société qui sont sans parti, et de développer aussi la méthode d'éducation des femmes dans l'esprit communiste, en enseignant le sens de l'initiative et la participation au travail pratique, les sections féminines doivent organiser des rencontres de déléguées des ouvrières.

Les rencontres de déléguées constituent le meilleur moyen d'éduquer les ouvrières et les paysannes, et d'étendre l'influence du Parti parmi les masses arriérées des ouvrières et des paysannes.

Ces rencontres de déléguées comprennent des représentantes des fabriques et des usines d'une certaine région, ville ou volost. En Russie soviétique, les déléguées sont entraînées dans toutes sortes de campagnes politiques et économiques. On les envoie dans divers comités dans l'industrie, on les invite à exercer le contrôle sur les institutions soviétiques, et on les utilise pour faire du travail régulier dans les départements soviétiques, en tant que commis, pour deux mois (la loi de 1921).

Les déléguées devraient être élues lors de rencontres générales des ouvrier(ère)s, des ménagères et des employé(e)s, d'après un certain taux de représentativité fixé par le Parti. Les sections féminines doivent faire de la propagande et de l'agitation parmi les déléguées, à quelle fin des rencontres spéciales de déléguées doivent avoir lieu au moins deux fois par mois. On demande aux déléguées qu'elles fassent des comptes-rendus de leurs activités soit dans les usines où elles travaillent, soit lors de rencontres qui ont lieu dans les districts de la ville. Les déléguées doivent être élues pour une période de trois mois.

Une autre forme d'agitation parmi les femmes consiste à organiser de vastes conférences d'ouvrières et de paysannes sans parti. Les représentantes doivent être élues lors de rencontres organisées pour les ouvrières — dans leurs milieux de travail —, et pour les paysannes — dans les villages.

La section qui s'occupe du travail parmi les femmes doit convoquer les conférences et surveiller le travail qui s'y fait.

Pour faire le meilleur usage possible de l'expérience que les ouvrières ont acquise en participant au travail et aux activités du Parti, les sections locales et les comités mènent une campagne de propagande élaborée de bouche à oreille. Les sections organisent des rencontres et des discussions pour les ouvrières dans les usines et pour les ménagères dans les clubs de la ville. Elles exercent le contrôle sur les rencontres de déléguées et font de l'agitation de porte à porte.

Pour entraîner des travailleuses actives parmi les femmes, et pour élargir leur compréhension du communisme, le Parti doit organiser avec l'aide des sections, des cours spéciaux de travail parmi les femmes, à chaque école du Parti et à chaque école de travail soviétique.

DANS LES PAYS CAPITALISTES

Les tâches immédiates des commissions pour le travail parmi les femmes sont déterminées par les conditions objectives. D'une part, la ruine de l'économie mondiale, l'aggravation prodigieuse du chômage, ayant pour conséquences particulières la diminution de la demande de main-d'oeuvre féminine et l'augmentation de la prostitution, de la cherté de la vie, de la crise de logements, de la menace de nouvelles guerres impérialistes, d'autre part, les incessantes grèves économiques dans tous les pays, les tentatives renouvelées de soulèvement armé du prolétariat, l'atmosphère de plus en plus étouffante de la guerre civile s'étendant sur le monde entier, tout cela apparaît comme le prologue de l'inévitable révolution sociale mondiale.

Les commissions féminines doivent mettre en avant les tâches de combat du prolétariat, mener la lutte pour les revendications du Parti Communiste, faire participer la femme à toutes les manifestations révolutionnaires des communistes contre la bourgeoisie et les socialistes coalitionnistes.

Les commissions veilleront, non seulement à ce que les femmes soient admises avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que les hommes dans le Parti, dans les syndicats et dans les autres organisations ouvrières de lutte de classes, en combattant toute séparation et toute particularisation de l'ouvrière, mais encore à ce que les ouvrières soient élues à l'égal des ouvriers dans les organes dirigeants des syndicats et des coopératives.

Les commissions aideront les grandes masses du prolétariat féminin et des paysannes à exercer leurs droits électoraux aux élections parlementaires et autres en faveur du Parti Communiste, tout en faisant ressortir le peu de valeur de ces droits tant pour l'affaiblissement de l'exploitation capitaliste que pour l'affranchissement de la femme, et en opposant au parlementarisme le régime soviétiste.

Les commissions devront aussi veiller à ce que les ouvrières, les employées et les paysannes prennent une part active et consciente aux élections des soviets révolutionnaires, économiques et politiques de délégués ouvriers. Elles s'efforceront d'éveiller l'activité politique chez les ménagères et de propager l'idée des Soviets particulièrement parmi les paysannes.

Les commissions consacreront la plus grande attention à l'application du principe à travail égal, salaire égal.

Les commissions devront entraîner les ouvrières dans cette campagne par des cours gratuits et accessibles à tous et de nature à relever la valeur de la femme.

Les commissions doivent veiller à ce que les femmes communistes collaborent à toutes les institutions législatives, municipales, pour préconiser dans ces organes la politique révolutionnaire de leur parti.

Mais tout en participant aux institutions législatives, municipales et aux autres organes de l'Etat bourgeois, les femmes communistes doivent suivre strictement les principes et la tactique du Parti. Elles doivent se préoccuper non pas d'obtenir des réformes sous le régime capitaliste, mais de tâcher de transformer toutes revendications des femmes laborieuses en mots d'ordre de nature à éveiller l'activité des masses et à diriger ces revendications sur la route de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat.

Les commissions doivent dans les Parlements et dans les municipalités rester en contact étroit dans les fractions communistes et délibérer en commun sur tous les projets., etc. relatifs aux femmes. Les commissions devront expliquer aux femmes le caractère arriéré et non économique du système des ménages isolés, le défaut de l'éducation bourgeoise donnée aux enfants, en groupant des forces des ouvrières sur les questions de l'amélioration réelle de l'existence de la classe ouvrière, questions soulevées par le Parti.

Les commissions devront favoriser l'entraînement dans le Parti Communiste des ouvrières, membres des syndicats, et les fractions communistes de ces derniers devront détacher dans ce but des organisateurs pour le travail parmi les femmes agissant sous la direction du Parti et les sections locales.

Tout le travail des commissions doit tendre vers ce but unique: le développement de l'activité révolutionnaire des masses afin de hâter la révolution sociale.

DANS LES PAYS ECONOMIQUEMENT ARRIERES (L'ORIENT)

Le Parti Communiste de concert avec les sections doit obtenir dans les pays à faible développement industriel la reconnaissance de l'égalité en droits et en devoirs de la femme dans le Parti, dans les syndicats et dans les autres organisations de la classe ouvrière.

Les sections et les commissions doivent lutter contre les préjugés, les moeurs et les habitudes religieuses pesant sur la femme et mener la propagande parmi les hommes aussi.

Le Parti Communiste et ses sections ou commissions doivent appliquer les principes de l'égalité des droits de la femme dans l'éducation des enfants, dans les rapports familiaux et dans la vie publique.

Les sections chercheront appui pour leur travail avant tout dans la masse des ouvrières travaillant à domicile (petite industrie), des travailleuses des plantations de riz, de coton et autres, en favorisant la formation partout où elle est possible (et en premier lieu parmi les peuples de l'Orient vivant dans les confins de la Russie Soviétiste), d'ateliers corporatifs, de coopératives de petite industrie, et en facilitant ainsi partout l'entrée des ouvrières des plantations dans les syndicats.

Le relèvement du niveau général de culture de la masse est un des meilleurs moyens de lutte contre la routine et les préjugés religieux répandus dans le pays. Les commissions doivent donc favoriser le développement des écoles pour adultes et pour enfants et en rendre l'accès facile aux femmes. Dans les pays bourgeois, les commissions doivent mener une agitation directe contre l'influence bourgeoise dans les écoles.

Partout où il est possible de le faire, les sections et les commissions doivent mener la propagande à domicile, elles doivent organiser des clubs d'ouvrières et y attirer celle-ci, et en général les éléments féminins les plus arriérés. Les clubs doivent être des foyers de culture et d'instruction et des organisations modèles montrant ce que peut faire la femme pour son propre affranchissement et son indépendance (organisation de crèches, de jardins d'enfants, d'écoles primaires pour adultes, etc.).

Chez les peuples menant une vie nomade il faudra organiser des Clubs ambulants.

-Les sections doivent, de concert avec les Partis, dans les pays de régime soviétiste, contribuer à faciliter la transition des formes de production pré-capitalistes aux formes communales de production, en plaçant l'ouvrière devant cette réalité évidente que l'économie domestique et la famille, telles qu'elles étaient jusqu'à présent, ne peuvent que l'asservir tandis que le travail communal la libérera.

Parmi les peuples orientaux vivant en Russie Soviétiste, les sections doivent veiller à ce que soit appliquée la législation soviétiste égalisant la femme dans ses droits par rapport à l'homme et défendant ses intérêts. Dans ce but, les sections doivent faciliter aux femmes l'accès aux fonctions de juges et de jurés dans les tribunaux populaires.

Les sections doivent également faire participer la femme aux élections aux Soviets, et veiller à ce que les ouvrières et les paysannes entrent dans les Soviets et les Comités Exécutifs. Le travail parmi le prolétariat féminin de l'Orient doit être mené sur la plate-forme de la lutte de classes. Les sections révéleront l'impuissance des féministes islamiques à trouver une solution aux différentes questions de l'affranchissement de la femme; elles utiliseront les forces intellectuelles féminines (par ex. les institutrices) pour répandre l'instruction dans les pays soviétistes de l'Orient. Tout en évitant les attaques grossières et sans tact aux croyances religieuses et aux traditions nationales, les sections et les commissions travaillant parmi les femmes de l'Orient, devront nettement lutter contre l'influence du nationalisme et de la religion sur les esprits.

Toute l'organisation des ouvrières doit être basée, en Orient tout comme en Occident, non pas sur la défense des intérêts nationaux, mais sur le plan de l'union du prolétariat international des deux sexes dans les tâches communes de classe.

La question du travail parmi les femmes d'Orient, étant de grande importance et en même temps présentant un nouveau problème pour les partis communistes, doit être détaillée par une instruction spéciale sur les méthodes de travail parmi les femmes de l'Orient, appropriées aux conditions des pays orientaux. L'instruction sera adjointe aux thèses.

METHODES D'AGITATION ET DE PROPAGANDE

Pour accomplir la mission fondamentale des sections, c'est-à-dire l'éducation communiste des grandes masses féminines du prolétariat et le renforcement des cadres des champions du communisme, il est indispensable que tous les Partis Communistes d'Orient et d'Occident s'assimilent le principe fondamental du travail parmi les femmes, qui est celui-ci: «agitation et propagande par le fait».

Agitation par le fait veut dire avant tout action pour éveiller l'initiative de l'ouvrière, détruire son manque de confiance en ses propres forces et, en l'entraînant au travail pratique dans le domaine de l'organisation et de la lutte, pour lui apprendre à comprendre par la réalité que toute conquête du Parti Communiste, toute action contre l'exploitation capitaliste, est un progrès soulageant la situation de la femme. «De la pratique à l'action, à la reconnaissance de l'idéal du communisme et de ses principes théoriques», telle est la méthode avec laquelle les Partis Communistes et leurs sections féminines devront aborder les ouvrières.

Pour être réellement des organes d'action et pas seulement de propagande orale, les sections féminines doivent s'appuyer sur les noyaux communistes des entreprises et des ateliers et charger, dans chaque noyau communiste, un organisateur spécial du travail parmi les femmes de l'entreprise ou de l'atelier.

Avec les syndicats, les sections devront entrer en rapports par l'intermédiaire de leurs représentants ou de leurs organisateurs désignés par la fraction communiste du syndicat et menant leur travail sous la direction des sections.

La propagande de l'idée communiste par le fait consiste, dans la Russie des Soviets, à faire entrer l'ouvrière, la paysanne, la ménagère et l'employée dans toutes les organisations soviétistes, en commençant par l'armée et la milice et en finissant par toutes les institutions visant à l'affranchissement de la femme: alimentation publique, éducation sociale, protection de la maternité, etc. Une tâche particulièrement importante, c'est la restauration économique sous toutes ses formes, à laquelle il faut entraîner l'ouvrière.

La propagande par le fait dans les pays capitaliste tendra avant tout à entraîner l'ouvrière dans les grèves, dans les manifestations et dans l'insurrection sous toutes ses formes, qui trempent et élèvent la volonté et la conscience révolutionnaires, dans toutes les formes du travail politique, dans le travail illégal (particulièrement dans les services de liaison) dans l'organisation des samedis et des dimanches communistes, par lesquels les ouvrières sympathisantes, les employées apprendront à se rendre utiles au Parti, par le travail volontaire.

Le principe de la participation des femmes à toutes les campagnes politiques, économiques ou morales entreprises par le Parti Communiste sert également le but de la propagande par le fait. Les organes de propagande parmi les femmes auprès des Partis communistes doivent étendre leur activité dans des catégories de plus en plus nombreuses de femmes socialement exploitées et enchaînées dans les pays capitalistes et, parmi les femmes des Etats soviétistes affranchir leur esprit enchaîné par des superstitions et des survivances du vieil ordre social. Ils devront s'attacher à tous les besoins et à toutes les souffrances, dans les intérêts et à toutes les revendications par lesquelles les femmes se rendront compte que le capitalisme devra être écrasé comme leur ennemi mortel et que les voies doivent être frayées au communisme, leur libérateur.

Les sections doivent mener méthodiquement leur agitation et leur propagande par la parole, en organisant des réunions dans les ateliers et, des réunions publiques soit pour les ouvrières et employées de différentes branches d'industrie, soit pour les ménagères et pour les travailleuses de toutes branches, par quartiers, rayons de la ville, etc.

Les sections doivent veiller à ce que les fractions communistes des syndicats, des associations ouvrières, des coopératives élisent des organisateurs et agitateurs spéciaux pour faire le travail communiste dans les masses féminines des syndicats, coopératives, associations. Les Sections doivent veiller à ce que dans les Etats Soviétistes, les ouvrières soient élues aux conseils d'industrie et à tous les organes chargés de l'administration, du contrôle et de la direction de la production. Bref, les ouvrières doivent être élues à toutes les organisations qui, dans les pays capitalistes, servent aux masses exploitées et opprimées dans leur lutte pour la conquête de pouvoir politique ou, dans les Etats Soviétistes, servent à la défense de la dictature du prolétariat et à la réalisation du communisme.

Les sections doivent déléguer des femmes communistes éprouvées dans les industries, les plaçant comme ouvrières ou comme employées là où un grand nombre de femmes travaillent, comme cela est pratiqué en Russie Soviétiste; on installe aussi ces camarades dans de grandes circonscriptions et centres prolétariens.

Suivant l'exemple du Parti Communiste de la Russie Soviétiste, qui organise des réunions de délégués et des conférences de déléguées sans parti, lesquelles ont toujours un succès considérable, les sections féminines des pays capitalistes doivent organiser des réunions publiques d'ouvrières, de travailleuses de toutes sortes, paysannes, ménagères, réunions qui s'occupent des besoins, des revendications des femmes laborieuses et qui doivent élire des comités ad hoc, approfondir les questions soulevées en contact permanent avec leurs mandataires et les sections féminines du parti. Les sections doivent envoyer leurs orateurs prendre part aux discussions dans les réunions des partis hostiles au communisme.

La propagande et l'agitation au moyen des réunions et d'autres institutions semblables doit être complétée par une agitation méthodique et prolongée poursuivie dans les foyers. Toute communiste chargée de cette besogne devra visiter tout au plus dix femmes à domicile, mais elle devra le faire régulièrement au moins une fois par semaine et à chaque action importante des Partis Communistes et des masses prolétariennes.

SOMMAIRE

Editorial	p. 5	
Les ouvrières		
Les femmes sous le capitalisme concurrentiel		
A. Les femmes en Europe entrent dans la production capitaliste	p. 9	
B. Les femmes émigrent au Canada	p. 16	
Les femmes sous l'impérialisme		
A. L'impérialisme transforme la vie des femmes	p. 24	
B. La bourgeoisie impose comme modèle la famille de la classe dirigeante	p. 31	
C. L'aristocratie ouvrière masculine se joint à la campagne	p. 38	
D. Le profit maximum et le travail productif	p. 43	
E. Profit maximum et travail improductif	p. 51	
La crise de l'impérialisme	p. 63	
Conclusion: l'impérialisme, stade suprême dans le développement de la double oppression des femmes	p. 70	
La famille prolétarienne		p. 81
Luttes contre l'économisme et le féminisme sur la question de la famille	p. 91	
L'opportunisme		
Introduction	p. 95	
L'économisme		p. 99
A. La secondarisation de l'oppression spécifique des femmes	p. 100	
B. Mépris de la théorie, dédain du facteur subjectif	p. 104	
C. Une caricature des usines, et l'économisme impérialiste	p. 108	
D. Se joindre aux femmes auxiliaires: le culte du trade-unionisme	p. 118	
E. La structure du prolétariat: un autre point de vue révisionniste	p. 124	
La grande conspiration: les économistes se servent des femmes pour leurs plans hégémoniques		p. 126
La grande conspiration		
A. En Lutte		
B. La «Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada»		
Le féminisme		
La base sociale	p. 137	
Les féministes: apologistes de l'esclavage domestique des femmes		p. 141
Les féministes: encanteurs dans le libre échange des femmes		
A. L'abolition de la famille	p. 151	
B. Le féminisme rallie Sigmund Freud	p. 155	
Le féminisme adversaire de la révolution socialiste		p. 165
A. L'«unité psychique» des femmes	p. 166	
B. Le féminisme s'allie à l'économisme	p. 171	
C. Les féministes attaquent le parti prolétarien	p. 173	
D. Les féministes attaquent le prolétariat p. 176		
E. Les féministes s'opposent à la dictature du prolétariat	p. 179	
L'économisme et le féminisme convergent		p. 187
Recueil d'articles sur la question des femmes paru dans <i>Révolution Prolétarienne</i>		
Le féminisme québécois:		
Un porte-parole de la culture bourgeoise cléricale au Québec	p. 194	
Les femmes Autochtones s'opposent à la séparation du Québec		p. 199
Le social-impérialisme soviétique:		
agent diabolique de la double oppression des femmes	p. 202	
Les femmes en Chine «communiste»		p. 214
La bourgeoisie assassine les femmes au nom du profit		p. 224
Journée Internationale des femmes:		
Luttes pour la construction du parti bolchevik!	p. 230	
Annexe: 3è congrès de l'Internationale communiste		p. 239

Abonnez-vous à:

LIGNES DE DEMARCATION

abonnement: 1 an/6 numéros
\$9.00 (courrier imprimé)
\$12.00 (courrier première classe)

Lignes de Démarcation
C.P. 892
Succ. Tour de la Bourse
Montréal, Québec

A Toronto: Lines of Demarcation
P.O. Box 5707
Station "A"
Toronto, Ontario

Lignes de Démarcation nos 9-10

Certains traits du développement historique du révisionnisme canadien: la question de l'impérialisme

Annexe: Documents de l'Internationale Communiste sur la question de l'impérialisme canadien

Lignes de Démarcation nos 7-8

Editorial: Il n'y a pas de parti communiste marxiste-léniniste au Canada

Soutenons l'oeuvre féconde et immortelle du camarade Staline Hardial Bains et son soi-disant «Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)»

La question de l'Angola: trois articles

L'expulsion de la «LC(m-l)C» de l'ADDS: Une grande victoire pour les assistés sociaux

PARU RECEMMENT:

Disponible: \$0.50

Cette brochure sera offerte gratuitement pour une période limitée avec une demande d'abonnement à *Lignes de Démarcation* ou *Révolution Proletarienne*.

